





LE CHARTISME


Monod

ÉDOUARD DOLLÉANS

LE CHARTISME

(1830-1848)





A PARIS
Chez H. FLOURY, Éditeur
1, BOULEVARD DES CAPUCINES
MCMXIII

FEARGUS O'CONNOR

PAR

LUCIEN MONOD

ÉDOUARD DOLLÉANS

LE CHARTISME

(1830-1848)

* *



A PARIS
CHEZ H. FLOURY, ÉDITEUR
1, BOULEVARD DES CAPUCINES
MCMXIII

LA SECONDE ÉVOLUTION
(1840-1842)

CHAPITRE II

Alliance avec les partis bourgeois ou Lutte de classe ?

L'Emeute de Newport avait clos la première évolution du Chartisme. La violence verbale, en s'exaspérant et en se traduisant en actes, avait épuisé ses ardeurs et provoqué une réaction toute naturelle : parmi les Chartistes, les uns, effrayés des résultats ou craignant les représailles, s'étaient tus ou avaient singulièrement atténué la virulence de leurs discours ; les autres, par un retour de l'instinct à la réflexion, étaient revenus aux inclinations de leur tempérament personnel. L'hiver et le printemps de 1840 sont pour le Chartisme une période de recueillement pendant laquelle les seuls événements, procès et emprisonnements, tout en mettant dans les paroles et dans les cœurs beaucoup d'amertume, mettent aussi dans les esprits et dans les actes plus de réserve et de délibération.

Les Chartistes de la force morale, que les circonstances avaient entraînés malgré eux,

retrouvent leur premier idéal ; dans la prison de Warwick, Lovett et Collins écrivent une brochure dans laquelle ils tracent un projet pour l'éducation du peuple tout empreint d'Owénisme, et dans son cachot de Oakham, guéri désormais de s'échauffer au contact d'auditoires enthousiastes, Henry Vincent songe déjà à consacrer son talent oratoire à la propagande anti-alcoolique et à la formation d'associations chartistes de tempérance.

Les Chartistes de la force physique ont été assagis eux aussi par la répression et par l'expérience. La Convention a appris à Bronterre O'Brien que l'Angleterre n'est pas encore préparée à imiter la grande Révolution ni les classes laborieuses à donner de leur foi en la révolution prolétarienne une preuve plus effective que la vaine acclamation de la grève générale dans les meetings. Feargus O'Connor lui-même redoute sans doute les responsabilités personnelles puisque, dans la *Northern Star* du 21 septembre 1839, il cherche à se forger un instrument de célébrité et de domination plus inoffensif et moins dangereux que les théories de violence, esquissant déjà le fameux " Land Scheme ". Mais la crainte des sanctions n'est qu'un frein bien provisoire et le démagogue irlandais est prêt à recommencer, dès l'occasion favorable, à éveiller de son sommeil le peuple,

à surexciter ses instincts de violence en lui murmurant à nouveau les chansons qui irritent la misère humaine.

La Convention s'est séparée après avoir vu l'échec complet de ses tentatives, après avoir failli lancer la classe ouvrière dans une entreprise impossible et qui aurait pu être sanglante ; les principaux leaders sont en prison : Frost, Williams et Jones sont condamnés le 16 Janvier à être pendus et écartelés ; Bronterre O'Brien est condamné à 18 mois d'emprisonnement, William Benbow à 16 mois, Williams et Binns à six mois; Lovett, Collins, Vincent et Mc Douall ne seront mis en liberté que pendant l'été de 1840.

Le Chartisme paraît donc écrasé et jusqu'en Juillet il ne manifestera son existence que par des pétitions et des protestations contre les condamnations ou contre le traitement infligé aux emprisonnés : sont-ce les signes du déclin ou seulement, avant le réveil, un temps d'arrêt nécessaire pour que les Chartistes reconstituent leurs forces et leurs organisations ? Entre l'été de 1840 et le mois de Janvier 1843, une nouvelle évolution se produit dont l'année 1842 marque le point maximum : les grèves d'Août 1842 paraissent être la mise à exécution de la grève générale proclamée trois ans auparavant par la Convention ; en Décembre, la conférence

de Birmingham correspond à l'émeute de Newport et la rupture de l'alliance ébauchée correspond à l'insuccès de l'essai de mobilisation chartiste.

L'évolution de 1840 à 1842 est dominée par un problème tout à la fois différent en ses termes et semblable en ses éléments si on le compare à celui qui a déterminé l'évolution de 1837 à 1839. Alliance avec les partis bourgeois ou Lutte de classe, tel est le dilemme qui se pose au parti Chartiste et à la question qui se dresse ainsi sur sa route celui-ci va donner deux réponses successives et opposées. Les Chartistes accepteront-ils l'offre d'alliance que, sous deux formes et par deux fois, les classes moyennes vont faire aux classes laborieuses ? Quelle tactique adopter : l'intransigeante politique de classe ou au contraire une politique plus opportuniste de conciliation ? Après avoir vu combien il leur était difficile de réussir par leurs seules forces, les Chartistes consentiront-ils à renier le principe de l'antagonisme entre les classes et se prêteront-ils à la formation d'un grand parti démocratique de gauche allant des radicaux par les radicaux socialisants jusqu'aux socialistes ? C'est en des expressions identiques que ce problème devait se présenter soixante ans plus tard aux démocrates et aux ouvriers socialistes : entre 1840 et 1842 il allait être l'objet de discussions

aussi ardentes et de solutions aussi diverses.

En un sens, l'évolution de 1840 à 1842 allait répéter celle de 1837 à 1839, puisqu'aussi bien le problème de la tactique et celui de la méthode sont absolument parallèles et mettent en jeu deux conceptions et deux tempéraments opposés : l'attitude réformiste qui semble impliquer la possibilité de l'alliance et l'attitude révolutionnaire qui semble l'exclure.

Entre 1837 et 1839, la démarche de l'évolution avait été un progrès constant vers la force physique et la violence agissante. Les émeutes de Birmingham et de Newport montrent que "la révolution physique" appelée de vœux si impatients aurait pu éclater ; le gouvernement whig avait cru devoir prendre toutes les précautions militaires nécessaires pour être prêt à répondre à un soulèvement possible du prolétariat industriel. Entre 1837 et 1839 ce sont les Chartistes de la force morale qui ont cédé aux révolutionnaires ; mais, après s'être laissés entraîner par les apôtres de la violence, ils reviennent à leur premier idéal. Entre 1840 et 1842, l'inverse se produit et ce sont les Chartistes de la force physique qui paraissent céder. L'évolution qui s'achève par un retour au point de départ, c'est-à-dire à l'intransigeance, se développe en trois étapes. Au premier acte, l'entente des Chartistes pour rejeter l'alliance

est entière; au second, les chartistes se divisent en partisans et adversaires de l'union avec les classes moyennes et se trouvent ensuite tous d'accord pour accepter une offre plus avantageuse que les promesses des libre-échangistes; au troisième, les événements déterminent la rupture des pourparlers. Alors, malgré leurs raisons personnelles de rancune contre les Chartistes de la force physique, quoique partisans de l'alliance et opposés au principe de la lutte des classes, les modérés ne consentent pas à se séparer de leurs frères ennemis dont ils font ainsi le jeu, refusant de sacrifier le nom vénéré de la Charte à l'espoir d'assurer la réalisation des revendications démocratiques par un puissant appui.

I

Cette intransigeance, par deux fois affirmée, étonne parce qu'elle est contraire aux intentions des créateurs du mouvement. Les socialistes réformistes de W. M. A., sous l'influence de Francis Place et de William Lovett, étaient tout disposés à constituer un grand parti avec les bourgeois démocrates et les plus avancés des libéraux; l'alliance avait même été réalisée dès le début par la participation de la Birmingham Political Union à l'agitation chartiste

et le soin laissé à cette association de rédiger la première pétition.

Cependant cette intransigeance est très explicable par l'évolution même du chartisme, par l'influence grandissante et bientôt même exclusive dont les protagonistes de la lutte de classe ont joui très vite en prenant en mains les directions du mouvement.

Aussi, lorsqu'à l'automne de 1838, les libre-échangistes se proposent d'associer les classes laborieuses à leur campagne et offrent à celles-ci une participation dans les bénéfices de la réforme douanière, les Chartistes s'opposent à leur dessein de se concilier l'appui des travailleurs et leur réponse est résolument négative. Entre les Chartistes représentants de la classe ouvrière et les leaders de l'Anti Corn Law League, véritables ministres plénipotentiaires de la classe moyenne, s'engage un dialogue sans issue. deux thèses se heurtent irréductiblement antagonistes, l'une s'efforçant de prouver que la misère ouvrière a pour cause essentielle le pain cher et l'autre dédaigneuse des promesses libre-échangistes et mettant le peuple en défiance contre le "nouveau piège" des capitalistes.

Le 24 Septembre 1838, les sept premiers fondateurs de la Ligue s'étaient réunis au York Hôtel de Manchester pour organiser une agita-

tion en faveur de l'abolition des Corn Laws et ils avaient fixé le minimum des souscriptions à cinq shillings "afin que toutes les classes pussent adhérer à la Ligue ". Ils montraient ainsi leur intention d'associer les classes laborieuses au mouvement libre-échangiste et de réaliser par l'Anti Corn Law League l'union du capital et du travail contre l'aristocratie foncière.

Dès le début, dans l'argumentation des ligueurs, une large place est faite aux raisons qui peuvent intéresser d'autant plus la classe ouvrière au libre-échange que celui-ci est présenté comme le remède à la crise que traverse justement la population industrielle. De ce point de vue particulier, la thèse libre-échangiste se ramène à deux arguments: celui du "pain à bon marché" et celui de " l'extension du commerce anglais ". La misère ouvrière, disent les libre-échangistes, s'explique par le double fait de conditions d'existence trop onéreuses et de ressources insuffisantes ; les salaires sont trop bas et les chômages trop fréquents tandis que la vie est trop chère. Le libre-échange est le remède, car les bienfaits qu'en peuvent escompter les travailleurs sont de deux sortes. D'une part, il offrira aux classes laborieuses le pain à bon marché et abaissera le coût de leur existence ; et d'autre part, il accroîtra les débouchés de l'industrie anglaise à l'intérieur et à l'extérieur : l'abaissement de

leur prix de revient permettra aux produits des manufactures de conquérir les marchés extérieurs et cet essor commercial, galvanisant l'industrie et les salaires, provoquera à l'intérieur une augmentation de la consommation. L'argument du pain à bon marché et celui de l'extension du commerce anglais font, dès l'origine, partie intégrante de la thèse libre-échangiste qui, grâce à ces raisonnements, prétend s'attacher les classes ouvières et leur démontrer l'intérêt de premier ordre qu'elles ont à consacrer leurs efforts à la conquête du " Libre-échange de leur travail contre les produits du monde entier ".

L'abrogation des Corn Laws n'est-elle pas liée, du reste, depuis de longues années, aux revendications démocratiques ? Dès Peterloo, en 1819, les bannières du radicalisme ne portaient-elles pas la double inscription " Universal suffrage " et " No Corn Laws "? De 1815 à 1832, combien de meetings populaires avaient réclamé l'abrogation des Corn Laws ! N'était-ce pas un député radical — un de ceux qui avaient pris part aux réunions préparatoires de la Charte, Joseph Hume — qui avait été le premier à déposer une motion contre les Corn Laws dès 1826 ? La crise qui sévissait n'était due qu'à la hausse du prix du blé qui avait suivi la mauvaise récolte de 1836 : les budgets ouvriers,

dont le pain est le principal article, avaient subi d'une façon violente le contre-coup de cette hausse.

En multipliant les conférences, les brochures, les manifestations en province et à Londres, en créant une feuille libre-échangiste, *L'Anti Corn Law Circular*, tirée à 15,000 exemplaires et lue par 200,000 lecteurs, en dépensant sans compter l'argent dont la comblent des donateurs généreux ou intéressés, la ligue espère gagner à sa cause l'opinion publique. Mais, lorsqu'elle entreprend cette agitation systématique, elle rencontre un obstacle dans l'existence du mouvement chartiste qui, pendant l'été de 1838, attire à lui toutes les sympathies des masses populaires. Il est de toute nécessité pour le succès de leurs projets que les ligueurs parviennent à détourner du Chartisme l'attention publique et ils ont à choisir entre deux moyens : ils peuvent combattre le chartisme, ce qui serait donner par réaction à l'aristocratie foncière des alliés et multiplier leurs propres adversaires ; ou bien au contraire ils peuvent utiliser la force du Chartisme pour contrebalancer celle des intérêts protectionnistes ; pour cela il leur faut essayer d'escamoter l'élan du mouvement à leur profit, désagréger le bloc chartiste en introduisant la division entre les démocrates ouvriers, en enlevant aux irréductibles partisans

de la lutte des classes la conduite de la masse des ouvriers. Ils comptent se concilier les bonnes grâces des classes laborieuses par la promesse du pain à bon marché et des salaires améliorés qui doivent être les conséquences immédiates de la pratique libre-échangiste. De cette argumentation destinée à séduire les ouvriers, il convient de donner ici quelques formules auxquelles opposer la thèse Chartiste.

Le pain cher, telle est la cause première de la misère ; et, si le pain est cher, c'est parce que le régime douanier empêche l'entrée en Angleterre des céréales étrangères : ce sont les droits sur les subsistances qui ont provoqué les pires souffrances, c'est par eux que tant de familles ouvrières sont réduites à mourir de faim. Quelle autorité ne devait pas avoir cette raison dans la bouche d'un Richard Cobden qui, fils d'un petit fermier du Sussex et ayant fait sa fortune dans le commerce et l'industrie des cotonnades, se prétendait en droit de parler au nom du travail, du commerce et de l'industrie? Aussi l'ouvrier du libre-échange s'écrie-t-il le 25 août 1841 à la Chambre :

“ Que signifient les droits sur les subsistances ? Ce sont des droits prélevés sur la grande masse du peuple et nos honorables adversaires, ceux-là même qui montrent tant de sympathie pour les ouvriers, après en avoir fait des pauvres, ne peuvent pas me refuser le droit de réclamer en leur nom la

priorité de discussion pour la réforme de ces droits. Je les ai entendus leur donner le nom de protections, mais ce sont bien le nom d'impôts que leur donnera toujours ma bouche tant que j'aurai l'honneur de siéger dans cette chambre.

Le Droit sur le pain est un droit pesant au premier chef sur les classes les plus pauvres. C'est d'après les plus basses évaluations un droit qui augmente de 40 °/₀ le prix que nous aurions à payer si nous jouissions de la liberté du commerce des céréales. Le rapport sur les tisserands qui se servent de métiers à la main estime à 10 shillings les salaires hebdomadaires approximatifs d'une famille et proclame que dans nulle autre partie du Royaume Uni cette évaluation ne paraîtra une évaluation mensongère du salaire d'une famille de travailleurs. Il établit de plus que, sur 10 shillings qu'elle gagne, chaque famille dépense en pain 5 shillings. Le droit de 40 °/₀ constitue donc un droit de 2 shillings sur chaque famille d'ouvriers gagnant 10 shillings par semaine ou de 20 °/₀ de leurs salaires.

Les souffrances des travailleurs n'ont pas pour cause le Factory-System, mais le régime protectionniste : argumentation très habile, qui innocente le capitalisme industriel pour rejeter toute la responsabilité de la misère sociale sur cette aristocratie " qui n'a pas le droit de maintenir son rang par une fortune trempée des larmes des veuves et des orphelins ", argumentation qui en même temps intéresse les classes laborieuses à chercher le remède dans une union avec les libre-échangistes en vue de conquérir le droit de manger du pain. Car, si l'on en croit le Dr Marsham, sous le règne des Corn Laws, " cinq millions d'individus vivent de pain d'avoine et cinq millions *font leurs délices* de

pommes de terre. " Avec le libre-échange, tous les ouvriers pourraient, sans grever lourdement leur budget, manger du pain de froment, quoiqu'en disent les protectionnistes. Que les travailleurs ne prêtent pas une oreille complaisante aux objections captieuses des défenseurs du pain cher, qu'ils ne s'imaginent pas que les capitalistes ne réclament " le pain à bon marché que pour avoir le travail à meilleur marché ".

Les avocats du monopole soutiennent en effet qu'en même temps que le pain, baisseront les salaires et qu'en admettant même qu'ils ne baissent pas, ils resteront insuffisants pour assurer aux familles ouvrières une existence convenable ; ils prétendent que le coût de la vie n'est pas la seule cause de la misère : les ressources des travailleurs sont insuffisantes, non seulement parce que le pain est cher, mais parce que le Factory System, créateur de douloureux chômages, est responsable de l'excessive médiocrité et de l'instabilité du salaire. L'argument de l'extension du commerce vient alors en aide à l'argument du pain à bon marché ; ils se complètent l'un l'autre, puisque l'extension du commerce, facilitée par l'abaissement du prix de revient, provoquera à son tour le développement des manufactures, la diminution du chômage, la hausse des salaires.

Les ligueurs n'ont pas esquivé l'objection protectionniste. Richard Cobden répond, dans

son discours du 13 août 1841, à l'affirmation que les Corn Laws maintiennent le taux des salaires et les protègent contre la dépression où les ferait glisser le libre-échange :

" J'ai entendu de mes propres oreilles ce noble Lord. Voici sa théorie de la protection ouvrière, je vais vous la dire : les manufacturiers, au dire du noble Lord, demandent le rappel des lois céréales parce qu'ils ont l'intention de réduire le taux des salaires ; s'ils ne réduisaient pas le taux des salaires, en raison du rappel du droit sur le pain, ils ne se trouveraient pas en état de soutenir aisément la concurrence étrangère, et, s'ils les réduisaient, il n'en résulterait aucun avantage pour l'ouvrier... Le noble lord, député du North Lancashire, nous a déclaré que tout cela voulait dire réduction des salaires. Autant que j'en puis juger, cela signifie tout autre chose, soit augmentation du commerce et, en outre, revendication du droit d'échanger nos articles manufacturés contre les céréales des autres pays, ce qui donnerait un développement considérable à notre commerce. Mais comment y arriver si ce n'est par une augmentation de la somme de travail ? Et comment pouvons-nous accroître la demande de travail sans augmenter en même temps le taux des salaires ? "

Loin d'abaisser le taux des salaires, le libre-échange l'élèvera ; il n'existe aucun lien entre le prix des subsistances et le prix du travail : " J'affirme sans crainte d'être contredit que le taux des salaires ne dépend pas plus du prix des subsistances que des changements de la lune. Il dépend entièrement, en l'état des choses, de la demande de travail ". Puisque le prix du travail dépend de la demande de

travail, comme le libre-échange aura pour effet d'accroître cette demande dans des proportions considérables, les salaires des ouvriers augmenteront et l'extension du commerce anglais permettra de dégorger les industries surproductives. Il sera par suite un remède, en même temps qu'à l'insuffisance du salaire, à son instabilité : les crises s'atténueront et, avec elles, les chômages périodiques. Ce sont ces bienfaits de l'abolition que décrit Hume au meeting hebdomadaire de la Ligue le 5 avril 1843 :

" Ce que nous réclamons c'est la liberté d'échange avec le monde entier.... Chaque climat, chaque peuple a ses productions spéciales. Que toutes puissent librement arriver dans ce pays pour s'y échanger contre ce qu'il produit en surabondance et tout le monde y gagnera. Le manufacturier étendra ses entreprises ; les salaires hausseront ; la consommation des produits agricoles s'accroîtra ; la propriété foncière et le revenu public sentiront le contre-coup de la prospérité générale. Mais, avec notre législation restrictive, les usines sont de moins en moins occupées, les salaires de plus en plus déprimés. "

Toute mesure législative et plus que toute autre, par suite des incidences, toute réforme financière est semblable à un jeu de hasard dont on ne peut déterminer à l'avance et d'une façon certaine les gagnants et les perdants ; toute différente est l'abrogation : tout le monde gagnera au libre-échange, et surtout les classes laborieuses puisque l'abolition remédiera à la

double cause de la misère ouvrière en procurant aux travailleurs des salaires plus élevés et plus stables pour acheter un pain à meilleur marché.

Malgré ces belles promesses, les Chartistes ne paraissent pas sensibles à l'argumentation de l'Anti Corn Law League: dès le début, ils organisent une opposition à l'agitation libre-échangiste; ils se font un devoir d'assister aux meetings de la Ligue, mais pour interrompre de leurs sarcasmes et de leurs dénégations les orateurs abolitionnistes, pour prendre la parole afin de réfuter les thèses des Ligueurs, pour substituer enfin à la résolution présentée par ceux-ci une motion en faveur du suffrage universel ; et, lorsqu'ils ne parviennent pas à faire voter par l'assemblée leurs propositions, ils se contentent de troubler le meeting en usant de leurs procédés habituels d'obstruction. Dès le mois de janvier 1839, chaque numéro de la *Northern Star* contient un article sur le "*Bluff libre-échangiste*" et signale une défaite des ligueurs à Leeds, à Birmingham, à Bradford, à Manchester : "*défaite glorieuse des charlatans libre-échangistes*". De ces défaites des ligueurs et de ces victoires "triomphales" des chartistes, on trouve de nombreux exemples dans la *Star*: le meeting du 15 janvier 1839 à Leeds, où Feargus O'Connor "venu pour défendre les droits du travail" prononce un grand discours, suffira à montrer l'attitude

prise, dès les commencements de l'agitation, par les orateurs chartistes en face des abolitionnistes. Voici, tel qu'on le trouve dans la *Northern Star*, le compte rendu de ce meeting :

" Le Maire déclare que la question (des Corn Laws) concerne toutes les classes du peuple, les agriculteurs, les marchands, les travailleurs des manufactures, les ouvriers les plus humbles et les plus méritants. C'est une loi qui pèse plus particulièrement sur eux ; ils travaillent pour avoir du pain. " Je suppose que vous êtes tous des mangeurs de pain ? (*Oui, quand nous le pouvons*). Et j'espère que vous en aurez d'une bonne qualité et à bon marché (*rires*)..... (Après un discours de l'abolitionniste Goodman) Feargus s'avance alors au milieu d'applaudissements bruyants et enthousiastes et des cris de " A bas les Whigs sanguinaires, il les empoignera, bravo Feargus." Feargus se félicite de cette conversation (des ligueurs) avec les classes ouvrières : " Mais, Messieurs, jé souhaiterais que cette conversation entre l'employeur et l'employé soit moins semblable aux visites des anges si rares et si lointaines (*vifs applaudissements*). Je suis l'avocat d'une abrogation plus sérieuse des lois sur les blés. La question est en effet de savoir si, oui ou non, les lois sur les céréales doivent être abrogées pour vous (*montrant le peuple dans l'enceinte*) ou pour vous (*désignant les Messieurs sur la plateforme, immense acclamation, rires et applaudissements*). Si elles sont abrogées par une classe, cette abrogation sera faite au profit de cette classe (*Non, Non. Oui, Oui*) tandis que si ces lois sont rejetées par tous, cette abrogation sera faite au bénéfice de tous. Je ne puis oublier que, lorsque la question a été posée au parlement, l'année dernière, M. Clay, un manufacturier, laissa sortir le chat du sac en avouant à la Chambre que les manufacturiers désiraient cette réforme pour faire baisser le prix du pain et par conséquent le taux des salaires, de manière à soutenir la concurrence avec le pain à bon marché de l'étranger (*bruyantes acclamations*). Le gentlemen qui a proposé la résolution dit qu'il devrait y avoir un

libre-échange des produits entre tous les pays et toutes les nations, je suis d'accord avec lui, Messieurs ; mais je ne vois pas un mot dans cette résolution au sujet des injustes impôts qui rendent notre pays incapable de soutenir la concurrence avec les autres pays (*bruyantes acclamations* et cris de " Au fait " et de " *c'est la question, c'est l'unique question* ". Qui ose crier " Au fait " c'est la question, toute la question (*immense acclamation*). La question, travailleurs, c'est de savoir si oui ou non, vous aurez la pleine possession de ce dont vos patrons eux-mêmes vous reconnaissent la propriété (*acclamations*). Je conviens avec vos patrons que vous devriez obtenir l'abrogation des Corn Laws, mais si vous avez un droit à l'abrogation des Corn Laws, vous avez également un droit au bénéfice qui résultera de cette mesure (*immense acclamation*). Et, s'ils sont pour l'abrogation des lois sur les céréales, je ne vois pas ce qu'ils pourraient objecter à ma proposition qui entraînera aussitôt l'abrogation complète de ces lois (*applaudissements*). Mais, Messieurs, rappelez-vous ceci : on nous dit que l'intérêt agricole est menacé et sera attaqué dans ses forces vitales. Tant mieux, dirais-je, parce que c'est un monopole injuste. On le considère comme un des articles de la foi nationale et quand vous aurez réglé la question de la foi nationale tout d'un coup, c'est-à-dire avec les manieurs d'argent, les juifs et les capitalistes, vous nous aurez rendu service......

" Que ces Messieurs se rallient à l'amendement s'ils ont quelque considération pour votre opinion. Si vous avez cette science qu'ils vous attribuent, vous avez le droit de nommer ceux qui doivent gouverner le pays. Maintenant je propose mon amendement ; il n'y a pas un ouvrier dans tout le royaume qui dirait : " je ne suis pas en état de remplir le devoir d'un électeur ordinaire " et tout homme qui lèvera la main contre mon amendement le dira (*bruyants applaudissements*). Feargus présente cet amendement qui est adopté par l'assemblée : " Nous considérons tout droit à l'importation du blé étranger comme injuste en principe et nuisible dans ses effets, cependant nous sommes d'avis qu'aucun changement efficace ne sera apporté au système actuel tant que ceux dans l'intérêt desquels ce changement est

projeté n'auront pas le droit de choisir les représentants auxquels sera confié le pouvoir de prévenir le retour d'une aussi grande calamité que la loi actuelle sur les céréales ".

Si l'on en croit la *Northern Star* les ligueurs sont partout battus et mis en déroute par les chartistes. N'y a-t-il pas quelque exagération dans cette assertion ? Est-il vrai que dans tous les meetings de la ligue auxquels ils se trouvent présents, les chartistes triomphent du " Bluff libre-échangiste "? Justement, en ce qui concerne le meeting de Leeds dont il vient d'être parlé, le bluff ne semble pas du côté des abolitionnistes. Il est piquant de rapprocher le compte rendu de la *Star* du récit que fait de cette réunion l'historien de la campagne libre échangiste, Archibald Prentice, et on surprend ici la *Northern Star* en flagrand délit de "contre vérité" lorsqu'elle affirme le triomphe de Feargus O'Connor à Leeds :

" M. O'Connor dit que la campagne (de l'Anti Corn Law League) n'a pour but que de donner aux manufacturiers le pouvoir d'abaisser les salaires de leurs ouvriers et présente une résolution déclarant que, bien que les entraves à la liberté du commerce soient nuisibles, il ne peut se produire de réforme salutaire que lorsque ceux au bénéfice de qui la réforme sera faite seront représentés au Parlement.... Au milieu de la confusion générale, M. Thomas Plint, le *Mirror of Parliament* à la main, lit quelques extraits de ce recueil prouvant que Feargus a parlé contre l'abrogation et s'écrie : " Voilà l'homme qui, maintenant, affirme qu'il ne doit pas y avoir de barrières douanières, alors

qu'il y a quatre ans, il a soutenu que le principe du libre-échange causerait la ruine du pays ". De la foule un cri s'élève : " Que nous importent ses contradictions " ? " Quoi, reprend M. Plint, elles n'ont pas d'intérêt pour vous ? Je voudrais bien savoir quel meilleur criterium vous pouvez avoir des principes d'un homme que ses actions. S'il n'est pas en état de donner une explication complète et satisfaisante de son revirement, il est indigne de votre confiance ". D'où nouveau tumulte au milieu duquel on entend M. O'Connor prononcer ces paroles : " Si je vis, par Dieu, je vous donnerai le suffrage universel. " Mais ses auditeurs parurent penser que ce ne serait pas plus mal pour eux d'avoir en même temps le pain à son prix naturel, car à mains levées son amendement fut repoussé et la résolution (libre-échangiste) fut adoptée par les trois quarts des assistants. "

Il importe peu de mesurer exactement le trouble que les chartistes parvenaient à jeter dans les meetings de la ligue et de compter les rencontres où ils réussirent à faire voter une motion en faveur de la réforme préalable du suffrage. Le fait certain est que l'opposition chartiste a beaucoup nui à la campagne de l'Anti Corn Law League et la preuve en est les efforts renouvelés des Ligueurs pour se concilier les Chartistes. Cette opposition faisait un tort considérable aux abolitionnistes, en empêchant ceux-ci de paraître soutenus par les classes laborieuses et de parler au nom des travailleurs. Elle n'est pas le fait d'individualités isolées car, dans sa séance du 12 février, la Convention mettait les ouvriers en garde contre l'agitation libre-échangiste. Enfin cette opposition n'était ni

déraisonnable ni artificielle : elle était fondée sur des arguments multiples dont l'ensemble constituait une thèse d'une armature très solide et, sur tous les points, en antagonisme avec les affirmations des abolitionnistes.

Bien avant la formation de l'Anti Corn Law League, dès le 15 janvier 1837, le Maître d'Ecole du Chartisme a formulé la plupart des raisons qui contrecarrent les thèses du libre-échangisme. Dans son *Réformateur National* Bronterre réfute l'argument du pain à bon marché et dit que l'abrogation des Corn Laws n'est qu'un moyen pour les capitalistes, désireux d'obtenir la main d'œuvre à meilleur marché, d'établir plus fortement leur despotisme sur les travailleurs :

" Bien des membres du Parlement ont acquis leur popularité uniquement par l'hostilité qu'ils témoignent aux lois sur les blés. Ah mes gaillards aux mielleuses paroles ! Ils vous verraient tous pendus ou damnés avant de vous donner la franchise ; ils ont seulement gagné vos douces voix par leurs déclamations contre l'odieuse taxe sur le pain. Il faudrait écrire un volume pour faire justice de ces imposteurs, mais on peut définir brièvement leurs aspirations : ils désirent empocher sous forme de grains ce qui va maintenant dans la bourse des propriétaires fonciers. Ils ne veulent le pain à bon marché que pour avoir le travail à meilleur marché et ils ne veulent le travail à meilleur marché que pour vous faire travailler pour le monde entier. La seule réponse à faire à ces gaillards est celle-ci : " Votez pour notre affranchissement avant de voter pour le pain à bon marché ou, par tous les Evangélistes, nous n'aurons pas confiance en vous. Vous êtes des fripons si profondément rusés. Il est vrai, comme vous le dites,

que le propriétaire foncier est un voleur, mais il est également vrai que vous, le capitaliste, vous êtes un plus grand voleur contre la rapacité duquel nous ne pourrons avoir ni protection ni sécurité, jusqu'à ce que nous ayons le suffrage universel pour nous défendre ".

Et le mois suivant, le 11 février 1837, le *Réformateur National* publie un nouvel article sur les Corn Laws :

" Les lois sur les céréales constituent sans doute une merveilleuse supercherie vis à vis du pays, mais quel est le radical assez absurde pour ne pas comprendre que leur abolition à l'heure actuelle aurait pour seul effet de faire passer ce qui est aujourd'hui le butin du propriétaire foncier de sa poche dans les poches des capitalistes exportateurs ? Voici leur argument : nous ne pouvons pas lutter avec l'étranger si nous avons à payer les salaires aux taux actuels. Mais les salaires ne sont pas susceptibles d'une nouvelle réduction à moins que le pain ne devienne meilleur marché. C'est avouer que l'abaissement du prix du pain est le prélude de l'abaissement du prix du travail ou, en d'autres termes, qu'on ne souhaite l'abolition des droits sur les blés que comme un moyen d'obtenir une réduction des salaires. Le scrutin secret et l'abolition des droits sur les céréales ne sont avantageux qu'en tant que conséquences du suffrage universel. Il n'en est pas ainsi de l'extension du suffrage. Cette réforme est avantageuse, que nous ayons obtenu les autres ou non. Avec le suffrage universel, nous pouvons avoir non seulement le scrutin secret et l'abolition des lois sur les céréales, mais aussi d'autres mesures cinquante fois plus importantes que ces deux-ci réunies. Sans le suffrage universel, ni le scrutin secret, ni l'abolition des lois sur les blés ne valent un liard pour vous. Leur seul effet serait de rendre absolu le despotisme des classes moyennes et par conséquent la condition de l'ouvrier tout à fait sans remède ".

Les chartistes avaient, pour se défier des

" promesses dorées " des libre-échangistes, une raison de sentiment : ils savaient bien que le mouvement abolitionniste avait eu pour initiateurs les commerçants et les manufacturiers. Or, comme ils voyaient en ceux-ci leurs principaux adversaires et qu'ils les rendaient responsables des souffrances du Factory-System, ils regardaient les offrandes libre-échangistes comme un présent de grecs, pensant que tout ce qui venait des capitalistes ne pouvait être favorable à leurs intérêts. L'opposition que les chartistes ont fait à la Ligue se rattache à l'idée de l'antagonisme des intérêts et n'est qu'une application de la lutte de classe. C'est bien ce sentiment que, dans ses articles du *Réformateur National*, Bronterre exprime lorsqu'il parle de " ces gaillards aux mielleuses paroles, de ces fripons si profondément rusés ". L'accord existe sur ce point entre les chartistes de la force morale et les chartistes de la force physique. Au moment même où se constitue l'Anti Corn Law League, la *Northern Star* en témoigne, le 15 septembre 1838 :

" Si, dit-elle, les libre-échangistes peuvent créer une discussion au sujet de l'abrogation des lois sur les céréales et étouffer le cri en faveur du suffrage universel, notre tâche est finie. En Ecosse, plus particulièrement, leur plan a failli réussir, mais grâces soient rendues aux hommes de Glascow ! "

Le 22 septembre, le journal de Feargus O'Connor publie une lettre de la Working Men's Association, signée de Lovett et d'Hetherington :

" Ils nous disent que l'abrogation des lois sur les blés est plus importante que le suffrage parce *qu'elle donnera du pain à bon marché, développera le commerce, produira la moralité, détruira le clergé et supprimera le cant.* Que les lois sur les blés soient grandement mauvaises, nous l'admettons, mais ce n'est là qu'un effet de la grande cause que nous nous efforçons de supprimer et en toute justice nous pensons que la question de leur abrogation doit être débattue par les représentants du peuple tout entier et non par une fraction ". Ce serait pour le peuple une grave erreur de détourner ses efforts de la conquête du suffrage universel pour les consacrer à la seule abrogation que l'on propose, car " l'application du suffrage mettra fin aux lois sur les blés, à la loi des pauvres, aux lois sur les jeux, aux lois sur la presse, aux lois de répression et à toutes les lois qui soutiennent le vice aux dépens du travail honnête et vertueux ".

Les libre-échangistes avaient dit aux classes laborieuses que la réforme douanière améliorerait leurs conditions d'existence et aussi leurs revenus. A cette double affirmation, les chartistes répondent que, tout au contraire, l'abrogation actuelle des lois sur les blés ne conduirait qu'à une réduction apparente du prix du pain puisque celle-ci serait suivie immédiatement d'une réduction proportionnelle du salaire, et que, loin de remédier à la surproduction, elle créerait une surproduction plus intense et aussi un chômage plus étendu :

" Nous savons, dit la *Northern Star* du 26 janvier 1839, que la manière la plus populaire de discuter la question de l'abrogation des lois sur les céréales serait de crier à tue tête : " Du pain à bon marché, du pain à bon marché, du pain à bon marché " ; mais nous préférons adopter le cri de guerre de ceux qui recherchent la faveur : " Du travail à bon marché, du travail à bon marché, du travail à bon marché ".

Le rédacteur de la *Northern Star* examine les arguments présentés en faveur de l'abolition immédiate des Corn Laws :

" On dit que leur effet est de faire hausser le prix de la quantité de céréales consommée annuellement de près de £ 18 millions. Prenons ce chiffre ou tout autre qu'il leur plaira de nous indiquer.... Supposons que la population des trois pays soit de 24 millions d'individus et qu'un quart d'entre eux travaillent pour du pain et supposons encore que chaque famille de travailleurs consomme autant que la famille d'un pair ou d'un riche fermier. Nous avons donc 6 millions de travailleurs payant £ 4.500.000 de plus chaque année pour leur pain qu'ils ne paieraient s'il n'existait aucune entrave à l'importation des céréales étrangères. Ici nous devons ne pas perdre de vue l'objet que vise l'abolition, savoir le bon marché du travail, destiné à permettre aux manufacturiers anglais de faire concurrence aux industries étrangères. Supposons que les 6 millions de travailleurs gagnent, en moyenne et en tenant compte des femmes et des enfants, dix shillings par semaine (notre évaluation est fort au-dessous de la moyenne) ce qui donne une somme de £ 3 millions par semaine ou £ 156 millions par an. Or, un salaire de 10 shs par semaine constitue un revenu de $1^s\ 8^d$ par jour ; et, si l'industriel ne profite pas de l'abolition des Corn Laws pour prendre 2^d par jour, soit $1/10^e$ du prix du travail, il ne prendra rien du tout ; et, s'il le fait, il opérera sur la somme totale payée en salaires une réduction de £ 15.500.000 : par là, la balance aux dépens des 6 millions de travailleurs sera

de £ 11.100.000 annuellement. Mais nous prétendons que, s'il ne peut pas réduire le prix du travail de plus d'un quart, il ne peut pas atteindre ses fins qui sont de vendre à meilleur marché avec la main d'œuvre anglaise que l'industrie étrangère avec la main d'œuvre étrangère. "

Et, après avoir énuméré toutes les charges contre lesquelles l'industrie anglaise doit lutter pour soutenir la concurrence de l'étranger, " le poids d'une dette de £ 800 millions, le poids des pensions, l'Eglise, un nombre incalculable d'hommes en place et de commis, l'armée et la marine, les taxes locales et par dessus tout le Landlorisme ", le journaliste conclut en disant :

" Mais supposons que les employeurs, grâce à leur puissance politique accrue (dont ils se servent toujours contre les travailleurs) et grâce aux horreurs de la loi des pauvres, réalisent une réduction des salaires du quart, quel est donc le résultat de nos calculs ? D'une part, à l'actif des 6 millions de travailleurs, il faut porter les £ 4.500.000 économisés par l'abrogation ; et, à leur débit, une réduction de salaire de £ 39 millions par an ; soit, comme solde, une perte pour le travail de £ 34.500.000 annuellement. Encore faut-il tenir compte de ce que, dans ce calcul, nous avons considérablement sous-évalué la somme payée en salaires et nous avons aussi considérablement sous-évalué la proportion dans laquelle le prix du travail sera réduit ".

Quel joli bénéfice offrira aux classes laborieuses cette opération qui se chiffrera, au taux d'évaluation le plus faible, par plus de 862 millions de francs de perte annuelle ! Encore cette somme traduit-elle seulement la réduction qui accompagnera nécessairement le "pain à bon marché";

et il y a lieu d'ajouter immédiatement que le profit de " l'extension du commerce " sera encore plus considérable et que, par les perspectives d'exportation qu'elle entrouvre à la cupidité des capitalistes, l'abrogation provoquera une plus profonde surproduction et livrera les ouvriers d'une façon plus étroite à la tyrannie des entrepreneurs :

" Une autre conséquence de l'abrogation sera de créer en 12 mois une surproduction telle qu'elle mettra désormais les ouvriers du pays à la merci de ceux qui seront assez bons pour les employer. Pendant le premier flot de cette nouvelle abondance, les salaires seront fixés au minimum déterminé par les marchés d'alors. Un grand capital sera éventuellement employé à spéculer sur les blés étrangers. On construira des entrepôts et des magasins où l'on entassera les denrées jusqu'à ce qu'elles aient trouvé des acheteurs ; et les patrons maintiendront leurs ouvriers à un taux de salaire déterminé par le plus bas prix du blé quand cet article est déprécié sur notre marché. Nous prouverons d'une manière éclatante que le pays ne sera plus qu'un mendiant à la porte de l'étranger, si les lois sur les céréales sont abrogées par ceux qui achètent bon marché pour revendre cher. Nous prouverons également que, si l'abrogation sur les blés est précédée du suffrage universel, justice sera faite à tous et qu'il n'y aura plus d'injustice envers personne : en effet, si ces mesures sont prises par tous, chacun prendra garde que ce soit au bénéfice de tous tandis que, si elles sont prises par une seule classe, elles tourneront au profit de cette seule classe."

Pour combattre l'argument de l'extension du commerce, Bairstow fait appel dans la *Northern Star* du 15 août 1840 à la théorie de la sous-consommation :

" Il est dit que, si l'abrogation a lieu, l'Angleterre sera l'atelier du monde et que toute la terre deviendra un grenier pour la gourmandise avide des Anglais. En 1837 1 million 1/2 de blé étranger a été vendu après avoir payé un droit de 1 shilling par quarter tandis que les étrangers qui l'ont importé n'ont pas pris un seul mètre des produits manufacturés anglais en échange. Tandis que le pays mourait de faim, ils ne prenaient pas les produits des manufactures anglaises : ils prenaient notre or. La raison en était que leurs magasins étaient encombrés ; ce qui sera toujours le cas tant que le système actuel continuera à faire pourir les produits dans les manufactures tandis que le peuple meurt de faim. La cause de nos souffrances est l'excès de production en proportion du pouvoir de consommation. A moins que l'abrogation ne soit accompagnée d'autres mesures qui auront pour effet d'augmenter les salaires, il n'en résultera aucun bénéfice pour les classes ouvrières. Plus grande est la quantité des produits manufacturés, plus faibles sont les salaires payés aux consommateurs. "

Telle est la réfutation que les chartistes opposent à l'argument de l'extension du commerce. Grâce à l'abrogation, disaient les libre-échangistes, l'Angleterre deviendra l'atelier du monde et toute la terre deviendra un grenier pour la goumandise avide des Anglais. Non, répondent les chartistes, l'Angleterre ne sera plus qu'un mendiant à la porte de l'étranger. L'argument de l'extension du commerce est doublement faux. D'abord l'abrogation n'augmentera pas l'exportation des produits anglais : c'est une erreur de croire que les produits anglais paieront les blés importés, car les étrangers prendront l'or anglais, et de ce côté le libre-

échange ne se traduira pas par un accroissement d'exportation. Ensuite l'abrogation aggravera la dépression économique : non seulement les entrepreneurs profiteront du pain à bon marché pour abaisser le taux des salaires ; mais, tentés par l'appât de l'extension du commerce et trompés par leurs perspectives d'avenir, ils accroîtront encore leur production dans des proportions conformes à leurs désirs et à leurs espérances, non aux possibilités et à la réalité des débouchés. Les chartistes ont pressenti admirablement ici le rôle que jouent dans les crises économiques l'optimisme et le pessimisme exagérés auxquels l'esprit des commerçants et des industriels est tour à tour porté.

Et, comme l'intensité de la surproduction détermine la profondeur de la dépression économique, les salaires baisseront dans une mesure proportionnelle à la crise ; par suite la sous-consommation des classes laborieuses augmentera et tendra elle aussi à accroître la surproduction et la dépression des salaires ; car ce n'est pas seulement sur le développement du marché extérieur que comptent les libre-échangistes pour accroître les débouchés de la production, ils escomptent aussi l'accroissement de la consommation intérieure qui cependant ne peut augmenter que si les salaires de la classe la plus nombreuse augmentent. C'est pour cette raison

que les chartistes affirment que le suffrage universel doit précéder l'abrogation des Corn Laws : un Parlement nommé par le peuple pourra seul prendre des mesures destinées à accroître les salaires et assurer à l'ouvrier le juste produit de son travail puisqu'aussi bien, dans la pensée des chartistes, suffrage universel et revendications économiques, démocratie et socialisme sont termes liés.

Les libre-échangistes trompent les travailleurs en ne leur disant que la moitié de la vérité et ils ne leur découvrent qu'une partie de leur pensée en parlant du pain à bon marché sans ajouter que le travail à meilleur marché en doit être la conséquence ; de plus, ils se trompent eux-mêmes, ils se leurrent de perspectives d'avenir erronées, en imaginant que l'Angleterre sera nécessairement " l'atelier du monde ". D'abord, ils calculent sans les progrès industriels que peuvent faire les nations étrangères et sans les mesures douanières qu'elles peuvent prendre : les produits manufacturés anglais peuvent se heurter aux barrières de douane que leur opposeront les pays producteurs de céréales qui, au lieu de se payer en objets manufacturés, se paieront en bon or anglais. C'est une illusion plus étonnante encore que celle des abolitionnistes sur les débouchés intérieurs et sur la force d'accroissement du marché national : ne veulent-ils pas à

la fois, par une contradiction que seul peut expliquer l'aveuglement de l'intérêt, profiter de l'abrogation pour abaisser les salaires tout en escomptant un accroissement des débouchés à l'intérieur ? et cependant pareil phénomène ne pourrait se produire que si le salaire, source des revenus ouvriers, haussait à la suite de l'abrogation, effet contraire à l'idée secrète que se font des résultats du libre-échange les abolitionnistes.

Les chartistes pousseront plus loin encore cette critique vraiment supérieure dans son souci de ne laisser échapper aucun détail ni aucune nuance ; ils diront que cette contradiction n'est pas la seule à laquelle se heurte la thèse des abolitionnistes ; ils essaieront de démontrer et ils démontreront que l'Anti-Corn Law League emploie des arguments contradictoires, selon la classe de la société à laquelle elle s'adresse : la Ligue promet aux ouvriers le pain à bon marché avec de plus hauts salaires et aux entrepreneurs le travail à meilleur marché avec une diminution du prix de revient ; aux fermiers des bénéfices plus élevés et aux propriétaires fonciers l'accroissement de la valeur de leurs terres. Les thèses libre-échangistes se refutent ainsi d'elles-mêmes, elles sont un tissu de contradictions : l'Anti-Corn Law League " *est un grand mensonge* ". La Ligue, dit Feargus dans la *Star* du 17 février 1844, " se sert d'un glaive à deux

tranchants, l'un portant écrit *rentes plus élevées* pour les fermiers, l'autre *prix moins élevés* pour les ouvriers ". La *Northern Star* du 27 janvier 1844 montre que la Ligue est obligée d'user d'arguments différents et contradictoires pour amener chaque classe à lui accorder encouragement et aide :

" Quand la Ligue s'adresse aux ouvriers pour les séduire et les tromper, elle leur dit que l'application de ses principes assurerait " du pain à bon marché, des salaires élevés, et du travail à volonté ".... Quand elle s'adresse aux patrons des manufactures, la Ligue explique que, pour éviter l'anéantissement de notre commerce, il faut avant tout que le coût de production baisse ; qu'il est impossible pour eux de lutter avec les manufacturiers étrangers qui n'ont à payer que des salaires extrêmement faibles en conséquence du prix très bas des vivres... qu'on sait bien que la plus grosse des dépenses qu'entraînent les produits manufacturés est le travail, et que le seul moyen de faire baisser le prix des produits anglais de manière à permettre aux manufacturiers anglais de garder un débouché sur le marché étranger est d'abaisser la rénumération du travail anglais au taux du travail continental en mettant la nourriture à bon marché. Aux agriculteurs la Ligue dit que l'effet de la mesure serait, non d'abaisser le prix de la nourriture, mais de l'élever ; qu'elle préviendrait les variations actuelles des prix, et qu'elle donnerait plus de sécurité aux cultivateurs de blé contre les prix très bas qu'ils n'en ont aujourd'hui. Aux propriétaires de la terre on dit que le libre-échange du blé augmenterait le prix de leurs terres ; qu'il forcerait nécessairement les fermiers à adopter des moyens de culture plus avantageux ; à drainer ; à faire usage de la charrue fouilleuse ; à mettre de l'engrais ; à se tenir au courant des progrès de la chimie agricole de manière à être capables d'analyser le sol et de varier convenablement les récoltes ; que toutes

ces circonstances qui aideraient si bien le fermier anglais à faire concurrence aux marchands de blé étrangers sur le marché anglais ajouteraient à la valeur matérielle de la terre et mettraient la classe dont l'aide intéressée est ainsi invoquée en état d'empocher de plus gros revenus ".

Que de raisons multiples et fortes de ne pas participer et même de faire opposition à l'agitation libre-échangiste les chartistes pouvaient faire valoir aux classes laborieuses ! Aussi, lorsque, le 12 février 1839, la question de l'attitude à prendre à l'égard de la Ligue se pose à la convention chartiste et lorsque Bronterre O'Brien prend la parole pour demander à l'assemblée de mettre le peuple en garde contre les belles promesses de l'Anti-Corn Law League, son discours répond au sentiment général des conventionnels qui votent par acclamation cette motion publiée par la *Northern Star* du 16 :

" La Convention est persuadée que dans la crise actuelle si féconde en événements il est absolument nécessaire pour le succès de la pétition nationale que l'attention du peuple soit concentrée sur cette seule question à l'exclusion de toutes les autres qui ne lui sont pas auxiliaires. Etant également persuadée que l'agitation actuelle pour l'abrogation des lois sur les céréales a été fomentée dans une intention perfide et sert actuellement à distraire les classes laborieuses de leur objet principal ; étant en outre d'avis que l'abrogation pure et simple qui recevrait la seule sanction des partisans de l'abrogation des Corn Laws serait plutôt nuisible qu'autre chose aux intérêts des classes pauvres ; nous, les délégués de cette Convention, nous conseillons donc très sérieusement à nos constituants en particulier et aux classes non

représentées en général, de combattre et d'empêcher toute agitation en faveur du retrait des lois sur les céréales jusqu'à ce que le sort de la pétition nationale et de la Charte du peuple soit décidé par la législature dans la mesure où celle-ci est compétente pour le faire. "

La preuve du dessein qu'ont eu les ligueurs de créer au peuple un divertissement, c'est que leur agitation " contemporaine " du mouvement pour le suffrage universel a été organisée au moment où, après les démonstrations du printemps et de l'été 1838, apparaissait déjà la puissance du chartisme ; c'est cette raison de défiance que Bronterre a traduite dans sa motion, insistant surtout sur la nécessité de considérer la campagne libre-échangiste comme un moyen employé pour diviser l'attention des chartistes et détacher leur volonté de la conquête du suffrage universel. Il pensait très justement que c'était la raison qui devait convaincre le plus facilement ceux d'entre les conventionnels qui étaient hésitants et servir aux leaders chartistes pour combattre auprès du peuple l'action de la Ligue. Aussi sa motion simplifie-t-elle l'argumentation de son discours ; car le maître d'école du chartisme se rendait compte que les raisonnements qu'il avait développés étaient trop subtils pour être saisis par les masses et frapper leur esprit ; mais, comme il les a plus d'une fois repris et semblait y attacher quelque

prix, il convient de s'y arrêter pour exposer dans toute sa complexité et toute sa richesse la contrethèse chartiste.

Dans son discours du 12 février 1839, Bronterre présente trois arguments contre le libre-échange inconditionné et absolu :

" Les avocats de l'abrogation disent que le libre-échange permettrait au pays d'exporter plus de produits, qu'il y aurait plus de travail pour les classes laborieuses et que, si les salaires étaient diminués, il y aurait en revanche moins de chômage. Mais quelle assurance ceux qui disent ceci aux classes ouvrières leur donneront-ils que les étrangers n'établiront pas des droits protecteurs et ne nous laisseront pas tout à fait en dehors du marché étranger."

Sur ce premier argument, il n'y a pas lieu d'insister parce qu'il nous est connu. Les deux autres qu'il développera dans le *British Statesman* et qui ont trait aux conséquences de l'abrogation sont nouveaux :

" Quels seraient les effets de l'abrogation, si, comme les avocats de l'abrogation l'ont affirmé, elle réduisait le prix de la nourriture de moitié ? Quel contre coup aurait-elle sur les créanciers publics et privés ? Sur les débiteurs publics et privés ? Eh bien, elle donnerait aux détenteurs des fonds d'État £ 3 là où elle leur en donne actuellement £ 2. Par là les délégués comprendront que le dividende national augmentera d'un tiers, par conséquent la dette nationale augmentera en réalité d'un tiers. Ce ne serait là qu'un des moindres effets de l'abrogation des lois sur les céréales. Il a été établi que la dette privée du pays s'élève à £ 2 milliards. Je suppose un employé, qui, dans un service public, recevrait un salaire de £ 500 par an, salaire qui aurait été calculé sur le prix des

denrées. Cet employé recevrait-il encore £ 500 si les lois sur les céréales étaient abrogées ? Certainement non. Supposons que cet employé fut débiteur de £ 3000 et payait l'intérêt de cette somme : il voudrait savoir si ses créanciers réduiraient sa dette en proportion de la réduction que subirait inévitablement son traitement."

" Si l'abrogation n'est pas précédée d'une réforme de la représentation, d'une extension de la circulation et d'une équitable entente entre débiteurs et créanciers ", elle aura, dit Bronterre, trois conséquences néfastes. Tout d'abord elle accroîtra la dette publique et les dettes privées en deviendront plus lourdes ; l'abrogation profitera aux créanciers en augmentant leurs revenus puisque, par suite de l'abaissement du prix des vivres, ils pourront avec la même somme d'argent se procurer une somme de jouissances proportionnellement plus considérable. Est-il juste que les dettes contractées en régime protectionniste et en période de hauts prix obligent les débiteurs à payer à leurs créanciers les mêmes intérêts en régime libre-échangiste lorsque les prix seront bas et que la valeur de la monnaie aura haussé ? Ne convient-il pas au préalable, pour éviter cette injustice, d'imposer aux créanciers une réduction des intérêts qui leur sont dûs. Mais qui aura le courage de prendre cette initiative et la puissance de l'imposer, hormis un parlement vraiment populaire ? C'est là une idée sur laquelle revient

fréquemment Bronterre ; Feargus O'Connor la lui emprunte et il s'en attribue le mérite dans la *Northern Star* du 17 février 1844 : " J'ai toujours soutenu qu'une abrogation des lois sur les céréales qui ne serait pas précédée du règlement de tout engagement existant, spécialement de la Dette nationale et la Dette privée, entraînerait infailliblement une Révolution. "

Le libre-échange profitera aux créanciers ; il profitera aux fonctionnaires et aux employés à traitement fixe. " Les rentiers, les usuriers, les prêtres, tous les titulaires de revenus fixes " pourront se procurer, avec la même somme d'argent, une plus grande somme de jouissances et verront leur puissance d'achat accrue. Mais ces possédants, qui, sans rendre aucun service supplémentaire à la communauté, jouiront d'une plus grande part des richesses, ne pourront obtenir cet accroissement de jouissances qu'aux dépens des classes productrices, source de toute richesse, aux dépens des travailleurs, tandis que le salaire de ceux-ci diminuera proportionnellement ou même plus que proportionnellement à la baisse du prix des vivres. Et les classes stériles vont voler aux producteurs une somme égale à la différence de prix que leur offrira le libre-échange sur tout ce qu'ils consomment. Enfin l'abrogation inconditionnée des lois sur les céréales augmentera le poids des impôts, et

par là encore atteindra les classes productrices.

Ce sont toutes ces conséquences de l'abrogation qu'après Bronterre résume parfaitement la *Northern Star* dans un article du 19 février 1842:

" Réduisez le prix des vivres et vous augmentez la valeur des revenus fixes et le montant de vos impôts. Vous augmentez la valeur des revenus fixes : le possesseur d'un revenu fixe ne pouvait en 1800 acheter que la moitié des vivres qu'il pouvait acquérir avec la même somme en 1841. (En 1841 le blé est de $24^{s}\ 6^{d}$, par quarter, moins cher qu'en 1800). Les bénéficiaires des pensions, les possesseurs de valeurs garanties, les rentiers, les détenteurs d'annuités et de dividendes de la dette reçoivent près de £ 150 en 1841 pour £ 100 qu'ils recevaient en 1800. — Les impôts sont fixes ; ils ne montent pas ou ne baissent pas avec le prix des produits, mais ils ont à être prélevés sur le produit. C'est sur les objets que nous produisons, c'est sur les objets que notre travail crée que les impôts sont prélevés. Mais les impôts ne sont pas une certaine somme ou quantité de travail, ils sont des sommes fixes d'argent ou plutôt telle somme ou telle quantité de travail qui correspond à une somme fixe de monnaie. Donnons quelques exemples : en 1800 le blé coûtait 83 shillings par quarter ; en 1841 : $58^{s}\ 6^{d}$. Il est clair que les £ 53 millions d'impôts payés en 1841 auraient acheté moins de blé en 1800 quand celui-ci coûtait 83^{sh} le quarter, qu'en 1841. En d'autres termes le fermier en 1841 aurait à donner comme sa part d'impôt presque la moitié en plus de son produit qu'en 1800 ; de même le fabricant de chapeaux, de bas et de tous autres articles. Le prix de tous ces produits a diminué et par conséquent il faut en donner une plus grande quantité qu'autrefois au receveur des taxes. Toute baisse dans le prix des articles de production doit imposer au producteur plus de travail pour satisfaire les dévorateurs d'impôts, aussi longtemps qu'on sera obligé de payer la même somme d'impôts évaluée en argent. Ceci est tout à fait évident. Il n'y a pas de contradiction possible. Que proposent donc en réalité les avocats de " l'Extension du Commerce " ?

une réduction du prix des vivres, et par conséquent une réduction du prix de tous autres articles de production. Ceci entraîne une augmentation d'impôts dans la mesure exacte où les prix de production sont réduits. Quelle que soit cette réduction, qu'elle soit d'un quart, d'un tiers ou de moitié, dans cette exacte proportion, il faudra que le travailleur fournisse autant de travail en plus pour le dévorateur d'impôts. Et *ceci* procurerait au travailleur " des vivres à bon marché " ? Hors d'ici, coquins, vous le savez mieux que personne ! O rare nourriture à bon marché ! Fameuse et bon marché pour le dévorateur d'impôts ! fameuse et bon marché pour le possesseur de revenus fixes ! fameuse et bon marché pour le bénéficiaire de pensions, pour les fainéants salariés, pour ceux qui reçoivent les dividendes de la Dette ! Fameuse et bon marché pour ces gens là. Mais comment serait-elle bon marché pour le peuple ? Comment serait-elle bon marché pour lui *quand il aura plus de travail à fournir pour les dévorateurs d'impôts* qu'il n'en a actuellement ? Comment serait-elle bon marché pour le travailleur qui doit produire plus avant de pouvoir toucher quelque chose pour lui-même ? Il n'est pas étonnant que les ouvriers n'aient plus les *moyens* d'acheter des vivres et des vêtements ! Toute réduction dans le prix des produits a été accompagnée d'une réduction plus que proportionnelle dans les salaires de travail et toute réduction dans les deux a augmenté la somme réelle de l'impôt pour le producteur ! Il lui faut dans tous les cas produire plus pour payer le dévorateur d'impôts avant de pouvoir mettre une bouchée de ce qu'il produit dans son propre estomac. Ainsi son salaire a diminué et ses impôts ont augmenté... "

Indépendamment de ces raisons de principe et de sentiment qui, de 1838 à 1845, font opposer par les chartistes un refus systématique aux propositions libre-échangistes, on peut dire que, dans la période qui suit l'émeute de Newport, les circonstances sont particulièrement

contraires à toute tentative de rapprochement entre les classes antagonistes. Le 13 janvier 1840, Frost, Williams et Jones sont condamnés à être pendus et, pendant tout l'hiver de 1840, ce ne sont que procès et emprisonnements; les leaders sont soumis, dans leur prison, au régime des criminels de droit commun et l'exaspération des chartistes contre les classes moyennes est à son maximum. Aussi George Julian Harney exprime-t-il le sentiment général de ses compagnons de lutte lorsque, dans son discours au Lyceum de Glasgow reproduit par la *Northern Star* du 15 février 1840, il s'écrie : " Les classes moyennes ont promulgué plus de mauvaises lois qu'il n'y en avait et ont supprimé celles qui contenaient la moindre étincelle de justice, témoins le Coercion Bill de l'Irlande, le hideux amendement à la loi des Pauvres et le Rural Police Bill. La force physique est le dernier argument des rois et sera toujours le dernier argument des hommes qui combattent pour la liberté ". Et, appliquant ces idées à l'agitation libre-échangiste, la *Northern Star* du 28 mars 1840 déclare que : " Les Corn Laws sont un des multiples effets d'une même cause : la législation de classe. S'attaquer aux lois sur les blés au lieu de s'attaquer à la cause du mal, c'est faire comme le charlatan qui, lorsque son malade lui montre une plaie qui est le symptôme et l'effet d'un tempérament attaqué,

commence par panser et soigner la plaie sans faire aucune attention à la maladie constitutionnelle. " La *Northern Star* du 23 mai se moque des efforts faits par les libre-échangistes pour attirer à leur cause le peuple en lui faisant ces promesses : " Abrogez les Corn Laws et, au lieu d'un demi-pain, vous en aurez un entier et vos femmes, au lieu de robes de coton, auront des robes de soie ".

Plus que jamais c'est à Feargus O'Connor que les faits semblent donner raison. Aussi le démagogue irlandais paraît-t-il autorisé, en face de l'union des classes régnantes contre le chartisme, à faire appel aux seules forces du prolétariat, à l'action des " vrais ouvriers, des hommes aux vestes de futaine, aux mentons non rasés et aux mains calleuses, à leurs femmes et à leurs enfants ". Feargus est la seule voix du Chartisme et la *Northern Star* en est l'unique organe. Non seulement il a le privilège de rester longtemps en liberté, mais les procès et les emprisonnements font disparaître de nombreux journaux démocrates : The Operative, The Charter (le 15 mars 1840), The Champion et The Northern Liberator (le 19 décembre 1840), et, dès le 6 octobre 1839, The London Dispatch. La *Northern Star* profite de l'infortune de ses concurrents pour accroître sa clientèle. Enfin, lorsque Feargus est incarcéré au Yorkcastle, où

il jouit d'un traitement de faveur et d'où il continue à adresser des lettres à la *Northern Star*, il peut encore se faire puissamment entendre par son journal qui possède en monopole le droit de parler au nom de la Démocratie et apparaît aux ouvriers comme la seule feuille vraiment soucieuse des intérêts et du bonheur du peuple.

Les privilèges et les immunités dont profite le grand démagogue soulèvent une question à laquelle il paraît difficile de répondre : pourquoi le laisse-t-on en liberté, lui, le plus remuant et le plus actif de tous les leaders chartistes, le plus dangereux, semble-t-il aussi, par son influence et par celle de la *Star*, lorsque presque tous les autres chefs et même des comparses sont arrêtés? pourquoi ne lui demande-t-on qu'une caution de £ 600 alors qu'à de simples ouvriers on réclame £ 1000 leur faisant payer leur mise en liberté beaucoup plus cher ? pourquoi enfin, en prison, est-il soumis à un régime exceptionnel ? Feargus doit-il ces faveurs à l'habileté de ses discours ambigus ou à ses ressources procédurières ? Est-ce là crainte de sa puissance ou indulgence volontaire propre à suggérer l'idée de relations secrètes entre Feargus et le pouvoir ? ou bien encore celui-ci, par une intuition, comprend-il qu'en dépit des apparences ce démagogue, sans faire courir au gouvernement le risque d'un

scandale et mieux assurément que le mercenaire le plus retors, joue auprès des masses le rôle d'agent provocateur ? Et, si aucune de ces explications diverses ne donne satisfaction, ne pourrait-on pas en trouver une autre plus vraie peut-être parce qu'elle se déduit immédiatement d'un traît de psychologie ? Par une contradiction qui n'est qu'apparente, Feargus agit toujours de telle façon que l'opinion lui attribue les actes les plus retentissants des démocrates chartistes sans qu'il ait eu besoin d'y participer personnellement et directement ; il trouve ainsi le moyen d'avoir le prestige sans la responsabilité ; et il peut, avec raison mais à son profit, se comparer au " chat rouge " de l'anecdote irlandaise qu'avec tant d'humour il conte en Mars 1843 au jury de Lancaster :

" Peut-être n'avez-vous jamais entendu d'histoires irlandaises. Je veux vous en raconter une. Il y avait une fois une vieille demoiselle qui avait un vieux chat et une vieille domestique. Lorsque cette vieille bonne fut devenue presqu'une antiquité, elle devint négligente aussi et toute la faïence commença à disparaître. Mais, lorsque quelque chose manquait, c'était toujours la faute du chat rouge. A la fin le chat rouge fut condamné à mort et tué. Malgré cela, le saladier de Chine se trouva brisé : " Molly, dit la vieille demoiselle, qui a cassé le saladier ? — Eh la la, Madame, pour sûr le chat rouge est encore venu par ici. — " Comment, Molly, est-ce possible ? le chat rouge n'a-t-il pas été tué ? — Ah, je le déclare devant Dieu, Madame, j'avais toujours entendu dire que les chats avaient neuf vies ; mais maintenant

j'en suis absolument certaine " (*rires*). Maintenant, Messieurs, vous pensez, j'en suis sûr, que je suis le Chat Rouge du chartisme. Une émeute a lieu à Newport ; c'est moi le chat rouge : j'étais au courant de tout ; je vins et pendant huit jours j'assistai au procès, avec M. le procureur général ici présent ; jamais il ne fut fait mention de mon nom, et pour cette bonne raison que je n'avais jamais entendu parler de cette émeute avant d'en lire les comptes-rendus dans les journaux. Une pétition est présentée à la Chambre des Communes et un petit monsieur, qui était jaloux de ma popularité parce qu'il ne pouvait en avoir aucune, déclare que j'étais l'auteur de cette pétition. Messieurs, je n'en ai jamais écrit une ligne ni même jamais vu le manuscrit ; je la vis pour la première fois, bien après sa publication, lorsque j'étais à York-castle. Puis vient cette adresse que le Times représente comme étant presqu'un crime de haute trahison ; partout on dit que j'en suis l'auteur. Messieurs, je n'ai jamais vu cette adresse avant qu'elle soit imprimée et placardée sur les murs de Manchester, si bien que pour Newport, pour la Pétition Nationale, pour l'Adresse, je suis le Chat Rouge ".

II

Lorsque, le 20 juillet 1840, 23 délégués chartistes se réunissent à Manchester pour réorganiser le mouvement et décident de grouper toutes les associations locales en une National Charter Association, il n'y a parmi eux que trois anciens conventionnels et non des plus notoires: Smart, James Taylor et Deegan. Feargus O'Connor quoiqu'en liberté n'est pas là : il a préféré n'être rien dans la nouvelle organisation afin de pouvoir la dominer plus sûrement et conserver toute la force d'un pouvoir occulte.

Du reste, il pense n'avoir rien à craindre des dirigeants de l'association : le premier président, James Leach et le premier secrétaire, William Tillman, sont des inconnus ; Feargus espère sans doute faire nommer à sa guise les membres du Comité exécutif et y placer des serviteurs ou des comparses. Mais, le jeudi 23, le grand démagogue assiste au grand meeting démocratique qui a lieu au Carpenter's Hall ; aucun autre leader chartiste n'est présent car on ne peut donner ce nom au conventionnel Smart. Aussi tous les honneurs de la réunion vont-ils être pour Feargus. C'est lui qui propose la première résolution adoptée à l'unanimité par le meeting: "le régime actuel de la franchise dans ce pays est injuste et impolitique parce qu'il a pour base la possession de la propriété et non l'intelligence, et nous considérons comme un droit naturel celui pour tout homme d'avoir voix, par ses représentants, à la confection des lois auxquelles il est appelé à obéir. Par suite nous nous engageons à ne jamais cesser l'agitation jusqu'à ce que le système actuel d'exclusion soit aboli et remplacé par la Charte du Peuple." Ensuite, Feargus laisse parler les délégués avec d'autant plus d'empressement qu'ils sont tous assez obscurs.

C'est d'abord un tout jeune homme, Philp, qui allait prendre rang parmi les meilleurs

orateurs de la seconde génération chartiste, à côté de Bairstow et de Thomas Cooper, et qui devait aussi se faire remarquer par sa résistance courageuse à la politique de surenchère. Puis Hanson, le délégué de Carlisle : " De l'aristocratie à la *shopocratie* tous ces individus vivent du sang, des os et des muscles des travailleurs... Le peuple de Carlisle est déterminé à faire opposition à tout candidat, qu'il soit whig ou tory ; pour l'éternel honneur de mes concitoyens, ils ont nommé à mains levées Feargus O'Connor. " Dans son discours, Smart rappelle qu'il a été membre de la convention et qu'il préfère avoir été le représentant de ses frères, les travailleurs, que d'avoir eu la Reine pour marraine. Il parle de la situation des classes laborieuses dans le Leicestershire où il y a 30.000 ouvriers peinant des 14 et 16 heures par jour pour un salaire de 7 shillings par semaine. Mais Smart a confiance, il espère que les choses vont changer et il supplie de tout son cœur les assistants de ne pas cesser leur agitation " tant que la Charte ne sera pas devenue la loi du Pays ".

Une résolution est présentée en faveur de Frost, Williams et Jones : le meeting exprime sa sympathie " à nos amis persécutés qui sont en train de souffrir pour la défense des droits incontestables de l'homme, nous nous engageons

à ne jamais nous relâcher dans nos efforts avant d'avoir obtenu le retour au sein de leurs familles de nos très estimés amis Frost Williams et Jones et de tous nos autres défenseurs qui sont en prison ". Après un vote de remerciements au président, les délégués ne veulent pas se séparer avant d'avoir rendu hommage à Feargus en l'acclamant par trois fois.

L'habile démagogue avait demandé au meeting de Carpenters hall d'envoyer Leach à Birmingham au devant de Lovett et de Collins qui allaient être libérés. Quelque surprenante que paraisse cette initiative à l'égard du leader qui, plus encore que Bronterre, éveillait les jalousies de Feargus, elle ne doit pas étonner, car celui-ci escomptait les longs mois de prison qui devaient avoir singulièrement affaibli l'influence, la renommée de Lovett et peut-être aussi, avec ses forces, son énergie. En effet, lorsque, le 25 juillet 1840, Lovett sort de Warwick, il est atteint dans sa santé par la dureté d'une détention restée très rigoureuse, malgré les efforts répétés de la Working Men's Association, des députés Warburton et Duncombe et de Francis Place pour obtenir un adoucissement de régime aux deux prisonniers de Warwick. Aussi, pour se remettre, Lovett part-il aussitôt pour les Cornouailles et pendant son séjour dans ce pays paraît la 1re édition de l'opuscule qu'il avait écrit

en prison avec la collaboration de Collins. A son retour, comme sa santé ne lui permet plus de continuer son métier, il ouvre une petite boutique de libraire dans Tottenham Court Road. Quelle va être son attitude ? Va-t-il se borner à s'intéresser de loin aux discussions sociales, sans participer à la vie politique, et se contenter du rôle effacé que semblent lui conseiller sa santé et une expérience amère des luttes sociales ? Ou, au contraire, fortifié par les souffrances d'âme et de corps que lui ont values des efforts mal récompensés, va-t-il reprendre le combat plus averti et plus inflexible ? Ce serait mal connaître William Lovett que de le croire capable de mesurer ses activités à ses forces et de se laisser décourager si vite par un premier échec dont il s'attribue peut-être une certaine responsabilité.

L'énergie de Lovett est supérieure à sa constitution physique et sa volonté à sa fortune : il va bientôt l'affirmer et se dresser contre Feargus O'Connor, fermement résolu cette fois à lui barrer la route et à défendre contre ses fantaisies et ses jalousies les principes et l'idéal au rythme desquels le secrétaire de la Working Men's Association avait cru bercer le chartisme naissant. La lutte entre ces deux hommes va fixer les destinées du mouvement : le sort du chartisme va dépendre de qui des deux l'emportera.

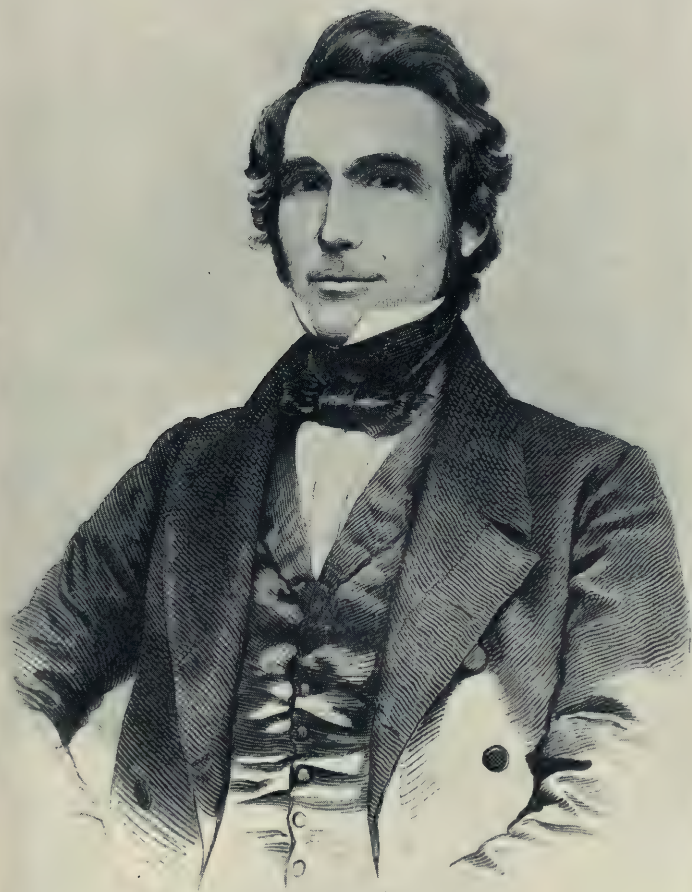
Le premier acte de Lovett à son retour est

de refuser son adhésion à la National Charter Association. " J'avais refusé de me joindre à cette association parce qu'elle était illégale et j'avais justifié mon refus en montrant les risques auxquels s'exposaient tous les membres de la National Charter Association et en me référant à un acte de parlement qui menaçait ceux-ci de la transportation. " A peu près en même temps Collins avait attiré l'attention de l'éditeur de la *Star* sur cette illégalité et William Hill avait même écrit, pour lui demander son opinion, à Francis Place qui avait confirmé les dires de Lovett et de Collins.

On comprend quel beau sujet de querelle les deux leaders modérés donnaient, par leur refus, à Feargus O'Connor, dont le journal patronnait la National Charter Association. Celui-ci avait pris cette organisation sous sa protection, espérant que les membres du Comité exécutif seraient ses créatures : pour cela il lui suffisait de faire nommer, à la tête de l'Association, des chartistes sans personnalité ni caractère et surtout d'en écarter les leaders connus ou ceux d'entre eux qu'il savait capables d'opposer une résistance à ses volontés absolues. Aussi le refus de Lovett était-il un excellent prétexte pour permettre à Feargus O'Connor de déclarer que l'ami de Francis Place avait peur de se compromettre pour la cause chartiste.

A ce premier grief que l'honnêteté de Lovett offrait à Feargus, allait bientôt s'en ajouter un autre, plus réel et plus grave puisqu'il résultait d'une tentative faite par les modérés pour enlever la direction du mouvement à celui qui avait toujours voulu en être et s'en croyait déjà le dictateur. La publication du "*Chartisme, une nouvelle organisation du peuple*" et la formation de la National Association of the United Kingdom en face de la National Charter Association devaient rendre définitive la scission entre Lovett et Feargus O'Connor et faire de ces deux hommes deux chefs de partis opposés ; elles mettaient les Chartistes en présence d'une situation nette, la nécessité d'opter entre Lovett et Feargus, c'est-à-dire entre le réformisme et la violence, entre la force morale et la force physique.

L'initiative et l'attitude résolue de Lovett allaient-elles favoriser la renaissance du chartisme de la force morale et aider à l'essor d'un Néo-chartisme, d'un mouvement amendé que ses chefs seraient décidés à maintenir dans les voies de la légalité en s'opposant aux tentatives des démagogues pour entraîner les classes laborieuses vers la violence ? Lovett, servi par les leçons de l'expérience, allait-il pouvoir reprendre la direction du mouvement qui lui avait échappée dès le printemps de 1838, se rendre maître



WILLIAM LOVETT

(Howitt's Journal)

des appétits qu'avaient accoutumés à leurs épices les professionnels de la surenchère ? Et, de même qu'on avait assisté à une première évolution du réformisme à la violence, allait-on assister à une seconde évolution en sens inverse?

Le " *Chartisme, une nouvelle organisation du peuple, projet pour l'éducation et l'amélioration politique et sociale du peuple* " était un vrai manifeste. Comme son titre l'indique, ce petit livre de 132 pages est dominé par la préoccupation essentielle de l'éducation morale ; il reprend en les systématisant les idées d'inspiration owéniste que Lovett avait déjà développées dans une adresse publiée par la Working Men's Association au cours de l'année 1837. Dans leur préface, Lovett et Collins déclarent qu'ils restent attachés à la Charte du peuple et qu'ils désirent voir les énergies de tous pacifiquement consacrées à la transformation de ce projet en loi :

" Malheureusement, ajoutent-ils, les opinions contradictoires partagées par une partie des classes laborieuses relativement aux méthodes d'action ont déjà grandement retardé les progrès de la cause ; mais nous avons confiance en l'expérience, le grand maître de l'humanité, pour les amener à comprendre qu'il ne parait pas y avoir d'autres moyens efficaces que *l'union pacifique des travailleurs* faisant reposer leurs espoirs sur la puissance et l'influence du progrès intellectuel et moral ". " Ceux qui réfléchissent parmi nos frères commencent à comprendre la grande nécessité d'une préparation intellectuelle et morale qui leur permette de jouir des bénéfices sociaux que leur donnera la puissance politique qu'ils cherchent à conquérir ". " Le principal objet de

cet opuscule, ajoute Lovett dans son autobiographie, était d'amener les chartistes à se grouper en une association destinée à fonder des salles de conférences et des écoles de différentes espèces aux fins d'éducation ; à organiser des bibliothèques ; à publier des tracts et à envoyer en mission des conférenciers; et cela dans le dessein de former dans tout le pays une opinion publique éclairée en faveur de la Charte, de mieux préparer ainsi le peuple à 'exercice des droits politiques pour lesquels nous luttons ".

Dans une grave maladie les souvenirs d'enfance et dans une crise morale grave les impressions du premier maître reprennent toute leur force sur l'esprit : ainsi Lovett, après les heures tourmentées et anxieuses qu'il avait traversées, retrouve plus net que jamais l'idéal qui avait inspiré la formation de la Working Men's Association. Ce n'est pas dire que la prison l'a conduit à refléchir : les efforts qu'il avait faits dans les premières séances de juillet 1839 prouvent que son attitude, le 9 mai, n'avait été qu'un acte de folie passagère. Mais, si Lovett a l'âme trop haute pour que la souffrance entame son courage, il a l'intelligence trop ouverte pour ne pas avoir compris que les événements de 1839 condamnaient la politique de concessions et de faiblesses à laquelle s'étaient abandonnés les modérés : l'intransigeance était la seule tactique possible pour les partisans de la force morale et leur seul moyen de défense contre les entrepreneurs de révolutions était de prendre l'offensive. William Lovett était tout

désigné pour servir de leader aux chartistes assagis et ses idées devaient trouver des partisans parmi ceux-là même qui, comme Neesom et Vincent, par tempérament ou par entraînement, avaient suivi les protagonistes de la force physique.

Lovett et Collins n'étaient pas isolés : ils semblaient pouvoir compter sur des concours précieux. Henry Vincent qui ne devait être libéré qu'en mars 1841, ne restait pas inactif dans la prison d'Oakham ; en décembre 1840, il s'unit à Cleave, à Hetherington, à Neesom et à Hill, l'éditeur de la Northern Star, pour adresser aux classes ouvrières ce pressant appel en faveur du Teetotalisme, publié dans la *Chartist Circular* du 19 décembre 1840 :

" Croyant que l'ignorance et les vices du peuple sont les principaux obstacles dans la voie du progrès politique et social... nous avons à déplorer que vous ayez à lutter avec un ennemi dans votre camp, un ennemi insidieux et puissant, un ennemi qui vous affaiblit constamment et accroît la force de vos immoraux adversaires. Cet ennemi est la passion des boissons enivrantes... Nous sommes obligés de déclarer que l'ivrognerie est le vice dominant de notre peuple et, encore que nous soyons convaincus que la législation de classe nous a infligé une quantité innombrable de maux et a brisé les cœurs de générations entières de travailleurs, nous ne pouvons pas fermer les yeux à cette vérité qu'aucun régime de liberté ne peut améliorer l'homme qui est l'esclave de ses propres vices... Est-ce qu'un homme adonné à l'ivrognerie peut être libre ? Il peut dans les intervalles lucides de sa raison assister aux meetings publics et applaudir

ceux qui rappellent une nation au sentiment de son devoir...... Concitoyens, nous ne sommes pas des inconnus pour vous, nous sommes anxieux de vous voir heureux et libres ; nous sommes ardemment désireux de voir nos constitutions aristocratiques remplacées par celles d'une démocratie éclairée... Croyant que l'ivresse est la clé de voûte de l'aristocratie, sachant tout le bien qui peut résulter de l'union d'hommes sobres, pleins de moralité et d'intelligence, nous sentons que nous ne ferions pas notre devoir si nous ne vous pressions pas d'abandonner l'usage de boissons énivrantes. Nous faisons spécialement appel aux leaders du chartisme pour donner au peuple l'exemple en adoptant le projet de *Teetotalisme.*"

Les signataires de l'appel demandent aux chartistes de former des *Chartist Teetotal Societies* dans chaque cité, ville ou village ; car " aucun gouvernement ne peut repousser longtemps les justes revendications d'un peuple qui a eu le courage de vaincre ses propres vices ". Ainsi, en 1840, les universités populaires et l'anti-alcoolisme, ces deux expressions de la philanthropie bourgeoise soucieuse d'éducation populaire à la fin du XIXe siècle, sont préconisées par les leaders de la force morale, et la présence parmi les signataires de l'appel du fougeux Neesom et de l'éditeur de la Northern Star semblerait manifester de la part des chartistes de la force physique eux-mêmes un revirement et comme le désir de s'unir à leurs anciens concurrents pour entreprendre l'éducation morale du peuple et mettre dans celle-ci la condition préalable de toute amélioration politique et sociale.

Bientôt, poursuivant son dessein, Lovett envoie aux plus influents démocrates une adresse que signent Collins, Hetherington, Cleave, Rogers, Mitchell et quelques autres :

" Frères, en nous adressant à vous comme à nos compagnons dans la grande cause de la liberté humaine, nous voudrions imprimer à votre esprit cette importante vérité : *vous devez devenir vos propres régénérateurs sociaux et politiques ou vous ne jouirez jamais de la liberté.* Car la vraie liberté ne peut être donnée ni par les actes du parlement, ni par les décrets des princes, mais doit être le fruit de l'instruction et de la moralité, des vertus publiques de notre peuple... Même si les révolutions suivaient les révolutions et si des modifications devaient-être continuellement apportées à notre constitution, à nos lois et à notre gouvernement, tant que la superstructure politique et sociale ne reposera pas sur l'intelligence et la moralité du peuple, il ne se sera pas produit d'autre transformation qu'un changement de despotisme et le remplacement d'une bande d'oppresseurs par une autre. "

Sages réflexions et qui dépassent peut-être, par leur portée, le sens limité qu'il était dans l'intention de Lovett de leur donner. Les Chartistes de la force morale proposent la formation de cette *association nationale* dont les deux prisonniers de Warwick Goal avaient donné l'esquisse dans leur brochure. Afin de créer et de développer une opinion publique éclairée en faveur de la Charte du peuple, cette association enverrait ses conférenciers dans les différentes parties du Royaume Uni pour expliquer et répandre les vues des réformistes ; elle établirait

des cabinets de lecture de 100 à 200 volumes, comprenant les ouvrages les plus utiles de politique, de morale, de science et d'histoire et prêtant ceux-ci librement aux membres associés; elle publierait des tracts et de petits pamphlets; elle construirait des salles publiques de réunions, de conférences et des écoles servant pendant la journée à l'éducation des enfants et le soir à l'amusement des adultes : par des conférences, des lectures, des concerts, des bals et " *autres divertissements rationnels et sains* ", les travailleurs, après leurs heures de labeur, y pourraient trouver des " occasions de se réjouir et de se récréer qui empêcheraient la formation d'habitudes vicieuses et les détourneraient de s'abandonner à leurs penchants pour les boissons enivrantes ". N'est-ce pas toute l'idée des universités populaires qui se trouve contenue dans le plan de Lovett ? Ces halls doivent avoir deux cours de récréation et, si possible, un jardin anglais avec des pelouses, des appartements pour les maîtres, des salles de bains chauds et froids, une salle de musée, un laboratoire et un atelier où les associés et leurs enfants pourront faire des expériences scientifiques et apprendre la technique élémentaire des métiers les plus utiles ; ajoutez à ce dessein celui d'écoles normales d'instituteurs et d'écoles techniques, agricoles et industrielles, et vous

aurez le programme complet de la nouvelle association chartiste que proposaient, dans leur adresse aux réformateurs politiques et sociaux, Lovett et ses amis.

Pour quelque raisonnables que fussent ces propositions, elles ne pouvaient (et il n'est pas douteux que Lovett s'en rendait compte) grouper autour de leur réalisation tous les Chartistes ; car, si même un rapprochement entre ces frères ennemis avait été possible pour tous les autres, Feargus O'Connor n'aurait pu l'accepter ; pareille réunion aurait ruiné son prestige, puisque sa puissance était fondée sur la division des chartistes et sur l'antagonisme entre démocrates de tempéraments différents : là se trouvait une raison essentielle de son règne populaire. Toute sa tactique se définit en quelques mots : malgré sa fatuité il se rend compte que les leaders chartistes éloquents et ardents sont trop nombreux pour qu'il puisse se distinguer d'eux par ses seules qualités personnelles, encore que celles-ci soient admirablement adaptées au rôle qu'il veut jouer ; aussi lui faut-il apparaître au peuple avec l'auréole d'une vertu particulière : il ne fera pas seulement profession de foi démocratique, mais d'intégrité, et se présentera toujours comme le seul leader vraiment soucieux du bonheur du peuple, en même temps qu'il se donnera la mission de discerner parmi les pré-

tendus amis des classes laborieuses quels sont les vrais et quels sont les faux, ceux qui servent et ceux qui, par leur maladresse ou leur fausse sincérité, desservent ses intérêts véritables. Pour Bronterre il y a la vraie et la fausse démocratie, pour Feargus, il y a les bons et les mauvais démocrates : entre 1839 et 1848, on n'était bon démocrate que si le propriétaire de la *Northern Star* vous décernait un brevet de civisme toujours révocable, vous autorisant à exercer votre activité sociale au service de vos idées, comme aujourd'hui l'on n'est " *bon républicain* " que si l'on a reçu une certaine investiture.

Cette fonction de juge suprême décidant de la qualité des opinions et de la pureté des intentions sert au grand démagogue pour se débarrasser de ceux qui peuvent lui faire concurrence, de ceux-là même qu'il a paru d'abord apprécier ou ménager, comme Bronterre, Mc Douall ou Thomas Cooper. Tel est le procédé qu'il va employer contre Lovett et Vincent dont il cherche à ridiculariser le " Knowledge Chartism " et le " Teetotal Chartism ", mettant le peuple en garde contre ces nouveaux pièges de la classe moyenne, destinées à détourner les vrais croyants de la démocratie de la route étroite qui les mènera à leur salut politique et social.

Feargus O'Connor comprend, en effet, le danger que le "New Move", comme il l'appelle

fait courir à sa suprématie et immédiatement il agit par la calomnie et l'injure, il cherche à intimider les leaders de la force morale et leurs adeptes par le boycottage et la menace. A peine Lovett et ses amis ont-ils publié *leur adresse aux réformateurs sociaux du Royaume Uni* que celle-ci est dénoncée par le propriétaire et les rédacteurs de la Northern Star et présentée comme une " machination de Hume, Roebuck et O'Connell " pour détruire la puissance de Feargus et renverser La National Charter Association. Tous ceux qui ont signé l'adresse sont condamnés comme des charlatans, des bluffeurs, des scélérats et des traîtres.

Les seides de Feargus emploient tous les moyens contre les chartistes coupables d'avoir donné leur adhésion au projet de Lovett ou de manifester quelque inclination pour les méthodes de la force morale : ils s'attaquent à eux jusque dans leurs affaires, intimidant ou détournant leur clientèle et souvent même les forcent à quitter le pays où ils excercent leur commerce ; ils s'acharnent tout particulièrement sur Neesom qui avait abandonné le parti de la violence et avait signé l'adresse. Habitant à Spitalfields, dans un milieu que George Julian Harnay avait préparé, il y est l'objet des pires persécutions : " sa boutique de journaux et l'école de sa femme furent vite fermées, sa vie fut menacée

et il dut, déjà vieux, aller chercher ailleurs un gagne pain. "

La manière forte devait réussir aux partisans de Feargus auprès des timorés et des faibles ; un certain nombre de ceux qui approuvaient les projets de Lovett, de ceux même qui avaient donné leurs signatures, s'inclinèrent devant des injonctions aussi rigoureuses et s'excusèrent très humblement de leur erreur ; mais, dit Lovett, dans son autobiographie, " la seule récompense qu'ils reçurent pour leur bassesse fut d'être appelés par la Star des rats s'échappant du piège. " De tous les coins de l'Angleterre où se trouvaient des serviteurs ou des dupes de Feargus, celui-ci se faisait adresser des votes de censure et des dénonciations contre le leader des modérés et la Northern Star enregistrait toutes ces protestations plus ou moins complaisantes comme l'expression d'un vaste mouvement de révolte de l'opinion publique chartiste: " Heureusement pour moi et pour mes amis, dit Lovett, les fidèles disciples de Feargus, ne possédaient pas une puissance proportionnée à leur humeur vindicative, sinon nos vies auraient été sacrifiées à leur frénésie ". Et le leader de la force morale en cite un exemple curieux dans ce J. Watkins qui prêcha dans différents quartiers de Londres un sermon afin de démontrer qu'il était juste et légitime d'assassiner Lovett et ses

amis ; de ce sermon qui fut publié quelques passages suffisent à révéler le ton :

"L'intérêt du chartisme demande que nous soyons de fermes amis et d'aussi fermes ennemis. Pas de flagornerie, pas de servilisme, pas de temporisation, pas de reddition à l'ennemi, pas de quartier aux traîtres. Les despotes ne donnaient pas d'autre quartier aux traîtres que de mettre en quartiers leurs membres. Quelle a été la sentence prononcée contre le pauvre Frost ? D'être pendu par le cou, mais d'être descendu du gibet encore en vie, ses entrailles arrachées devant ses propres yeux et ses membres découpés de son tronc saignant, inanimé. Si Frost était traître au gouvernement, il vous était fidèle et, si tel devait être son destin, est-ce que ceux qui trahissent le peuple, les pires des traîtres, doivent-être traités tendrement, bien plus cajolés, courtisés, caressés ? Non, qu'ils soient dénoncés et reniés ; prévenons leur future trahison et offrons-les en exemple afin de décourager les futurs traîtres. Washington pendit le Major André, malgré ses pressantes supplications, le pendit comme espion ; qui dira que l'exemple de Washington ne doit pas être suivi ? Nous sommes en guerre et nous devons avoir la loi martiale : courte confession et corde inexorable."

Mais, malgré les excitations et les accusations de la *Star*, " les pauvres dupes en furie, qui avaient été aveuglés et enivrés par les mensonges d'O'Connor, étaient pour la plupart trop lâches pour recourir à la violence personnelle et se contentaient de s'exercer à nuire de toute manière à tous ceux qui étaient favorables au *New Move* ".

Quatre-vingt-six démocrates avaient signé l'adresse de Lovett et de ses amis ; ceux-ci résolurent de répondre aux attaques de la *Star*

afin d'obliger les hésitants à se décider en faveur de la force morale ou de la démagogie :

" Comprenant que, dans leur conduite passée, beaucoup de ceux qui font profession de souscrire aux justes principes de la Charte ont manqué de cette probité, de cette honnêteté et de cette justice qui sont les qualités requises pour assurer au mouvement la coopération des sages et la confiance des bons ; et croyant que le mensonge, l'exagération et la violence de ceux qui sont pleins d'une activité impatiente à fabriquer des plans, mais trop lâches pour agir, ont eu pour résultat le sacrifice et l'emprisonnement de centaines de victimes ; que de tels procédes ont décrié notre cause et retardé son succès, nous sommes anxieux de réparer par la raison ce qui a été perdu par la folie et l'extravagance. Et c'est pourquoi il y a cinq mois nous avons proposé de former une association nationale sur les bases indiquées dans une brochure écrite dans la prison de Warwick et intitulée " Chartisme ", comprenant les objets qui, à notre avis, sont les mieux destinés à unir les éléments du Chartisme et à assurer la coopération de tous les esprits charitables qui sont désireux de faire jouir la grande masse du peuple des bienfaits politiques et sociaux. En publiant ce projet, nous avons explicitement affirmé que nous n'avions aucun désir d'intervenir dans les sociétés existantes : notre dessein est de former une association générale pour certains objets explicites..... Notre proposition accueillie avec faveur par la presse et avec éloges par un grand nombre d'hommes intelligents de tous les partis, n'a rencontré de la part du plus important organe du chartisme, la Northern Star, que mensonge, intolérance et la plus amère animosité. Son propriétaire et son éditeur ont dénoncé conjointement ce projet comme une invention de M. O'Connell, Hume et Roebuck ! comme une machination pour détruire la suprématie politique de Feargus O'Connor et renverser ses propres plans. On a tourné en ridicule *l'Education*, on s'est moqué de la *Science*, on a dénaturé les faits, on a étouffé la vérité et on a fait appel aux plus basses passions de la multitude pour obtenir un bruyant

verdict contre nous. Nous avons été dénoncés par ces hommes et par leurs partisans à gages comme " des voleurs, des menteurs, des traîtres à la cause chartiste, comme des gens qui, si la guillotine existait en Angleterre, seraient ses justes victimes ". Qui plus est, un sermon a été prêché par un de ces professeurs... de liberté pour démontrer la nécessité de nous assassiner... Nous avons réclamé, mais en vain, la preuve de leurs basses assertions. Dans la mesure où ils ont osé nous répondre, ils se sont proclamés eux-mêmes esprits faux, âmes intolérantes et cervelles légères aux yeux de tout homme capable de réflexion ; et, quand leurs dupes auront eu les yeux ouverts, ils auront honte de la violence qu'ils ont déployée contre des hommes dont le seul crime a été la publication d'un plan rationnel pour atteindre la Charte du peuple. Forts de la justice de nos principes et plus que jamais convaincus de la nécessité de ce plan, nous plaignons ceux qui nous ont attaqués avec tant d'animosité. Leur vanité a aveuglé leur intelligence, leurs préjugés ont obscurci leur entendement et ont aboli dans leur esprit les sentiments de tolérance et de charité. Croyant posséder eux-mêmes la sagesse suprême, ils ont méprisé avec une férocité gothique toute science, toute vérité et toute justice ; et, si on les juge sur leurs actions, ils semblent penser que la liberté ne peut être réalisée que par la violence et la proscription. Tels sont, il est vrai, les sentiments caractéristiques de ceux qui forment la portion la plus ignorante et la plus bruyante du parti chartiste, têtes creuses qui aujourd'hui professent à la légère nos principes pour devenir demain les adorateurs de n'importe quel autre autel ; mais nous croyons que la grande masse de nos frères chartistes est composée d'hommes dont les convictions en faveur de la charte sont nées de l'observation et d'une patiente recherche des causes de l'injustice politique et de la misère sociale. Des hommes de cette espèce peuvent être trompés et égarés un moment par la mystification et le mensonge ; mais leur esprit, résolu à examiner les faits et toujours ouvert à la persuasion... déchirera le voile léger qui a été jeté sur leur intelligence. C'est aux hommes de cette trempe que nous faisons appel avec confiance... Si nous insistons comme un droit sur notre juste participation à la

puissance politique, nous désirons que, pour conquérir celle-ci, soient pris les moyens les plus effectifs ; nous désirons que nos frères se préparent à se servir de ce pouvoir lorsqu'ils l'auront obtenu afin qu'ils n'exercent pas pendant un demi siècle la franchise pour se trouver encore ensuite le jouet d'artificieux inventeurs de systèmes et de rusés politiciens.

" D'abord, en ce qui concerne les meilleurs moyens pour conquérir notre charte, nous sommes opposés à tout ce qui peut ressembler à un mouvement révolutionnaire faisant appel à la force physique ou à la violence ; car nous croyons qu'une victoire ainsi obtenue serait une défaite infligée aux justes principes de la démocratie, parce que tous les chefs militaires — toute l'histoire est là pour l'affirmer — deviennent des despotes politiques, et parce que toute organisation militaire sanguinaire, faisant appel aux pires passions, doit nécessairement faire reculer pour plusieurs siècles notre progrès intellectuel et moral. Nous croyons que la conquête de la Charte sera un bienfait pour tous, le seul moyen de remédier à la corruption, aux monopoles, aux maux de notre gouvernement, et que les bénéficiaires de cet état de choses sont peu nombreux si on les compare à la population toute entière ; aussi pensons-nous qu'il suffit pour faire adopter cette réforme de convaincre toutes les classes de la population que leur intérêt est de s'unir à nous afin que nous puissions conquérir pacifiquement la charte : car un peuple uni a toujours de nombreux moyens de réaliser ses desseins sans violence ".

L'attitude de Lovett est donc bien nette : en présence des injures et des calomnies par lesquelles Feargus et la *Northern Star* essaient de faire échec à la renaissance du chartisme de la force morale, Lovett veut rendre irréparable la coupure qui sépare le parti chartiste en deux tronçons et il marque brutalement les différences irréductibles qui les opposent l'un à l'autre.

En 1838, les modérés avaient usé d'une politique qui leur avait fort mal réussi ; le rédacteur de la Charte l'a compris et c'est pourquoi il cherche à isoler la poignée d'exaltés, d'agitateurs et de démagogues et à gagner la confiance de la grosse masse des chartistes, en faisant appel aux réflexions et au bon sens de ceux-ci. Certaines conversions, produites par les événements de 1839 et leurs conséquences, peuvent lui donner l'espoir que le revirement d'hommes, comme Neesom et Vincent, sera suivi par d'autres.

De plus, afin de rendre définitive cette rupture et de fixer les sages résolutions des chartistes, Lovett propose l'union avec les autres classes : c'est un retour aux tendances qui avaient inspiré les premières démarches de la W. M. A. et aux idées de Francis Place qui avait tant souhaité la formation d'un grand parti démocratique.

L'adresse se termine par une fine remarque et un conseil qui prouvent que l'expérience de la Convention n'avait pas été inutile à Lovett ; celui-ci y avait appris à connaître que le peuple trouve peut-être dans ses Élus des serviteurs très humbles, mais qui ne restent pas toujours très fidèles à ses intérêts :

" Ce n'est pas, dit l'adresse, la simple possession de la franchise qui doit bénéficier à notre pays, c'est là seulement *le moyen d'atteindre une juste fin :* l'élection des hommes les meilleurs et les plus sages pour solutionner une question qui n'a jamais encore

été posée dans aucun corps législatif, *savoir comment toutes les ressources de notre pays doivent être organisées pour promouvoir le bonheur intellectuel et social de tout individu ?* Ce n'est pas simplement la suppression des maux existants, c'est la confection des remèdes, qui peut profiter aux masses ; or, afin de faire échec à l'égoïsme naturel et à l'ambition des gouvernants et de les forcer à faire des lois justes et salutaires, *ceux qui possèdent le pouvoir d'élire doivent posséder aussi le savoir, le jugement et la moralité propres à les diriger* avant qu'aucun gouvernement digne de ce nom et qu'aucune liberté véritable puissent être établis. "

Lovett n'avait pas à se demander combien d'années cette éducation nécessaire et préalable peut exiger.

Nous assistons maintenant à une manifestation contraire à celle qui avait caractérisé la première évolution du chartisme et qui tient à un changement dans l'attitude des chartistes de la force morale : tandis que, en 1839, les modérés avaient fait des concessions inimaginables aux chartistes de la force physique pour maintenir l'union et avaient même abandonné leur projet d'alliance avec les bourgeois démocrates, en 1841 les modérés acceptent l'idée d'une scission avec les violents en même temps qu'ils reprennent leur ancien projet d'un grand parti démocratique. On peut même dire qu'en 1841 la rupture entre les chartistes est un fait accompli et que le rapprochement avec les classes moyennes est un fait en train de s'accomplir.

La division entre les chartistes se révèle tout

d'abord à propos d'une question de tactique électorale. Le 7 mai 1841, Lord John Russel déclare son intention de proposer au Parlement un droit fixe de 8 sh. par quarter sur le blé, de 5 sh. sur le seigle, de 4 sh. 6 sur l'orge et de 3 sh. 4 sur l'avoine. Les débats parlementaires se terminent le 18 mai par la défaite du gouvernement et par l'adoption d'une résolution présentée par Lord Sandon et votée par 317 voix contre 281. Le 27 mai, Sir Robert Peel présente une motion déclarant que les ministres ne possèdent pas suffisamment la confiance de la Chambre des Communes et que leur maintien au pouvoir dans de telles conditions est contraire à l'esprit de la Constitution. Le 4 juin, cette motion est adoptée par une majorité d'une voix, faible appoint, mais suffisant pour chasser les whigs, étant donné leurs précédentes défaites et les sentiments hostiles de l'opinion publique; aussi, le 23 juin, la dissolution est-elle prononcée ; les élections vont assurer le succès des torys qui, le 28 août, réuniront aux Communes contre le gouvernement whig une majorité de 91 voix.

Devant l'éventualité de ces élections générales, quelle a été la conduite des leaders chartistes ? Ceux-ci pouvaient choisir entre quatre attitudes : ou bien présenter des candidats chartistes ou bien soutenir les whigs ou bien faire alliance avec les torys ou bien encore voter pour

le candidat whig ou le candidat tory, selon les circonstances, c'est-à-dire selon les engagements pris et les sentiments affirmés par telle ou telle individualité sur les grandes questions qui préoccupaient particulièrement les chartistes comme la loi des Pauvres ou le Rural Police Bill. Au lieu de s'entendre sur la tactique à choisir, les leaders chartistes se sont divisés et ont préconisé des politiques différentes.

La politique des circonstances fut celle de Bronterre O'Brien : le *Mc Douall's Journal* lui offre la possibilité d'exposer les raisons de son opinion. Notons tout d'abord que le chartisme reste, aux yeux de son grand théoricien, un mouvement de démocratie socialiste, comme le prouve un article du 17 avril " Au Peuple " :

" A quoi doit servir le suffrage universel ? " demande Bronterre. A donner au peuple un pouvoir sur la tenure de la terre, un pouvoir sur la circulation monétaire du pays, un pouvoir permettant d'établir une Banque Nationale d'émission et des Banques de crédit et de prêt destinées à faire des avances aux artisans et aux travailleurs de bonne réputation, un pouvoir sur 50.000.000 acres de terre dont 15.000.000 sont susceptibles de culture, un pouvoir sur les impôts et ce qui est plus important que tout le reste, le pouvoir d'établir, d'organiser vos propres communautés industrielles dans lesquelles vous puissiez commander au lieu de mendier un emploi et dans lesquelles il n'y aura pas besoin d'autre limite à votre production que la satisfaction de vos propres besoins. "

Toujours fidèle au programme qu'il a tracé,

dès l'origine, au mouvement ouvrier, démocrate et socialiste, Bronterre a trop de sincérité et de clairvoyance pour conseiller aux chartistes de se borner à une politique intransigeante qui serait fatalement inefficace. Sans doute, dans certaines circonscriptions, il sera bon qu'il se présente des candidats chartistes affirmant l'existence et l'indépendance du mouvement, en même temps que son programme minimum, et c'est ainsi que Vincent, Mc Douall, Harney, Pitkeithly, Leach, Villiers Sankey se présenteront à Banbury, Northampton, Marylebone et Leeds. Mais, en dehors des cas spéciaux où cette manifestation sera utile, sur qui devront se porter les voix des chartistes ? C'est ce que Bronterre examine danc ce *Mc Doualls Journal* le 22 mai, et il écrit :

" Nottingham a prouvé que nous tenons entre nos mains la balance du pouvoir. Comment allons-nous en user ? En envoyant un candidat chartiste à la Chambre... Si une majorité peut l'envoyer. Toutefois cela peut arriver seulement dans une ou deux circonscriptions, par exemple celle de l'Ile de Wight. Une autre méthode nous a été offerte par les Torys, c'est de partager leurs votes avec les chartistes ou en d'autres termes d'élire un chartiste et un tory là où deux membres sont à élire. Même à cela je consentirais. Quelques uns de nos meilleurs amis ont même dit : si vous ne pouvez pas élire un chartiste, mettez dehors le candidat ministériel. Le peuple doit réfléchir à cette proposition d'élire un candidat tory et, comme il ne peut agir que par politique et non par principe en nommant un tory, il doit décider d'après la probabilité de voir les whigs battus, les meilleurs démocrates

lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir et, lorsqu'ils y sont, les pires des maîtres ".

Et le 19 juin, Bronterre dit encore :

" Je voterais soit pour un whig, soit pour un tory qui voterait pour la libération des prisonniers et serait opposé à la Nouvelle loi des pauvres et au Rural Police Bill. Il serait absolument inespéré d'obtenir de l'une ou l'autre faction qu'elle s'engage à soutenir la charte et il n'y a pas plus à espérer obtenir d'un vrai whig qu'il licencie la Police ou détruise les Bastilles. La même politique suivie pour deux membres à élire doit aussi être suivie lorsqu'un seul est à élire. Dans ce cas, la question doit être : Est-ce qu'un chartiste peut être élu ? Sinon, est-ce qu'un candidat tory opposé à la loi des Pauvres ou au Police Bill peut être élu ? La politique qui apparaît comme la meilleure est celle qui réduira la majorité whig et qui cependant ne donnera pas trop de pouvoir aux torys. "

La ligne de conduite conseillée par le *Mc Doualls Journal* est très nuancée ; il suggère aux Chartistes l'idée de se servir de leur force électorale si c'est possible, pour faire nommer un chartiste, mais surtout, comme ce succès possible sera un cas très rare, pour obtenir des candidats torys ou whigs des engagements contre certaines lois particulièrement nuisibles aux classes laborieuses ou odieuses aux chartistes. Tout opposée est la politique que, de la prison de York Castle, préconise Feargus O'Connor : il convient, selon lui, de soutenir les torys contre les whigs. La Northern Star du 12 juin commente la défaite du gouvernement

whig dans un article : " *Le devoir du peuple aux prochaines élections* ". Elle recommande aux chartistes de proclamer et revendiquer le " grand principe du suffrage universel " :

" Le Parlement doit être et sera dissous. Que doit-on faire ? La réponse est claire : que le grand principe du suffrage universel soit pratiquement proclamé, revendiqué. Dans chaque cité, dans chaque borough, que le peuple choisisse son homme ou ses hommes qualifiés pour siéger ".

La *Star* formule le programme de ces candidats chartistes : le suffrage universel et les cinq autres revendications politiques de la charte, la mise en liberté immédiate de tous les prisonniers et exilés politiques, l'abolition de la loi des pauvres, le Ten hours Bill et une réforme complète du " Factory System meurtrier pour l'enfant ", la suppression du Rural Police Bill, la mise de la police des villes et boroughs sous le contrôle des habitants, le rappel de toutes les lois restrictives et des taxes sur la presse.

" Chartistes, faites ce que vous a conseillé, il y a 7 ans, Bronterre. Faites ce dont Feargus O'Connor s'est efforcé de vous démontrer la nécessité. Ayez vos candidats, élisez les à mains levées comme vos véritables représentants et laissez à Dieu et à vos cœurs résolus l'avenir. Rappelez-vous que vous obtiendrez la charte quand vous pourrez la prendre de force, pas avant. "

Cette déclaration de principe et ce programme, que la *Northern Star* ne pouvait éviter, ne sont que pour donner en façade un conseil purement

platonique puisque le vote à mains levées ne peut suffire à faire des membres du Parlement. Mais à côté de cet article, dans le même numéro du 12 juin, on en trouve un autre destiné à inspirer l'attitude des lecteurs de la *Star* aux prochaines élections :

" *Le jour des comptes !* Laissez-nous imprimer dans votre esprit la nécessité de mettre dehors les whigs aux élections prochaines, peu importe à quel prix, à quel risque. Il est vrai que les deux factions sont nos ennemis implacables et c'est à la destruction des deux que nous devons travailler. Mais cette œuvre en ce moment est impossible. Alors, employons une faction à détruire l'autre. La vengeance est douce ; vengeons nous des whigs ! Souvenons nous de leurs exploits et qu'ils aient la juste récompense de leurs actes !!! ".

Et encore :

" *Le jour des comptes !* Le jour des comptes est venu. L'heure de la récompense approche rapidement. Que la voix d'un peuple indigné soit entendue dans le tonnerre. Que les éclairs de la colère d'une nation plongent aux plus profonds abîmes de la perdition la faction qui a insulté les affligés et trompé les opprimés ! Chartistes ! Sus à la faction ! A bas les whigs ! ".

Feargus sait qu'un mouvement populaire se fait toujours contre quelqu'un et ne peut être puissant que s'il s'attaque à quelqu'un ; et il a toujours le souci, dont nous rencontrons ici un exemple caractéristique, de viser un ennemi précis nettement défini. Avec le sens très aiguisé qu'il possède des dispositions d'esprit des masses, l'habile politique a compris d'instinct que l'opi-

nion publique des chartistes et des ouvriers est hostile au gouvernement whig : la nouvelle loi des pauvres, le rural Police Bill, de trop nombreux emprisonnements et une répression brutale ont contribué à faire detester le parti whig. Tenant toujours compte, dans ses calculs, des sentiments qui, à ses yeux, ont une valeur de premier ordre, voulant aussi avoir une politique personnelle et distincte de celle des autres leaders, le grand démagogue conseille de voter pour les torys en *haine des whigs* ; ses fidèles vont suivre la même ligne de conduite et contribuer au triomphe des Conservateurs.

Feargus a adapté son attitude au sentiment populaire; aucun témoignage en ce sens n'est plus probant que celui de Thomas Cooper, le plus enthousiaste disciple du "*Lion de la Liberté*" :

"Chacun disait : *changeons, mettons fin au pouvoir des whigs*, "*votons pour les torys de préférence aux whigs, les auteurs de la maudite Poor Law*" devint le cri général. Le pauvre s'appropria ce cri ; il remarqua que les whigs avaient banni John Frost et ses compagnons et avaient emprisonné 430 chartistes ; et cela fit que les whigs devinrent les pires ennemis : "*nous nous vengerons des whigs*" devint le cri des chartistes."

La campagne faite par Cooper en faveur de Walter, le propriétaire du *Times*, est une manifestation de ce concours apporté par les chartistes aux torys. De Leicester où il organisait les pauvres chaussetiers en brigades chartistes,

Thomas Cooper vint à Nottingham soutenir le candidat tory et, rencontrant celui-ci dans la rue, il lui explique les motifs de son concours : " Monsieur, ne vous faites pas une idée fausse de la raison pour laquelle vous avez l'aide chartiste. Nous nous proposons de nous servir de votre parti pour couper la gorge aux whigs et ensuite nous nous proposons de vous couper aussi la gorge. " Je lui dis ces paroles sur le ton de la plaisanterie et M. Walter rit, mais il comprit que la plaisanterie était sérieuse. Et M. Walter fut élu.

Il est certain d'autre part que, si les chartistes offrirent spontanément leur collaboration aux torys, ceux-ci firent des avances aux chartistes. Cooper raconte encore dans son autobiographie qu'un tory lui ayant demandé d'amener les chartistes à lever leurs mains pour le candidat tory, il lui répondit : " Je crois que le plus grand nombre de chartistes le fera, mais sans que je leur demande et dans le seul désir de se venger des whigs. " A Leicester les torys paient les chartistes pour se tenir sur le devant des hustings et Cooper reçoit £ 30 qu'il distribue aux pauvres gens en guenille. Le jour de l'élection les chartistes sont à leur poste au centre, sur le front des hustings ; les torys avec leurs bannières bleues à droite, les whigs avec leurs bannières oranges et vertes à gauche de

Cooper. Une partie des chartistes lèvent la main pour le Colonel Forester et le plus grand nombre pour le candidat du suffrage universel, pour Cooper. Le Maire déclare que ce sont les candidats whigs qui ont la levée des mains ; alors intentionnellement un des porteurs des bannières chartistes penche sa bannière de façon à toucher la tête de certains whigs ; les whigs furieux s'emparent de la pauvre bannière en calicot et la mettent en pièces. " Maintenant, compagnons en avant, clament alors les fortes voix des chartistes ". Ils se précipitent sur les whigs et font payer à leurs ennemis l'injure qu'ils viennent de recevoir en déchirant les belles bannières de soie orange et vert " qui avaient coûté au candidat whig £ 70."

Quelles que fussent les raisons qui la firent adopter, le fait est que la politique, conseillée par Feargus O'Connor, fut celle de la grande majorité des chartistes ; mais une petite minorité y resta contraire et, sans doute par esprit d'opposition à ceux qui avaient préconisé l'alliance tory, soutint les whigs : par son attitude elle affirma la division profonde qui existait entre chartistes. Les torys l'emportèrent ; et le gouvernement whig fut successivement battu à la Chambre des Lords, le 24 août, par 168 voix contre 96 et le 28, aux Communes, par 360 voix contre 269.

Sir Robert Peel est appelé au pouvoir. Feargus ne pouvait que présenter la victoire tory comme un succès personnel. La *Northern Star* du 29 janvier 1842 se félicite d'avoir mis à la porte les whigs et de les avoir remplacés par les torys. Peel est l'objet des flatteries de la *Star* qui profite d'une audience accordée à une délégation ouvrière par le premier ministre pour faire l'éloge de celui-ci ; le 8 janvier, parlant de cette entrevue, elle écrit :

" Les ouvriers se sont adressés au gouvernement pour lui exposer leurs maux et lui demander un remède. Leur déclaration a été attentivement écoutée. Leurs représentants ont été reçus avec courtoisie et une discussion amicale s'est engagée sur les mesures possibles qu'ils proposaient. Les ouvriers ont eu une conférence avec le premier ministre, ils lui ont dit la vérité et lui ont demandé dans un langage respectueux, mais énergique, de prendre des mesures qui les mettent dans une situation convenable : c'est une nouvelle ère dans l'histoire de la législation anglaise. "

Et quinze jours après, à propos d'un meeting ouvrier à Leeds :

" Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les classes ouvrières ont eu l'occasion de parler en toute conscience et en toute franchise avec le premier ministre sur des questions touchant leurs intérêts... Le premier était désireux de savoir ce que pensaient les travailleurs. "

Pendant la campagne électorale, c'était du York Castle que Feargus O'Connor avait dirigé

les démarches de ses troupes chartistes. Le surlendemain même de la défaite du gouvernement whig aux Communes, il fut libéré. Sa sortie de prison lui fournit l'occasion d'un de ces gestes qui assuraient sa popularité : il avait annoncé dans la *Northern Star* qu'il était décidé à porter un vêtement de futaine pour montrer combien il s'identifiait lui-même avec la classe ouvrière et son désir fut exaucé par l'offre de cette parure symbolique. Le jour de sa libération, c'est vêtu de futaine que Feargus O'Connor s'avance dans une voiture à travers les rues d'York et au milieu des acclamations de nombreux manifestants. Voici comment la *Northern Star* du 4 septembre 1841 raconte cette journée triomphale :

" A aucune époque du " mouvement " nous n'avons eu tant de raisons de nous réjouir que le jour de la libération de notre " Lion " sorti de sa caverne. La cité la plus ignorante et la plus corrompue de tout l'empire, séparée des places fortes du chartisme par de nombreux milles, où il y a peu de temps nos principes étaient totalement ignorés et considérés seulement comme les cris de guerre de sauvages, de cannibales assoiffés de sang humain, était remplie par les partisans de la liberté, venus de tous les points de l'empire. Plus de 150 délégués représentant presque toute la population laborieuse de l'Angleterre était assemblée à York dimanche soir (29 août) pour offrir les congratulations du peuple au champion de ses libertés. Lundi matin, l'affluence des travailleurs de toutes régions vint enfler les acclamations de bienvenue qui devaient saluer le persécuté. Combien le cœur du " patriote " dût se gonfler de gratitude, lorsqu'il arriva de la solitude de l'emprisonnement cellulaire et put en un clin d'œil contempler avec ravissement toute l'Angle-

terre à ses pieds. Comme la faction doit avoir tremblé pour ses destinées quand elle vit l'objet de sa haine et de sa vengeance, devenu, au moment où il respirait l'air libre du ciel, l'objet de l'amour universel, de l'idolâtrie nationale. C'était l'amour dans son mode le plus sublime et l'idolatrie dans sa forme la plus pure ; car il n'y avait rien que l'hommage du cœur invendable des travailleurs pour donner à cette fête de l'éclat et de l'enthousiasme. O'Connor ne peut pas, comme Alexandre ou César, traîner derrière lui des bandes d'esclaves captifs enchaînés aux roues de son char ; il n'est pas apparu aux regards du public, paré des dépouilles d'empires ruinés ou des droits de l'humanité volés. Eh bien, il est plus grand que César, il est plus qu'un conquérant. D'autres hommes ont été élevés au dessus du niveau commun par l'éclat de l'or et l'épée des tyrans. Il ne s'est élevé grâce à aucun des jouets humains, ni grâce au cimeterre souillé de sang. Patriotisme, intégrité, éloquence, bravoure, furent ses titres de noblesse et ont enlevé au despotisme tout son aiguillon. La richesse et le pouvoir vil ne peuvent jamais gagner la gratitude de nations ni répandre un rayon de lumière ou de joie sur des esclaves. O'Connor possède la reconnaissance des nations... Avec un tel général de nouveau à notre tête nous devons déployer une énergie renouvelée pour le combat. Chassez la désespérance, car notre libérateur est libre de nouveau... Le chartisme est maintenant un géant, nous devons lancer de nouveau notre vaisseau sur les flots violents de l'univers ; la crête des vagues peut battre notre proue, les vents faisant rage peuvent siffler à travers nos cordages, mais nous avons des cœurs garantis contre le danger, nous avons un pilote pour apaiser la tempête. »

La démonstration d'York fut peut-être pour O'Connor le jour de son plus grand triomphe, jamais Feargus n'avait été aussi puissant qu'à sa sortie du York Castle ; les efforts que faisaient Lovett et les chartistes de la force morale pour organiser le mouvement en dehors de la tutelle

du grand politique et même contre sa personne semblaient devoir se briser contre l'autorité incontestée de Feargus dans les milieux populaires et rencontrer en celle-ci un obstacle insurmontable.

Le rapprochement entre les classes laborieuses et les classes moyennes était peut-être le seul moyen de réaliser l'idéal de la force morale et de parvenir à détacher des démagogues les travailleurs qui subissaient le prestige d'O'Connor. Mais ce rapprochement était problématique. En effet, s'il était désiré par Lovett et ses amis, si les libre-échangistes étaient prêts à toutes les promesses pour se concilier les classes laborieuses, l'Alliance ne semblait pas réalisable sur le terrain sur lequel s'étaient placés les hommes de l'Anti Corn Law League. Car les chartistes restaient des adversaires irréductibles de la campagne entreprise par les abolitionnistes. Et les libre-échangistes, étant singulièrement gênés par cette opposition, essayaient par tous les moyens de donner au public l'illusion que l'opinion chartiste n'était que l'expression des sentiments d'une minorité et que la majorité des classes ouvrières était favorable à l'Anti Corn Law League. C'est ainsi, par exemple, qu'à Manchester la Ligue fait organiser par des travailleurs une réunion en faveur de l'abrogation des Corn Laws qu'Archibald Prentice qua-

lifie non sans exagération, de " meeting de la classe ouvrière " :

" Les travailleurs, prétend l'historien de la Ligue, étaient désireux de se joindre au mouvement ; un grand nombre d'hommes actifs parmi eux, croyant, en dépit des défenseurs stipendiés du pain cher, que la majorité d'entre eux sont absolument convaincus que l'action des Corn Laws est de faire baisser leurs salaires en même temps qu'elle fait hausser le prix de leur alimentation, prirent l'initiative d'une pétition au Maire pour organiser un meeting en plein air lorsqu'une occasion leur serait offerte de manifester leur horreur du monopole créateur de famine. En trois jours cette requête reçut 5390 signatures, fait par lui même suffisamment significatif pour prouver qu'ils sont loin d'être indifférents à la question. Le projet des classes ouvrières de Manchester qui montrait qu'elles ne sympathisaient pas avec les chartistes de la force physique fut considéré comme une menace pour le pouvoir que s'étaient arrogés les ennemis de la libre discussion. Aussitôt qu'il est annoncé, les fauteurs de désordre se mettent à l'œuvre. Des affiches sont collées à profusion sur les murs non seulement à Manchester, mais à Bolton et dans d'autres grandes villes, demandant aux chartistes de concentrer leurs troupes pour percer à jour le bluff de la Ligue et déjouer le piège. On donna une liste formidable des leaders chartistes qui devaient venir prendre part à la campagne. Le Barister M. Wilkins est dit avoir présenté à M. Jones Loyd and C° un chèque du duc de Buckingham de £. 150 et on pensa que cette somme était destinée à venir en aide à la guerre de l'opposition. La veille, pendant la nuit du mardi, (1er juin 1841), des hustings furent dressés tout près de ceux élevés par les organisateurs du meeting afin que les avocats stipendiés du pain cher, ayant leur propre estrade pour parler, pussent jeter la confusion dans l'assemblée et, par la voix de leur président, proclamer " *leur glorieuse victoire sur les infames whigs* " qui réclament la liberté d'échanger le produit de leur travail contre des vivres. La classe ouvrière *pensante* de Manchester fut indignée par les

préparatifs de ce désordre. Elle pensa qu'il y avait là une tyrannie plus grande encore... Le jour du meeting, de vingt points de la ville, s'avancent des troupes composées chacune d'au moins mille personnes, précédées de bannières portant les inscriptions de circonstance ; réunies, elles groupaient près de 20.000 personnes et emplissaient le square. Les chartistes avaient eu la précaution d'entourer la plateforme avec leurs bannières qui empêchaient de voir les orateurs. L'une de large dimension, portant comme inscription : " *A bas les wighs* ", obstruait tout particulièrement la vue et, les chartistes refusant de la ranger à l'écart avec les bannières des libre échangistes, une tentative fut faite pour l'abattre ou la retirer. Des gourdins avaient été préparés pour la défense et furent vigoureusement assénés sur la tête de ceux qui tentaient cet enlèvement et n'étaient pas armés. Il sembla au premier abord que les gourdins de quelques centaines d'individus allaient l'emporter sur la volonté de milliers ; mais en une minute les bannières criminelles furent arrachées,déchirées en lambeaux et les hampes des bannières brisées en morceaux devinrent des armes formidables ; une minute de plus et les hommes de la force physique s'enfuyaient.La plateforme était occupée principalement " par de *simples ouvriers* représentant les pétitionnaires et par des gentlemen invités "; Cobden présidait. Watkin et Davy proposent cette résolution : "l'opinion du meeting est que l'impôt sur le pain est impolitique, nuisible et injuste ". A cette motion, le chartiste Bairstow oppose un amendement et le président ayant demandé si le meeting voulait entendre M. Bairstow, le délégué du Yorkshire, celui-ci se voit refuser la parole ; après lui O'Connor propose aussi un amendement, mais il est salué par des clameurs, des grognements et des sifflets prolongés et obligé de se retirer : " Comme les chartistes, conclut Archibald Prentice, avaient décidé de ne pas laisser parler les libre échangistes, ceux-ci décidèrent de ne pas laisser parler les chartistes et les travailleurs de Manchester y étaient d'autant plus énergiquement décidés qu'ils croyaient que ces hommes n'étaient pas là par amour pour la Charte, mais par amour pour les protectionnistes dont ils étaient les agents mercenaires. "

Le meeting refuse d'entendre Charles Wilkins parce qu'il avait été, disait-on, payé par les protectionnistes pour faire opposition à l'élection d'un libre-échangiste à Walsall et avait reçu du duc de Buckingham £150 pour jouer le jeu de l'obstruction à Manchester.

L'historien de la campagne libre-échangiste insiste longuement sur le meeting " *ouvrier* " de Manchester parce qu'il aimerait à faire croire que cette manifestation exceptionnelle révèle le véritable état d'esprit des classes laborieuses ; mais en réalité les ouvriers étaient hostiles à l'Anti Corn Law League et ce qui le montre bien ce sont les efforts répétés faits par les libre-échangistes pour les gagner à leur cause. L'un des plus curieux est une brochure publiée en novembre 1841 par un *travailleur :* " *The People and the Corn Laws with reply to the Chartists objections against their Repeal* " ; son auteur signe *D. J. Ramsden an opérative* et cette brochure à 2 pences mérite de retenir l'attention parce qu'elle est, aux objections chartistes, une réponse si habile qu'il se pourrait bien que Ramsden n'ait prêté que son nom et qu'un écrivain de l'Anti Corn Law League ait tenu la plume.

Quel est le devoir de la classe ouvrière vis-à-vis des Corn Laws, se demande Ramsden ?

L'auteur de la brochure estime qu'elles sont un monopole sur la nourriture créateur d'oppression et de misère, qu'elles diminuent et dépriment l'industrie manufacturière, sont une restriction et une entrave apportées au commerce et que leur abolition complète serait bienfaisante pour la grande masse du peuple ; il affirme que " c'est le devoir de tout homme et spécialement de tout travailleur, qu'il soit whig, tory ou conservateur (et il y a des bipèdes de cette espèce), qu'il soit radical, chartiste ou républicain, de se servir de tous les moyens légitimes qui sont en son pouvoir pour appuyer la cause qui a pour objet l'abolition de ces Corn Laws créatrices de désolation, de spoliation, de dépopulation et de paupérisme ". " Elles font le pain cher : or, lorsque l'alimentation est chère, le commerce va mal et les salaires sont bas ; lorsque le pain est bon marché, le commerce va bien et les salaires sont élevés. "

Les objections chartistes aux arguments libre-échangistes sont " *de monstrueuses illusions* ". Ramsden les examine une par une. L'abrogation des Corn Laws déprimera les salaires, disent les chartistes ? C'est faux, car le montant des salaires n'est pas déterminé par la cherté ou le bon marché des vivres ; s'ils l'étaient, pourquoi les salaires ne s'élèvent-ils pas lorsque le prix des vivres s'élève ?

Est-ce que " nos salaires sont beaucoup plus élevés qu'en 1835 ? Pourtant notre alimentation coûte beaucoup plus cher. Les faits sont tout contraires. En Amérique les salaires sont plus élevés qu'en Angleterre, tandis que les vivres sont moitié moins cher ; et cela parce qu'il y a plus d'emplois et que les travailleurs sont plus demandés : " il en est de même du travail que des produits dont le prix dépend des conditions de l'offre, sa valeur se mesure à l'abondance ou à la rareté des travailleurs sur le marché. Il est clair que l'abolition des Corn Laws, loin de déprimer les salaires, comme certains le craignent devra, en développant le commerce et en créant une demande de travail, tendre à les améliorer ".

Mais, objectent les chartistes, le développement des manufactures a déprimé les salaires et un nouveau développement des manufactures provoquera une nouvelle baisse : cet argument, s'appuie sur la statistique et sur des courbes démontrant que l'accroissement de la consommation des balles de coton a été accompagné par une baisse du prix payé au fileur pour filer ses 1.000 écheveaux. Encore faut-il se demander pourquoi les salaires ont baissé ?

" Les affaires des régions manufacturières ont été prospères. Les travailleurs employés dans ces régions ont eu de bons salaires et les travailleurs qui souffraient de la dépression dans d'autres parties du pays ont émigré en masse vers les districts manufacturiers où les emplois étaient nombreux et où de bons salaires pouvaient être obtenus : ces pauvres gens n'avaient pas les moyens de faire un apprentissage de 7 ans pour apprendre le travail dans les fabriques. On avait un tel besoin de travailleurs que les maîtres offraient toutes facilités aux nouveaux arrivants et leur prêtaient de l'argent pour se nourrir jusqu'à ce qu'ils pussent en gagner eux-mêmes. Des milliers d'individus sont donc

venus des districts environnants dans les districts manufacturiers et l'Irlande a fourni son contingent de travailleurs en détresse pour assurer les besoins du marché du travail en Angleterre ; à la longue, l'offre constamment accrue a donné aux maîtres le pouvoir de réduire les salaires et a obligé la main-d'œuvre à rechercher les employeurs, au lieu que ceux-ci eussent à rechercher la main-d'œuvre comme cela avait été le cas précédemment, C'est donc cette offre surabondante de main-d'œuvre et les entraves de notre commerce qui ont amené la baisse des salaires. Une situation qui permettrait aux travailleurs de dicter à ceux qui les emploient les conditions de leur contrat de travail ne peut-être créée que par l'extension du commerce et la création d'une demande supplémentaire pour le travail. "

C'est l'offre surabondante de la main d'œuvre et non l'extension des manufactures qui a permis aux employeurs de réduire les salaires; le remède est dans l'abolition des monopoles et la suppression des entraves au commerce.

L'abolition des Corn Laws, disent encore les chartistes, privera beaucoup d'ouvriers agricoles de leur emploi et obligera ceux-ci à émigrer dans les districts manufacturiers où ils provoqueront une baisse des salaires. Ceci est contredit pas Ramsden. L'axiome dont il faut partir, selon lui, est que le salaire des travailleurs dépend de la demande de travail. Or on peut admettre que, si les journaliers agricoles sont privés d'emplois et si le commerce ne fait pas de progrès, la venue des journaliers dans les districts manufacturiers causera une dépression des salaires. Mais l'impatience des manufactu-

riers de voir les Corn Laws abolies est l'indice certain que le commerce ne restera pas stationnaire et qu'il se produira un développement des manufactures : par suite il y aura besoin d'un plus grand nombre d'ouvriers. D'autre part, il est "*absurde*" de prétendre que les journaliers agricoles seront privés d'emploi par suite de l'abrogation des Corn Laws ; en effet, le blé étranger d'après Mc Culloch, sera vendu en Angleterre de 45 à 47 shillings le quarter, somme supérieure à celle que dans son témoignage devant la Chambre des Communes un fermier, prétend suffisante pour permettre aux agriculteurs de continuer leurs cultures en faisant un bénéfice et en conservant à leurs journaliers le même salaire : ajoutez qu'il faut tenir compte aussi de ce fait que l'accroissement de la demande des produits manufacturés, conséquence nécessaire de l'abrogation, permettra d'employer dans les manufactures agrandies un plus grand nombre de travailleurs : le peuple ayant moins à payer pour se nourrir pourra dépenser davantage chez les marchands des différentes industries ; d'où un stimulant pour la production et aussi pour la demande de toute espèce de travail :

" Par suite, dit Ramsden, combien fou, combien insensé, combien stupide de la part des ouvriers de s'opposer à l'abrogation ! Nous avons besoin *d'une demande de travail*. L'abrogation

des Corn Laws doit provoquer cette demande. Notre capital, notre industrie, nos capacités supérieures de nation manufacturière et commerçante, avec le libre-échange et un commerce sans entrave, doivent faire de nous la nation la plus avancée parmi les nations commerçantes du monde, doivent procurer à notre peuple travailleur prospérité et abondance et doivent nous mettre à la tête du commerce de l'univers ".

On fait cette autre objection : Il vaut mieux que le peuple soit employé sur des terres incultes plutôt que de voir l'Angleterre dépendre de l'étranger pour sa nourriture. Mais la population anglaise en voie d'accroissement peut-elle être employée sur la terre ? En 1811 sur une population de 9.551.888 habitants l'Angleterre comprenait 895.998 familles d'agriculteurs ; en 1831 sur une population de 13.098.338, les familles d'agriculteurs ne s'étaient accrues que de 65.136, elles étaient 961.134 ; et pourtant pendant cette période il y avait un bon marché pour les produits agricoles. Or les familles d'agriculteurs n'ont pas augmenté proportionnellement aux autres classes de la population malgré des millions d'acres de terres incultes ; si pendant trente ans la population agricole de l'Angleterre est restée presque stationnaire, c'est que la terre anglaise ne peut pas rétribuer le capital et le travail qu'il faudait dépenser pour en faire sortir des produits de bonne vente :

" On dit à nos travailleurs affamés : sur 29 millions d'acres cultivés et 7.500.000 d'acres incultes, il y a moyen de vous

employer ", voilà la façon dont on dupe le peuple. Il est très joli pour les *procornlaws* chartistes de parler de ces millions d'acres de terre et de nous dire combien heureux nous serions si nous étions installés sur un beau champ sur lequel nous ferions croître notre pain et où nous habiterions un petit cottage élégant, jouissant des douceurs et des bénédictions de l'indépendance ! Mais serait-il possible pour le peuple d'être employé sur la terre ? Comment pourrons nous obtenir la terre ? Et qui nous fournira les vivres et les vêtements jusqu'à ce que les récoltes soient mûres et prêtes à être vendues sur le marché ? Qui plus est, notre terre inculte ne pourra être mise en culture sans adopter une échelle de droits ou même sans prohiber entièrement le blé étranger ; or agir ainsi sera provoquer encore davantage la concurrence étrangère, chasser nos produits manufacturés des marchés du monde et graduellement appauvrir notre nation et la réduire à la mendicité. Car les étrangers entreprendront les manufactures et seront bientôt à même d'approvisionner les marchés dont nous avons la possession, s'ils ne peuvent pas cultiver avec bénéfice leurs riches terres. Et que signifie du reste cette question de l'indépendance à l'égard de l'étranger ? Ne sommes-nous pas déjà dépendants de l'étranger ? D'où vient notre sucre, notre thé, notre café ? Et le blé et la farine que chaque année nous importons ? Et quel serait le moyen de faire marcher les manufactures de coton et de laine si nous ne nous fournissions pas de matières premières auprès des étrangers ? "

Les chartistes anti-abolitionnistes déclarent qu'il est aussi facile d'obtenir la Charte que l'abrogation des Corn Laws et que l'agitation libre échangiste est un piège pour détourner l'attention du peuple de la Charte. Or, selon Ramsden, il n'est pas vrai de dire qu'il soit aussi facile d'obtenir l'une ou l'autre mesure. Contre la Charte sont unies la richesse foncière

et la richesse manufacturière et cette union rend invincible la puissance de la richesse ; au contraire la richesse manufacturière à laquelle se joignent quelques-uns des plus riches propriétaires fonciers, est favorable à l'abrogation des Corn Laws :

" Divisez les intérêts des riches et un certain nombre d'entre eux viennent à notre aide ; ainsi vous obtenez deux fois la force que perd la richesse. Par suite il est manifesté que nous sommes beaucoup plus certains d'obtenir l'abrogation des Corn Laws que la Charte : l'exactitude de ce raisonnement est prouvé par les divisions qui existent à la Chambre des Communes, tandis que pour la motion d'Atwood en faveur de la Charte il n'y a eu que 46 voix, il y en a eu 178 pour la résolution libre-échangiste de M. Villiers. Abrogez les Corn Laws et vous hâterez la conquête de la Charte ; la somme énorme qui est prise dans votre poche par l'application des Corn Laws va dans la poche des ennemis des droits du peuple, dont elle accroit la puissance, leur permettant de maintenir leur domination présente. Mais retirez leur donc (en abolissant les Corn Laws) les moyens par lesquels ils nous oppriment injustement ; ainsi vous priverez les propriétaires fonciers d'une partie de leur pouvoir ; le peuple sera rendu plus fort en proportion de leur affaiblissement et sera plus capable de combattre et de lutter pour ses droits... "

Et Ramsden conclut en disant :

" Je suis un homme de la classe ouvrière et ma sympathie est avec mes compagnons de travail et de souffrance, je sais combien sont impuissants les luttes et les murmures d'un peuple divisé et je désire aider à créer *l'union du peuple*...... En offrant mon petit poupon, mon premier né, à la connaissance d'un public qui peut me critiquer ou m'approuver, je suis pleinement conscient du danger auquel je me suis exposé... Il reste à voir comment cet

effort sera accueilli par mes compagnons de travail! Ils doivent être les juges de la façon dont j'ai défendu une cause que je crois fondée sur la vérité, la justice, l'humanité..."

Malgré cette déclaration et les expressions dont se sert l'auteur de la brochure pour caractériser la situation dont souffrent les classes laborieuses, il est fort douteux que le tract signé de Ramsden soit réellement dû à la plume d'un ouvrier et il doit être sorti de la même fabrique que celle qui pourvoyait aux besoins de la propagande libre-échangiste. Du reste, même s'il s'en trouvait parmi les ouvriers qui fussent convaincus de la vertu du libre-échangisme pour améliorer leur condition, ils étaient fort peu nombreux et incapables de vaincre le sentiment d'hostilité qui animait la majorité des travailleurs contre l'Anti Corn Laws League. Enfin, pour quelque habilement présentée que fut la thèse, des argumentations théoriques ne pouvaient pas convaincre les travailleurs chartistes.

Pour qu'une entente fut possible il fallait que les bourgeois libéraux se plaçassent à un tout autre point de vue et consentissent à des concessions sur le terrain politique des revendications démocratiques ; c'est ce que comprirent certains d'entre eux peu après les élections d'août 1841 ; mais il convient d'ajouter qu'ils n'eurent pas le mérite de la proposition d'alliance et qu'ils furent devancés par Lovett et

ses amis dont nous savons déjà les dispositions conciliatrices.

En octobre 1841, l'esprit de conciliation qui inspirait les adresses des chartistes de la force morale s'affirme par un acte positif ; un certain nombre de chartistes forment à Londres la National Association qui comprend Lovett, Cleave, Watson, Vincent, Collins, Mitchell, Neesom, et dont le secrétaire est Hetherington. La nouvelle association publie immédiatement une adresse aux classes moyennes, destinée à dissiper " les préjugés créés par les violences chartistes ". Cette initiative est le point de départ d'un rapprochement qui va se produire entre les chartistes et les classes moyennes ; elle permet de dire que le premier pas a été fait par les chartistes de la force morale. Bientôt Joseph Sturge et ses amis allaient, de leur côté, répondre à cette proposition d'alliance et s'efforcer de la transformer en une entente durable.

Au commencement de décembre, Joseph Sturge réunissait des articles d'Edouard Miall dans le *Nonconformist* en une brochure dont le titre manifestait avec force le désir d'entente dont étaient animés certains libéraux bourgeois: " Réconciliation entre les classes moyennes et les classes laborieuses ". Ces quelques mots impliquaient tout un programme d'action. L'homme qui voulait rendre populaire l'idée de

réconcilier les deux classes antagonistes avait compris que, pour gagner les travailleurs, il fallait faire des concessions au chartisme et adopter tout au moins dans une certaine mesure les principes directeurs de ce mouvement. La droiture et la personnalité de Sturge semblaient devoir l'emporter sur les préjugés, les souvenirs et les théories qui opposaient les deux classes l'une à l'autre et paraissaient devoir les rendre irréconciliables : si l'alliance pouvait être réalisée du côté des classes moyennes, elle ne pouvait l'être que par lui.

Les classes laborieuses avaient le sentiment que cet homme agissait par principe et non par intérêt ; ce désintéressement le rendait sympathique aux ouvriers qui n'avaient pas oublié son attitude lors des émeutes de juillet 1839 : au conseil municipal de Birmingham, Joseph Sturge avait protesté contre la conduite de la police et des autorités locales ; il avait obtenu du conseil la nomination d'une commission d'enquête qui avait abouti à la résolution suivante :

"Il est prouvé qu'une attaque brutale et sanguinaire a été dirigée contre le peuple de Birmingham et que, si la police n'avait pas attaqué le peuple, aucun désordre ne se serait produit et on peut considérer l'émeute comme provoquée par la police métropolitaine".

Joseph Sturge était né en 1793 d'une famille

de quakers et, à 20 ans, il avait préféré laisser vendre le troupeau de sa ferme plutôt que de servir dans la milice. Il s'était ensuite adonné au commerce des céréales et s'était établi à Birmingham où sa simplicité et son intégrité lui avaient conquis le respect de tous.

Le sentiment chrétien qui guide toutes ses démarches conduit Sturge à se préoccuper de la misère des classes laborieuses. Emu de leurs souffrances et persuadé qu'il doit n'y pas rester indifférent, il veut émanciper " les esclaves blancs d'Angleterre". Le promoteur de la réconciliation pense aussi que les classes moyennes ont pris en 1832 l'engagement d'affranchir les classes ouvrières qui les ont aidées à conquérir le pouvoir ; il se sent lui-même engagé par l'obligation solidaire qu'a contractée la classe à laquelle il appartient. Souci de la parole donnée, pitié, sentiment religieux concourent à le persuader qu'il est du devoir d'un chrétien d'assurer la *paix sociale* : or cette réconciliation n'est possible que si l'on accorde aux travailleurs le droit de suffrage ; c'est dans ce dessein que Sturge essaie de rapprocher les classes antagonistes. Dès le 17 novembre 1841, dans une réunion tenue à Manchester par 120 délégués de l'Anti Corn Law League, Joseph Sturge manifeste sa sympathie pour les principes du chartisme, en invitant les délégués libre échangistes à discuter un

projet de réforme radicale fondé sur le suffrage universel.

Un meeting a lieu pour prendre en considération la proposition de Joseph Sturge. Presque tous les délégués libre-échangistes y assistent, mais Archibald Prentice voit dans ce fait moins la preuve de leurs sentiments favorables à l'extension du suffrage qu'une manifestation de sympathie pour le peuple et de respect pour la personne de Joseph Sturge. Celui-ci déclare son énergique conviction : une réforme radicale est absolument nécessaire et il n'y a pas d'autre moyen que le suffrage universel pour remédier aux maux de la législation de classe. La conversation qui s'ensuit fait apparaître le désir d'organiser un mouvement de réforme, mais qui serait nettement distinct de la campagne entreprise par la Ligue. Mr. Sturge et Mr. Sharman Crawfort, que désignent l'intégrité de leur caractère et la sincérité de leurs intentions et qui jouissent tous deux de l'entière confiance des réformateurs et des libre-échangistes, ont mission de préparer et de signer une déclaration qui sera adressée à quelques-uns des défenseurs les plus marquants du libre-échange.

En décembre, Sturge publie les articles d'Edouard Miall. Le tract " *Réconciliation entre les classes moyennes et les classes laborieuses* " présente au public, en même temps que les raisons

du rapprochement, les principes du nouveau mouvement, du *New Move* comme vont l'appeler par dérision Feargus et les rédacteurs de la *Northern Star :*

" Nous avons confiance dans le profond bon sens et dans l'honnêteté des deux classes ; nous croyons que les divisions malheureuses qui existent en elles sont plus le résultat de la passion et du préjugé que celui d'un froid jugement. Nous sommes certains que leurs intérêts sont liés et nous avons bonne confiance qu'en s'efforçant avec calme à dissiper les malentendus, à concilier la bonne volonté mutuelle, à adoucir l'âpreté des sentiments, à écarter les craintes sans fondement, nous n'agirons pas en vain. Nous nous abstiendrons soigneusement d'employer tout langage calculé pour irriter une classe contre l'autre. Nos lecteurs sont prêts à attendre de nous une concession complète, sans réserve et joyeuse de la franchise électorale aux classes laborieuses. Celle-ci doit constituer le lien de l'union comme elle est aujourd'hui la pomme de discorde. Si jamais les deux classes sont heureusement amenées à se tendre la main avec cordialité, ce sera sur la question du suffrage... Nous avons pensé que la conduite des classes laborieuses a été trop rigoureusement critiquée. Si leur violence est inexcusable, nous devons à la justice de reconnaître que nous les avons laissées de côté bien avant qu'elles aient songé à nous abandonner... Nous leur avons demandé leur aide pour conquérir le Reform Bill et elles nous l'ont généreusement apportée. Grâce à elles nous avons conquis le grand objet que nous désirions, et après cette conquête nous les avons négligées. Nous leur avons donné la Poor Law, pour ne rien dire des Corn Laws ; nous avons découragé l'agitation, nous nous sommes attachés aux whigs. Les masses n'ont obtenu aucun soulagement du changement politique qu'elles nous ont aidé à réaliser. Leur situation, loin d'avoir été améliorée, a été empirée. Elles demandent à obtenir le privilège ou plutôt à jouir du droit que nous nous sommes assurés à nous-mêmes par leur concours, le droit d'être représenté au parlement national. Nous avons refusé

de les entendre... Elles ont simplement essayé de faire pour elles-mêmes ce qu'elles ont fait effectivement pour nous. Nous pensons que toutes ces circonstances, tous ces faits doivent être pris en considération, et lorsqu'ils auront fait sur nos esprits l'impression nécessaire, nous serons qualifiés pour nous poser cette question : qu'aurions-nous fait probablement nous-mêmes en pareille circonstance ? "

Il n'était pas possible d'imaginer une plus heureuse façon de présenter aux classes laborieuses le rameau d'olivier que cette confession d'une faute personnelle avouée par ceux qui, parlant au nom des classes moyennes, voulaient bien reconnaître les erreurs du passé afin de rendre la réconciliation possible dans l'avenir. N'était-ce pas aussi le meilleur moyen pour les conciliateurs de se donner le droit de faire entendre aux classes ouvrières quelques vérités et de leur demander quelques sacrifices ? " Qu'elles aient commis une terrible erreur, un grand crime en ayant recours à la force physique comme au moyen de réaliser leurs fins, cela est admis, mais est-ce que cette erreur ne doit être oubliée jamais, même lorsqu'elles mêmes en ont été convaincues et ont désavoué leur erreur ? " C'est là encore une grande habileté de la part du *Nonconformist* que de prendre acte du fait que les chartistes de la force morale ont désavoué et condamné la violence, de considérer que ceux-ci ont été les véritables porte-paroles des classes laborieuses, et de ne pas

prendre en considération les discours de ceux qui prétendent être les seuls à représenter les travailleurs. De ces professionnels de la démagogie et de la surenchère les promoteurs du "Nouveau Mouvement" veulent détacher les classes ouvrières et veulent obtenir le "juste" sacrifice ; car, dans leur pensée, l'exclusion des hommes de violence est le seul moyen de faire accepter par les classes moyennes le principe du droit au suffrage universel.

Ce principe a été compromis par les allures révolutionnaires que les leaders ont donné ou laissé imprimer au mouvement chartiste ; pour dissiper les préjugés créés par Feargus et ses imitateurs, il faut que le suffrage universel puisse apparaître aux yeux des hommes d'ordre non comme une arme de lutte des classes, mais comme un instrument de paix sociale ; il n'y aurait plus alors d'obstacle à la reconnaissance de ce droit, car "*le suffrage est un droit.*"

" Nous comprenons que le gouvernement est fait pour l'homme et non pas l'homme pour le gouvernement, voilà la vérité d'évidence et son corollaire naturel est que le peuple est la source légitime du pouvoir. Nous prenons pour point de départ cette dernière maxime et nous pensons que, de cette maxime à la conclusion que le suffrage est le droit de tout homme, le chemin n'est ni long, ni détourné. Au commencement d'un sincère effort pour réaliser l'union des classes moyennes et laborieuses, il est très important d'éclaircir ce point à la satisfaction des deux partis. On a nié que le suffrage soit autre chose qu'un droit conféré aux sujets par la législation ; comme membre

de la société, l'homme ne possèderait pas d'autres droits que ceux que la société lui accorde ; il laisserait derrière lui ses droits naturels quand il quitte une position d'indépendance dans l'isolement. La franchise serait un droit de cette sorte... "

Le rédacteur du *Nonconformist* proteste contre cette thèse :

" Non, le gouvernement est la créature de l'homme qui l'a édifié exclusivement pour son bénéfice et l'a investi de pouvoirs délégués pour donner satisfaction à des fins essentielles à son bien-être : " Je vous donne l'autorité pour que vous puissiez me rendre protection " voilà la vraie interprétation de la maxime que le peuple est la source légitime du pouvoir... Nous avons clairement le droit de demander que la chose pour laquelle nous armons l'Etat de puissance soit accomplie par l'Etat ; et nous nous réservons à nous-mêmes le droit de juger de la fidélité de l'Etat à sa parole. Nous nous le réservons, il nous appartient absolument en dehors de toute loi conventionnelle, car sans lui le régime du contrat est une pure contradiction... Ici nous rencontrons donc un droit dont l'homme jouit en société et qui a des racines plus profondes que la société elle-même, le droit de réclamer à l'Etat qu'il accomplisse les fins pour lesquelles il a été originellement constitué et de juger par soi-même s'il les a accomplies ou non. Et ce droit en implique un autre : il implique que les individus se réservent le pouvoir d'exprimer leur jugement et qu'une telle expression devient un élément constitutif de l'influence qui contrôle en fin de compte le gouvernement. Mais il n'y a qu'une seule méthode pour donner à notre jugement une autorité pratique, c'est de nous donner le droit d'être représentés équitablement dans les conseils de la Nation ".

Ainsi le droit de suffrage est un corollaire de l'axiome politique que le peuple est la seule source légitime du pouvoir. Or les classes

moyennes, qui jouissent du droit de choisir des représentants au Parlement, sont maîtresses de la représentation et de la Chambre des Communes ; c'est donc entre leurs mains que réside le pouvoir de donner la franchise à ceux qui ne l'ont pas encore :

> " Rappelons à la classe moyenne que ce que nous refusons aux classes non-représentées ne nous appartient pas ; nous ne sommes pas dans la position d'hommes qui refusent une faveur qu'il peut être mal à propos d'accorder, mais dans celle d'hommes qui refusent un droit auquel il existe un juste titre. Les circonstances ont placé entre nos mains quelque chose qui appartient à nos compagnons d'existence. Lorsqu'ils nous demandent le suffrage, ils ne réclament rien de plus que ce qui leur appartient, quelque chose en faveur de quoi ils peuvent alléguer des prétentions aussi solides que nous-mêmes. Nous ne pouvons donner aucune raison pour jouir de la franchise qui n'ait pas la même force dans leur bouche et nous ne pouvons assigner à notre possession du droit d'élever la voix dans les affaires publiques, aucun fondement qui ne soit valable et au même degré pour eux aussi. Le droit d'être représentés est nécessaire à la protection de nos intérêts, il est aussi complètement nécessaire à la protection des leurs. "

Ainsi les classes laborieuses peuvent au même titre que les classes moyennes réclamer le droit de suffrage qui ne peut être refusé qu'à certaines catégories d'individus, les criminels, les mineurs, les pauvres qui reçoivent l'assistance des paroisses, les vagabonds ; mais il convient d'associer la franchise à six mois de résidence dans le district où l'électeur se sera fait inscrire.

Le promoteur de la réconciliation entre les classes moyennes et les classes laborieuses examine, pour les écarter l'une après l'autre, les objections qui sont faites au " *Suffrage complet* " : l'ignorance des classes laborieuses, leur corruptibilité et leurs desseins révolutionnaires :

" A ces objections il est facile de répondre, car elles viennent de ce qu'on s'est trompé sur les effets probables de la réforme. L'extension au peuple du *suffrage complet*, loin d'exciter l'insubordination donnera une impulsion à l'intelligence et à la moralité du peuple et, en peu de temps, assurera un degré d'éducation, d'ordre, de religion, qu'aucun autre moyen ne pourra réaliser... Les effets moraux qui peuvent être attendus du suffrage complet auront plus de prix encore que ceux qui sont purement politiques. Les liens qui unissent la société seront plus étroits, les luttes de parti cesseront bientôt, la raison et le droit auront libre jeu, l'éducation sera ambitionnée, la moralité fera des progrès et la religion elle-même aura de plus grands succès en s'adressant aux myriades d'individus qui maintenant la suspectent de n'être qu'un instrument d'oppression ". Et l'on a tort d'attribuer aux classes laborieuses le dessein de bouleverser la société et de détruire la propriété, dès qu'elles seront maîtresses de la législation : " Les délires furieux de bruyants démagogues, les menaces de tel ou tel organe des principes démocratiques ne doivent être pris que pour ce qu'ils valent et pour rien de plus, et ne sont pas l'expression des sentiments généraux des classes ouvrières. En tant que classes, les travailleurs sont honnêtes, ils abhorrent le vol, ils détestent la spoliation............ Si nous fermons et barrons aux ouvriers toute issue pour échapper à la famine, nous n'avons aucun droit de nous indigner qu'ils parlent de se frayer un chemin à travers la muraille............ Nous pouvons prendre en considération le tempérament et les habitudes des classes laborieuses ; elles sont le vrai contraire du mercure, elles ne sont pas susceptibles de faciles excitations. Eloignées

de suivre tout démagogue qui cherche des fins égoïstes en jouant des passions de la multitude, elles se font surtout remarquer par leur imperturbabilité. Aujourd'hui, malgré leurs souffrances, elles montrent une patience tranquille qui force à l'admiration même leurs oppresseurs. Mais donnez-leur du travail, des salaires suffisants et le libre-échange, un des premiers résultats à attendre du "*complet suffrage*" leur donnera l'un et l'autre ; et l'agitation politique aura peu de charmes pour la grande majorité de la population laborieuse."

Le bout de l'oreille libre-échangiste apparaît dans cette phrase qui révèle, à côté du souci de satisfaire à un devoir de justice, le souci des libre-échangistes de s'attirer l'appui des classes ouvrières : pour comprendre la formation du mouvement "pour le suffrage complet" il faut tenir compte de ces deux éléments ; l'objet très net du *new move* est d'adopter les principes fondamentaux du chartisme tout en se débarrassant des méthodes révolutionnaires, et des chefs compromettants.

La définition même du Nouveau Mouvement explique la double attitude des chartistes à son égard ; tandis que les avances des partisans du suffrage complet répondent aux désirs avoués ou secrets des uns, les autres prétendent que les classes laborieuses doivent avoir la même défiance à l'égard du *New Move* qu'à l'égard de l'Anti Corn Law League : ce sont, disent ces derniers, les mêmes hommes qui se cachent derrière ces deux étendards, des hommes qui n'ont aucune

envie, aucune velléité de concéder aux ouvriers le droit de vote, mais qui pensent qu'il faut amener le peuple par de belles promesses à servir leurs desseins libre-échangistes ou autres. Dès le 29 Décembre, George Julian Harney parle à Sheffield contre le nouveau mouvement :

" Vous devez vous rappeler qu'il y a quelques jours un meeting de délégués opposés aux lois sur le blé a été tenu à Manchester. A ce meeting Joseph Sturge de Birmingham était présent. Une conversation au sujet de la législation de classe eut lieu, et l'opinion généralement exprimée fut que celle-ci était la cause des lois sur le blé et de tous les autres maux supportés par les classes ouvrières ; une observation à ce propos c'est que les chartistes hurlent cette vérité depuis quatre ans aux oreilles de ces absurdes abrogateurs. Soit " mieux vaut tard que jamais " ; et une nouvelle lumière ayant brillé sur les délégués, ils firent choix de Mrs Sturge et Sharman Crawford pour rédiger un document qui serait un trait d'union entre la classe moyenne et la classe ouvrière. Eh bien ! après trois ou quatre semaines de sérieuse étude, ce document a fait son apparition ; et quelle précieuse production est-ce ! Que déclare-t-il ? Eh bien ce que tout homme sait déjà : que la majorité du peuple n'est pas représentée. Mais, en masse, les ennemis des lois sur les céréales ne sont pas favorables au principe de la représentation universelle. J'ai quelque idée, comme disent les Yankees, que le document original a été passé au crible par plusieurs personnes, avant de voir la lumière sous le nom de M. Sturge. Vous savez à qui je fais allusion, aux Cobdens, aux Potters, aux Greigs et aux Marshalls, gaillards qui préféreraient le gouvernement du diable lui-même au triomphe de la démocratie. Je pense qu'il est de mon devoir de mettre le peuple en garde contre cette chausse-trape. Quel besoin y a-t-il de consacrer trois ou quatre semaines " d'étude sérieuse " à la rédaction de ce document ou d'un autre ? N'existe-t-il pas déjà un document qui a reçu l'appro-

bation de la majorité de la nation comme le prouveraient les signatures de notre pétition nationale, notre glorieuse charte ? Si les adversaires des lois sur les céréales se sont convertis au principe du suffrage universel, puisqu'ils sont la minorité, qu'ils se soumettent à la volonté universelle et adoptent ce document qui a reçu la sanction de la majorité. Je ne serais aucunement surpris que ce document ne soit suivi de quelque plan tendant à faire sortir le peuple de la National Charter Association. Les adversaires des lois sur les céréales ne manqueront pas d'essayer de se débarrasser de Feargus O'Connor et du comité exécutif, mais je pense qu'ils n'y réussiront pas. Que le peuple se rappelle la fable des loups et des moutons. Les loups conclurent un traité de paix avec les moutons, ceux-ci, écoutant les déclarations de ceux-là, consentirent follement à livrer leurs chiens et reçurent en échange les louveteaux comme otages de la foi jurée. Il ne se passa pas longtemps avant que les chiens ne fussent égorgés perfidement, et les moutons privés de leurs fidèles protecteurs, attaqués du dehors et trahis en dedans, devinrent la proie aisée de leurs ennemis. Tel serait le sort du peuple, s'il abandonnait ceux dont il a éprouvé le dévouement et la sincérité. Si les classes moyennes sont sincères, qu'elles adoptent notre charte et qu'elles se joignent à notre association. Je ne suis pas opposé à l'union des deux classes, au contraire je la désire ; mais elle doit être une union fondée sur la justice, ayant pour objet l'égalité des droits de tous. Ne livrez pas de la charte l'épaisseur d'un cheveu. Qu'elle reste entière et intacte, notre mot d'ordre et notre revendication. "

Harney fait adopter par le meeting cette résolution :

" Nous, les chartistes de Sheffield, après avoir attendu avec confiance la publication du document annoncé par M. Joseph Sturge de Birmingham, et dans lequel nous étions en droit d'espérer trouver l'exposé d'un plan intelligent et équitable d'union entre les classes moyennes et les classes ouvrières de ce pays pour l'obtention des droits universels ; nous déclarons ici,

après la publication du document de M. Sturge, nous déclarons que nous le désapprouvons complètement, le considérant comme une pure négation de la justice, des préceptes politiques appliqués jusqu'ici dans le royaume, et en aucune manière comme une reconnaissance nette et sans équivoque des droits de tout anglais majeur au suffrage. En outre, nous déclarons que quelque proposition d'alliance politique qui puisse nous être faite par la suite, en tant qu'ouvriers, par les classes moyennes, nous la rejetterons sans réserve et sans hésitation à moins qu'elle ne contienne une reconnaissance complète et sincère des principes exposés dans la Charte du peuple."

Un des assistants, Holyoake, va même jusqu'à déclarer qu'il considère le document de M. Sturge comme une insulte aux classes ouvrières.

Le discours d'Harney, reproduit par la *Northern Star* du 8 janvier 1842, est la première expression importante de l'hostilité que toute une fraction des chartistes va manifester contre le *New Move*, il contient déjà en puissance toute la campagne qui va être menée contre l'initiative de Sturge pendant tout l'hiver et le printemps 1842. Feargus et la *Northern Star* ne mettront pas en avant d'autres arguments que ceux qu'Harney emploie dans son discours pour discréditer le suffrage complet : le peuple doit être en défiance à l'égard de ces prétendus partisans des principes démocratiques qui ne sont que des libre-échangistes masqués et déguisés un moment en démocrates, en défiance aussi à l'égard de ce document élaboré par Sturge et ses amis qui ne fait qu'affirmer "ce que tout le

monde sait déjà et ce qui se trouve plus clairement dans la *Charte du peuple*". Harney, dans son discours de Sheffield, formule déjà la question en laquelle se résumeront les critiques et les attaques des chartistes de la force physique contre le *New Move*. Si les promoteurs du suffrage complet sont sincères, pourquoi n'acceptent-ils pas la charte, pourquoi ne s'inclinent-ils pas, partisans du suffrage universel, devant le vœu de la majorité ? Et, si leurs principes coïncident avec les revendications de la *Charte du peuple*, pourquoi ne respectent-ils pas ce document, vénérable par la confiance que le peuple a mise en lui et par les sacrifices que les chartistes ont faits pour lui ? Il y a une raison secrète qui explique cette apparente contradiction, c'est le désir, chez les promoteurs du suffrage complet, de porter un coup mortel au chartisme en détournant le peuple de la *National Charter Association* et en se débarrassant de Feargus O'Connor et du comité exécutif.

Quinze jours après la publication du discours d'Harney, la *Northern Star* interprète dans le même sens que l'admirateur de Marat la tentative de Sturge pour rapprocher les classes moyennes et laborieuses et les unir dans un effort commun en vue d'une réforme du suffrage :

"Le désir des classes moyennes de s'attacher le peuple à nouveau explique la chausse-trape de l'abrogation des lois sur

le blé ; de là également le mouvement plus récent et plus rusé du suffrage complet en faveur duquel l'aide et la protection de Mr. Sturge ont été obtenues, dans lequel le vague principe du suffrage universel est reconnu, mais avec la soigneuse exclusion de toutes les dispositions de détail nécessaires qui sont également importantes pour l'obtenir, le diriger et le maintenir. "

Et dans le même numéro du 22 janvier, le correspondant de Glasgow écrit :

" La farce des lois céréales dont les whigs ont si longtemps parlé est passée.... On dit que Mr. Sturge essaie de créer une association parmi les classes moyennes. Il déclare qu'il faut se débarrasser de quelques leaders chartistes. Je serais bien étonné si le peuple d'ici se groupe autour de Mr. Sturge ou de tout autre individu porteur d'une proposition d'un nouveau genre ; et, quant à se débarrasser de certains leaders, nous en avons assez de cette doctrine. C'est comme s'ils privaient Samson de ses cheveux et s'ils lui crevaient les yeux. Privez le peuple des amis qui sont résolus à ne l'abandonner que dans la mort et le whig pourra se flatter que le peuple deviendra une proie facile entre ses mains. La fortune même de Mr. Sturge n'aveuglera pas le peuple dans cette région. Nous en avons assez des leaderships aristocratiques ; nous sommes décidés à nous conduire nous-mêmes." Cependant, ajoute l'auteur de l'article : " je crois que Mr. Sturge est un excellent homme. "

Il est assez piquant d'entendre déclarer par les O'Connoristes qu'ils ne veulent plus se laisser mener par des aristocrates, alors qu'ils se soumettent docilement aux directions quelque peu despotiques du noble descendant des rois d'Irlande. Au reste, l'attitude de la *Northern Star* est très logique : Feargus O'Connor se sent visé personnellement par les promoteurs de la récon-

ciliation et du suffrage complet ; il sent aussi que sa puissance peut être atteinte par le rapprochement des sturgéistes et des chartistes. Usant de sa tactique la meilleure, il prend l'offensive, il se défend en attaquant ou en faisant attaquer par ses rédacteurs, ses correspondants et ses fidèles, le Nouveau Mouvement avant même que celui-ci ait reçu un commencement d'organisation.

Les efforts de Sturge qui provoquent l'opposition nécessaire des chartistes de la force physique devaient aussi naturellement rencontrer la sympathie des chartistes de la force morale.Leurs précédentes déclarations engageaient presque Lovett et ses amis à accueillir avec joie toute tentative de rapprochement animée d'intentions réformatrices ; mais en dehors de ce groupe, le nouveau mouvement trouve d'autres concours : à Bath, par exemple, Henry Vincent et le jeune Philp, membre du comité exécutif de la National Charter Association, vont mettre leur influence et celle de leur journal le *National Vindicator* au service de l'alliance. Bronterre O'Brien lui-même va bientôt s'intéresser au nouveau mouvement.

Le 14 février 1842, Sturge réunit à la Crown and Anchor les délégués de l'Anti Corn Law League favorables à l'extension du suffrage et quelques chartistes tels que William Lovett et

Henry Hetherington. Le révérend Spencer déclare que les hautes classes et les classes moyennes ne font pas assez confiance aux classes laborieuses :

"Je puis dire que personne ne pouvait être mieux reçu que je ne l'ai été moi-même au meeting ouvrier de Bath. J'ai grande confiance dans les travailleurs et la grande erreur de notre pays est cette défiance. Dans les hautes classes il existe un sentiment de suspicion inutile à leur égard. Le grand mal c'est la surproduction d'une espèce d'articles, la surproduction de lois ; et j'aimerais à voir un Parlement qui pendant une ou deux sessions ne ferait que supprimer des lois au lieu d'en faire. On craint que les travailleurs choisissent mal leurs candidats ; mais je considère que le Parlement est si mal choisi que je ne puis penser qu'il puisse en être choisi un plus mauvais. Lorsque le meilleur et le plus saint de tous les hommes, Jésus-Christ, fils d'un charpentier et ayant lui-même travaillé comme charpentier, est apparu, avec toutes les qualités qui méritent l'admiration et le respect, pourtant les riches l'ont méprisé ; les scribes et les pharisiens l'ont haï, Hérode et Ponce Pilate n'en ont fait aucun cas, mais le petit peuple l'a écouté avec joie. Si les riches avaient alors possédé le suffrage, croyez-vous qu'ils l'auraient choisi pour leur leader ? Auraient-ils choisi le meilleur être de la terre ? Non, mais le petit peuple l'a écouté avec joie et l'aurait choisi avec joie. Il semble que c'est la volonté de Dieu que le petit peuple soit toujours prêt à entendre avec joie les grandes vérités de la religion et de la politique."

Après le révérend Spencer, le révérend Young insiste sur la nécessité d'une union entre les classes laborieuses et les classes moyennes. Cette union est toute naturelle. Les travailleurs ont besoin du capitaliste et c'est l'énergie des tra-

vailleurs qui met en valeur le capital. Comment se fait-il donc alors qu'entre eux la division existe ? De chaque côté, des fautes ont été commises. Homme de la classe moyenne, il reconnaît sans hésiter que trop de membres de sa classe se sont exclusivement préoccupés de leurs propres intérêts. Mais, après avoir fait cet aveu, il faut reconnaître que les classes ouvrières ont elles aussi commis des erreurs. Et comme le révérend Young s'est demandé lequel des deux mouvements, abolitionniste ou réformiste, doit précéder l'autre, Archibald Prentice prend la parole pour dire que ces deux agitations doivent être distinctes et doivent se développer parallèlement.

Palliser, qui a débuté dans la vie comme travailleur et qui est maintenant un homme de la classe moyenne possédant une voix pour l'élection de huit membres du Parlement en des lieux différents, pense que les travailleurs ont fait preuve de sagesse en prenant la position qu'ils ont prise à l'égard de l'agitation libre-échangiste :

"Que peuvent-ils, en effet, attendre d'une Chambre des Communes constituée comme elle l'est aujourd'hui ? Depuis 1815, les propriétaires fonciers qui composent le Parlement ont triplé leurs rentes. Quel est donc le remède à la législation de classe ? Mais tout simplement une extension du suffrage (applaudissements) avec le vote au scrutin secret (applaudissements répétés) et des districts électoraux égaux (nouveaux applaudissements).

C'est ce que lui et ses amis de la paroisse de St. Luke ont demandé dans leur pétition en même temps qu'ils réclamaient l'abolition totale des Corn Laws ; les chartistes de ce district se sont joints à eux et il a toujours trouvé qu'ils étaient des hommes de jugement sain et de bon sens. Il fait appel aux classes moyennes et laborieuses et leur demande de suivre cet exemple et de s'unir pour obtenir le suffrage complet et pour mettre fin à la législation de classe (applaudissements). "

Le révérend Edouard Miall, l'éditeur du *Nonconformist* et l'auteur des articles publiés en brochure, est accueilli par des applaudissements. Il réclame l'extension du suffrage : le suffrage est pour tout homme un droit ; par suite il ne voit aucune raison pour différer l'agitation en faveur du suffrage et la remettre après l'abrogation des Corn Laws. Le grand argument dont il faut se servir auprès des classes moyennes pour les convertir à la cause de l'extension du suffrage est d'attirer leur attention sur les maux qu'engendrent les monopoles existants. Or, il est absolument impossible de remédier à ces maux ou de prévenir leur retour sans élargir la base de la représentation en étendant le suffrage à tout homme qui le mérite : " Continuez, dit-il, votre campagne abolitionniste, mais vous ne réussirez jamais dans votre entreprise tant que vous n'y aurez pas joint un mouvement en faveur de l'extension du suffrage. Ni la classe moyenne, ni la classe ouvrière ne seront assez puissantes pour atteindre leur but, mais si elles

s'unissent, elles briseront le joug sous lequel elles gémissent. "

Les discours de ces orateurs successifs mettent en lumière les nuances de l'opinion libre-échangiste ; mais le discours de Lovett va donner au meeting son plus grand intérêt. Lorsqu'il se lève pour haranguer l'assemblée, William Lovett est salué par de chaleureux applaudissements :

" J'avais eu, dit-il, l'intention de n'être qu'un écouteur et je n'avais aucunement l'idée d'exprimer mes sentiments au meeting. En ce qui concerne la Charte du peuple, s'il est possible de démontrer que ce document contient aucun principe ou aucune disposition de détail qui ne soit pas nécessaire à une juste législation je serai tout disposé à abandonner ce point. (Ecoutez, écoutez). Dans toutes les objections qu'on a présentées contre la Charte, je n'ai jamais entendu avancer une seule raison satisfaisante contre aucun des détails que comprend ce projet. Tout d'abord la charte ne dit rien du suffrage universel, elle ne contient pas un mot à ce sujet. Nous disons que tout homme de 21 ans doit avoir un vote, s'il n'est pas un criminel (Ecoutez, écoutez). Nous déclarons qu'il faut avoir trois mois de résidence ; et après avoir accordé ainsi le droit de suffrage, nous disons que ce droit doit être protégé dans son exercice et dans ce dessein, nous affirmons la nécessité du vote au scrutin secret. Nous disons ensuite que les électeurs doivent être libres de choisir quiconque leur plaît et par suite que tout cens d'éligibilité est aboli. Nous considérons que, si ces mesures ne sont pas accordées, toutes les autres dispositions ne seront que dérision ; ce serait comme si l'on donnait le droit de suffrage aux passereaux en leur permettant d'élire des faucons. (Ecoutez, écoutez). Comme conséquence du pouvoir qu'auront les électeurs de nommer quiconque leur plaira, nous pensons qu'ils doivent avoir le pouvoir de payer les députés pour leurs

services. Nous disons que le présent système électoral est injuste, et par suite nous déclarons qu'il est nécessaire d'avoir des districts électoraux égaux. Si tous ces principes ont été compris et incorporés dans la charte, c'est parce que nous avons souvent été raillé et accusés d'être des visionnaires, de ne pas avoir le sens pratique. C'est pour cette raison que la charte a précisé tous ces points. Les détails étaient importants et nécessaires. Le Bill de Réforme, lorsqu'il a été adopté par la Chambre des communes, a été entièrement gâté dans les détails. Je serais heureux de voir une union cordiale entre les classes populaires ; j'aimerais voir la classe moyenne et les classes laborieuses alliées ; mais on ne verra jamais et on ne sera jamais capable de réaliser un changement digne de remarque, que par ce moyen. Les classes laborieuses doivent vous demander : vous nous concédez le droit de suffrage comme un principe. pourquoi alors, nous faisant la concession du principe, vous déjugeriez-vous en fait ? (Ecoutez, écoutez). Il y a eu sans aucun doute beaucoup de violences et de folies parmi les hommes qui ont embrassé les principes du chartisme, mais ce n'est pas une raison pour abandonner une bonne et juste cause qu'il y ait eu parmi ses défenseurs des brebis galeuses. (Ecoutez, écoutez). Il est possible de trouver de mauvais chrétiens parmi les chrétiens, mais est-ce là une raison pour rejeter les principes du christianisme ? (Ecoutez, écoutez). Comme il vaudrait mieux pour la classe moyenne qu'elle rejetât la bigoterie qui règne dans son milieu, qu'elle essayât de convertir les travailleurs et qu'elle désapprouvât la violence et la folie qui peuvent se rencontrer parmi eux. (Ecoutez, écoutez). Un point qui est parfaitement clair c'est que vous devez prendre la charte comme un bloc. Discutez-la : montrez que ses principes sont erronés, discutez-la sincèrement et je n'aurai aucune hésitation à dire que, si vous l'adoptez honnêtement, vous verrez que la classe moyenne et les classes laborieuses seront alliées avant un an. En ce qui concerne les Corn Laws, je suis un partisan du libre-échange ; et le seul motif pour lequel je me suis tenu à l'écart des abolitionnistes, est ma conviction que jamais ceux-ci n'obtiendront de la Chambre des Communes telle qu'elle est constituée à l'heure actuelle l'abrogation de ces lois. (Ecoutez, écoutez). Les classes

laborieuses ont aussi supposé que l'agitation abolitionniste a été organisée pour faire diversion au chartisme. (Non, non). Il est certain qu'à l'époque où le meeting chartiste avait lieu à Londres, au Palace-Yard, juste au même moment un article parut dans le True Sun, faisant appel aux classes moyennes et leur demandant de commencer l'agitation abolitionniste. Les travailleurs furent amenés à croire que l'intention était de monter une contre agitation. Je ne veux pas dire que cette croyance était fondée, mais telle était bien l'opinion à laquelle ils furent conduits. Je n'ai pas la prétention de justifier toutes les démarches des chartistes; j'ai été opposé à l'intervention de ceux qui se mêlaient, pour les interrompre, aux meetings organisés pour s'occuper d'autres sujets que la charte. Mais il faut que M. Sturge et ses amis examinent la charte en bloc ; pour moi, je serai prêt à abandonner les points qu'on prouvera ne pas être essentiels et grâce à ce procédé, il y aura quelque chance de réaliser une cordiale union entre la classe moyenne et les classes laborieuses. (Applaudissements.) "

Edouard Miall répond immédiatement à Lovett que les partisans du suffrage complet ne nient pas la justice des principes de la Charte, mais jugent préférable d'adopter la ligne de conduite qu'ils ont proposée.

Le discours de Lovett, à la fois honnête et habile, était excellent. Le secrétaire de la W. M. A. avait su rappeler aux libre-échangistes les raisons de la défiance des classes laborieuses contre les classes moyennes,sans paraître prendre à son compte l'accusation dirigée contre l'Anti Corn Law League de n'être qu'une contre-organisation destinée à faire pièce au chartisme.

En même temps que très conciliante, l'atti-

tude de Lovett est très ferme et très nette. Il reconnaît les fautes des chartistes, il condamne les excès des hommes de violence ; il dit tout son désir d'entente ; il affirme que l'alliance entre les classes moyennes et les classes laborieuses est indispensable à la réussite des efforts des uns et des autres et qu'elle est possible, mais à une condition : la Charte du peuple ne doit pas être écartée sans discussion par les partisans du suffrage complet, elle doit être étudiée par eux. En l'examinant avec sincérité, ceux-ci donneront aux chartistes une preuve de leur bonne foi et de leur bonne volonté à l'égard des classes laborieuses, preuve nécessaire pour dissiper les préjugés des travailleurs, avertis par la réforme de 1832 et défiants à l'égard de l'agitation libre-échangiste. Lovett est prêt à se laisser convaincre que tel ou tel détail de la charte est inutile; mais jamais il n'abandonnera la Charte elle-même, sans examen préalable.

Le meeting s'achève : Sharman Crawford, membre du Parlement, se réjouit de penser qu'il y a quelque probabilité de voir se réaliser, ce qui est essentiel aux intérêts de la communauté toute entière, une union complète entre la classe des employeurs et celle des travailleurs. Il considère que l'agitation abolitionniste et l'agitation réformiste en faveur d'une extension du suffrage doivent aller de concert et s'aider

l'une l'autre. Sans cette union, on ne peut s'attendre ni à l'abrogation des Corn Laws ni à aucune bonne mesure législative d'aucune sorte. Il ne voit aucune raison à la méfiance des classes laborieuses; car leur intérêt et l'intérêt des capitalistes sont identiques. Ces déclarations masquent peut-être un peu par leur vague optimisme la fermeté de l'attitude qu'avait eue Lovett, également décidé à réaliser l'alliance et à rester fidèle à la charte. N'est-ce pas une question de mots, dira-t-on, puisque les promoteurs du suffrage complet sont disposés à adopter, avec le droit de suffrage, la charte sinon de nom, au moins de fait ? Non, c'est là une question de sentiments : chevaleresque comme il l'était, Lovett ne pouvait accepter le sacrifice de la Charte du peuple pour laquelle tant de chartistes avaient souffert : accepter ce sacrifice de forme n'était-ce pas reconnaître devant l'opinion que le mouvement chartiste a échoué ?

Quelles que fussent les divergences intimes qui séparaient encore partisans du suffrage complet et chartistes de la force morale, le meeting de la Crown and Anchor n'en avait pas moins pour conséquence d'affirmer publiquement le rapprochement désiré entre la classe moyenne et les classes laborieuses, et la coopération de Lovett à la tentative de Joseph Sturge. Aussi, pour arrêter les progrès déjà si rapides de la

“ réconciliation ”, en effrayant les chartistes disposés à l’entente, Feargus O’Connor est amené à redoubler ses attaques contre les hommes du suffrage complet et les faux démocrates qui osent prêter leur concours à cette nouvelle machination des classes moyennes. Le numéro de la *Northern Star* du 19 février publie avec le compte rendu du meeting du 14, un article : “ *La dernière offre de l’Enchère* ”.

“ A Londres, à Manchester, à Salfort, à Stockport, à Bradford, à Nottingham, etc... les whigs consternés, voyant leurs vieux ennemis fortifiés en toute sécurité dans les citadelles des factions, ont déjà sonné le tocsin de la charte : le porc entier, avec la soie, le grouin, etc... a été avalé. Les plus honnêtes et les plus consciencieux partisans de l’abrogation des lois sur les céréales ont découvert que, s’ils obtenaient demain cette abrogation, elle serait inutile sans le suffrage universel. Ils affectent du moins d’avoir fait cette découverte. Que les classes ouvrières se tiennent sur leurs gardes : qui a été mordu une fois est prudent deux fois. Elles ont été dupées, grossièrement dupées, honteusement trahies et bassement vendues en ce qui concerne l’agitation pour le Bill de réforme. Qu’elles fassent attention maintenant de ne pas jouer le second acte de la même comédie. Nous avouons que nous avons une très faible confiance dans ces conversions, tardives et évidemment faites à contre cœur au principe de justice. Nous avons suivi leurs mouvements depuis longtemps et nous les suivons maintenant avec un grand intérêt. Nous conseillons au peuple de prendre garde. Ces gens là sont comme des porcs avec des queues savonnées ; il est très difficile de les tenir ou de les diriger. Qu’ils puissent travailler pour la charte est évident ; qu’ils la jettent par dessus bord, si possible, n’est pas moins évident. Il faut qu’ils soient surveillés et avec soin. Nous disons au peuple clairement qu’il doit s’en servir, mais s’en

méfier. Ce n'est pas aux petits garçons à faire les leçons, mais à les apprendre ; et cependant beaucoup de chartistes nouveaux nés sont très désireux de raccommoder déjà la charte, d'y faire des coupures et des brèches, et d'en polir et d'en huiler la surface de manière à ce qu'elle puisse glisser plus facilement entre leurs mains. Cela ne sera pas ; le peuple se souviendra que " l'Enchère " du suffrage universel est imparfaite à moins d'être accompagnée de certains détails qui la font parfaite. Le cri de Sturge " Suffrage complet ", le cri de la Ligue du suffrage pour pour tout homme de 21 ans, toute " enchère " laissant de côté un seul point de la charte doit être repoussée avec mépris. Il faut rejeter l'offre de concilier l'agitation pour la charte avec celle pour l'abrogation. S'ils peuvent réussir à persuader au peuple entier de se joindre à eux pour une agitation simultanée en faveur de l'abrogation des lois sur les céréales et en faveur de la Charte, en s'appliquant comme nous le leur avons vu faire à Salfort, à Bradford et dans d'autres endroits, à ne faire de la charte l'objet principal du meeting que lorsqu'ils y étaient forcés et à préconiser l'abrogation comme le point essentiel et important, au Parlement ils donneront pour instruction à leurs instruments d'étouffer la charte et de pousser l'abrogation. La majesté du peuple sera invoquée dans toute son ampleur et la voix unanime des millions de travailleurs, retentissant dans l'air, faisant résonner les vallées et l'écho des montagnes sera renvoyée jusqu'à St-Stéphens pour l'*ABROGATION DES CORN LAWS* et *la charte*. Que le peuple ne s'y trompe pas. L'abrogation des lois sur les céréales et la charte ne peuvent être obtenues à la fois. "

La dernière offre de l'Enchère ne vaut pas mieux que " le pain à bon marché ", elle vaut même moins parce qu'elle est plus hypocrite : ces rusés enchérisseurs ont pour intention de faire acclamer par les meetings populaires la charte et l'abrogation et de se servir ensuite des

applaudissements que leur auront gagnés leurs protestations de foi démocratique pour imposer au Parlement, au nom de la volonté populaire, la seule abrogation. C'est cet escamotage qu'il faut prévenir. Aussi, le 26 février, dans un article dont le titre rappelle un opuscule de Fourier, la *Northern Star* se plaît-elle à enregistrer la défaite à Sheffield des libre-échangistes et des faux radicaux et le triomphe des chartistes. Et, le 5 mars, la *Northern Star* montre " *la sincérité des hommes de l'Anti Corn Law League dans leur revendication des principes chartistes* " :

" M. Kettle a déclaré qu'il ne veut rien avoir à faire avec le chartisme tant qu'il conservera une connexion quelconque avec Feargus O'Connor et la *Northern Star* ; et le *Staffordshire Examiner*, le journal de Kettle, dit : " Bien qu'en apparence ils tendent la main droite de la camaraderie politique et qu'ils inclinent le genou de l'obéissance politique devant les disciples et les agents payés du monopole, appuyant Feargus O'Connor, et devant les partisans des verseurs de sang Frost, Williams et Jones et devant les fauteurs de troubles fomentés par les torys aux meetings contre les Corn Laws, les réformateurs logiques et conséquents de ce bourg ne sont ni plus chartistes ni moins résolus abrogateurs des Corn Laws qu'ils l'ont jamais été. "

Après avoir critiqué les intentions des promoteurs du suffrage complet, la *Star* s'en prend aux chartistes qui se prêtent aux combinaisons de ces libre-échangistes déguisés : le 19 mars, elle annonce l'adhésion de Vincent, de Philp et des autres chartistes de Bath à la déclaration

de Sturge, et, sans mettre tout d'abord en doute leur sincérité, elle prétend que leur bonne foi a été surprise :

" Nous respectons ces hommes pour le talent et pour le zèle qu'ils ont manifesté jusqu'ici au service du peuple, mais nous ne pouvons pas en cette occasion les complimenter de l'excellence de leur jugement. Ils supposent que les hommes des classes moyennes sont sincères dans leur désir d'obtenir le suffrage universel et nous pensons qu'ils se trompent beaucoup. Quelles raisons donnent les sturgéistes pour se rallier maintenant au principe du suffrage ? Disent-ils même qu'ils le font parce qu'ils pensent que c'est juste ? Ne disent-ils pas ouvertement qu'en agissant ainsi ils espèrent s'en faire un moyen d'abroger les Corn Laws et de chasser les torys ? Quelqu'un croit-il que si les whigs avaient été au pouvoir et si le gouvernement ne s'était pas opposé à l'abrogation des Corn Laws, nous aurions jamais eu cette déclaration de M. Sturge ou un seul des cris poussés au sujet du suffrage complet ? "

La *Northern Star* essaie donc d'ouvrir les yeux aux chartistes de Bath pour les détourner de servir le complot formé par les libre-échangistes et dévoilé par elle ; si ce premier avertissement très doux en la forme, mais très impératif, n'est pas entendu, elle usera de moyens plus vigoureux pour faire entendre raison à ces obstinés : mais Philip ne semble pas homme à obéir aux injonctions de la *Star* ; il publie dans le *Vindicator* un article dans lequel il fait le procès des O'Connoristes :

" Il y a des individus mêlés au chartisme, pour son plus grand préjudice et son plus grand détriment, des individus enflés

de leur propre vanité qui, ayant imparfaitement appris l'alphabet de la politique, s'imaginent en parler le langage. De tels hommes ne sont que des crans d'arrêt dans la roue du progrès humain ; ils adorent des hommes, non des principes, et leurs discours sont pleins d'injures et de déclamations vides d'arguments. Ils cherchent à se faire *une réputation ;* et, n'ayant pas la capacité de gagner l'estime du peuple pour eux-mêmes, ils attaquent la réputation des autres afin de s'élever par leur chute. L'attitude que j'ai prise, je suis encore prêt à la défendre et je la conserverai en dépit des mensonges de Bartlett auxquels plusieurs additions ont été faites dans la *Star* du 19 courant ; nonobstant la dictature de l'éditeur de ce journal et la suppression des parties les plus importantes de la correspondance explicative, en même temps que l'usage déloyal de courts extraits de mon discours, je me déclare pour l'indépendance de pensée et d'action. Je ne sollicite pas la popularité ni la louange ; je travaille avec zèle pour promouvoir la cause du chartisme, *mais je ne serai pas détourné de ma route par tous les champignons qui se dressent sur mon chemin.* Le chartisme, en vérité, nous a amenés à une situation peu enviable, si ceux qui sont les promoteurs zélés du mouvement n'osent pas penser par eux-mêmes et ne peuvent pas assurer la sincère reproduction de leurs actes dans le principal organe chartiste. Laissons ramper ceux à qui cela plaît. Je ne veux pas être un esclave. *Si quelqu'un* de mes frères chartistes désire de moi mes explications *personnelles de ce que j'ai fait à l'égard de la déclaration de Sturge, j'y consens très promptement et très volontiers ;* mais je proteste contre le fait d'être jugé d'après les récits mensongers, tendancieux et ignorants d'un homme avec lequel je considèrerai désormais comme déshonorant d'être en relations...... Je résisterai jusqu'au bout à la conduite tyrannique d'hommes quand même ils se couvriraient du masque chartiste. "

La *Northern Star* ne devait pas pardonner à Robert Kemp Philp tant d'audace ; elle déclare, le 26 mars, que tous les chartistes réclament sa

démission, que « peut-être la conception qu'il a des principes démocratiques le fait ranger ses électeurs parmi les « champignons », mais que l'époque des élections du comité exécutif est proche et que M. Philp aura alors l'occasion d'apprendre jusqu'à quel point ses coquetteries avec les sturgéistes sont approuvées par le peuple ». Philp paiera son indépendance de son siège au comité exécutif, dont il sera exclu pour avoir manqué à ses devoirs en signant la déclaration de Sturge, pour avoir trahi l'association chartiste au profit de la classe moyenne. Afin de dégoûter les chartistes disposés à l'alliance de prêter leur concours à Sturge, Feargus va accuser tout leader favorable au *New Move* de livrer le chartisme aux libre-échangistes et à la classe moyenne.

Dans le numéro du 26 mars, Feargus essaie de ruiner l'alliance en voie de réalisation : à la première page il cherche à atteindre l'homme qui est, du côté des classes moyennes, comme Lovett l'est du côté de la classe ouvrière l'âme du rapprochement ; et, à la sixième page, il déclare qu'il fera abstraction de l'homme et qu'il considèrera exclusivement la question du suffrage complet :

« Le nouveau mouvement de Sturge est appelé *Suffrage complet*. Je l'appelle mystification complète. Cette mystification complète est une tentative indirecte de Sturge pour l'abrogation

des Corn Laws. Eh bien, cherchons à découvrir si oui ou non Sturge peut prétendre au titre de philanthrope pour son plus nouveau mouvement. Est-ce que jamais Sturge s'est remué pour une extension du suffrage tant que le mélange trompeur des deux questions n'a pas été considéré comme indispensable au succès du " libre-échange ? " S'il ne l'a pas fait, alors l'affaire revient à une question d'intérêt personnel. Je vous montrerai d'abord qu'il n'y a pas un homme en Angleterre qui ait un intérêt aussi considérable au libre-échange des céréales que M. Sturge ; et ensuite que M. Sturge pense que la charte ne pourra jamais être conquise par la force morale. Tout d'abord, M. Sturge est le plus grand importateur de grains étrangers dans ce royaume. Presque tous les magasins de céréales dans Gloucester appartiennent à M. Joseph Sturge. M. Joseph Sturge a aussi de larges magasins de blé à Birmingham, Liverpool et Bristol. M. Joseph Sturge n'est pas un banquier, mais il inspire grande confiance à la classe commerçante de la société et il est le dépositaire de tout le capital d'épargne de celle-ci, capital pour lequel il paie 5 % et avec lequel il fait marcher son commerce. A présent, M. Joseph Sturge a parfaitement droit de faire tout ceci ; mais il doit s'attendre à ce que la Charte ruinera complètement son seul commerce, le commerce des grains étrangers d'autant que le promulgation de la Charte du peuple rendra le peuple de cet empire complètement et entièrement indépendant de tout l'univers en ce qui concerne les produits d'alimentation de toute espèce ! Est-ce qu'alors M. Sturge n'a pas un intérêt direct à s'opposer à la charte et un grand et direct intérêt à préserver le commerce étranger des céréales ? Et son mouvement ne doit-il pas être regardé comme un procédé indirect de faire abroger les Corn Laws et rien de plus. Il n'a jamais pris aucune part, la moindre part, à l'extension du suffrage *avant aujourd'hui...*

...Cependant nous rencontrons en lui le plus grand de tous les abolitionnistes, celui qui a pris la part la plus active à ce mouvement, et voilà que nous le voyons recommander le plus complet silence sur la question qui lui est personnelle et l'adoption la plus rapide de celles qui nous intéressent et auxquelles

auparavant il n'a jamais pris part. Je vous le demande, est-ce ou n'est-ce pas là une " *complète mystification* " ?

Travailleurs ! vous avez, Dieu merci, appris comment la vérité et la vertu sont estimées dans votre classe, et maintenant j'en viens à accuser M. Joseph Sturge d'insincérité lorsqu'il recommande une agitation pacifique en faveur de la charte. Eh bien, mes chers amis, tous ceux d'entre vous qui respectent leur propre classe et la moralité et la parole du pauvre, écoutez ceci : Il y a quelque temps, une députation de femmes chartistes de Birmingham alla trouver M. Joseph Sturge pour l'entretenir de certaines questions politiques. Parmi d'autres sujets, on discuta de la Charte et des moyens qu'avait le peuple de l'obtenir. Miss Grove, jeune fille de grand esprit, honorable et tout à fait accomplie, parlait au nom de la députation et elle est mon autorité pour ce que je vous rapporte. Après que M. Joseph Sturge eut entendu la députation, il dit : " Le peuple de ce pays ne *pourra jamais réaliser le changement désiré* sauf par l'épée et lorsqu'il sera prêt à cette extrémité, mon bras est à son service. " Eh bien ai-je besoin d'ajouter un seul mot ? il me suffit de demander simplement aux travailleurs de méditer et de réfléchir sur les discours enflammés des abolitionnistes déconfits et de réfléchir sur la déclaration de *Force Physique* qu'a faite M. Joseph Sturge et ensuite de leur demander si ce commencement n'est pas le préliminaire des *mesures ultérieures* des complets mystificateurs en faveur de l'abrogation des Corn Laws, mais non pas comme ils en font profession en faveur de la Charte, mesures ultérieures où les chartistes auraient le poste de danger tandis que les abrogateurs occuperaient le poste du profit et le banc du Jury ? "

Le second article est une lettre adressée aux ouvriers par Feargus sur la question du suffrage complet, lettre qui avait paru dans l'*English Chartist Circular* et que reproduit la *Star* du 26 mars. Feargus commence par accabler Sturge d'éloges :

" M. Sturge de Birmingham, une excellente personne, un homme d'un siècle en avance sur sa classe par toutes les qualités éminentes qui marquent le progrès de l'esprit humain...... En fait, j'ai déclaré dès l'origine que j'estime et que j'apprécie M. Sturge plus que tout le parti auquel il appartient ; mais je ne l'estime pas autant que les principes et je ne me laisserai jamais détourner du chemin de la vérité par les lumières fantasques de son imagination. En un mot, je traiterai de la question et non pas de l'homme, sachant bien que tous les hommes ne sont pas des Sturges et que sa proposition rencontre des partisans qui ne sont pas influencés par la même noblesse d'âme, ou les mêmes bonnes intentions. Que signifie donc le suffrage complet ? Si cette expression n'est pas une fausse lueur destinée à nous égarer, ne doit-elle pas vouloir dire, d'abord la possession de la franchise et, deuxièmement, l'application la plus large et la plus complète, l'usage plein et entier de ce droit ? Si ce n'est pas là le sens du mot, le suffrage complet n'est pas la Charte et doit être dénoncé. Si tel est bien le sens du mot, le suffrage complet ne signifie ni plus, ni moins que la charte et cette signification doit être affirmée par l'adoption de la charte. Une expression politique mal définie est supérieurement calculée pour égarer les gens. " Tel a été le cas pour le principe du Réform Bill " que taxation et représentation doivent être d'égale étendue ", principe pour lequel en 1832 les ouvriers ont lutté, principe qui contenait toute la charte et qui comprenait le principe du suffrage complet..... " Souvenez-vous maintenant de la façon et de la forme dont a usé le Parlement qui a élaboré les détails du Réform Bill pour tourner la mesure au profit des desseins de classe "...... " Ayez toujours présent à l'esprit, mes amis, que nous sommes *l'armée chartiste contre la législation de classe......* Le suffrage de la charte ne volerait personne, et il assurerait la protection et l'enrichissement de tous tandis que le suffrage complet ne ferait que vous imposer le supplice de Tantale en vous donnant la possession d'une chose dont vous ne pourriez vous servir et que prosterner entièrement le travail devant le capital et la spéculation. Le suffrage de la charte, d'abord ferait plus que tripler la production, maintenant enchaînée,

étranglée et limitée, tout en amenant une plus équitable distribution de la production accrue. Le suffrage complet n'augmenterait pas la production et amènerait la monopolisation de tout ce qui serait produit. L'abrogation des Corn Laws sans la charte ferait de l'Angleterre un grand enfer.... Les deux grandes choses à réaliser par la charte sont : d'abord la suppression de ces restrictions qui enchaînent les mines, les pêcheries et la terre ; et secondement une plus équitable répartition du produit national qui augmenterait en conséquence ; et pensez qu'après tout vous devez être grands chez vous avant que de pouvoir l'être au dehors. Les économistes politiques vous mettraient dans la dépendance de l'étranger pour vos trois repas journaliers et en cas de disette lui donneraient le pouvoir de vous affamer et tout cela pour permettre de faire fortune à ces grippe-sous au cœur de pierre, aux plus cruels propriétaires d'esclaves qui aient jamais existé, tandis que la Charte vous rendra indépendants du monde entier. "

Feargus O'Connor a beau jeu pour critiquer la position qu'à l'égard du suffrage ont prise Sturge et ses amis ; sa souplesse et sa fertilité d'esprit lui rendent l'attaque facile contre le nouveau mouvement que compromet aux yeux des masses chartistes et le trop récent passé libre-échangiste de ses promoteurs, tous membres plus ou moins actifs de l'Anti Corn Law League, et l'attitude incertaine, il faut le reconnaitre, des plus sincères sturgéistes à l'égard de la charte du peuple. Il ne faut pas croire que la sympathie de Lovett pour le projet d'alliance fortifie la situation de ses auteurs ; en effet, si l'autorité de l'ancien secrétaire de la Convention sur les chartistes modérés ou les révolutionnaires

repentis est grande, Feargus sent qu'il lui sera facile de se servir des démarches si loyales cependant de Lovett pour ruiner complètement auprès des masses ouvrières son éternel adversaire, celui qu'il rencontre toujours sur son chemin dans sa marche vers la dictature populaire, cette dictature qui est la plus absolue parce qu'elle reste cachée à ceux qui sans la reconnaître sont heureux de la subir, car elle répond au besoin insatisfait de ces souverains esclaves, avides d'avoir un maître.

Lovett, s'il est le plus redoutable des leaders qui gênent l'ambition de Feargus n'est pas le seul : par sa réputation et par son passé incontestés, par son titre de maître d'école du chartisme, Bronterre est aussi un dangereux concurrent. Jusqu'en 1841, aucun heurt n'a opposé les deux orateurs irlandais ; du reste l'antagonisme eut été impossible puisque les thèses professées par l'un et l'autre sont semblables et que les deux leaders se sont trouvés d'accord dans les circonstances critiques, par exemple lorsqu'il a fallu empêcher l'aventure de la grève générale. L'intégrité de Bronterre est reconnue et il possède, en outre, ce que n'a pas Lovett, le brevet nécessaire pour être un vrai démocrate : la pureté de ses opinions démocratiques est égale à la pureté de ses intentions politiques ; les grandes ombres de Robespierre

et de Babœuf couvrent leur apologiste et le protègent ; son intransigeance et ses tendances révolutionnaires n'ont encore permis ni à la *Northern Star*, ni à Feargus, de trouver un point vulnérable où l'atteindre ; il a du reste longtemps collaboré à la Star et, même après, il est resté d'accord avec ce journal sur les questions de tactique.

Il est certain cependant que Feargus O'Connor n'attend qu'une divergence pour se débarrasser de ce rival en cherchant à le discréditer. Déjà à propos des élections, la politique conseillée aux chartistes par Bronterre n'était pas conforme à celle préconisée par Feargus. C'était là un motif bien insuffisant, mais, dès le 19 juin 1841, la *Northern Sta*ɼ commence contre Bronterre une campagne de calomnies. Le mouvement du suffrage complet devait offrir à Feargus l'occasion tant attendue, lui fournir un meilleur prétexte de mettre en doute la sincérité révolutionnaire de Bronterre et sa fidélité au socialisme ouvrier et au principe de la lutte de classe. La présence de Bronterre à la conférence de Birmingham, organisée par Sturge, va permettre à Feargus d'entreprendre Bronterre et, désormais, une fois attaché à sa proie, il ne la lâchera plus.

De ce projet longuement mûri, qui aurait pu se douter en voyant les affiches placardées sur les murs de Birmingham, annonçant que Feargus

O'Connor et James Bronterre O'Brien devaient côte à côte le 5 avril, venir haranguer le peuple de cette ville ? Et, en effet, le jour même de la deuxième conférence sturgéiste, afin d'affirmer leur fidélité inébranlable à la Charte du peuple, les chartistes avaient décidé une grande démonstration ; n'était-ce pas là encore une singulière habileté d'O'Connor que cette réunion destinée à contrôler la conférence du suffrage complet ou plutôt à opposer aux protagonistes du suffrage complet les fidèles de la Charte ?

A une heure de l'après-midi, les chartistes sont rassemblés à la gare pour rendre hommage à Feargus O'Connor dont la venue est attendue avec impatience : lorsque le train arrive, le grand démagogue est accueilli par des acclamations enthousiastes. La *Northern Star* du 9 avril raconte cette scène. Feargus est entouré de Leach, le président du comité exécutif, de Bairstow, du conventionnel Richards et du conférencier Mason. La superbe bannière de la National Charter Association flotte au vent. Après avoir fait le panégyrique du Leader, le président Mead lui donne la parole ; les applaudissements éclatent, les mouchoirs sont agités : " Jamais les qualités de circonspection, de prudence et de détermination n'ont été plus réclamées que dans les circonstances présentes..." Faisant allusion à la conférence des délégués sturgéistes, Feargus dit

qu'il est décidé à défendre fermement la charte toute entière ; certains ont affirmé que ces hommes désiraient se débarrasser du pilote :

> " Mais je rends grâce à Dieu de ce que le peuple est maintenant assez éclairé pour ne pas permettre qu'aucun homme l'égare et le détourne du droit chemin ; car, si le pilote essayait de conduire le vaisseau vers des écueils ou des bancs de sable, l'équipage s'en apercevrait vite et le jetterait par dessus bord. "

Belle image et combien douce aux auditeurs agréablement charmés de penser, ainsi que l'affirmait l'idole, que le peuple des démocrates ne peut jamais être trompé par les chefs qu'il a choisis, parce qu'il possède en lui-même des lumières infaillibles.

Après Feargus O'Connor, le Conventionnel Richards adjure les chartistes de rester fermement attachés à la Charte, et une réunion de délégués a lieu dans le local de l'association, à Aston Street, tandis que dans la rue des groupes de chartistes attendent en discutant les résultats probables de la conférence du suffrage complet et en affirmant leur décision de rester fidèles à la Charte. Leach préside. Les délégués chartistes nommés pour assister à la conférence sturgéiste, expriment leurs opinions et exposent les instructions qu'ils ont reçues de leurs constituants. Dudley de Bilston dit qu'il a reçu pour mandat de ne pas faire la plus minime concession. Feargus déclare qu'il a posé, la nuit précé-

dente, la question à Leicester et que tous, hommes, femmes et enfants ont levé la main en faveur de la Charte, tandis que pas une seule main ne s'est levée en faveur du suffrage complet. Bairstow dit qu'il a été élu par le peuple de Leicester, déterminé à dresser ses batteries contre le suffrage complet et à défendre la Charte en bloc: à Leicester, la cause chartiste a de 1000 à 1200 protagonistes. Richards, élu par les Potteries, a reçu pour mandat de n'avoir, ni de près, ni de loin, aucun rapport avec les partisans du suffrage complet. Et tous les autres délégués répètent les affirmations de Feargus, de Bairstow et de Richards. Mais il faut remarquer que, parmi les délégués assistant à la réunion chartiste, il n'y a, en dehors de ces trois hommes et de Leach, le président de la National Charter Association, aucun nom marquant ; ni Bronterre O'Brien, ni aucun des chartistes modérés ne sont présents. On peut donc considérer cette conférence comme organisée par Feargus et la National Charter Association, qu'il a pris sous sa protection, pour manifester contre le "suffrage Complet ". La résolution adoptée à l'unanimité devait couronner ces intentions : "Nous, les représentants du peuple, nommés par les différentes régions de ce pays et assemblés à Birmingham, nous nous engageons à poursuivre notre agita-

tion en faveur de la charte dans toute son intégrité sans modification, sans changement ni mutilation d'aucune sorte, et considérer tout homme préconisant une mesure de justice moins complète que la Charte tout entière comme un ennemi des classes laborieuses et comme exclu désormais de notre mouvement national. "

On peut comprendre quelle arme redoutable pouvait être, entre les mains de Feargus, une telle résolution, encore qu'elle n'ait été votée, de l'aveu même de la *Star*, que par les trente délégués présents. On ne savait pas dans quelles conditions ces hommes avaient été nommés et s'ils représentaient bien l'opinion chartiste; mais, même s'il était possible d'affirmer le contraire, la résolution n'en était pas moins redoutable, qu'elle fut un sincère reflet ou une illusion savamment machinée. En réalité, la majorité des chartistes devait ignorer complètement si elle était ou non favorable au nouveau mouvement ; elle devait attendre qu'on lui révélât sa véritable pensée : quel moyen puissant d'opérer cette révélation que de présenter au peuple une résolution adoptée par ses propres représentants et d'éclairer ainsi fortement sa religion avant qu'il ait eu le temps de se déterminer sous d'autres influences !

La résolution, qui déclarait ennemi des travailleurs tout partisan du suffrage complet, devait servir Feargus à se débarrasser de ses

concurrents, elle était surtout dirigée contre Bronterre et contre Lovett et, en s'appuyant sur les sympathies déclarées de ces deux hommes pour l'idée d'alliance, elle permettait de les accuser de vouloir "livrer la classe ouvrière à la classe moyenne, fondre la National Charter Association en une association sturgéiste, et domestiquer ainsi le chartisme" : l'alliance en effet, eut été fatale à la suprématie de Feargus.

La conférence du suffrage complet semblait avoir beaucoup fait pour rapprocher les plus éminents chartistes des sturgéistes. Bronterre O'Brien qui y assistait avait déclaré qu'il était hautement satisfait de ce qui s'était passé à la conférence : "lorsqu'il y était venu, il s'attendait à rencontrer des hommes prêts à admettre les principes chartistes en gros, et à en faire un hachis frit dans le détail, mais qu'il avait eu la preuve que ses craintes étaient sans fondement. Jamais il ne s'était trouvé dans une société — composée même exclusivement d'ouvriers — où il ait senti l'esprit démocratique plus complètement développé". William Lovett avait présenté la résolution suivante :

"La conférence, ayant adopté les justes principes de représentation qui sont nécessaires pour donner à toutes les classes de la société une égale participation à la puissance politique, puisque la charte du peuple contient les dispositions de détail qui paraissent nécessaires pour la mise en application de ces principes et a été adoptée par des millions de nos frères comme la

personnification même de leurs droits politiques, cette assemblée, afin de réaliser une cordiale union entre la classe moyenne et la classe ouvrière, décide, dans une future conférence à laquelle tout le peuple pourra être intégralement représenté, de prendre en considération ce document parmi d'autres projets de réforme politique et d'en faire l'objet d'une calme discussion, et, si celui-ci est approuvé, d'user de tous les moyens justes et pacifiques pour créer un mouvement d'opinion publique en sa faveur. "

Quel accueil les sturgéistes avaient-ils fait a la proposition de Lovett ? Miall et Adams disent qu'en dehors de la Charte du peuple, d'autres projets doivent être mentionnés dans la résolution. Le révérend Spencer pense que la conférence n'agit pas sagement en abordant ce sujet :

" Si j'avais désiré devenir un chartiste, j'aurais pu le faire à Bath. J'ai montré mon respect pour les chartistes ; et, si tous les chartistes avaient eu la même attitude que ceux présents à la conférence, beaucoup d'hommes de la classe moyenne seraient déjà devenus chartistes. Quelques personnes se déclarent décidées à obtenir la charte et rien que la charte. La même chose a été dite à propos du Réform Bill. Nous nous sommes réunis non pour prendre en considération la charte, mais le projet de suffrage complet, tel qu'il a été suggéré par M. Sturge. Si la résolution était adoptée, on dirait que nous avons esquivé le sujet. "

Spencer propose un amendement : le soin des détails sera laissé au comité de Birmingham. Vines seconde l'amendement, en disant qu'adopter le nom de " chartistes ", serait gêner leurs opérations. Bronterre O'Brien déclare qu'il

n'a aucune objection à voir apporter un changement à la résolution dans le sens indiqué par Miall. Lovett modifie sa motion pour répondre aux désirs exprimés par Miall et Adams. Dewhurst se dispose à défendre la charte et à argumenter en faveur du maintien du nom de chartiste lorsqu'il est rappelé à l'ordre par Lovett et se rassied. Bronterre dit qu'il ne suffit pas de tracer le plan d'un édifice, qu'il faut encore procéder à sa construction :

" Je suis d'accord avec Lovett et j'approuve sa résolution amendée, encore que je n'aurais pu approuver la motion originelle. Je suis anxieux de fondre le mouvement chartiste dans un mouvement national (Ecoutez, Ecoutez). Je ne suis pas satisfait de la position qu'occupe le parti chartiste à l'heure présente, et je ne suis pas satisfait davantage de la position prise actuellement par la conférence. Je suis absolument satisfait de ce que la conférence a fait, mais il reste encore une chose à désirer, c'est qu'elle prenne un caractère national. Quels sont les moyens évidents d'y arriver ? On devrait nommer une assemblée de délégués choisis par toute la démocratie de ce pays favorable à cette procédure. Par suite, je suis anxieux de voir réunir une autre conférence dans laquelle tous les partis seraient également représentés ".

Après de longues conversations et discussions, on finit pas adopter à l'unanimité, sur la motion de William Lovett, une résolution en vue de former une nouvelle association nationale, appelée " The National Complète Suffrage Union " et ayant pour objet la défense des mêmes principes que la National Charter Asso-

ciation. La conférence décida aussi de nommer des missionnaires et des conférenciers, d'imprimer des tracts et des brochures, de fonder un journal national hebdomadaire et de réunir des fonds par l'émission de cartes d'associé dont le prix varierait entre six pences et 5 livres. En présence de ces décisions, on comprend la colère de la *Northern Star* et celle aussi de Feargus, visés l'une et l'autre par la conférence et menacés dans leur influence par la création d'un journal et d'une association concurrents.

Aussi, en rendant compte de la conférence, la *Northern Star* du 16 avril représente celle-ci comme composée de rusés coquins réunis pour rechercher les meilleurs moyens de détruire le chartisme :

" Le but avoué de ces hommes est l'union de toutes les énergies du peuple et plus spécialement l'alliance de la classe moyenne et de la classe ouvrière ; ils poursuivent ce but par un moyen qui ne peut avoir d'autre effet que de rompre, dans la mesure où ce projet réussira, l'union que les classes ouvrières ont déjà établie (la National Charter Association). La coexistence de deux associations nationales ayant le même objet et reconnaissant les mêmes principes est également inutile, absurde, impossible ; elles diminueraient mutuellement leurs forces; l'une d'elle ne peut pas devenir nationale sans annihiler l'autre. Pour conclure, on nous demandera probablement notre opinion au sujet de la ligne de conduite que le peuple doit suivre à l'avenir à l'égard de cette nouvelle association nationale pour le suffrage complet ? Le peuple n'a rien à faire avec ces gens-là ; il n'a qu'à les abandonner à leur insignifiante petitesse et rire d'eux. Le peuple ne doit pas leur faire d'opposition ; car ils disent qu'ils s'efforcent de faire

avancer nos principes. Qu'ils aillent donc leur propre chemin ; et, s'ils sont déterminés à marcher seuls, s'ils sont déterminés à se frayer un sentier à côté de la grande route du peuple, au nom du ciel, laissez les marcher jusqu'à ce que leurs chevilles leur fassent mal et qu'ils commencent à sentir leur isolement. "

La tactique est heureuse : autour de la nouvelle association projetée, il faut créer l'isolement comme on fait le silence autour de certains livres, qu'on veut étouffer. Les vrais démocrates doivent laisser la nouvelle association dans l'isolement et prouver par là que les hommes du suffrage complet font fausse route, parce qu'ils n'ont pas su prendre la " Grande route du Peuple ".

Mais il ne suffit pas au dessein de la *Northern Star* de mettre en interdit la nouvelle association :

" Les hommes de la conférence ont prouvé et démontré l'une de ces deux choses : ou bien qu'ils sont parfaitement insincères et que leur objet n'est pas celui qu'ils avouent, ou bien que leur esprit est privé des communs principes de la raison dans une mesure plus grande que le plus extrême effort de notre charité ne nous permet de le supposer. Le seul fait d'avoir rejeté, sans examen ni enquête, les dispositions détaillées de la charte et l'organisation de l'association nationale déjà existante créée en vue de conquérir leurs propres principes, prouvent que leur désir est de créer, non l'union, mais la division parmi le peuple ; et maintenant nous demandons simplement au peuple si en présence de cette preuve palpable de tromperie et d'insincérité, à son nez, il se laissera embabouiner par une prétendue adhésion à ses principes, jusqu'à se prêter à une alliance avec des individus dont le simple dessein est de recommencer sur une plus large échelle les jongleries passées de leurs confrères les libéraux ? Nous

n'avons aucune crainte à ce sujet. Le peuple a trop de bon sens pour se laisser duper. "

Comment le peuple qui lisait la *Northern Star* aurait-il pu résister à un appel aussi flatteur à sa " raison " et comment n'aurait-il pas trouvé, selon l'expression même de son journal, qu'il était " aussi clair que la lumière du jour que telle était l'attitude précise que le peuple doit prendre, et la seule attitude qu'il peut prendre à l'égard du *New Move* " ?

Les sturgéistes ont un moyen très simple de montrer leur énergie patriotique et leur amour non moins patriotique de l' " Union ", c'est d'entrer dans les rangs de la National Charter Association où ils se trouveront à la place qui leur convient :

" Messieurs les hommes de la classe moyenne et de la complète, de l'équitable et de la libre représentation, excusez-nous, s'il vous plaît : nous ne voulons pas avoir plus longtemps les yeux bandés ; si votre objet est d'établir les principes que vous avez épousés, nous vous accueillerons de tout cœur comme des frères et des compagnons de lutte, nous vous féliciterons de vos progrès moraux et intellectuels et nous vous offrirons joyeusement le bénéfice de notre expérience et de notre science plus sûre des principes du droit pour compléter votre instruction et vous enseigner la façon d'assurer leur développement et leurs progrès. Mais vous ne devez pas vous attendre à ce que nous, qui, vous le reconnaissez, vous avons appris vos principes, nous nous soumettions à votre direction et à votre intelligence. "

Et la *Northern Star* termine son article par ces recommandations aux chartistes :

" Ne jamais quitter un meeting sans avoir fait voter une résolution affirmant la fidélité du peuple à ses vieux leaders, aussi longtemps qu'ils ne le trahiront pas, à ses amis éprouvés qui ont bravé la bataille et la tempête, et à sa propre organisation nationale. "

Désormais c'est à Bronterre que va s'attaquer la *Northern Star*. Déjà, dans l'article du 16 avril, le maître d'école du chartisme est pris à partie : " Notre conception du principe démocratique semble différer étrangement de celle de M. O'Brien " et le journal s'efforce, par une insinuation, de suggérer à ses lecteurs que la sincérité de Bronterre n'est peut-être guère plus recommandable que celle des promoteurs du suffrage complet :

" Nous sommes forcés, malgré notre déférence pour le jugement de M. O'Brien, de maintenir le jugement que nous avions précédemment porté sur tout le mouvement et de considérer les circonstances qui, nous n'en doutons pas, ont servi à justifier aux yeux de M. O'Brien sa satisfaction comme autant de preuves complémentaires du fait que toute cette affaire est une machination de l'ennemi et que tous les détails portent la marque de la duplicité. "

Enfin la *Northern Star* souligne le fait que Bronterre s'est opposé à la résolution des délégués de Bradford — les seuls vrais chartistes de la conférence — demandant " un vote de remerciements aux classes laborieuses pour leur courage indomptable, leur persévérance sincère et leur patience chrétienne ".

En assistant à la conférence du suffrage complet et en donnant son approbation à ce qui y avait été fait, Bronterre s'est livré, sans s'en douter, à la merci d'ennemis impitoyables qui n'attendaient que ce geste pour entreprendre contre lui une campagne systématique. Contre Bronterre et contre les partisans de l'Alliance, Feargus va employer le jeu commode des condamnations par les meetings en même temps qu'il va donner pour mot d'ordre à ses séides de profiter de toutes les occasions pour dénoncer et flétrir nommément ou anonymement " ceux qui veulent livrer la classe ouvrière à la classe moyenne ".

Le 23 avril, la *Northern Star* signale le meeting de Sheffield qui a protesté contre l'attitude de Bronterre et de Vincent et adopté la résolution suivante :

" Ayant étudié avec calme le procès-verbal de la conférence de Sturge, nous sommes d'avis que cette assemblée, en refusant d'adopter le nom de la Charte, tout en affirmant la vérité et la justice de ses principes ; en proposant la formation d'une nouvelle organisation, alors qu'il existait déjà une organisation s'étendant sur tout le pays et éminemment qualifiée pour accomplir la conquête des principes affirmés par la conférence — et étant donné d'autres preuves que l'objet que poursuivent la majorité des membres de la conférence est la destruction de la National Charter Association et le renvoi d'hommes qui ont énergiquement soutenu notre cause et qui se sont rendus chers au cœur du peuple par leur incorruptibilité, leur dévouement aux principes de la démocratie, — pour ces raisons, nous déclarons

que nous n'avons aucune confiance dans le plan d'agitation proposé par la conférence et dans les hommes qui se sont placés à la tête du mouvement du suffrage complet et que nous n'appuierons ni n'encouragerons ni elle ni eux, considérant qu'un homme qui fait profession d'adopter nos principes et qui refuse de se joindre à la National Charter Association n'est pas loyal, nous nous engageons à maintenir énergiquement notre propre organisation et nous conseillons aux classes laborieuses de ne compter que sur elles-mêmes pour leur affranchissement et de ne jamais abandonner de fait ou de principe le grand palladium de l'égalité des droits et des lois : la Charte du peuple. "

Harney, West et Feargus sont présents à ce meeting ; la résolution n'est que l'expression peu spontanée d'une indignation savamment préparée par ces habiles machinistes de mises en scène populaires. West s'attaque violemment à Bronterre. Il déclare que la faction malthusienne cherche à diviser le peuple : La classe moyenne s'est mis à flatter maintenant M. O'Brien, mais il y a peu d'années M. O'Brien était considéré par les classes moyennes comme le plus détestable de tous les leaders incendiaires du chartisme; cependant elles se vantent maintenant qu'il est passé dans leurs rangs. Mais nous pouvons bien nous passer d'O'Brien ; nous nous moquons de la perte d'un leader : si tous les leaders nous abandonnaient demain, nous pourrions agir sans eux. Le peuple n'a pas besoin de leaders ; il peut être son propre leader. " (Des applaudissements accueillent ces paroles).

Partout Feargus a des disciples qui poursuivent le théoricien du chartisme d'une haine qu'ils ont puisée dans ses inspirations : de tous les zélateurs du grand démagogue le plus passionné est Thomas Cooper, le général des Brigades Shakespeariennes de Leicester. Cet autodidacte a raconté sa vie ; il a dit comment, ouvrier cordonnier gagnant 10 shillings par semaine, il se levait le matin à trois heures pour apprendre le latin, le grec, le français, l'hébreu, les mathématiques, l'algèbre et la géométrie ; comment aussi la misère de son enfance et les âpres luttes de sa jeunesse lui avaient enseigné la violence ; comment à 23 ans il avait abandonné son métier manuel pour des métiers intellectuels, successivement maître d'école à Gainsborough et à Lincoln, reporter du Stamford Mercury, éditeur du Kentish Mercury, Gravesend Journal and Greenwich Gazette; comment, en 1840, collaborateur du Leicestershire Mercury, il fut converti au chartisme par une conférence de John Mason et par la pitié que lui inspiraient les pauvres chaussetiers à $4^{s}6^{d}$ par semaine; comment il prit la résolution de devenir " le champion du Pauvre " et comment le politique irlandais, qui avait tout pour le séduire, fut dès l'origine son modèle et son idole :

" La grande majorité des chartistes à Leicester, aussi bien que

dans beaucoup d'autres villes, le regardaient comme le seul leader réellement désintéressé et incorruptible. J'adoptai cette croyance parce que c'était la croyance du peuple, et je fis opposition à James Bronterre O'Brien et à Henry Vincent et à tous ceux qui faisaient opposition à O'Connor ou se refusaient à agir avec lui. Le bon sens me disait qu'aucune cause ne peut triompher sans union. Et, comme je ne connaissais aucune raison de douter de l'honnêteté politique et du désintéressement que toujours O'Connor proclamait être ses vertus, je m'attachai à O'Connor et je me serais jeté à l'eau ou au feu pour lui. Il avait beaucoup de motifs pour vous attirer lorsque je le rencontrai pour la première fois. Sa figure belle et virile, sa voix de baryton si puissante lui donnaient de grands avantages comme leader populaire. Sa conversation était riche en traits d'humour irlandais et souvent témoignait d'une connaissance très fine des caractères. Le fait d'avoir appartenu à la Chambre des Communes et d'être un homme des hautes classes lui assurait aussi de l'influence. Je ne pense pas qu'une demi-douzaine de chartistes attachassent la moindre importance à la lignée royale à laquelle se glorifiait d'appartenir le descendant de Roderic O'Connor, le Roi de Connaught et le dernier des rois d'Irlande ; mais les relations de sa famille avec les « Irlandais Unis » et les patriotes infortunés du dernier siècle faisaient de lui un représentant naturel de la cause de la Liberté politique. »

Il faut retenir comme vraiment précieux ce portrait de Feargus O'Connor par un des hommes qui l'ont le plus ardemment admiré et le plus follement suivi, cette analyse si juste des raisons qui expliquent la séduction et la véritable souveraineté morale qu'il a exercées sur les masses et sur les individus. Thomas Cooper a vu que la plus grande force peut-être de Feargus était l'intelligence et le maniement des hommes,

“ sa très fine connaissance des caractères. ” Il n'est qu'un point sur lequel ses sentiments démocratiques l'ont abusé, c'est sur le prestige que subissaient malgré eux les chartistes et les ouvriers en présence de l'aristocratique descendant de Roderic O'Connor.

Dévoué corps et âme à Feargus, Thomas Cooper a été entre les mains du grand démagogue un instrument destructeur de tout premier ordre : c'est lui qui a le plus utilement servi son dessein de se débarasser de Bronterre. A Leicester, il organise la population ouvrière en brigades shakespeariennes de chartistes et signe les adresses du groupe du nom de général. Par milliers les ouvriers suivent leur chef à travers les rues et, lorsque Cooper est absent, l'un d'eux, revêtu d'un costume militaire, commande la parade. Parmi les chartistes de Leicester, il se trouve des dissidents qui ont osé inviter Henry Vincent et Bronterre O'Brien. Bronterre vient faire une conférence dans l'un des plus larges halls de la ville; mais Thomas Cooper a enseigné à ses chartistes que Bronterre est l'agent de Joseph Sturge, un riche marchand de grains qui trame de noirs complots contre Feargus O'Connor. Aussi les brigades shakespeariennes forcent-elles la porte de la salle où doit avoir lieu la conférence et l'occupent en vrais chartistes de la force physique. Leur général est sur la plate-

forme : sur un signe, les pauvres soldats disciplinés hurlent l'hymne en l'honneur du Lion de la Liberté pour apprendre au Maître d'Ecole du Chartisme qu'il doit respecter leur idole ; puis, sur le visage de leur chef composant leur attitude, car il est convenu que celui-ci doit leur dicter tous leurs gestes, ils écoutent la conférence, dans un silence désapprobateur. Le lendemain, à une seconde conférence, Thomas Cooper sort de son silence pour poser à Bronterre des questions qui doivent embarrasser " le traître ": M. O'Brien est-il membre de la National Charter Association ? Très loyalement Bronterre répond qu'il a préféré garder son indépendance. Sur cette impertinente réponse, Cooper fait voter par ses hommes un blâme contre Bronterre. Celui-ci essaie en vain de parler pour se défendre, sa voix se perd dans les clameurs indignées de l'assistance.

Bronterre, assailli, sent qu'il est menacé d'un grand danger, de perdre l'estime et la confiance qu'il a acquises auprès des chartistes et des classes laborieuses : il se décide à répondre aux insinuations de la *Star* du 16 avril, et, le 23, ce journal publie les lettres, qu'il a adressées à son éditeur :

" Vous avez donné dans votre dernier numéro une idée de ma conduite si odieusement et si bassement fausse que je me sens obligé, par respect pour le parti chartiste, de signaler l'imposture

dont celui-ci a été par vous rendu victime à mes dépens. C'est pourquoi, je vous demande de publier cette lettre non moins pour des raisons d'intérêt général que pour des raisons personnelles. Je le demande non comme une faveur (car je ne veux vous demander aucune faveur), mais comme un droit...... L'attitude que vous m'attribuez à la conférence de Birmingham est juste l'opposée de celle que j'ai eue — *et vous le savez fort bien.* Si O'Connor s'était trouvé dans la même situation et avait agi de même, combien différent aurait été votre commentaire ! Votre article de tête, bien plutôt fait pour égarer vos lecteurs que pour les conduire, est du commencement à la fin (en ce qui me concerne) une perversion de faits grossière et préméditée ; il est savamment rédigé dans le dessein de me dénoncer et de me perdre dans l'estime du public chartiste. Mais vous ne réussirez pas, je vous défie, je défie O'Connor lui-même, avec toute sa popularité et son influence, de persuader au public chartiste que ma conduite à la conférence a été ce que votre article si travaillé voudrait amener à faire croire (par ses procédés de déformation, ses omissions et ses tromperies calculées). Je suis prêt à défendre cette conduite contre vous et contre toute autre personne et, dans ce but, je vous lance ici ce défi : Rencontrons-nous devant le public soit dans votre propre ville de Leeds soit à Birmingham, Manchester ou Londres. Que la réunion soit publique, ouverte et loyale, convoquée avec le délai nécessaire, vous fixerez vous même l'époque et le lieu ; ou, si vous n'avez pas le temps, je rencontrerai O'Connor ou n'importe qui à votre choix. Maintenant, songez-y, vous n'étoufferez pas ce défi comme vous l'avez fait de ma réponse au défi des socialistes. Avec tout le pouvoir et la popularité d'O'Connor et de la *Star*, je n'ai pas peur de rencontrer dans une juste cause l'un d'entre vous et vous tous réunis. Je n'argumenterai pas avec vous en vue d'un triomphe ou d'une dictature populaire. Je dédaigne les triomphes, j'abhorre la dictature. Je ne vous rencontrerai que pour me faire rendre justice et pour éclairer la religion du public. Je ne me plains pas seulement de votre article de tête ; je me plains aussi des lettres d'O'Connor et du compte-rendu que vous avez inséré dans la *Star* de certaines résolutions et de certains agissements de

la conférence, tout cela dans le dessein de me placer dans une fausse position devant le public chartiste. Vous n'aviez pas le droit d'agir ainsi, vous n'avez aucun droit de vous servir de la *Northern Star* que vous appelez " la voix du peuple " pour ruiner d'honnêtes serviteurs du peuple dans l'opinion en dénaturant méchamment leurs actes. Dans mes fonctions de délégué ou de député à la conférence, j'étais le mandataire des chartistes de Wotton under Edge dans le Gloucestershire. La fausse idée que vous avez donnée de ma conduite est propre à me nuire dans leur estime ; et non pas seulement dans leur estime, mais dans l'estime du public chartiste en général. C'est là un tort, un tort grave que vous n'avez pas le droit de me faire. Je vous demande rectification et je crois que je ne demande que justice lorsque je réclame :

1° Que vous acceptiez publiquement ou que vous décliniez publiquement mon défi ; et que, si vous l'acceptez, vous fixiez la date et le lieu dans la *Star* de la semaine prochaine ;

2° Que la question à juger entre nous sera celle de savoir si vous avez ou n'avez pas odieusement dénaturé ma conduite dans la *Star* de la semaine dernière, et cela dans le dessein de me rendre l'objet du mépris des chartistes. Ce à quoi vous pouvez ajouter, si vous voulez : si l'habitude qu'a votre Editorial de condamner les gens ou d'inciter les autres à condamner les gens sans les entendre et sur des rapports *ex parte* n'est pas destiné à détruire notre cause en chassant de nos rangs, en l'abreuvant de dégoût et en le désespérant, tout homme intelligent et de caractère qui pourrait porter ombrage à O'Connor, à vous-même ou aux admirateurs de la *Star* ;

3° Que vous publierez dans la *Star* de la semaine prochaine un compte-rendu complet et impartial de la discussion, le reporter étant une personne étrangère à l'une ou l'autre partie ;

4° Que vous insérerez avec cette lettre, comme un antidote au poison que vous avez répandu, l'adresse suivante aux chartistes, adresse que j'ai faite aussi brève que possible afin que vous n'ayez aucune excuse pour en refuser la publication sous le prétexte de la longueur incommode ou de l'encombrement des colonnes de votre journal. "

Voici cette adresse :

" Frères chartistes, je vous prie de ne pas croire un mot de ce que la *Star* de la semaine dernière a raconté sur moi et d'attendre pour vous faire une conviction sur le rôle que j'ai joué à la conférence que M. Hill ou un homme le représentant ait accepté ou décliné mon défi. Je ne veux pas être jugé d'après les comptes-rendus de la *Star*, du *Non Conformist* ou d'aucun autre journal dans le royaume : tous sont intéressés à dénaturer ma conduite et à me diminuer. Je suis ni un Sturgéiste, ni un O'Connoriste, ni un Lovettiste, ni d'aucun parti en iste. Je suis tel que vous m'avez toujours connu et pas d'erreur. Je fais crédit à M. Sturge, à M. O'Connor et aux autres hommes publics dans la mesure du bien qu'ils font. Mais je ne veux pas épingler ma foi à la manche d'aucun homme, ni appartenir à aucun parti, à aucun parti autre que celui du peuple. Mes actes et mes sentiments sur la conférence *étaient diamétralement opposés* à ceux que la *Star* aurait voulu vous laisser imaginer. "

La courageuse lettre de Bronterre met hardiment le doigt sur l'une des plus mortelles infirmités du chartisme. Les procédés de dénonciation et d'excommunication que la *Star* avait mis en honneur pour débarasser Feargus de ses concurrents, procédés dont usaient dans leur petit cercle les imitateurs du grand démagogue, devaient finir par décourager les plus intelligents des leaders chartistes et les hommes dont le caractère indépendant refuse de se plier aux exercices de souplesse nécessaires pour ne pas s'exposer aux foudres de la *Star* ; par là le chartisme devait perdre ses énergies les plus heureuses et ses forces de direction les plus

sûres pour devenir peu à peu la chose d'une petite bande de politiciens destinés à se dévorer entre eux.

Bronterre avait souffert de cette pratique d'exclusion et de dénonciation si commune aux partis politiques et aux mouvements populaires. Il constatait le mal, mais probablement il ne savait pas en voir la cause. Sa lettre et sa proposition à la Star étaient aussi malhabiles que possible et le premier acte du journal avait été d'y répondre en faisant suivre les deux lettres de Bronterre d'une colonne et demie d'injures et de calomnies. Elles dépassaient même en naïveté la mesure dont sont capables les hommes les plus intelligents lorsque leur réputation est en jeu et que leur personnalité se trouve visée au point sensible par des adversaires plus rusés et plus versés dans l'art de manier à leur profit et de prédisposer à leurs desseins l'opinion publique.

De tels hommes on peut dire que, plus forte est leur personnalité et mieux trempé leur caractère, plus grande alors est leur faiblesse : ils s'aveuglent sur la solidité de leur situation personnelle et sur la confiance qu'ils peuvent avoir dans la justice populaire. C'est ce qui arrivait à Bronterre : théoriquement l'attitude d'indépendance absolue qu'avait prise le Maître d'Ecole du Chartisme, en déclarant n'appartenir à aucun parti, était fort belle, mais singulièrement chimé-

rique parce qu'elle supposait l'existence de ce parti du peuple tant de fois invoqué en vain par les démocrates, d'un parti où le peuple serait souverain juge des conflits, arbitre entre ses serviteurs. Dans la vie et surtout dans la vie politique il n'est pas vrai de dire « que l'homme le plus fort est celui qui vit seul » ; c'est au contraire, tenter l'impossible que de vouloir ne s'appuyer que sur sa propre intégrité et sur l'impartialité de l'opinion publique : celle-ci n'est-elle pas impuissante à se déterminer par des mobiles de fait ou de raison et ne doit-elle pas nécessairement subir la force des arguments, c'est-à-dire leur force entendue dans le sens non de leur solidité, mais de leur puissance ? Un homme dont la mauvaise foi est servie par l'influence rayonnante et menaçante d'un journal, d'un groupe, d'un parti, n'est-il pas infiniment plus sûr d'avoir raison qu'un homme dont la bonne foi ne s'appuie que sur ses services passés, sa conduite loyale, et un espoir trop optimiste dans le jugement public ? L'erreur de Bronterre était grande s'il imaginait pouvoir triompher de Feargus et de la *Star* par un simple appel à l'opinion chartiste et bientôt il devait s'apercevoir combien faible il était dans son isolement volontaire. Il aurait dû comprendre qu'il avait besoin d'un appui et qu'il lui fallait fortifier ses bonnes raisons par le nombre de ses partisans, de ses associés ou de ses clients;

en se séparant aussi nettement qu'il le faisait de Lovett et de Sturge, il laissait échapper son unique moyen de salut qui eut été de faire cause commune et d'avoir partie liée avec les deux promoteurs de l'alliance en les aidant à organiser un parti assez puissant pour combattre utilement Feargus et ses suiveurs.

Lovett et ses amis ont un sens plus réaliste des moyens qui s'offrent pour lutter contre la suprématie de Feargus et l'influence de son journal ; ils comprennent qu'on ne peut se défendre qu'en attaquant et qu'en disposant d'un organe capable de répondre aux campagnes de la Star. Lovett reprend l'idée qu'avait eue Francis Place de former un grand parti avec les éléments les plus avancés des classes moyennes et l'élite des classes ouvrières ; Lovett, soutenu par Vincent, Collins, Hetherington, songe justement à se rapprocher des radicaux les plus démocrates tels par exemple que Joseph Hume, le membre de la Chambre des Communes : l'intention des nouveaux alliés est de " se débarrasser de Feargus et de son parti ". C'est ce qu'écrit de Londres à l'éditeur de la *Star*, le 27 avril, George Harrison :

" Leur unique et seul objet, autant qu'un homme sain d'esprit peut en juger, est de détruire la popularité de M. O'Connor et la vente de la *Northern Star* et de remplacer ce journal par une feuille de leur parti ; et, Monsieur, puis-je mieux con-

firmer l'exactitude de mes vues qu'en vous citant un passage d'une lettre de Montrose, reçue par M. O'Connor et qui m'a été montrée ; voici cet extrait : " Il y a eu hier huit jours après l'élection de Joseph Hume, moi, en qualité de membre de la députation, je me présentai chez lui pour prendre les feuilles de notre pétition avec 1954 signatures qui, je l'espère, ont été reçues par la Convention. Il nous reçut avec affabilité et nous promit de soutenir les six points (de la Charte)...... Il commença tout d'un coup : " Nous désirons lancer un journal pour remplacer la *Star* ; nous débarrasser de Feargus O'Connor et de tous ces violents, de ces têtes chaudes qui le suivent. Lovett, Vincent, Hetherington, Collins et un grand nombre d'autres font tous leurs efforts pour mener à bonne fin cet objet si nécessaire. " Maintenant, Monsieur, ai-je besoin d'en dire davantage, si chaque ouvrier réfléchit que le dit Joseph Hume a été du commencement à la fin le pivot du New Move. Rapprochez ce fait de l'ordre que Daniel O'Connell a donné à ses suiveurs de s'enroler dans le parti du New Move. Si ces agissements ne constituent pas une cruelle persécution contre un homme dans le dessein de le ruiner et ensuite de détruire le parti avec lequel il a collaboré dès l'origine, je ne sais pas comment les dénommer ? Et maintenant, Monsieur, la grande question est de savoir si nous, les travailleurs, devons abandonner tous nos amis pour le vain plaisir de récompenser nos anciens imposteurs ? Une lettre signée par S. Wade a été adressée à la Convention m'accusant d'être un menteur et un espion, mais je lance l'accusation au visage du dit S. Wade et de son " New Move " et je puis les assurer que j'ai reçu tous les jours des lettres de mes constituants pour me féliciter de ma noble et loyale conduite, exposant ainsi l'hypocrisie et la perfidie de ces gens et espérant qu'ils voudront encore apprendre l'art d'une honnêteté virile aux classes laborieuses. "

A lire cette lettre de George Harrison, membre de la Convention et représentant des comtés du Centre, on a l'impression que l'accusation de

Wade pourrait être vraie, on ne peut cependant affirmer que George Harrison était un espion ou un agent provocateur, mais on peut dire qu'il était de connivence avec Feargus O'Connor : cette lettre lui avait sans doute été dictée par Feargus qui, sentant le danger, voulait avoir une occasion de prendre l'offensive et d'atteindre l'entente ébauchée avant qu'elle fut réalisée. Aussi dans le numéro du 30 avril, qui publie la lettre de George Harrison, le grand politique adresse à ses " honnêtes et violents zélateurs ", une épitre qui lui permet de discréditer aux yeux des chartistes et des lecteurs de la *Star* l'alliance qui le menace : d'une question personnelle il sait faire une question qui intéresse le parti des " espérances sociales " tout entier.

" Mes chers amis, mes seuls amis, la faction malthusienne des affameurs de gueux a tenté plusieurs fois, depuis 6 ans, de me détruire tout d'abord et ensuite de vous détruire avec tout votre espoir de justice. Mais je les ai rencontrés sur le seuil et je les ai vaincus, sous tous les déguisements qu'ils ont pris. Et maintenant qu'ils ont accru leurs forces par leur union avec les fragments clairsemés de la Whiggery, quelque vieille femme ivre s'écrie : O honte, pourquoi dénoncer ces patriotes tout nouvellement sortis de leur coquille ? Pourquoi ne pas dormir tranquille et les laisser accroître leurs forces pour vous détruire ? Soyez sûrs qu'ils sont honnêtes, bien intentionnés et sincères........... Ne vous ais-je pas dit que c'était là des troupes levées par Joseph Hume et ses associés ? Maintenant laissez-moi confirmer cette assertion en vous communiquant un extrait d'une lettre que je viens justement de recevoir de Montrose. "

Feargus reproduit le même passage que dans sa lettre avait déjà cité Harrison ; et il poursuit en attaquant " *les intellectuels du chartisme* ", appellation qui fait songer à celle que certains théoriciens syndicalistes emploient dans une situation semblable contre les intellectuels du socialisme :

" Mes violents sectateurs, je vous le demande, oui ou non ce passage permet-il d'accuser *les intellectuels du chartisme* de trahison et de conspiration ? Et ces paroles sont d'Hume, cet économiste, libre-échangiste, Malthusien et affameur de gueux!...... Voilà les gaillards qui ont été les auteurs de toute votre misère et qui sont moralement, oui, et légalement responsables de tout acte de désespoir auquel les pillages de la faction réduiront un peuple mourant de faim et outragé ! Ils détruiront la *Star !* Les pauvres diables ! il leur faudra d'abord m'enlever ma dernière chemise. Ils se débarasseront de Feargus ! Les malheureux ! Je les battrai tous à cœur que veux-tu ! Je me ris de leur force de pygmés, et de leurs menaces de femmes. Leur agitation ressemble à la guerre des eaux soulevées contre le sommet et la façade de l'omnipotence démocratique, non contre Feargus O'Connor. "

Feargus appelle la *Northern Star* le roc des principes contre lequel les contrebandiers impuissants viennent échouer misérablement :

" Ils ne désirent pas un miroir national, mais ils désirent une glace dans laquelle ils puissent voir réflétée l'image de singes de leur propre travestissement, de patriotes de leur imagination, de jouets dorés par l'or du riche. Ils veulent traire Sturge et l'envoyer ensuite au vert ! Ils ne pouvaient pas tomber sur une meilleure vache à lait pour leur dessein, puisqu'ils prétendent avoir le

même objet en vue, savoir offrir du pain à bon marché au peuple qui n'a pas d'argent pour en acheter. Mais soyez sûrs que de quelque côté ils tirent aide et assistance, ils trouveront toujours en moi et dans mes sectateurs violents un parti d'hommes décidés à ne jamais abandonner leurs principes à l'ennemi ou à ne changer leur nom qu'avec la vie. Ceci est sans doute " dénonciation ". O bons amis, doux sectateurs, dormez en paix et laissez nos sauveurs, les intellectuels, nous guérir en nous tuant. "

Grâce à son admirable talent de sirène politique, Feargus O'Connor allait-il entraîner la majorité des chartistes ? Celle-ci allait-elle se laisser séduire par des accents si bien faits pour rendre odieux aux simples et aux fanatiques le *New Move* et ses promoteurs, Sturge, Lovett, Bronterre O'Brien ? Parmi les manifestations de cette époque s'en trouve-t-il une qui puisse nous renseigner sur l'état d'âme des milieux chartistes ? Justement, du 12 avril au 5 mai, s'est réunie à Londres la seconde Convention qui, comme la première, avait pour mission de présenter une seconde pétition : la motion Duncombe en faveur de cette pétition ne devait obtenir que 50 voix et cette seconde Convention n'a d'intérêt que parce qu'elle reflète exactement les divisions existant au sein du chartisme, parce qu'elle est aussi un nouvel acte de la lutte entre Feargus O'Connor et Bronterre O'Brien.

Roberts, Philp critiquent la politique O'Connoriste et Bronterre profite de l'occasion qui le met face à face avec Feargus pour lui demander

raison de son attitude et des calomnies de la *Star*.

Dans la séance du 3 mai, Bronterre dit: " Ne laissez aucun journal oser dénoncer un homme tant que celui-ci, dans un meeting public, n'a pas été mis face à face avec son accusateur. Tout homme, dans cette convention, est également exposé à voir sa réputation attaquée et détruite si vous n'adoptez pas une telle décision ". Aussitôt Feargus O'Connor se rallie à la thèse de Bronterre et appuie sa motion. Il déclare qu'en secondant cette résolution, il veut faire quelques remarques générales sur le cas de M. O'Brien :

" Il a été beaucoup parlé de cinq délégués de Bradford (qui avaient assisté à la conférence de Sturge). J'en appelle à la parole de M. Leach et de tous ceux qui étaient à Birmingham : jusqu'au vendredi, nous ignorions que M. O'Brien était délégué à la Conférence, nous croyons que, comme Steele, il y assistait seulement en visiteur. La conférence s'étant réunie un mardi, la lettre, dont M. O'Brien se plaint, fut écrite le mercredi et, puisqu'on ignorait jusqu'au vendredi que M. O'Brien était délégué, l'éloge accordé aux délégués de Bradford n'était nullement une façon de rabaisser les mérites de M. O'Brien. Les délégués à notre meeting, en faisant le calcul des voix de ceux qui devaient probablement voter sur certaines questions, n'avaient pas compris M. O'Brien ou Steele, croyant que tous deux n'étaient que des visiteurs. M. O'Brien a essayé de mettre sur le dos de la *Star* le fardeau de la calomnie, bien qu'il reconnut que le récit d'après lequel furent faites les remarques fut tiré du *Statesman*. "

Bronterre déclare que l'abandon du nom de

chartistes ne fut pas discuté...... Sur quoi Feargus reprend :

" M. O'Brien a tenté de montrer que la *Star* a dénaturé son action à la conférence. Il n'est pas contestable qu'on ne peut pas appeler faux rapport le fait de copier des articles de journaux donnant un compte-rendu spécial de ces réunions. Je suis d'accord avec M. O'Brien que beaucoup de mal a été fait par la cabale et la calomnie privée, plus que jamais par la dénonciation publique : celles-ci se produisent envers tout le monde ; elles peuvent être contredites. Il n'y a pas d'homme qui ait été dénoncé en secret plus que moi et je ne puis pas éviter de dire que dans presque toutes les villes que j'ai visitées et où O'Brien m'a précédé, on m'a demandé ce que je pensais d'O'Brien. Comme j'exprimais, ainsi que je l'ai fait invariablement, un jugement favorable, j'ai été informé que, dans toutes ses conversations particulières, O'Brien a l'habitude de m'attaquer et de me dénoncer. M. Moir et M. Bartlett peuvent témoigner qu'à Glasgow et à Southampton, j'ai défendu M. O'Brien et j'ai fait son éloge et j'ai affirmé qu'aucun homme dans le mouvement chartiste n'avait fait plus pour la cause. "

Bronterre répond qu'il espère que Feargus O'Connor voudra bien cesser de faire son éloge, qu'il lui demande seulement de ne pas l'injurier, et de lui donner l'occasion de rétablir publiquement dans son journal certains faits. Peu lui importe la dénonciation si le même organe lui est ouvert pour répondre ; mais il se plaint que des faits aient été inventés contre lui et qu'il lui ait été refusé de répondre. Alors le grand politique:

" Je le regrette sincèrement, si j'ai en quelque manière mal interprété la conduite de M. O'Brien ou dénaturé ses vues ; je

n'ai eu en aucune façon l'intention de le faire ; mais encore la faute en est-elle à M. O'Brien. Il savait une semaine à l'avance que sa conduite serait l'objet de critiques. S'il était si susceptible (et un homme politique a le droit de l'être), il aurait dû immédiatement déclarer que le compte-rendu de sa conduite à la conférence était incorrect. Personnellement j'ai souvent pris la plume dans le silence de la nuit pour corriger de semblables inexactitudes. Aucun homme, quelle que soit sa haute situation dans le mouvement, ne doit se considérer comme au-dessus de la nécessité de contredire les faux rapports. S'il néglige de le faire le poids en retombe sur ses épaules. Je regretterais profondément qu'aucun homme soit jamais chassé de nos rangs. M. O'Brien est le dernier des hommes auquel je voudrais essayer de nuire. J'ai un profond respect pour lui, en tant qu'homme public et, nonobstant que M. O'Brien n'aime pas l'amour, j'ai une grande affection pour lui en tant qu'homme et je m'engage à ceci : toutes les fois que M. O'Brien désirera ou trouvera bon d'écrire quelque chose pour la *Star*, si son article a quelque rapport avec la cause ou traite un sujet de politique, il sera toujours inséré. Si M. O'Brien a l'intention d'écrire une lettre à la *Star*, je n'y ferai point de réponse à moins qu'elle ne contienne des mensonges. J'espère que tout sentiment de rancune cessera. Si quelque temps a été perdu à régler ce léger différend, qu'une complète union en soit la compensation. Je serrerai la main à M. O'Brien, enterrons le passé dans l'oubli et ensuite nous pourrons continuer, combattant côté à côté, d'autant mieux pour l'avenir. Je suis tout prêt à offrir à M. O'Brien la main droite de la bonne camaraderie. "

Feargus tend aussitôt sa main à Bronterre qui l'accepte au milieu des applaudissements. Bronterre déclare qu'il est prêt à accepter cette amitié pour des considérations d'ordre politique. Si O'Connor veut insérer sa communication dans la *Star*, il se déclare satisfait ; mais il doit

l'informer que dans le passé il n'a pas joui de la liberté qu'il aurait pu souhaiter dans les colonnes de la *Star* :

" Tout ce que je désire de vous, c'est qu'on me rende la lettre " de polisson " que votre Éditeur n'avait pas voulu insérer afin que je puisse la montrer à mes amis pour les convaincre que ce n'était pas une polissonnerie. Certes, cette lettre contenait quelques expressions de colère, mais quelle autre lettre ces gens pouvaient-ils attendre de moi ? Je ne m'inquiète pas du style grossier de Hill ; mais ce que je crains ce sont ces hommes tout miel. La dernière lettre de M. O'Connor est très habile, écrite avec beaucoup de tact et bien calculée pour me faire beaucoup de tort. Elle ferait croire aux gens que, tandis que je suis dans des termes de personnelle amitié avec Vincent et d'autres, je les maltraite derrière leur dos. (Rires). C'est une lettre terriblement douce (Rires), comme les griffes du tigre, douces comme du velours, mais le danger est néanmoins le même. Tout ce que j'espère, c'est que la *Star* m'épargnera une telle bonté dans l'avenir. Je suis forcé d'admettre que, soit par hasard, soit pour toute autre cause, aucun homme n'a fait davantage pour le mouvement que M. O'Connor ; mais, si je puis regarder cet homme avec quelque admiration, je ne puis le faire avec amour, tout au contraire. Au reste, je ne veux pas mettre mes sentiments personnels en balance avec l'intérêt général ; mais je dois encore insister auprès de vous sur la nécessité de ma résolution. Pendant ces quelques années, 40.000 personnes ont quitté nos rangs pour aller en Amérique, les trois quarts des membres de la précédente Convention ont été obligés de quitter leur pays principalement aussi par suite des dénonciations, et cela aussi principalement à cause de votre propre journal favori ; et, à moins que ce journal leur permit de répondre, ils étaient complètement étranglés sans rémission, car aucun autre journal n'insérait le compte-rendu de leurs actes ; ou, si quelque feuille le faisait, elle n'avait pas les mêmes lecteurs. Je m'efforcerai d'oublier le passé et dans l'avenir peut-être mon admiration pour O'Connor en tant qu'homme public

se fondra en cette affection pour l'homme privé que M. O'Connor m'a si généreusement accordé. J'espère que M. O'Connor veillera à ce que la *Northern Star* insère un récit intégral que je considérerais comme une justification suffisante. "

On peut se demander si l'espoir qu'exprime Bronterre de voir un jour son admiration pour l'homme public se transformer en amour pour l'homme privé est une ironie ou bien une déclaration intentionnellement ajoutée au discours de Bronterre par la *Star*. Cette seconde hypothèse paraît la meilleure si on compare le compte-rendu de la *Star* du 14 Mai aux quelques lignes par lesquelles Gammage résume cette discussion : selon cet auteur, Bronterre aurait répondu aux protestations d'amour de Feargus en disant qu'il ne pouvait pas " lui rendre la pareille, car il n'avait d'amour que pour les personnes de l'autre sexe ". La résolution adoptée contre les dénonciations publiques et les calomnies privées ne pouvait être considérée comme une victoire de Bronterre sur Feargus ni comme un blâme dirigé contre celui-ci puisque, présentée par le Maître l'École du Chartisme, elle avait été immédiatement secondée par celui là même qu'elle visait.

Avec quel art, avec quelle connaissance des assemblées O'Connor avait escamoté la protestation de Bronterre ! L'habile prestidigitateur avait su se donner le beau rôle en faisant un

beau geste, en tendant le premier la main à son adversaire et en lui demandant que tout fut oublié ; mais l'oubli accepté par Bronterre ne pouvait profiter qu'à Feargus. Au contraire, encore que profondément sincère et nette, l'attitude de Bronterre n'était pas assez tranchante pour impressionner en sa faveur le public chartiste : cette main que lui tendait O'Connor, il l'avait prise en disant qu'il admirait l'homme public et qu'il était prêt à sacrifier ses sentiments privés à l'intérêt du mouvement chartiste... Mais, cette distinction pouvait-elle être comprise et ne devait-elle pas laisser supposer chez Bronterre une arrière pensée destinée à être interprêtée fatalement contre lui au lieu d'être considérée comme un bel acte de sincérité ? Il eut mieux valu mille fois pour la sûreté de Bronterre que celui-ci choisit entre ces deux partis : ou bien, usant d'hypocrisie, accepter la comédie que lui proposait Feargus et surenchérir sur ses protestations d'amitiés, ou bien, ce qui était hasardeux sans doute, mais infiniment moins périlleux que le parti auquel il s'était arrêté, refuser la main que lui tendait Feargus en déclarant que les qualités d'agitateur mises au service de la cause par le grand démagogue ne compensaient pas le tort que faisaient au chartisme les procédés de dénonciation pratiqués par la *Star* et par son inspirateur.

Après avoir montré dans son discours le danger de ces agissements, après avoir osé dire que les excommuniés de la *Star* étaient étranglés sans rémission, après si fortement signalé les conséquences du monopole que possédait la *Star*, pourquoi Bronterre n'a-t-il pas osé aller plus loin ? Est-ce naïve espérance que la résolution adoptée par la Convention amènerait la réforme de la *Star* ou bien est-ce timidité ? Peut-être tout simplement Bronterre a-t-il été surpris par le geste de Feargus dont il ne sondait pas la puissance de dissimulation : tandis que Feargus avait calculé son effet et préparé son coup, Bronterre n'a pu qu'improviser une attitude. Peut-être aussi a-t-il été paralysé par le sentiment que, même au sein de la Convention et à plus forte raison dans les autres milieux chartistes, contre une feuille qui avait un tirage encore considérable il était impuissant à se faire rendre justice, n'ayant pas de journal à sa disposition : c'est pourquoi, le 25 juin, il prend la direction et devient l'éditeur d'un journal qui paraît depuis le 13 mars, *The British Statesman*. Mais que pourra ce périodique contre le journal favori des chartistes et des classes ouvrières et que pourra la voix du Maître d'École du Chartisme, dans un meeting, contre les clameurs et les sifflets dont la couvriront les zélateurs passionnés du grand démagogue ?

Bronterre ne peut trouver de salut s'il reste isolé. Or justement la crainte qu'il a de se compromettre aux yeux des chartistes, les critiques qu'ont soulevées ses paroles à la conférence de Birmingham et les insinuations dont ses manifestations de sympathie en faveur de l'alliance ont été l'occasion l'amènent à faire un retour sur lui-même et à s'isoler davantage en accentuant ses déclarations de sauvage indépendance. Bronterre se sent comme enchaîné par son passé, par des formules telles que celles-ci : " Vos intérêts sont éternellement opposés à ceux des classes moyennes ". Pour avoir autrefois énergiquement condamné la politique de l'alliance, pour avoir dit dans le *Défenseur du Pauvre* que les hommes de la classe moyenne étaient les pires ennemis de l'ouvrier, il en vint à se croire forcé de jouer éternellement le même rôle et de répéter ses anciennes déclarations, même si celles-ci ont été vidées de leur sens. Il pense échapper au reproche d'être un faux démocrate et désarmer ses ennemis en rompant toute attache avec Sturge et en reliant son attitude présente aux affirmations tranchantes de l'homme qu'il avait été. Pour ne pas paraître trahir son parti et son passé, pour ne pas en être soupçonné, il préfère se trahir lui-même, trahir les tendances auxquelles l'évolution naturelle de son esprit l'a conduit, tant il craint

de paraître illogique avec lui-même, tant a de prise sur les âmes les mieux trempées la frayeur d'être accusé de trahir la démocratie.

Le sentiment qui provoqua chez Bronterre un revirement qui serait autrement inexplicable peut être saisi facilement dans la protestation indignée que lui inspire l'appellation de " flatteur des classes moyennes ". Lors de sa discussion avec Feargus, dans la séance du 3 mai, le maître d'École du Chartisme avait dit :

" Je ne suis pas opposé au plan de M. Sturge tant que les sturgéistes ne nous font pas d'opposition, je suis partisan de la tolérance parfaite à l'égard de tout le monde ; je prétends que nous n'avons pas à intervenir contre leur organisation tant qu'ils n'interviennent pas contre nous ; ils ont le même droit que nous de former une association. Ils peuvent gagner à l'étendard du chartisme une partie de la classe moyenne sur laquelle nous ne pouvons pas avoir d'influence. Ce sont ces choses que je leur ai dites au meeting du Townhall à Birmingham; les whigs ont fait de moi un tel diable que des milliers de personnes viendraient écouter Sturge lesquelles ne voudraient jamais venir m'entendre ou entendre d'autres orateurs de notre parti. J'ai déclaré alors qu'étant donné cette circonstance aucun homme n'est aussi désigné pour conduire leur mouvement que M. Sturge. Le sens de ces paroles a été faussé, comme si j'avais dit qu'aucun homme n'était aussi désigné pour être à la tête de notre mouvement; et pour cette phrase j'ai été surnommé un adulateur de la classe moyenne. O Brien, un adulateur de la classe moyenne ! Mais cette accusation tombe sur moi comme un coup de tonnerre — comme une trombe de pluie ; car pendant 10 années je l'ai dénoncée comme classe ; et maintenant, parce que j'ai exprimé mon admiration pour la conduite de quelques hommes, je suis appelé un adulateur de la classe moyenne. "

Le 16 mai, au meeting de Birmingham, Bronterre se montre encore et pourrait-on dire de plus en plus préoccupé de se laver de l'accusation dont on a voulu le salir : "En ce qui concerne les histoires qui ont été avancées sur mon attitude à la conférence du suffrage complet, il y a eu une grande méprise et, loin d'avoir aucun rapport avec M. Joseph Sturge, je ne lui ai jamais dit un seul mot sauf en public." Et Bronterre explique ce qu'il a voulu dire en affirmant qu'il pensait que les sturgéistes rendraient un grand service à la cause chartiste, "cela à condition qu'ils nous laissent tranquilles :" "Naturellement on savait ce que cela signifiait, c'était que les Chartistes devaient s'en tenir à leur propre organisation et, en aucune manière, dissoudre leur propre association pour se joindre à une autre." Cette explication de son attitude et de ses paroles que donne après coup Bronterre n'est peut-être pas aussi fidèle qu'il veut bien le dire aux sentiments qui l'ont animés à la conférence sturgéiste ; mais elle lui a été probablement inspirée par la crainte qu'il a de paraître "un adulateur de la classe moyenne."

Quelles que soient peut-être ses secrètes sympathies pour l'alliance avec les sturgéistes, il renouvelle dans le *British Statesman* la même attitude prudente. Dans une lettre parue le

2 juillet dans ce journal (dont il est l'éditeur depuis le 25 juin), Bronterre se justifie d'avoir été à la conférence de Birmingham : " La conférence du suffrage complet a, sans adopter notre nom, donné une impulsion prodigieuse à notre cause. Je doute beaucoup que les sturgéistes aient pu faire autant pour nous s'ils avaient commencé par prendre eux mêmes le nom de chartistes..... Cependant ces hommes influents ont été exposés au mépris populaire parce qu'ils n'ont pas choisi d'être baptisés à notre façon. Et ce traitement leur a été infligé par des leaders chartistes...... de profession. Est-ce le moyen d'opérer des conversions à notre crédo " ? Le 16 juillet, l'article du *British Statesman* est encore approbateur ; mais, le 23, Bronterre critique l'affiche publiée récemment par le comité de l'Union pour le Suffrage Complet d'Edimbourg ; le 6 août, il critique l'association en faveur du suffrage complet pour avoir inutilement envoyé une adresse à la conférence de l'Anti Corn Law League ; cependant cet article conserve un ton sympathique et l'on sent que Bronterre aimerait à apporter un concours plus direct à l'alliance entre les classes ouvrières, le chartisme et les sturgéistes, s'il n'était pas dominé par la hantise de ce surnom " l'adulateur des classes moyennes " si bien inventé pour enchaîner son action.

Qui plus est le 6 août, la *Northern Star* publie

sous ce titre " Les réels sentiments de M. J. B. O'Brien sur la question de la prétendue union avec les classes moyennes " un extrait d'une lettre envoyée en secret par Bronterre à un ami écossais :

" Quant au projet d'union entre les classes moyennes et la classe ouvrière, c'est un rêve dans la lune ou plutôt le rejeton d'une ancienne entente entre certains *faux "chartistes" et leurs amis secrets, les manieurs de profits* ; c'est à cette respectable classe que les faux frères appartiennent eux-mêmes ou aspirent à appartenir. En ce qui concerne les honnêtes travailleurs, l'alliance sera une union d'éperviers et de passereaux ou de loups et d'agneaux ; les conditions sous entendues de cette union seront que les éperviers et les loups épargneront quelques passereaux et quelques agneaux, dans l'idée que ceux-ci les assisteront et les aideront à trouver un accès plus facile vers tous les autres passereaux et agneaux et à s'en rendre plus complètement maîtres ; c'est-à-dire de tous les membres de leurs classes respectives, sauf et excepté les quelques conspirateurs favorisés... Les seuls conspirateurs qui échapperont sont les quelques uns qui ont profité de la circonstance pour sortir de leur classe et s'être confortablement incorporés dans les classes " respectables " des chats et des loups. Telle est, mon cher XXX, l'histoire de toutes les prétendues unions entre la classe moyenne et la classe ouvrière et j'ai peu de respect pour l'intelligence de tout homme qui attend d'autres résultats de l'*union* actuelle. Il y eut de telles unions conclues entre la classe moyenne et la classe ouvrière, pendant la première révolution française, mais toutes donnèrent le même résultat, soit : la complète destruction des honnêtes leaders du peuple, l'édification de la fortune de quelques traîtres, l'asservissement complet des travailleurs qui furent assez bons pour avoir confiance en eux et l'accession des meurtriers de la classe moyenne de la société française à un pouvoir féroce et exempt de responsabilité. Le résultat sera le même ici si " l'union " continue. Les faux leaders

des chartistes s'en serviront pour détruire les leaders honnêtes. Le peuple sera plus que jamais voué à l'oppression — il s'en suivra du désappointement et du dégoût — ensuite de l'apathie et du désespoir et alors arrivera l'acte final, un accroissement de pouvoir pour l'oppresseur, un accroissemeut de misère (si c'est chose possible) pour l'opprimé. Une union entre la classe moyenne et la classe ouvrière, en vérité ! quelle impudente fourberie ! Comment les milliers d'honnêtes chartistes qui ont été persécutés et chassés de leur maison et de leur foyer, ou qui errent maintenant à travers les rues en haillons et sans un morceau de pain à se mettre sous la dent, comment pourraient-ils s'unir avec les conspirateurs qui ont fermé leurs usines ou les ont condamnés au chômage simplement parce qu'ils ont revendiqué leurs droits ? C'est dire des sornettes et des absurdités que de parler d'une union avec ces coquins jusqu'au jour où le suffrage universel sera adopté, jusqu'au jour où les deux classes se trouveront sur un pied d'égalité. "

Et l'extrait se termine par ces mots : " s'ils étaient d'honnêtes gens, ils l'auraient montré depuis longtemps ".

Cette lettre a-t-elle jamais été écrite par Bronterre et a-t-il autorisé son correspondant à en publier des extraits dans la *Star*, ce qui serait une véritable abdication du maître d'École du Chartisme en face des O'Connoristes ? Encore que cette lettre contienne les expressions dont s'était servi Bronterre pour caractériser les rapports entre les classes moyennes et la classe ouvrière, il est permis de douter de son authenticité et de supposer qu'elle est l'œuvre de la rédaction de la *Star* qui a su y glisser quelques tournures de phrases à la manière du célèbre journaliste.

Dans le *British Statesman* du 3 septembre, Bronterre dénonce les procédés d'O'Connor et affirme que celui-ci invente lorsque cela lui convient : " Feargus a publié dans la *Star* une prétendue conversation entre lui et moi à Birmingham qui n'a pas plus eu lieu qu'elle n'a eu lieu entre moi et l'homme dans la lune. Chaque phrase de cette conversation, fabriquée de toutes pièces, était calculée pour me déshonorer et me damner dans l'estime du parti chartiste, en me faisant jouer un rôle trompeur à la fois à l'égard de la conférence sturgéiste et des chartistes ".

Les concessions que Bronterre avait faites en conservant vis-à-vis du suffrage complet une attitude réservée au lieu de s'abandonner à son premier désir de contribuer au rapprochement, ne lui avaient donc même pas servi à se garantir contre les insinuations de Feargus et la mésestime que celles-ci lui avaient valu dans les milieux chartistes ; et Bronterre avait même été deux fois dupe de son ingénieux et malicieux adversaire. Car, tandis qu'il hésitait à se rallier franchement au mouvement du suffrage complet, Feargus opérait une savante évolution qui lui permettait de soutenir Sturge et l'alliance, après avoir dénoncé l'un et condamné l'autre.

Les divisions et l'impuissance de la seconde Convention n'empêchent pas Feargus O'Connor de féliciter, dans la *Northern Star* du 7 mai,

cette assemblée de sa composition : " combien différente, dit-il, de la Convention de la classe moyenne, des Atwoodistes des Cobbettistes et des Londonistes ! " Et, en effet, les Londonistes, car par là Feargus entend Lovett et ses amis de la W. M. A., ne sont pas là ; sur les 25 membres de cette seconde Convention sept seulement appartiennent à la première : ce sont Feargus O'Connor, Bronterre O'Brien, Mc Douall, Lawrence Pitkeithly, Robert Lowrey, Abraham Duncan et James Moir, c'est-à-dire en majorité des hommes de la classe moyenne. A côté d'eux se trouvent les membres du comité exécutif de la National Charter Association : James Leach, J. Campbell et Bairstow ainsi que Philp auquel sa courageuse opposition à O'Connor valut d'être chassé du comité exécutif.

Cependant, s'étant aperçue que l'alliance était sympathique aux classes ouvrières et qu'elle avait fait des progrès parmi les chartistes, Feargus O'Connor jugea contraire aux intérêts de sa politique de persister dans l'intransigeante hostilité qu'il avait affectée à l'égard de l'entente entre les classes moyennes et la classe ouvrière. Quels que soient les mobiles secrets auxquels obéit son inspirateur, la *Northern Star* va changer d'attitude et permettre à Feargus de soutenir Sturge. Ce revirement sera très habilement préparé et justifié préalablement par une théorie

qu'O'Connor va développer dans une série de lettres publiées, à partir du 18 juin, par la *Star*.

L'art d'O'Connor est toujours d'opposer à une théorie qu'il prétend fausse une théorie vraie, à une théorie contraire à la cause du peuple une théorie conforme aux vrais intérêts de celui-ci. Le rapprochement entre les classes moyennes et les classes laborieuses tel que le préconisent ses concurrents, Lovett, Bronterre O'Brien, est une duperie et n'est destiné qu'à faire le jeu des Lords du Coton, des profiteurs du Factory System, c'est-à-dire des pires ennemis de la classe ouvrière : car il n'est pas vrai de dire qu'il y a communauté d'intérêts entre les classes laborieuses et les classes moyennes. Seulement il y a classes moyennes et classes moyennes : il y a *middle classman* et *middling classman*, comme il y a démocrate et démocrate, petit bourgeois et bourgeois. Les hommes des classes moyennes ne forment pas, comme la classe ouvrière, une classe à intérêts communs, ils forment deux classes antagonistes, dont l'une a des intérêts contraires, mais dont l'autre a des intérêts conformes à ceux des classes laborieuses. Au-dessous de l'aristocratie de la Manufacture et de la Boutique, des gros industriels et des gros commerçants qui vivent de l'ouvrier et ont tout profit à l'asservir davantage, il y a le petit commerce, les petits

boutiquiers qui ont intérêt à l'accroissement des revenus ouvriers. C'est une thèse à peu près semblable que soutiennent aujourd'hui les radicaux socialistes.

Feargus s'adresse à "*la partie laborieuse des classes moyennes*" et il veut lui montrer que ses intérêts sont en harmonie avec ceux des ouvriers :

"Le parti qui dévalise le peuple est en train de vous dévaliser à votre tour. Vous savez que ceux qui spéculent heureusement sur le machinisme, les banquiers qui leur fournissent de la monnaie artificielle et les marchands qui spéculent sur le produit, vous ont dupés en vous faisant croire qu'ils constituaient une partie et un fragment de votre classe. Vos intérêts et les leurs sont opposés comme les pôles ; et cependant vous vous êtes joints à quelques vingtaines de politiciens spéculateurs au cri vain, insensé, illusoire de "Pain à bon marché"! vous vous êtes joints à eux, au lieu de vous joindre au peuple en train de réclamer sa juste part des bénéfices sur lesquels vous auriez prélevé aussi votre juste part de profit". Si l'on prend le cas d'un employeur de mille ouvriers qui réduit les salaires de 20 à 10 shillings par semaine, cette réduction n'aurait-elle pas pour effet de réduire de £. 26.000 par an la vente des boutiquiers "parce que toute l'économie va dans les poches du banquier, du gros marchand, du gros prêteur sur gages et du spéculateur. Les profits faits par les gros marchands et les banquiers et les profits faits par les travailleurs vont dans deux canaux très différents : les bénéfices de ceux-ci coulent à travers vos tirelires et sont le sang même du cœur qui remplit vos veines tandis que les profits de ceux-là sont gaspillés en fonds ou en achat de terres, maisons, actions de chemins de fer et autres spéculations".

Le 22 juin, la *Star* publie une seconde lettre de Feargus à "la partie laborieuse des classes

moyennes " et, le 2 juillet, un article intitulé : *le dénouement prochain*, *l'écrasement de la Shopocratie.* Le 9 juillet, nouvelle lettre *to the midling classes :* les petits commerçants forment une classe distincte dont la prospérité dépend du pouvoir de consommation des travailleurs.

" Je vous ai averti, il y a sept ans, que les progrès apportés aux machines seraient si grands, soutenus par l'appui capricieux et fragile de la monnaie fictive, que les grands et heureux spéculateurs arriveraient à monopoliser entre leurs mains tout le commerce du pays ; et j'appelle spéculateurs heureux ces individus auxquels ceux qui possèdent de petits capitaux ou un crédit étroit et limité ne peuvent tenir tête. La pauvreté actuelle de *toute la classe des petits commerçants* prouve qu'ils n'ont aucun intérêt commun avec ceux qui vivent sous un régime qui, bien qu'il nuise partiellement à quelques uns de ses propres membres, est néanmoins assez fort, même confiné dans quelques mains, pour ruiner toute la classe de ceux qui ne peuvent s'enrichir, prospérer ou même exister que sur la consommation. C'est mon avis qu'il y a maintenant plus de commerce entre les mains de quelques spéculateurs heureux qu'il n'y en a jamais eu, même quand le nombre des commerçants était beaucoup plus considérable ; d'un autre côté, les boutiquiers qui vivent sur la consommation peuvent se vanter de ne pas être des compétiteurs heureux. Supposez un patron qui emploie un millier de travailleurs réduits à un salaire de famine ; toute réduction dans leurs salaires n'entraînera-t-elle pas une réduction correspondante dans les bénéfices des boutiquiers ? Les manufacturiers et les grands patrons qui consacrent des capitaux à l'emploi du travail appartiennent actuellement à l'aristocratie de la richesse. Les ouvriers n'existent pour eux que comme producteurs ! Pour vous ils n'existent que comme consommateurs. Je vous répète que ceux qui produisent par un travail artificiel et ruinent par conséquent le travail manuel et qui s'adressent à un marché

étranger pour y trouver le débouché de leurs produits ont un intérêt à réduire les salaires tandis que tout boutiquier a un intérêt direct à ce que l'ouvrier reçoive la juste rénumération de son travail. "

On range à tort sous l'appellation des classes moyennes deux classes qui sont en réalité distinctes et dont une seule s'oppose à la classe ouvrière : c'est l'aristocratie de la richesse, l'aristocratie des grands patrons qui, considérant en l'ouvrier le producteur de main-d'œuvre, cherchent à le payer le moins cher possible et lui refusent la juste rénumération de son travail ; cette aristocratie s'oppose à la démocratie constitutée par les deux classes laborieuses, la classe laborieuse des travailleurs manuels et la classe laborieuse des petits commerçants qui considèrent au contraire en l'ouvrier le consommateur et ont intérêt à la hausse des salaires.

La *Northern Star* du 16 juillet 1842 publie un article " *Le Mouvement des classes moyennes et la vraie manière de s'en servir* " :

" Nous ne voyons rien dans le caractère et la conduite actuels des membres des classes moyennes qui ne les désigne clairement comme les mêmes politiciens et les mêmes " *sociétariens* " egoïstes, avides, rusés, lâches et malhonnêtes qu'ils ont toujours été. Nous voyons une grande différence entre accepter l'aide de la classe moyenne ou supporter qu'elle se serve de nous. Nous savons que pas un iota de la mesure intégrale qui est l'objet de nos justes revendications ne peut être supprimé sans compromettre les principes et que, si quelque honorable alliance pouvait se faire

entre nous et les classes moyennes, c'est par leur venue à nous et non pas notre venue à elles. Nous n'admettons pas l'idée d'un genre de conciliation qui nous amènerait à céder un seul point de nos principes ou à retrancher un mot de nos réclamations pour le droit. De là nos avertissements continuels au peuple contre le *Ballot*, le *Household suffrage*, l'agitation libre-échangiste et toutes les autres duperies des hommes de la classe moyenne, qu'ils soient whigs ou torys. Nous avons chanté toujours la même chanson, nous avons dit au peuple : " Restez où vous êtes, ne bougez pas d'un pouce, et, lorsqu'ils verront qu'ils ne peuvent pas nous attirer, il viendront à nous ". Dès que nous avons appris que les partisans du suffrage complet avaient accepté tout nos principes, mais avaient néanmoins refusé de faire cause commune avec nous, nous avons immédiatement exprimé l'opinion que nous répétons maintenant : que les membres de la conférence ont donné la preuve de leur propre déloyauté et que le peuple ne doit en aucun cas s'unir à eux. Comme dans notre article du 16 avril, nous répétons : " Le peuple ne doit pas se mettre en opposition avec les partisans du suffrage complet. Ils prétendent soutenir et servir nos principes, et, quand ils s'assemblent dans ce but, comme il semble que c'était le cas à Bristol (où un meeting a été troublé et où les chartistes ont fait de l'opposition), il faut leur permettre de le faire paisiblement et comme il leur plaît. Le devoir des chartistes à l'égard des partisans du suffrage complet est très clair : ils doivent, tout en évitant soigneusement de se joindre à eux et de prêter en aucun cas une aide active à leur groupe, éviter aussi soigneusment de leur faire la moindre opposition ou de leur causer le moindre ennui. Suivez tous les meetings et, tant qu'ils affirment sans compromission nos principes, n'y prenez pas part, laissez leur faire leur propre besogne, sans les aider, mais sans les molester. Mais, s'ils tentent une seule compromission, s'ils éludent ou étouffent quelqu'une de nos grandes revendications, ou s'ils essaient de les faire servir au " libre-échange " ou à l'abrogation des lois sur les céréales ou de la loi des pauvres, ou à quelque autre question isolée, ou bien, si les whigs ou les torys entrent en compagne contre les partisans du suffrage complet, alors que les chartistes fassent leur

devoir, que toute autre considération disparaisse devant l'unique considération de l'affirmation et du maintien des glorieux principes du Chartisme. C'est le seul moyen de faire servir le mouvement chartiste des classes moyennes aux intérêts de la cause. Que les chartistes agissent ainsi, et, si les classes moyennes sont sincères dans leur mouvement, elle constateront bientôt leur propre faiblesse et la nécessité absolue de mettre de côté leur dédain et d'aller au peuple pour acquérir la force de réaliser leur plan. Si elles ne sont pas sincères, elles seront vite clouées au pilori de leur propre honte et contraintes de révéler leur vrai caractère et de seconder malgré elles les efforts des hommes loyaux. Dans tous les cas, le peuple tirera du mouvement des classes moyennes le meilleur parti possible en se conformant simplement à la meilleure manière de s'en servir ".

Visiblement, en paraissant maintenir son ancienne position et en rappelant un article du 16 avril, la *Northern Star* du 16 juillet a maintenant une attitude moins hostile à l'alliance puisqu'elle admet que le peuple peut " accepter l'aide de la classe moyenne tout en empêchant que celle-ci ne se serve de lui ". L'évolution du journal est parallèle à celle d'O'Connor. Les lettres de Feargus O'Connor " à la partie laborieuse des classes moyennes " semblent avoir porté leurs fruits. Des manifestations se produisent en faveur d'un rapprochement entre le petit commerce et les chartistes. La première a lieu à Burnley où dans un important meeting la Charte est unanimement adoptée. Feargus prononce à cette réunion un grand discours :

" Je confirme mon assertion si souvent répétée que non seulement les classes ouvrières n'ont pas de répugnance pour une alliance avec les *middling classes* sur un principe, mais qu'elles en ont profondément le désir...... Quel pouvoir peut maintenant nous effrayer ? Quels ennemis peuvent nous vaincre ? Un instant seulement considérons les tristes ravages que le monopole des patrons avaricieux a causé à votre classe dans les Potteries ; huit mille hommes en grève résistent en corps aux menées des tyrans ; on vous dérobe ainsi votre profit sur le montant entier des salaires qu'ils devraient recevoir. N'est-il pas temps alors de jeter un regard sur les ruines que le machinisme et la législation de classe causent autour de nous ? Gentlemen, nous pouvons considérer que la charte est maintenant sur la grande route de sa réalisation. Il vous sera bien doux alors de penser que Burnley a été la première ville de l'Angleterre où l'alliance qui l'a scellée a été contractée. "

La réunion comprend les épiciers, les brossiers, les restaurateurs et les cabaretiers, les drapiers, les pharmaciens, les cordonniers, les marchands de thé, les papetiers, les tanneurs, les horlogers, les tailleurs, les selliers, les étameurs et les libraires. Une première résolution, présentée par un épicier et secondée par un tailleur, est adoptée :

" L'assemblée est d'avis que la législation de classe est la cause première de la misère actuelle et que l'on ne peut apporter de soulagement durable aux maux du petit commerce tant que le travail ne sera pas loyalement représenté à la Chambre des Communes ; nous nous engageons par conséquent à aider nos compagnons et camarades non représentés à apporter un changement organique à notre système représentatif. "

La réunion des boutiquiers de Burnley adopte également cette seconde résolution présentée

par un cabaretier et secondée par un prêteur sur gage :

" Un mémoire sera rédigé en conformité avec la précédente résolution et présenté à Sa Majesté pour la supplier de renvoyer de son conseil ses ministres actuels et d'appeler à ces fonctions des hommes qui s'engagent à faire de la Charte du peuple un article de leur programme. "

Feargus O'Connor achève son évolution en soutenant contre le tory Walter, propriétaire du Times, le candidat de l'alliance, Joseph Sturge ; à ses côtés, dans cette lutte électorale de Nottingham, vont se trouver ses plus violents disciples West, Thomas Cooper, Jones, Clark et aussi Mc Douall, membre du comité exécutif de la National Charter Association. La *Northern Star* ne sait de quelles expressions assez élogieuses entourer le nom du promoteur de ce " New Move " tant ridiculisé quelques mois auparavant.

Dès le Dimanche 31 juillet, les conférenciers chartistes, le Commodore Mead et West commencent la campagne en faveur de Joseph Sturge : " un homme plein de l'esprit de Dieu " dont " la sagesse, la prudence, la piété contrastent avec les législateurs d'aujourd'hui ", dit la *Star* du 6 août. Mead déclare qu'il connait " ce gentlemen depuis douze ans comme un chrétien doux, pieux, modeste, mais activement pratiquant ; comme philanthrope et comme

honnête homme, animé d'un esprit libéral, il n'a que peu d'égaux et aucun supérieur. " A la suite du discours de Mead, les sentiments populaires se manifestent par l'unanimité avec laquelle toutes les mains se lèvent au nom de Sturge. On chante un hymne chartiste et on distribue les brochures, circulaires et recueils de chants chartistes. On peut dire que la candidature de l'homme du suffrage complet est aussi une candidature chartiste ; des assistants s'inscrivent comme membres de la National Charter Association.

Le lundi matin, 1er août, Feargus O'Connor et Mc Douall arrivent de Londres par le train de quatre heures et à une heure et demie assistent à un meeting : pendant le discours West, on voit s'approcher Sturge et ses amis qui sont accueillis par de vigoureux applaudissements. Puis O'Connor prend la parole : " le grand chef de l'armée démocratique d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse et du pays de Galles lance le gant à l'ennemi, jette le défi aux agneaux bleus et s'engage à assurer la paix et le respect de la propriété dans la ville, insiste auprès du peuple sur la nécessité d'avoir une conduite ferme, sobre et vigilante et s'asseoit au milieu des acclamations prolongées et répétées de l'assistance. " Après lui parle Mc Douall, représentant du comité exécutif de la National Charter

Association. Puis Mead présente Sturge à l'auditoire avec force compliments, déclarant qu'il a l'honneur d'être son compatriote et qu'il est fier maintenant de l'appeler " son frère démocrate. " C'est au milieu des vivats que Sturge développe son programme et fait sa profession de foi :

" On s'est moqué de moi en m'appelant le quaker chartiste comme si les sentiments de nos amis et les sentiments des chartistes étaient opposés ;...... Je crois que les six points de la Charte du peuple sont fondés sur les lois éternelles de la Nature et de la Justice et sont en stricte conformité avec la loi du Christ. "

Feargus O'Connor demande alors la levée de mains en faveur de Sturge, puis, " avec sa comique drôlerie ", prie ceux qui sont pour Walter de montrer leurs langues. Mais, dit la *Star*, il n'est pas une langue qui remuât, pas même un chien assez bas pour remuer la queue en faveur du pauvre John : " O the Times! " Le soir à 7 heures, nouveau meeting de quarante mille personnes, si l'on en croit la *Star*. Mc Douall prononce " un long et éloquent discours absolument admirable ". Feargus O'Connor parle aussi très longtemps ; puis jusqu'à onze heures et demie, à travers les principales rues de Nottingham, une longue procession se promène, précédée par des chanteurs et des chanteuses

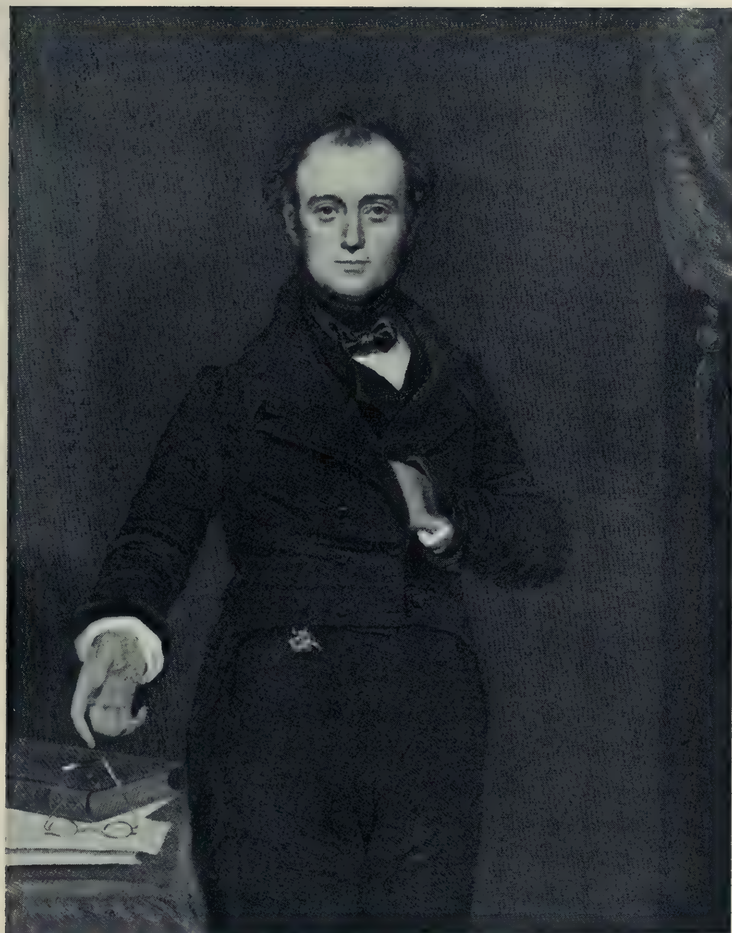
et conduite par Feargus, Mc Douall, Sweet, Langmire et Morrison.

A la bataille électorale contre le propriétaire du *Times*, les chefs chartistes devaient prendre une part ardente. Thomas Cooper fait de ces journées un récit dont les détails permettent de reconstituer les gestes révélateurs de nos acteurs chartistes et le mouvement même d'une élection populaire :

" Je fus présent à l'élection de Nottingham où les chartistes renversèrent soudainemeut leur politique et votèrent contre Walter en faveur du noble philanthrope Joseph Sturge. Feargus qui, de York Castle, avait prétendu qu'il fallait voter de préférence pour les torys vint à Nottingham et par ses discours encouragea les chartistes à soutenir Joseph Sturge. Dans la pensée d'apporter leur aide d'une façon ou d'une autre, Mc Douall, Clark et d'autres chartistes vinrent aussi. Les torys s'assurèrent la présence du redoutable Joseph Rayner Stephens. "

Ainsi réapparaît le révérend Stephens, ce conservateur social égaré un moment parmi les chartistes, mais auquel ceux-ci ne pardonnent pas sa désertion.

La nuit avant l'élection les torys amènent un chariot sur la place du marché et Stephens y monte pour haranguer la foule. Les libéraux avaient installé un autre chariot en face du premier à une distance de vingt yards à peu près. Joseph Sturge, Henry Vincent, Arthur O'Neill et d'autres amis de Sturge sont déjà sur



JO. RAYNER STEPHENS

leur chariot lorsque Feargus O'Connor et les autres leaders arrivent :

" Nous grimpâmes sur le chariot, dit Cooper, mais bientôt nous nous aperçûmes qu'il n'y aurait point de discours. La foule avait assailli Stephens des épithètes les plus méprisantes, déchirant son portrait qui avait été publié par la *Northern Star* et lui en jetant à la tête les morceaux déchirés. Stephens néanmoins, les lunettes sur le nez et les bras croisés, se tient silencieux, défiant majestueusement la foule. Les agneaux torys commencent à perdre patience parce que la foule ne veut pas entendre Stephens ; on voit leurs chefs, des bouchers principalement, vêtus de toile bleue, se former en troupe et bientôt attaquer la foule chartiste à coups de poings. La bataille est féroce et les agneaux torys forcent leur chemin vers notre chariot. M. Sturge, Vincent et ses autres amis quittent le chariot et c'était prudent. Notre rôle n'était pas de battre en retraite. Feargus attend que les agneaux torys se soient avancés plus près ; alors, jetant son chapeau sur le chariot, il s'écrie : maintenant, mes amis, en avant, il se jette parmi la foule et, avec lui, Mc Douall et Tom Clark ; et bravement ils combattent et font face aux bouchers torys. Ce n'était pas une bagatelle que de recevoir un coup des poings d'O'Connor, car il les jetait *comme on lance les boules au jeu de quilles* ainsi qu'il le disait lui-même. Un moment les agneaux torys firent le vide autour de lui, écartant tous ceux qui l'entouraient, et le renversèrent ; et mon cœur trembla, car je pensai qu'ils allaient le tuer. Mais en quelques instants sa tête rouge émergea de nouveau des flots humains déchaînés et il se fraya un chemin en combattant comme avant. Je ne quittai pas le chariot, non plus qu'un autre leader chartiste qui avait été dans la Marine, le Vieux Commodore ou Commodore Mead : " Cooper, me dit-il, je pense que nous ferions mieux de ne pas quitter le chariot. — Non, répondis-je, vous resterez près de moi, Commodore, je jouerai le rôle de l'Amiral et nous garderons le vaisseau. Ainsi nous restâmes, à regarder la bataille. Soudain, je vis Stephens décroiser les bras et oter ses bésicles pour voir qui

s'approchait de lui : c'était Mc Douall qui depuis longtemps avait contre lui une violente rancune personnelle. Stephens ne resta pas une minute de plus, mais tourna le dos, enjamba le chariot de l'autre côté, se fit un passage hors de la foule et gagna une boutique amie. O'Connor et les siens finirent par mettre en fuite les torys : accueillis par trois vigoureuses salves d'applaudissements, ils sautèrent sur le chariot et, après que Feargus et Mc Douall eurent harangué la foule, celle-ci se dispersa. "

Le jour de l'élection, Feargus O'Connor et Henry Vincent haranguèrent le peuple: " Jamais en aucune occasion je n'ai entendu Feargus déployer, dit Thomas Cooper, une plus grande connaissance de la science politique, si j'ose ainsi m'exprimer, et le discours de Vincent fut charmant et fleuri ". Joseph Sturge parla aussi et, lorsqu'il se retourna vers le vieux tory Walter, assis près de lui, " on aurait pu entendre une épingle tomber ". Le philanthrope de Birmingham supplia son adversaire de se rappeler que la mort était proche et qu'il aurait bientôt à rendre compte de sa vie devant le trône du Juge Éternel. Cooper affirme qu'il vit alors, pendant que Walter écoutait les paroles de Sturge, " sa mâchoire inférieure s'affaisser et sur sa face passer comme un éclair l'expression d'une conscience épouvantée ". " Je ne m'étonnai pas du silence de la foule et je vis l'horreur peinte sur tous les visages. "

Le comité de Sturge avait bonne confiance et espérait que son candidat l'emporterait. Feargus

O'Connor, accompagné de Mc Douall, Clark et Cooper était allé à la permanence du Comité et Thomas Beggs et quelques autres avaient déclaré qu'ils étaient sûrs de l'élection de Sturge. Il fut convenu cependant entre Feargus et ses compagnons qu'il serait bon de veiller pendant la nuit afin d'empêcher les agents des torys de se glisser par ruse, de ci de là, pour essayer de corrompre les électeurs. O'Connor déclara qu'il ne voulait pas dormir :

" Nous allons faire la parade à travers la ville, dit-il à Cooper, et vous conduirez le chant. Ainsi au matin, nous serons prêts à nous emparer des bureaux de vote afin que les premiers votes puissent être pour M. Sturge : *cela* est toujours le moyen le plus sûr pour gagner une élection. " Et " nous fîmes, dit Cooper, la parade à travers la ville en chantant : *Le lion de la liberté est sorti de sa caverne* (un chant qui m'a été attribué, mais dont je n'ai jamais écrit une ligne : c'est l'œuvre d'une chartiste galloise) et aussi :

" Nous ne rentrerons pas à la maison jusqu'au matin, jusqu'à ce que Walter ait fui bien loin.

Nous ne rentrerons pas à la maison jusqu'au matin, jusqu'à ce que Sturge ait gagné la journée. "

Et Cooper ajoute philosophiquement :

" Si folles sont les démarches des hommes en temps d'élection ! J'ai vu les hommes les plus graves et les plus sobres faire les choses les plus extravagantes et les pires sottises à ces moments-là ; et par suite, je ne puis m'étonner de les avoir fâites aussi moi-même. "

A deux heures du matin, les Chartistes vont réveiller Joseph Sturge et le font sortir du lit.

Ce bon candidat se tient en chemise à la fenêtre de sa chambre tandis que ses partisans poussent trois acclamations en faveur de son succès et trois grognements contre Walter ; puis on lui souhaite le bon jour. A trois heures, Feargus dit à Cooper : "Comment vous sentez-vous, Cooper, joliment bien ? " Son admirateur lui ayant répondu qu'il allait assez bien, " alors, reprend Feargus, je m'en vais faire un somme, car je me sens tout endormi ; mais veillez à ce que nos hommes ne se dispersent pas, je serai de retour auprès vous avant que les bureaux de vote soient ouverts. "

La *Northern Star* raconte qu'à 3 h. 1/2 du matin la garde chartiste s'élance à la poursuite des escarmoucheurs bleus qui ont enlevé un électeur, un gentleman d'un certain âge, à l'œil gai, à la démarche incertaine, aux pas mal assurés. En moins de deux minutes, la prise est entre les mains des chartistes et est reconduite en sûreté à sa propre maison ; sa femme tout alarmée jette la clé par la fenêtre, les chartistes ouvrent la porte et restent jusqu'à ce qu'elle soit bien fermée à l'intérieur, après quoi, ayant reçu, les remerciements de l'électeur délivré et de sa femme, ils placent une garde de six vigoureux compagnons à l'entrée en leur donnant les ordres les plus stricts afin qu'aucune intrusion ne soit possible de la part de l'ennemi. Et peu après les

chartistes sont appelés dans un autre lieu où " un électeur qui avait été assiégé pendant toute la nuit par l'ennemi fut vite rendu à la liberté grâce au baton chartiste et reçut pour le protéger une garde imposante ". Dans leurs pérégrinations, les chartistes rencontraient des magistrats torys, des capitaines torys, des agents torys, des assomeurs et des joueurs de gourdins torys, sortant de leurs guets pour voler dans toutes les directions jusqu'à ce qu'avec le petit jour parussent les bouchers, poissonniers et boulangers bleus.

Cependant Feargus ne revient pas et Cooper se voit peu à peu abandonné et réduit à conduire une poignée de pauvres chaussetiers amaigris, décharnés, à moitié morts de faim, de misérables ouvriers de Sutton in Ashfield, pour la plupart. Avec ces quelques fidèles, il se trouve près des bureaux de vote à 5 heures, mais vers six heures les électeurs du candidat tory commencent à affluer sous la farouche protection des bouchers armés de vigoureux gourdins : en face de ces agneaux, que pouvait faire Cooper avec sa petite troupe de pauvres diables ! " Allons nous commencer la bataille et devons nous les jeter dehors ? demande vaillamment à Cooper un des pauvres chaussetiers. Nous sommes prêts à le faire si vous dites un mot. — Non, répond Cooper, ils auraient bientôt fait de

défoncer quelques-unes de vos pauvres figures ou de vous briser quelques membres. Vous n'avez pas la force de tenir tête à ces individus. Vous ferez mieux de rentrer chez vous et de vous coucher et j'irai au Comité de Sturge. " Au Comité, Cooper dit à Thomas Beggs, le secrétaire de l'association en faveur du suffrage complet, que les torys auraient les premiers votes. " Peu importe, déclare encore un des membres du comité, *nous sommes sûrs de l'élection.* — Mais, réplique Cooper, si Walter reste en tête du vote jusqu'à midi, les irrésolus iront voter pour lui au lieu de voter pour M. Sturge". Sur ce Cooper, " *trouvant qu'il était inutile de leur parler raison* ", les laissa pour aller à la recherche de Feargus : " Mais je trouvai, ajoute-t-il, qu'il était retourné à Londres, et je ne pus davantage mettre la main sur aucun autre de nos hommes. L'affaire tourna comme je l'avais dit, Walter se tint en tête du vote jusqu'à midi et alors les irrésolus se dépêchèrent de voter pour lui. Joseph Sturge succomba alors qu'il eût pu l'emporter si nos amis avaient occupé les bureaux de vote dès le matin. " Walter l'emportait avec une majorité de 84 voix, 1885 contre 1801. Quarante quatre cabaretiers avaient voté pour lui par dépit contre la propagande anti-alcoolique de Sturge et sous la menace que les magistrats whigs leur avaient

faite de leur retirer leurs licences. Et l'on peut même se demander si, par une disparition opportune et intentionnelle, Feargus n'avait pas contribué à l'élection de Walter, si son absence singulière et inexplicable au moment critique n'avait pas été un moyen, le seul dont il disposait, de collaborer au succès de celui dont il avait été l'année précédente l'allié et qu'il aurait laissé élire volontairement.

Quoi qu'il en soit, Sturge n'était pas élu, mais l'alliance était contractée, et elle semblait l'être très fortement, cimentée par la participation vigoureuse des leaders chartistes les plus notoires à la lutte électorale. Par sa présence et par son action ostensible en faveur de Sturge contre le candidat tory qu'aux élections du mois d'août 1841 il avait conseillé à ses sectateurs de soutenir, Feargus O'Connor consacre l'union entre les chartistes et le candidat du suffrage complet, c'est-à-dire aussi entre les classes ouvrières et les classes moyennes. Aussi, dans son compte-rendu de l'élection, la *Northern Star* du 13 août célèbre en termes dithyrambiques l'alliance, déclarant que " le plus grand triomphe moral qui ait jamais été remporté en Angleterre est cette défaite numérique : 1801 hommes braves et sincères *ont voté pour Sturge et pour la Charte.* "

Le même jour, la *Northern Star* publie une lettre de Feargus O'Connor aux " *Middling*

classes " dans laquelle il explique son attitude à l'élection des Nottingham et où il dit :

" Cette union avec la classe des travailleurs que vous avez si longtemps fait profession de désirer est maintenant en votre pouvoir, après les circonstances et le résultat de l'élection de Nottingham. La question qui se pose à vous est de décider, comme collège électoral, si vous voulez vous joindre tout de suite à la seule force capable de parachever vos libertés et votre bien-être ou si vous voulez encore rester attachés à un parti bas et sans pudeur qui fera de vous des dupes et des faillis pour servir ses propres desseins égoïstes... Vous qui êtes des maîtres possédant un capital raisonnable, des boutiquiers et des spéculateurs laborieux, vous recherchez un bon commerce intérieur, avec une vente active et un léger profit ! Le travail demande un salaire journalier normal pour un travail journalier normal. Vos ennemis sont les mêmes. Ils ne sont puissants qu'à la Chambre des Communes. Ne permettez pas aux Léviathans du Commerce de vous désunir alors qu'ils vivent de votre désunion. Que l'industrie honnête serre la main au travail honnête et la puissance inconstitutionnelle d'une faction sera chassée par votre souffle puissant comme les brins de paille par le vent. En avant donc, mes Braves, Burnley vous a donné noblement l'exemple et Nottingham l'a bravement suivi. Que votre cri soit " home, sweet home, industrie honnête et travail honnête unis contre le monde en armes ! "

L'idéal des initiateurs du Chartisme, le rêve, formé par Lovett et ses amis sous l'inspiration de Francis Place, de constituer un grand parti démocratique s'appuyant sur les classes laborieuses et les éléments les plus avancés des classes moyennes semblait prêt à se réaliser ; car le plus grand obstacle que ce projet avait rencontré était l'opposition de Feargus O'Connor

et voilà que celle-ci s'était transformée en un concours actif apporté à l'alliance par le tout puissant démagogue.

III

Le 5 août les ouvriers d'Ashton abandonnent leurs ateliers et la grève se répand très rapidement dans les districts environnants ; elle s'accompagne de ses manifestations habituelles : les grévistes forment des processions et vont d'une usine à l'autre, gourdin au poing, pour arrêter le travail, usant parfois de violence comme à Stockport où, devant le refus de Bradshow de leur ouvrir les portes de sa fabrique, ils enfoncent les carreaux, forcent les grilles et bâtonnent le patron récalcitrant ; ils vont brisant les machines et tirant les bouchons des réservoirs, d'où le nom de « Plug Plot », donné en Lancashire aux grèves de ce mois d'août 1842. Dans les Potteries, à Stockport, à Blackburn, à Preston, il y a des émeutes. A Preston les ouvriers accueillent par une pluie de pierres les constables et les soldats que les autorités ont fait sortir pour protéger la liberté du travail ; les femmes fournissent de projectiles les grévistes qui deviennent bientôt menaçants. Le maire, après avoir lu le Riot act, donne l'ordre de tirer : alors ce sont des tués et des

blessés. Parmi les mineurs des Potteries, par ses discours révolutionnaires, Thomas Cooper provoque des désordres. Arrivé à Hanley le 13, il parle à Fenton, à Longton, à Hanley et ses harangues déchaînent les instincts des mineurs : à Longton, la cave du révérend Vale est vidée et, de sa maison incendiée, les flammes gagnent les maisons voisines. La grève atteint son maximum le 16 août ; le 20, elle est en décroissance, et le 27, la *Northern Star* dit que d'après ses reporters un grand nombre d'ouvriers sont déjà rentrés.

Le 7 août, deux jours après le commencement de la grève, le meeting de Mottram Moor avait adopté la résolution suivante : " tout travail doit cesser jusqu'à ce que la Charte soit devenue la loi du pays ". Dans le courant de la semaine, la même résolution est adoptée dans presque toutes les grandes villes du Lancashire : " des milliers et des milliers de mains, (dit Thomas Cooper), s'étaient levées en sa faveur ". A Manchester, à Stockport, à Staleybridge, à Ashton, à Oldham, à Rochdale, à Bacup, à Burnley, à Blackburn, à Preston, à Henley où, le 15 août, 10.000 auditeurs acclament la motion du conventionnel John Richards l'ancien représentant du Staffordshire au Parlement du peuple. Et, tandis que la grève se généralise en Lancashire, en Yorkshire et en Staffordshire, se tient à Man-

chester une conférence de délégués " des différentes professions, élus par leurs métiers respectifs ". Le jeudi 11 août, au Carpenter's hall, cette conférence conforme son attitude à celle des meetings populaires et vote les résolutions suivantes publiées dans la *Star* du 13 :

" Nous ne voulons sanctionner aucune démarche illégale ou immorale. Nous repoussons et conjurons la conduite passée et présente des employeurs qui vont réduisant les salaires et privant les travailleurs des moyens de subsistance et ainsi détruisent le commerce intérieur ; mais, en même temps, nous ne pouvons pas sanctionner la conduite de ces individus qui vont ça et là détruisant la propriété en se livrant à la violence. L'opinion de cette assemblée est que, tant que la législation de classe ne sera pas entièrement abolie et tant que les principes de l'union des travailleurs ne seront pas instaurés, le travailleur ne se trouvera pas en position de jouir du fruit de son travail. L'opinion de ce meeting est que, si la Charte devient la loi du pays, elle contient les éléments de la justice et de la prospérité, et nous nous engageons à ne jamais abandonner nos revendications jusqu'à ce que ce document devienne un acte législatif. Cette assemblée nommera un comité chargé d'entrer en communication avec les autres metiers pour essayer, s'il est possible, d'assurer une union plus générale avant de mettre en pratique aucune mesure pour redresser nos griefs. Un comité sera aussi nommé afin de rédiger une adresse à tous les travailleurs pour leur montrer les maux qui accompagnent la réduction des salaires. Les résolutions adoptées à ce meeting seront publiées, placardées et affichées dans différentes parties de la ville et des environs. Les délégués réunis ici s'engagent à ne pas retourner au travail jusqu'à ce que la décision de l'ensemble des métiers de Manchester soit connne. "

Le lendemain, le vendredi 12, à midi, deux cents délégués de Manchester, du Lancashire,

et du Yorkshire sont présents " enthousiastes et unanimes dans leurs sentiments. " Les tisserands considèrent que de nombreux meetings sont d'avis de cesser le travail jusqu'à ce que les salaires soient fixés au taux de 1840, faute de quoi ils marcheront pour la Charte du Peuple. Les tailleurs et les cordonniers pour hommes expriment la même opinion ; ces trois métiers subordonnent leurs intentions chartistes à la question des salaires. Les cordonniers pour femmes n'arrivent à aucune conclusion. Mais les ouvriers des teintureries affirment que, si leurs salaires sont supérieurs à ceux qu'ils touchaient en 1839, ils n'en réclament pas moins la protection que leur assurera la Charte. Les briquetiers, les menuisiers, les charpentiers et d'autres métiers encore reconnaissent qu'ils tiennent ferme, non pas pour les salaires mais pour la Charte, et l'assemblée adopte les résolutions suivantes :

" Nous, les délégués représentant les différents métiers de Manchester et des environs, et les délégués des différentes parties du Lancashire et de la Yorkshire, nous déclarons *solennellement* que la conviction *solennelle* de notre conscience est que tous les maux qui affligent la société et qui ont porté atteinte aux intérêts et abattu les énergies du grand corps des classes productrices naissent uniquement de la législation de classe, et que le seul remède à l'alarmante détresse de l'heure présente et à la misère, qui, s'étend au loin, est l'adoption immédiate et intégrale et la promulgation de la Charte du peuple. Cette assemblée recom-

mande au peuple de tous les metiers et de toutes professions de continuer la grève jusqu'à ce que la Charte soit devenue la Loi du pays ".

Le meeting accentue donc encore son attitude le 12 et le samedi 13, en adoptant de nouvelles résolutions dans le même sens, résolutions reproduites par la *Northern Star* du 20 août "*Justice, Paix, Loi, Ordre*" :

" Nous délégués des différentes professions de ces importants districts, ayant tous été légalement et loyalement élus par nos différents métiers respectifs, nous nous sommes de nouveau assemblés aujourd'hui en Conférence solennelle, après avoir reçu de nos constituants le pouvoir nécessaire pour garder et défendre les intérêts du peuple que nous représentons. Nous vous supplions ardemment de ne pas vous laisser égarer par nos ennemis, mais de rester fermes dans votre intention de maintenir vos justes droits tels qu'ils sont exposés dans les résolutions rédigées par l'assemblée des Délégués au Carpenter's hall le 11 et le 12. Nous vous demandons de procéder rapidement à l'élection de vos mandataires à la grande Conférence de Délégués qui doit avoir lieu Lundi. Nous nous engageons très solennellement à persévérer dans nos efforts jusqu'à ce que nous ayons complètement émancipé nos frères des classes ouvrières et des classes moyennes de l'esclavage du Monopole et de la Législation de classe par la promulgation de la Charte du peuple. Les métiers d'Angleterre ont fait passer le Réform Bill, ils feront passer la Charte ".

Il est à noter que, dans cette déclaration, les délégués des métiers parlent d'émanciper leurs frères des classes laborieuses et des classes moyennes (Middling Classes) ; on peut donc croire que la récente propagande de Feargus et

des leaders Chartistes en faveur d'une alliance avait pénétré jusque dans les métiers et que l'idée avait été acceptée par les masses ouvrières. Le 15, dans une nouvelle réunion, chaque délégué expose l'opinion de ses constituants et les instructions qu'il en a reçues. Des opinions différentes sont exprimées par les représentants de milliers de travailleurs quant à l'objet précis et essentiel de la grève :

" Un certain nombre et c'était la majorité, dit le compte rendu de la *Star* du 20, avaient reçu des instructions pour rejeter tous les motifs secondaires et peu importants de revendication et pour déclarer que leur résolution était de maintenir la grève dans le seul dessein d'obtenir la Charte, objet pour lequel ils étaient décidés à la faire durer jusqu'à la dernière extremité. D'autres, venus principalement de Staleybridge et d'autres localités dans lesquelles la grève avait commencé, avaient reçu pour instructions de déclarer que leurs constituants la considérait seulement comme une grève de métiers, une question de salaires et de défense des droits professionnels ; tandis qu'un nombre considérable de localités, sans exprimer aucune opinion personnelle, affirmaient par la voix de leurs délégués leur empressement à soutenir leurs frères dans toute lutte qui serait jugée opportune et à se conformer par conséquent à la décision de ce meeting. "

Etaient présents 85 délégués, représentant les différents métiers de Manchester et la plupart des villes et villages situés à vingt milles de là. La grande question agitée parmi eux semble avoir été si la lutte serait une simple lutte économique ou une lutte politique. Sur les 85 délégués, 58 se prononcent pour la grève générale politique,

7 pour la grève économique, 19 se déclarent prêts à se conformer à la décision du meeting ; enfin le représentant des maçons de Manchester dit que ses constituants étaient tous individuellement pour la Charte, mais qu'il n'avait pas reçu de mandat du groupe pour voter en ce sens.

Le mardi 16, 141 délégués sont assemblés à dix heures du matin au Hall of Science. Le délégué des ouvriers relieurs propose la résolution suivante :

“ D'après les rapports faits devant les délégués, il est évident qu'une grande majorité de travailleurs dans ces grands districts industriels désire que la Charte du peuple devienne la loi du pays ; conformément à cette opinion il est nécessaire, au point où en sont les événements, qu'une décision définitive intervienne au sujet de la future ligne de conduite que les classes ouvrières auront à adopter immédiatement, et sur la question de savoir si le travail doit être suspendu plus longtemps ou s'il doit être repris. ”

Cette résolution est adoptée à une forte majorité.

Une seconde résolution est présentée par Josuah Malary :

“ Que les délégués du peuple actuellement assemblés recommandent à leurs constituants d'adopter tous les moyens légaux de faire passer la Charte du peuple ; qu'ils envoient des délégués dans toutes les parties du Royaume pour essayer d'obtenir la Coopération de la classe moyenne (middle) et de la classe laborieuse pour ce même objet et qu'ils cessent tout travail jusqu'à ce que la Charte devienne la loi du pays. ”

Cette résolution est mise en discussion. Le délégué de Glossop dit qu'à tous les meetings qu'il a suivis, — et il a assisté à beaucoup, — le peuple à voté "pour un bon salaire journalier en rénumération d'un bon travail journalier et surtout pour la Charte qui garantirait à l'avenir un tel salaire". Le délégué croit que, si les classes ouvrières arrivent en général à la même conclusion, les boutiquiers leur prêteront leur appui. Le délégué d'Hyde se déclare pour la Charte qui procurera de bons salaires et les garantira. Il a voyagé à travers tout le royaume et l'expérience lui a appris que l'opinion qui prévaut parmi les ouvriers est favorable en général à la Charte, si une occasion se présente de l'obtenir ; or il n'y en a jamais eu une meilleure que celle d'aujourd'hui, par conséquent le meeting des délégués, le Comité exécutif et les classes moyennes doivent s'unir et la saisir. On lit alors la résolution des manufacturiers réunis à King Street le jour précédent, le 15 août, et qui avaient décidés que les usines de Salford et de Manchester ne seraient pas ouvertes avant que les ouvriers aient signifié leur désir d'y retourner travailler.

Le secrétaire déclare que la Conférence Chartiste vient justement de lancer un appel au peuple pour l'inviter à faire grève. Un délégué d'Oldham, représentant de mille à quinze cents

ouvriers, dit que ses constituants se sont déclarés avec enthousiasme en faveur de la charte. Un nommé Fielding, des environs de Lees, représentant les dévideurs, dit qu'il a mis à l'épreuve le groupe qui l'a élu et qu'il l'a trouvé très favorable à la grève économique. Deux délégués de la même région disent que les ouvriers sont en masse pour la Charte parce qu'ils sont sûrs que, s'ils reprennent le travail sur l'invitation des manufacturiers, ceux-ci réduiront les salaires avant une semaine, dès qu'ils auront repris le travail. Le délégué des tailleurs de futaine est favorable à la Charte. Le délégué des cordonniers de Lees dit qu'il doit informer l'assemblée que les ouvriers de son village sont décidément en faveur de la réforme des salaires et pour la Charte qui doit les garantir. Le lien entre la Charte et la protection du salaire se manifeste donc dans la plupart des discours et les délégués expriment ici la raison profonde de la popularité conquise par le Chartisme dans les milieux ouvriers.

Le délégué de Mossley insiste fortement en faveur de la grève économique. Le délégué des ouvriers de Patricroft dit qu'il reçoit 27 shillings par semaine et que ses camarades ouvriers n'ont pas quitté le travail pour une augmentation de salaire : il est absurde de parler de salaires alors qu'il est aussi facile d'obtenir la Charte qu'une

augmentation de salaire. Le délégué de Rochdale déclare que les meetings de cette localité ont été très nombreux et se sont montrés déterminés à *n'exiger* rien de moins que la Charte. Un autre délégué dit qu'il représente huit mille personnes qui lui ont donné pour instructions de voter pour la grève et de déclarer qu'ils resteraient en grève jusqu'à ce qu'ils aient obtenu la Charte.

Le meeting est interrompu par la nouvelle que le commissaire de police est à la porte de la salle et que la force armée est prête à disperser la réunion. Le président discute avec le commissaire et affirme que le meeting est parfaitement légal ; le commissaire et les autorités quittent la salle. Le président met aux voix la résolution qui est adoptée par 120 voix.

Le mercredi 17, lit-on dans la *Northern Star* du 20, "tout est calme, on n'entend aucun bruit de machine, les fabriques sont silencieuses et les ouvriers se promènent tranquillement à travers les rues. Officiers, soldats et magistrats sont activement occupés. La ville a repris son aspect normal."

Les Chartistes vont-ils profiter de l'état d'esprit qui s'est manifesté dans les meetings et les réunions des délégués au Carpenter's hall de Manchester ? Ont-ils été les machinateurs de ce mouvement de grève générale ?

Le 15, Feargus O'Connor avait quitté Londres pour assister à une réunion commémorative en l'honneur d'Henry Hunt et, le 16, il retrouvait à Manchester Thomas Cooper et d'autres leaders Chartistes, Mac Douall, Leach, Bairstow qui, avec Campbell, formaient le conseil exécutif de la National Charter Association : "Ceux-ci me dirent, raconte Th. Cooper, que Feargus était à Manchester et qu'ils espéraient qu'il se trouverait au meeting de l'après-midi qui devait se réunir dans une public house. Feargus y vint, mais pour dire qu'il n'était pas prudent de tenir la Conférence en ce lieu ; il fallait trouver un endroit plus sûr pour le soir et il valait mieux que nous nous séparions. Tous nous pensâmes qu'il semblait avoir peur. Dans les rues il y avait des signes non douteux d'épouvante de la part des autorités. Des régiments de cavalerie parcouraient les lieux les plus fréquentés et des pièces d'artillerie tirées par des chevaux les accompagnaient. Le soir nous tînmes une réunion dans la Chapelle du Révérend Schofield. Feargus O'Connor, les membres du comité exécutif et un nombre considérable de délégués étaient présents : il fut convenu qu'on ouvrirait la conférence le lendemain matin à 9 heures."

Le mercredi 17 Août, il y a près de soixante délégués présents à la conférence ; James Arthur de Carlisle est élu président. Chaque délégué

décrit la situation de son district et il est évident, selon Cooper, que "tous désiraient ardemment empêcher le peuple de reprendre le travail et qu'ils croyaient que le moment était venu de tenter avec succès de paralyser le gouvernement." Mac Douall se lève et au nom de l'Exécutif propose que la conférence recommande l'adoption générale de la résolution déjà acclamée à de nombreux meetings du Lancashire. Après quelques autres orateurs qui avaient tous parlé en faveur de la grève générale, Thomas Cooper déclare :

"Je voterai la résolution parce qu'elle signifie combattre et que la grève mènera au combat ; l'extension de la grève sera suivie d'une révolte générale que les autorités essaieront de réprimer ; mais nous devons leur résister, il n'y a plus rien maintenant à attendre que de la force physique. Nous devons conduire le peuple au combat ; les travailleurs, s'ils sont unis, seront irrésistibles."

Quelques applaudissements, mais aussi des murmures se font entendre. Mooney de Colne, Christopher Doyle et un ou deux autres délégués approuvent avec chaleur les paroles de Thomas Cooper et déclarent qu'ils sont pour la grève parce qu'ils sont pour le combat, et voici Feargus O'Connor qui va sans doute appuyer les thèses de celui qui ne jure que par lui :

"Je ne crois pas qu'il y ait à la conférence un homme plus brave que M. Cooper, et je ne doute pas qu'il soit prêt à faire ce qu'il conseille aux autres. Mais nous ne sommes pas ici pour

parler combats... Nous nous sommes réunis pour délibérer sur les moyens à employer pour que la Charte devienne la loi de ce pays. On propose de généraliser la grève. Tenons-nous en à la résolution précédente. "

En réalité Feargus est très hésitant et n'ose pas se prononcer nettement, mais il a dans l'assemblée un de ses serviteurs, le Révérend William Hill, tout désigné pour exprimer la secrète pensée du maître et qui, sans compromettre celui-ci, va la mettre à l'épreuve du vote :

" J'admire, dit Hill à Cooper, la claire intelligence qui vous a amené à proclamer si résolument que la grève voulait dire le combat. Mais je m'étonne qu'avec une compréhension si claire de la réalité, vous songiez à combattre. Combattre ! le peuple n'a rien pour combattre et serait fauché par l'artillerie s'il essayait de combattre. La grève est l'œuvre de l'Anti Corn Law League et nous ne serions que ses instruments si nous aidions à la prolongation ou à l'extension de la gréve ; les seuls résultats seraient un plus grand désastre et de plus profondes souffrances. "

William Hill dénonce la grève comme une grande folie et une grave erreur et demande à la Conférence de la désapprouver entièrement. Richard Otley de Sheffield parle dans le même sens :

" Je suis étonné, dit-il, d'entendre mon ami Cooper parler de combattre. Comment peut-on s'attendre à voir combattre de pauvres tisserands affamés ? Et qu'ont-ils donc pour combattre ? Avez-vous calculé que, si nous tentions de former des bataillons pour le combat, les travailleurs auraient besoin de vivres et de vêtements, ils auraient besoin d'armes, de poudres et de balles ;

ils auraient probablement à bivouaquer dans les champs, et, de toute façon, pouvez-vous espérer tous ces efforts de pauvres tisserands ? Cela achèverait de les tuer rapidement. "

L'accusation portée par Hill contre l'Anti Corn Law League et le texte même de son amendement prouvaient qu'il avait été le porte parole de Feargus. L'amendement proposé par l'ancien ministre Swedenborgien était ainsi rédigé :

" Les témoignages apportés devant cette conférence par les différents membres qui la composent ne l'autorisent pas à recommander maintenant au peuple aucune grève générale ou Holiday National ou à mêler le nom et le mouvement Chartistes avec la grève actuelle pour le relèvement des salaires, existant dans certains districts et provoquée, comme le croit cette conférence, par l'Anti Corn Law League ; car elle ne voit aucun moyen pour faire de cette grève un effort heureux pour obtenir la Charte du Peuple ; mais en même temps, la conférence sent une profonde sympathie pour nos frères opprimés, actuellement en grève, admire l'esprit d'énergie et le patriotisme avec lequel les métiers de Manchester et d'autres lieux se sont déclarés en faveur de la Charte et exprime son ardent espoir que les énergies de ces Associations et des autres associations populaires ne cessèront pas de se déployer avec une ardeur et une détermination croissantes jusqu'à ce que la promulgation de ce document soit assuré. "

George Julian Harney apporte à cet amendement un concours inattendu, qui devait scandaliser de la part de cet " Ami du peuple " toujours prêt aux mesures extrêmes. En parlant de cette intervention, Thomas Cooper s'écrie : " lui,

Julian, le célèbre évocateur de l'âme de Marat, de Danton, de Robespierre, aux temps anciens de la première Convention ! Julian, le protagoniste infatiguable et éternel de la force physique!" " Quoi voilà Julian converti au bluff de la force morale ! " s'écrient les partisans de la grève. Malgré cet appui inespéré, l'amendement l'éditeur Hill ne devait réunir que six voix, tandis qu'une très forte majorité allait voter la résolution originaire :

" Bien que les Chartistes n'aient pas provoqué l'arrêt actuel du travail, les délégués venus à cette conférence des différentes parties de l'Angleterre expriment leurs profondes sympathies à leurs constituants, les ouvriers actuellement en grève. Nous approuvons énergiquement l'extension et la continuation de la lutte actuelle jusqu'à ce que la Charte du peuple ait reçu force de loi et nous avons décidé de publier une adresse à cet effet ; en outre nous nous engageons, à notre retour dans nos localités respectives, à donner la direction convenable aux efforts du peuple. "

Feargus O'Connor avait parlé un des derniers : il avait attendu que la plupart des délégués eussent manifesté leur opinion, afin de pouvoir voter avec la majorité " ce qu'il préméditait depuis le commencement, dit Thomas Cooper ; mais il avait l'intention de ne rien faire pour soutenir la grève, quoiqu'il votât en sa faveur ". Averti par l'hostilité qu'avait soulevée contre lui G. J. Harney, le chef de l'armée démocratique avait fait le geste nécessaire pour

éviter de heurter des sentiments invincibles et contre lesquels il lui paraissait vain de lutter. Et en effet, malgré son vote, les vrais sentiments de Feargus s'étaient exprimés par la bouche de Hill et l'éditeur de la *Star* n'avait été que le porte-parole de son patron ; seulement Feargus ne prit la parole qu'après s'être assuré qu'il était inutile de voter selon ses propres sentiments puisque la majorité leur était contraire.

Mac Douall, qui, selon le mot de Thomas Cooper, était un "tout autre individu", rédige une adresse dans laquelle il fait appel au Dieu des armées et préconise la grève générale ; cette adresse, imprimée avant que les délégués se soient séparés, est lue à la conférence par Mac Douall prêt dans sa sincérité et dans son ardeur à courir tous les risques et à supporter toutes les responsabilités. Feargus, connaissant l'homme, fait facilement accepter à Mac Douall l'idée que ce document doit être publié, non pas au nom de la Conférence, mais à celui du Comité exécutif dont les membres signent l'affiche. Voici cette adresse :

"Vous n'avez pas frappé, vous avez été frappés. Que le coup retombe sur les tyrans qui se sont dressés avec tant de cruauté contre les intérêts du travail. Frères, il n'est plus temps d'hésiter. Le blé a un teint doré, tandis que vos visages sont pâles ; mais espérez en un changement et en des temps meilleurs. Nous sommes fiers d'avoir reçu un pouvoir exécutif et d'avoir concentré sur nos têtes la confiance de tous. Ce n'est pas un

" holiday " volontaire, c'est la grève forcée du travail mal rétribué contre la domination du tout puissant capital. Mais puisque les tyrans vous ont contraint à cette alternative, acceptez-la et, de la menace des oppresseurs, faites jaillir la liberté. La bataille que nous livrons est celle du travail contre le capital et de la pauvreté contre la propriété, du droit contre la Force, de la Justice contre l'Injustice, de la Science contre la Bigotterie et l'Intolérance. C'est un holiday proclamé non par la nature, mais contre nature et puissent les méchants tomber dans l'abîme qu'ils ont creusé ! Que l'union et la paix soient le mot de passe des Chartistes. Nous vous déconseillons de faire la guerre aux autorités reconnues, parce que nous croyons que la force morale d'un peuple uni peut être assez puissante, quand elle est bien dirigée, pour triompher de toute la force physique que la tyrannie peut appeler à son aide. Comme le peuple semble avoir fait de la " Grève de la Ligue " une lutte pour les principes et la Charte, nous supplions tout homme aimant la justice et ayant un shilling à sa disposition d'en faire l'avance. "

La Conférence Nationale qui avait siègé, du mardi 16 à 2 heures jusqu'au mercredi à 7 heures du soir, avait été tout naturellement amenée à appuyer le mouvement gréviste et la jonction qui s'était opérée spontanément entre la grève, née des réductions excessives des salaires, et la Charte du peuple, destinée à assurer et à garantir aux classes laborieuses la juste rénumération de leur travail. Il semblait du reste qu'il eût été impossible à la Conférence Nationale d'agir autrement : malgré qu'il eut une vision très exacte du prochain échec de la grève, Feargus l'avait bien senti et avait voté avec la grande majorité contre ceux qui, voyant aussi clair,

avaient voulu éclairer des gens aveuglés ou volontairement aveugles. La conférence avait obéi à une des nécessités qui annulent la liberté des assemblées politiques. C'est ce qu'explique nettement l'article de la *Northern Star* du 20 août : " La Conférence a été détournée par les temps troublés de la considération des sujets particuliers pour lesquels elle avait été convoquée ; l'intérêt que présentait le mouvement gréviste et qui absorbait tout avait forcé l'attention des membres de la conférence et s'était imposée à eux comme le premier objet à considérer. On savait que les séances de cette assemblée devaient commencer le lundi et la croyance générale était qu'elle prendrait en main l'affaire ; la décision à laquelle elle pouvait aboutir sur la tactique à ordonner et sur la ligne de conduite à suivre était attendue par des milliers de personnes avec une anxiété intense et absolument indescriptible ? "

Feargus avait fait signer l'adresse de la Conférence Nationale par le comité exécutif de la National Charter Association ; le résultat ne se fit pas attendre : à peine la conférence est-elle dissoute et l'adresse de l'Exécutif publiée que le président du comité, Leach, resté chez lui à Manchester, est arrêté par la police. Campbell était retourné à Londres, Bairstow à Leicester et Mac Douall dans le Yorkshire. Mais bientôt

Bairstow et Campbell sont arrêtés aussi, ainsi que Thomas Cooper, pour sa participation à la conférence de Manchester. Malgré qu'ils eussent été à la conférence la minorité opposante, Hill et G. J. Harney devaient avoir le même sort.

Mac Douall parvint à échapper à la police et à s'enfuir dans les montagnes d'où il passa en France pour y rester deux ans en exil. La *Northern Star* du 27 août publie une lettre aux membres de la National Charter Association dans laquelle le jeune leader explique l'attitude de l'Exécutif :

" La grève était une grève pour le relèvement des salaires, pour l'abolition des Corn Laws. Si nous nous étions tenus à l'écart sans rien faire, nous aurions servi les intérêts de la Ligue; si nous avions fait opposition à la grève, nous aurions servi ceux des Landlords. Nous n'avons pris ni l'un ni l'autre parti... Voilà la seule raison de la conduite que nous avons suivie, mes collègues et moi. Qui peut nous accuser ? Qui nous aurait accusé si le mouvement avait forcé le gouvernement à l'abrogation des Corn Laws ? Seulement alors on aurait dit " pourquoi n'avoir pas eu la Charte aussi bien ? "... Mais la révolution n'est pas mûre comme elle l'était en France. La classe moyenne nous fait encore opposition et les métiers ne sont pas encore tous avec nous. L'un ou l'autre ou les deux sont nécessaires au succès d'une Révolution, c'est pourquoi j'ai approuvé et appuyé la résolution de la Conférence et des métiers en faveur de la paix, de la loi et de l'ordre, non parce que je croyais que l'injustice méritait la paix et le brigandage l'obéissance au gouvernement et la famine l'ordre parmi le peuple ; non parce que je craignais l'armée de maraudeurs, mais simplement parce que je tremblais pour un peuple sans défense, sans armes et sans discipline, qui est trop pauvre pour acheter la justice, trop faible pour la

réclamer et même trop soumis pour se servir des moyens de protection donnés légalement à tout homme pour la défense de son foyer et de sa liberté. Personne ne se plaint d'une cessation de travail jusqu'à ce que la Charte devienne la Loi ; on sait qu'une telle résolution a un sens purement symbolique ou autrement est une déclaration de guerre. Dans ce second sens, c'est l'annonce de la bataille et ce serait alors pierre contre balle, bâton contre baïonnette. Etant donné les observations que j'ai faites partout, je ne puis recommander cette démarche ni aucune autre qui doit probablement échouer, et je ne voudrais pas donner aux masses d'hommes désarmés le conseil de se ranger en bataille en face de l'armée... La grève est un événement qui commence par un éclair et se termine en fumée. De la fumée une autre sortira apportant une lumière glorieuse et propre à susciter rapidement l'espérance qui nous surprendra par des miracles éblouissants. "

La grève générale politique a échoué, c'est ce qu'ont constaté déjà, dès le 20 août, les délégués des métiers réunis à Manchester :

" Nous avons soigneusement recueilli les dépositions et délibéré avec calme sur les témoignages et les renseignements apportés par les délégués assemblés et sur l'état de l'opinion publique exprimée par leurs constituants respectifs ; et nous constatons que les ouvriers et les artisans, après avoir pendant des années lutté en vain pour maintenir les salaires à un taux qui leur permette de se procurer au moins les premières nécessités de la vie, sont d'avis que leur continuel échec n'est imputable qu'à la privation des droits politiques. L'expérience ayant prouvé la justesse de cette opinion, nous avons porté notre attention sur les meilleurs moyens de remédier au mal ; après avoir étudié mûrement le sujet sous tous ses aspects, nous sommes persuadés et nous sommes arrivés à la conclusion que la seule manière d'assurer la juste rénumération du travail et de garantir convenablement le labeur des classes ouvrières de ce pays et de les retirer elles-même de l'abîme de dégradation où elles

sont à présent plongées, est de donner force de loi au document connu sous le nom de Charte du Peuple. Nous avons conseillé une interruption nationale du travail jusqu'à cette époque, nous avons constaté que la mise en pratique de cette résolution est impraticable pour le moment ; mais nous nous séparons avec la ferme résolution que, dès que notre organisation et nos ressources seront suffisantes pour permettre de suspendre nationalement le travail jusqu'à ce que la Charte devienne la loi du pays, nous le ferons légalement et constitutionnellement et nous ne doutons pas que nos efforts ne soient couronnés par la victoire."

Cette adresse du 20 Août paraît avec la lettre de Mc Douall dans la *Northern Star* du 27. L'éditeur Hill triomphe d'avoir vu si juste et d'avoir été si bon prophète : *Le mouvement de grève par tout le Lancashire* :

"En se reportant à nos rapports, on verra que beaucoup d'ouvriers sont déjà rentrés, tandis que la plupart de ceux qui restent en grève, le font seulement dans les mêmes conditions où la grève a commencé : pour la question des salaires. La grève a échoué. Dans la mesure où l'on a essayé de lui donner un caractère politique et d'en faire un moyen d'imposer la Charte, elle a échoué entièrement et d'une façon notoire. Il a toujours été certain que les choses tourneraient ainsi... Elle a montré aux métiers et aux Trades sociéties où est leur seul recours pour la protection de leur travail. La discussion des principes Chartistes par leurs délégués en conférence à Manchester, les nobles résolutions prises par eux, la discussion préalable dans chaque métier séparément pour permettre à ses délégués de recevoir des instructions et, après, la discussion par les différents métiers ont fait de presque toutes les Trades sociéties de ce district un corps compact de politiciens intellectuels capables de bien raisonner, convaincus que le travail sera toujours à la disposition et au pouvoir du capital tant qu'ils ne seront pas en mesure de le protéger par le pouvoir législatif. Mais la grève a fait

davantage ; elle a fait plus pour amener et cimenter une union entre les honnêtes gens des classes moyennes et le peuple que tous les événements qui l'ont précédée. Le grand épouvantail des classes moyennes a été la violence chartiste. Leur crainte a été que, sous la domination des classes ouvrières, la propriété ne soit pas en sûreté. Pendant les dix jours qui viennent de s'écouler, dans tous les districts où la grève a pris un caractère chartiste, avec tout le pouvoir dans leurs mains de répandre l'anarchie, la discorde et le désordre et de détruire la propriété, dans tous ces districts, malgré toutes les tentations et toutes les provocations possibles aux excès, aucun excès n'a été commis et la propriété a été respectée. "

L'origine des grèves qui, du 5 au 25 août, paralysèrent le travail en Lancashire, en Yorkshire et en Staffordshire, semble d'autant plus difficile à démêler que les différents partis en ont rejeté les uns sur les autres la responsabilité, prétendant qu'elles étaient l'œuvre de leurs principaux antagonistes : "Lord Brougham et d'autres accusent la ligue d'être la cause des troubles. M. Walter accuse la loi des pauvres d'être la cause des troubles. La ligue et M. Cobden accusent les propriétaires fonciers d'être la cause des troubles. Lord Francis Egerton accuse l'Anti Corn Law League d'être la cause des troubles et d'autres disent que ce sont les Conservateurs du Lancashire. Voilà une chose extraordinaire... Seul le procureur général accuse les Chartistes. Le gentleman qui a préparé le dossier de ce procès me rappelle un bon vieux chasseur à courre qui avait besoin pour chevau-

cher, d'une selle bien large d'encolure, bien évasée de siège et bien confortable pour ses fesses. Le cheval mourut, mais la selle était si bonne que le chasseur alla au marché avec la selle pour trouver un autre cheval auquel elle pourrait aller. Ainsi en a-t-il été du gentleman qui a organisé ce procès. Il est venu dans les districts manufacturiers avec sa selle pour chercher à qui elle pourrait bien aller! Il l'a essayée sur la Ligue, mais, trouvant que les Chartistes avaient les plus larges épaules et que c'était à eux qu'elle allait le mieux, il a placé sa selle sur leur dos et la leur a sanglé solidement."

Feargus développe avec humour le complot tel qu'a voulu l'établir le procureur général :

"Il avoue que j'étais contre la grève. Vous n'avez alors à vous occuper de moi que pour la période qui s'écoule entre le 13 et le 17 août. En tant que je suis en cause, l'attorney général a restreint son enquête à cette période. Maintenant je n'ai pas besoin de vous dire comment on peut échafauder une accusation de complot. J'ai le devoir, Messieurs, d'enlever tout l'appareil magique dont l'art des hommes de loi a entouré cette accusation. Vous avez entendu parler, Messieurs, d'affreux procédés, de mystérieux agissements, de la manière dont j'ai fait le voyage, si bien que j'ai cru assister à une représentation dramatique dont j'étais un des personnages. Il ne manquait que les accessoires, les décors, les masques, les poignards, les lueurs bleues des feux de Bengale, les flambeaux et les baïonnettes, les sabres et les pistolets dont allaient s'armer les conspirateurs dans les émeutes qui devaient renverser le gouvernement. Messieurs, je suis parti de Londres la nuit, par le chemin de fer, avec trois cents autres voyageurs ; de même Sir James Graham quand il vint ici l'autre

soir. Ensuite je suis allé en cab tout seul, vu que personne n'allait du même côté, chez M. Schofield. J'y suis allé à cinq heures 1/2 du matin, pour la simple raison que c'était l'heure à laquelle le train arriva à Manchester. J'avais quitté mon domicile dans ma voiture particulière pour la gare Victoria à Euston Square et là j'ai attendu le départ du train. Je pris place, Messieurs, dans le coupé, en compagnie d'un officier des gardes — bien entendu nous conspirions ; et puis nous fîmes route dans les ténèbres et le silence de la nuit, par de noirs tunnels, mes oreilles assourdies par le bruit des roues et l'écho de la voix des conspirateurs (Rires). Enfin je suis arrivé au théâtre du Complot qui devait pour la première fois éclore. J'y arrivai de très bonne heure et je m'endormis jusqu'à trois heures après-midi. Ainsi on cessa de me voir et de m'entendre jusqu'à trois heures dans ce jour ensoleillé d'août. Alors, pour que tout le monde puisse me voir et m'acclamer, je me cache dans un cab. Mais on me reconnaît à la vue de ce fiacre qui répand une odeur de souffre et suggère une idée de conspiration ; le feu jaillit des pavés sous ses roues et l'on ne sent que Péterloo ! Monument de Hunt ! Grève pour l'augmentation des salaires ! réunions orageuses et émeutes ! en avant la musique ! Enlevons la Charte par le tumulte et la violence."

A première vue, quoiqu'en dise Feargus O'Connor, dans son plaidoyer aux assises de Lancaster le 8 mars 1843,[1] c'est le procureur général qui semble avoir raison ; le parallèlisme entre les démarches des grévistes et celles des Chartistes, entre les résolutions adoptées par les délégués des métiers et l'adresse, signée le 17 par le Comité exécutif de la National Charter Association, suggèrent tout naturellement l'idée d'un lien entre le mouvement de grève et le

[1] Les épreuves des débats de ce procès m'ont été aimablement prêtées par M. Graham Wallas.

mouvement Chartiste ; et l'on n'est pas loin de penser que ce sont les Chartistes qui ont provoqué et généralisé la cessation du travail dans les districts manufacturiers, réalisant en 1842 le projet qu'en juillet 1839 la Convention avait formé de faire de la grève générale un moyen d'arracher la Charte au Parlement.

Cette impression devient plus forte si l'on songe que, la grève ayant éclaté le 5, dès le meeting du 7 à Mottram Moor, les grévistes acclament une résolution traduisant la volonté des ouvriers de ne reprendre le travail que lorsque la Charte serait devenue loi. Et, c'est sur ces rapprochements et sur ces coïncidences que reposait la réquisition du procureur général contre les cinquante-neuf Chartistes poursuivis pour "Conspiration" à la suite des grèves du mois d'août. Mais ces impressions sont erronées et ces rapprochements trompeurs. Si les Chartistes ont été tenté de profiter du mouvement gréviste pour servir leurs desseins politiques, ils ne l'ont pas provoqué ; ils se sont laissé entrainer, les uns par leur tempérament combatif comme Thomas Cooper, les autres par leur irréductible penchant à l'enthousiasme optimiste comme Mc Douall, d'autre enfin comme Feargus, malgré eux, par simple souci de ne pas heurter de front les sentiments de la majorité et avec la ferme intention de manœuvrer pour faire échouer

le projet de jonction entre le mouvement gréviste et le mouvement chartiste, et même pour faire échouer la grève, puisque c'était sans doute, après le 17, le seul moyen d'éviter le danger d'attacher les destinées du Chartisme à un mouvement qui avait déployé toutes ses ardeurs et qui commençait déjà à décroître. Certains Chartistes, comme Georges Julian Harney et William Hill, ont essayé de résister à la résolution compromettante qui fut proposée à la Conférence Chartiste le 17 août. Sur ce point il faut ajouter foi entière aux protestations des Chartistes ; non seulement à celles de George Julian Harney déclarant en mars 1843 aux assises de Lancaster "que jamais les Chartistes n'ont été à l'origine de la grève", mais il faut ajouter foi entière aussi, et pour une fois, aux paroles de Feargus qui exprime l'exacte vérité lorsqu'aux mêmes assises de Lancaster il affirme que les Chartistes ont voulu utiliser, mais n'ont pas organisé le mouvement gréviste :

" La grève s'étant produite, n'avions-nous pas le droit de dire, maintenant que la grève existe, essayons de la tourner vers l'accomplissement d'un objet particulier ? Comme nous n'avions pas commencé la grève, n'était-ce pas notre droit de dire, maintenant servons-nous de la grève pour l'obtention de la Charte du Peuple ? Si c'est illégal, cela nous l'avons fait, mais nous nions que les Chartistes aient jamais provoqué la grève. "

L'aveu doit être accepté en bloc : les grèves

d'août 1842 ont eu pour origine les réductions successives de salaires depuis 1840 et la crainte de nouvelles réductions :

" Les ouvriers, dit Dundas, l'avocat de Robert Brooke au procès de 1843, étaient dans différentes parties du pays très peu satisfaits de leur sort ; dans d'autres ils craignaient à tort ou à raison, je n'ai pas à en juger, de voir leur salaire encore plus réduit ; ils se sont alors réunis pour envisager cette question (qui a plus d'une fois dans le cours de ce procès attiré votre attention) de savoir si, pour un travail journalier normal, ils ne pourraient pas obtenir un salaire journalier normal. Je dis que la loi leur donne absolument le droit de faire ceci. Et vous trouverez qu'aux diverses réunions tenues en divers lieux à Ashton, à Staleybridge, à Bacup et ailleurs, les ouvriers (soit qu'ils se fussent mis en grève spontanément ou qu'ils y fussent forcés par d'autres) ont toujours tenu ces réunions pour traiter la question des salaires, bien que souvent les Chartistes y fussent présents. Et la question a été souvent posée de savoir si c'était une réunion professionnelle ou Chartiste. Mais peut-on douter que l'objet originaire de ces réunions fut d'obtenir une meilleure rémunération du travail ? Peut-on douter que les personnes assemblées eussent le droit de chercher si elles pouvaient être mieux payées pour leur travail et si ce résultat pouvait venir de l'adoption de la Charte ".

Si l'on objecte à cette thèse la présence des Chartistes et des membres du Comité exécutif les 16 et 17 août au plein cœur de la grève, à Manchester, et l'étrange attraction qu'avait exercée la grève sur la Conférence Chartiste, il est facile de répondre que cette réunion de la mi-août était depuis longtemps projetée et que les délégués, qui devaient y assister, avaient été

nommés deux mois avant les premières manifestations de la grève ; plusieurs semaines avant que celle-ci n'éclatât, les Chartistes avaient l'intention de se réunir à Manchester vers le 16 août pour différentes raisons : d'abord pour régler certaines questions intéressant la politique du parti, ensuite pour célébrer le jour où le monument de Hunt devait être dévoilé. Cette réunion était donc sans aucune connexion avec le mouvement gréviste et, aux assises de Lancaster, Dundas lit un placard montrant, sans aucune espèce de doute, que les délégués Chartistes ne vinrent pas à Manchester dans l'intention de tirer parti de la grève, mais dans celle de célébrer l'anniversaire de Hunt ; cette affiche publiée le 1e août, cinq jours avant cessation de travail dans les fabriques d'Ashton, était rédigée en ces termes :

" Hommes de Manchester, de Salfort et des environs, soyez à votre poste. En conformité avec les ordres du Comité dans les placards précédents, nous donnons, pour qu'on les observe, des instructions relatives à la procession qui doit avoir lieu le 16 août jour de l'érection du monument de Henry Hunt. "

Mais, si les Chartistes ne vinrent pas à Manchester dans le dessein d'organiser la grève générale politique, il n'est pas étonnant, qu'une fois au centre même du mouvement gréviste, ils aient subi l'attraction d'une idée fixe et que la suggestion du " mois sacré " ait été assez

forte pour écarter de leur esprit toute autre préocupation et toute autre pensée.

Tandis qu'en 1839 la Convention avait voulu créer la grêve générale de toutes pièces et cru un instant pouvoir commander aux événements, ici c'étaient les circonstances qui avaient ressuscité le mois sacré et semblé offrir aux Chartistes les éléments même de réalisation qui avaient manqué à la Convention. Bref, les leaders avaient simplement subi la contagion du milieu et suivi l'impulsion des masses ouvrières. Feargus O'Connor n'avait même cédé à l'irrésistible élan de ses troupes qu'à contre cœur et en se réservant d'y opposer toutes les ressources de sa fertile habileté.

En cette occasion l'attitude du démagogue a été aussi nette que le lui permettaient ses habitudes démagogiques. Il a même été, dit-il dans son plaidoyer du 8 mars 1843, accusé d'être un espion tory payé par le gouvernement pour maintenir la paix et d'avoir reçu de l'argent du Chorlton Club pour parcourir le Yorkshire, le Lancashire et le Nottinghamshire et conseiller au peuple de se tenir tranquille. Avant la grève il s'est employé à l'empêcher d'éclater. Raillé par le *Times* qui l'accuse de lâcheté, ayant reçu des lettres d'hommes de la classe moyenne l'informant de l'état du district et de l'incendie de plusieurs usines, et des lettres d'ouvriers lui

disant que des espions se trouvaient parmi eux, Feargus O'Connor alla passer une semaine dans le Lancashire :

" Je puis, dit-il, en appeler au témoignage des manufacturiers qui déclareront qu'ils laissaient leurs ouvriers quitter le travail pour entendre mes discours. Je puis faire appel aux manufacturiers de Blackburn, de Burnley, de Clitheroe, de Colne et de Lancaster pour témoigner que mes efforts persévérants pendant toute la semaine ont été d'apaiser les sentiments de colère qui dominaient dans ce district. Pour quelles raisons étais-je venu ? Parce que M. Acland m'avait dit qu'il y aurait une révolution et que les usines seraient arrêtées dans trois semaines. "

Pendant la grève Feargus a eu un rôle aussi pacificateur que possible : dans la *Northern Star*, il publie le 13 Août un article insistant sur la nécessité d'observer la paix, la loi, l'ordre, et, dans celle du 20 Août, une lettre dans laquelle, tout en recommandant aux ouvriers (et il lui était impossible après la journée du 17 d'agir autrement) de faire tourner la grève au profit de la Charte, il les supplie d'être pacifiques et de " montrer ce que la force morale est capable d'accomplir ". Et cette attitude de Feargus, en août 1842, rappelle et répète celle qu'il a eue en juillet 1839 : en présence de l'action directe de la classe ouvrière provoquée ou prête à éclater, Feargus devient le plus modéré des leaders et prodigue au peuple les conseils de sagesse.

Les Chartistes sont en droit de se défen-

dre d'avoir été à l'origine des grèves : ont-ils d'aussi bonnes raisons pour voir la main des libre-échangistes dans toute cette affaire et pour affirmer que les grèves sont l'œuvre de la Ligue ? Dans son autobiographie, écrite bien après ces événements, Thomas Cooper, le leader Chartiste le plus vigoureusement engagé dans la lutte et qui avait consacré tous ses efforts à faire de la grève un instrument de révolution politique et sociale, dit que celle-ci " commença par des réductions de salaires oppérées par les manufacturiers de la Ligue qui ne cachèrent pas leur dessein de pousser le peuple au désespoir afin de paralyser le gouvernement ". Que la Ligue ait été la machinatrice de la grève, telle est aussi la thèse de Feargus O'Connor et de la *Northern Star*. Le grand journal Chartiste la justifie par une argumentation qui paraît très plausible. Sans doute les grévistes ne se prêtèrent pas aux projets de l'Anti Corn Law League: celle-ci voulait, non seulement effrayer le gouvernement, mais aussi faire réclamer par les grévistes l'abrogation des Corn Laws afin de pouvoir ensuite prétendre que les libre-échangistes parlaient au nom des classes laborieuses et que les Corn Laws étaient le seul obstacle à la paix sociale et à la prospérité économique. Les tentatives pour faire adopter par les meetings des résolutions en faveur de l'abrogation et l'opposition des ouvriers à ces

sollicitations prouvent que la Ligue a cherché à mettre à exécution ses desseins.

Dès le 13 Août, la *Northern Star* découvre le jeu des libre-échangistes :

" Les ouvriers, dit-elle, ont cessé le travail pour résister aux réductions qu'on essaie d'opérer de nouveau sur leurs salaires qui sont déjà des salaires de famine ; mais ces réductions sont le résultat d'une conspiration des grands employeurs pour pousser le peuple à la folie ; ils comptent profiter de l'état de terreur et d'alarme qu'engendrera cette frénésie pour arracher au ministre l'acceptation de leur plan chéri, l'abrogation des lois sur les céréales. La tentative fait par les patrons confédérés pour prouver qu'une misère générale existe n'a pas été sans intention. Regardez bien les hommes qui proposent les réductions. Qui sont-ils et que sont-ils ? Membres de la Ligue contre les Corn Laws, avocats de l'extension du commerce ! Chaque jour qui succède à l'autre apporte une nouvelle preuve de l'infamie inhérente aux misérables classes moyennes, de leur hostilité aux intérêts des masses, de leur haine de la justice et par conséquent de l'absurdité des doctrines préconisées par l'ex New Move et la Ligue expirante qui fait profession de désirer un rapprochement des classes moyennes et des classes laborieuses. "

La *Northern Star* profite des agissements des patrons ligueurs pour compromettre aux yeux des Chartistes le mouvement du suffrage complet et pour reprendre la thèse de l'irréductible antagonisme entre les classes ouvrières et les classes moyennes ; et, le 20 août, elle précise encore ses accusations :

" Nous répétons que les membres de la Ligue ont causé tout ces troubles. Ils sont au fond de tout. Il y eut dernièrement à

Londres une conférence des délégués de l'Anti Corn Law League. Pendant cette conférence M. O'Connor entra en rapports avec M. Acland, l'agent stipendié de la Ligue, qui lui dit : " Je vous dirai confidentiellement que l'objet du meeting actuel de la Ligue à Londres est d'examiner l'opportunité d'un arrêt du travail dans toutes les usines à jour fixé, et cela se fera. "

Le 29 juillet à cette conférence, M. Finch, de Liverpool, déclare :

" La Ligue et les associations contre les monopoles sont assez fortes avec l'aide des charbonnages pour forcer l'aristocratie en moins d'un mois à abolir les Corn Laws et à accorder la Charte au peuple. Que les mineurs des houillières sur tous les points du royaume cessent le travail pendant un mois et la chose sera faite. "

Le 2 Août M. Alderman Chappell : il apparaît que la seule mesure à laquelle les manufacturiers peuvent recourir maintenant est de fermer leurs manufactures.

La *Northern Star* rapporte ensuite cette phrase du *Sunday Times* du dimanche précédent :

" Nos lecteurs savent probablement que le projet d'arrêter les usines le même jour a pris naissance dans ce journal et que nous avons persisté à considérer ce moyen comme le seul qui puisse amener l'abrogation de la loi sur les céréales. L'Anti Corn Law League étudia la proposition à plusieurs reprises et des allusions y furent faites de temps à autres par différents orateurs ; mais elle fut universellement rejetée comme une mesure qui paraîtrait excessivement dure aux ouvriers eux-mêmes ? " " Ils rejetèrent le projet, ajoute la *Northern Star*, mais non pas le moyen indirect de la réduction des salaires ; or toutes les réductions de salaires qui ont été tentées depuis deux mois dans les manufactures l'ont été par des patrons, partisans de l'abrogation. Montrez-nous un

tory ou un patron conservateur qui ait tenté une semblable réduction. Nous croyons que ce serait impossible. Reportez-vous également à la lettre de notre correspondant de Preston, rappelez-vous que ce sont deux délégués d'Ashton (la ville où la première grève a commencé), envoyés aux camarades de Preston pour les décider à se joindre à eux, qui déclarent publiquement que les classes moyennes leur ont fourni les moyens d'aller à Preston. Considerez ces faits et demandez ensuite comment il se trouve que les classes moyennes soient éprises maintenant des grèves au point de payer des délégués pour aller en fomenter sur tous les points du pays. Le fait est que la grève commença à Ashton et que la raison ostensible de cette grève fut la tentative de réduction des salaires faite par M. Bailey, le partisan de l'abrogation. Il y a un autre fait à noter, c'est qu'aussitôt que la grève a commencé, six personnes ont été envoyées dans les autres villes du Lancashire et les dépenses ont été payées avec de l'argent fourni par des manufacturiers et des boutiquiers appartenant à cette ville."

Le 27, sous la signature de Hill, la *Northern Star* répète son accusation : " chaque courrier nous apporte une nouvelle confirmation du fait que l'Anti Corn Law League est au fond de tous les agissements qui se rapportent à la grève. Ses émissaires sont à l'ouvrage, ses agents trouvent de l'argent pour envoyer des délégués de tous les côtés afin d'induire les travailleurs à se joindre aux hommes d'Ashton et de Manchester et à quitter les ateliers ".

A cette thèse fortement appuyée sur des faits non démentis, l'Anti Corn Law League répond assez faiblement par la plume de son historien que ce ne sont là que légendes forgées par la

presse tory. Il est vrai qu'au meeting libre-échangiste du 25 août, à Manchester, Cobden déclare bien au nom du Comité de l'Anti Corn Law League et jure sur son honneur d'homme et sur sa réputation d'homme politique et de citoyen qu'il n'y a pas " l'ombre d'une ombre " de vérité dans l'accusation dirigée contre la Ligue ; que ce grief n'a été fabriquée que "dans l'espoir désespéré qu'il déconsidérerait moralement la Ligue ". Ce démenti paraît insuffisant en présence des arguments apportés par la *Northern Star* et qui ne sont réfutés ni par Richard Cobden ni par Archibald Prentice. Aussi, quoiqu'on puisse penser qu'il avait intérêt à charger la Ligue pour dégager sa responsabilité et celle des Chartistes dans les grèves, Feargus O'Connor semble résumer exactement les faits dans la lettre publiée par la *Northern Star* du 20 août, lorsqu'il dit que les grèves sont l'œuvre des patrons libre-échangistes qui les ont provoquées non par un lock-out direct, mais par des réductions de salaires. Sans doute les Chartistes ont songé à une utilisation du mouvement gréviste, mais, à quelques exceptions près, les leaders Chartistes ont eu un rôle pacificateur et ont cherché à empêcher le peuple de commettre des excès et des attentats à la propriété. Telle a été incontestablement l'attitude de Feargus O'Connor, sincère cette fois en parlant de force morale par

suite de la répugnance et de la peur que lui inspira la grève :

“ Je vous ai déjà depuis longtemps mis en garde contre les tentatives de l’Anti Corn Law League pour porter la puissance des machines jusqu’au point où la guerre en résulterait. Ils l’ont fait. La Ligue craignait le démenti qu’une bonne récolte et les effets du tarif de Robert Peel auraient donné à leur panacée du libre-échange. Les membres de la Ligue étaient désireux de désappointer tout espoir d’amélioration qui ne s’appuirait pas sur leurs propres mensonges et ne serait pas mis en œuvre par leurs propres amis. Rappelez-vous qu’Acland m’informa à Halifax de la conspiration ; que Janton et les Diables de la Conférence contre les Corn Laws conseillèrent le soulèvement et l’émeute et que le Sun et tous les organes révolutionnaires trompètèrent ce conseil peu naturel avec une joie déplacée. Si j’ai à vos yeux quelque valeur et si mon nom n’a pas perdu son prestige habituel, je vous dis : saisissez l’occasion que la faction (libre-échangiste) vous offre de conquérir votre Charte. Et, quoique je sois resté seul en 1839 à m’opposer à la grève générale, fusse je encore seul aujourd’hui, je dirai : ” Hommes de chair et de sang, ne vous inclinez jamais devant le sceptre infâme des propriétaires de machines ; je n’aurais pas conseillé, je n’aurais pas encouragé la grève actuelle si elle vous avait été suggérée comme un moyen de faire avancer la Charte et si le peuple en avait été l’auteur. Mais, comme nous avons été attaqués dans nos pacifiques positions, vous n’avez pas d’autre alternative que de vous incliner ou de résister à la volonté des tyrans. Voulez-vous agir ainsi d’après mes inspirations et croire que votre attitude pacifique et votre virile résolution réaliseront ce que votre force physique ne réussirait pas à accomplir ? Ne répandez pas le sang, ne détruisez pas des vies humaines, n’attentez pas à la propriété. Au nom du Ciel, montrons ce que la force morale est capable d’accomplir. ”

Que les grèves d’août 1842 aient répondues

aux secrets désirs des patrons ligueurs prêts à profiter de la misère et de la colère de leurs ouvriers comme d'un argument en faveur de l'abrogation et comme d'une arme contre le gouvernement de Robert Peel ; et même que les entrepreneurs libre-échangistes aient accentué et exagéré la baisse des salaires pour provoquer ces grèves, c'est probable et c'est même à peu près démontré ; mais ce qui est tout à fait certain, c'est que ces grèves ont eu pour cause immédiate les conditions du travail et non la Charte et qu'elles sont le produit de la révolte instinctive des travailleurs contre la dépression des salaires qui s'était faite de plus en plus profonde, surtout depuis 1840.

Les leaders chartistes n'ont pas été à l'origine des grèves, certains même ont eu peur et ont essayé de jouer un rôle pacificateur et, lorsque, entraînés par leurs troupes, ils essayèrent de leur donner satisfaction en publiant des adresses et en tentant une systématisation tardive des tendances politiques qui s'étaient mêlées aux manifestations des grèves, celles-ci, qui avaient atteint leur apogée avant la Conférence chartiste du 17 août, étaient déjà dans leur déclin.

Rien n'éclaire mieux le caractère originaire de ces grèves que le plaidoyer de Richard Pilling devant le jury de Lancaster, en mars 1843. Richard Pilling, qui a été appelé le père du

mouvement gréviste, met en lumière le fait que le mouvement du mois d'août 1843 a été une révolte contre la misère, une réaction contre la continuité des chômages et surtout contre les réductions de salaires qui ont suivi la crise de 1837. Son témoignage, à nos yeux, a une telle importance et une telle signification que nous reproduirons ici presqu'entièrement ce plaidoyer en en respectant le désordre et l'abandon. Sans doute pourrions-nous nous contenter d'en résumer toutes les affirmations essentielles; mais combien, par là, enlèverions-nous de force aux raisons par lesquelles Pilling illumine les causes profondes des grèves du mois d'août et combien de beauté aux discours sans ornements de ce pauvre tisserand. Surtout combien perdrions-nous, si la figure pure et puissante de ce Richard Pilling ne surgissait dans la simplicité tragique de ses paroles ! Quelle sécheresse qu'un commentaire quand le document tout palpitant encore de vie vous découvre quelque chose de plus encore qu'un aspect nouveau et complémentaire de la psychologie chartiste et quelle prétention sacrilège de la part de qui croirait remplacer par une analyse les paroles vibrantes d'émotion contenue, la volonté de ne s'abandonner à aucune exagération, toutes nuances précieuses et qu'une traduction textuelle peut seule ne pas trahir.

La physionomie de Richard Pilling manquerait vraiment à notre série de portraits chartistes parmi lesquels elle a sa place originale. A côté même de Richard Marsden et de Robert Lowery, elle ne fait pas double emploi : les deux conventionnels sont des expressions moins fidèles et moins vraies de la misère ouvrière parce que les circonstances les ont amené à jouer un rôle politique qui a altéré leur type primitif ; ils sont devenus des leaders chartistes et ils ont fini par être, pourrait-on dire, plus chartistes qu'ouvriers. Au contraire Richard Pilling, " ce vétéran de l'humaine misère ", n'est pas un leader et il est plus qu'un figurant ; il représente, mieux qu'aucun autre, l'ouvrier chartiste parce qu'il reste, dans sa simplicité malgré ses opinions politiques, plus ouvrier que chartiste :

" Messieurs les jurés, il a été dit par l'un des témoins que j'étais le père de ce grand mouvement, que j'étais le père de ce mouvement de révolte. S'il en est ainsi, punissez-moi et laissez les autres s'en aller libres. Mais je le dis, ce n'est pas moi qui suis le père de ce mouvement, mais la Chambre. Nos adresses lui ont été présentées et elle n'a pas fait justice à nos griefs. Et là seulement est la cause. Le premier témoin est un homme du nom de Wilcox : il dit être allé à un meeting où il vit un placard en tête duquel se trouvait cette inscription : Voici le jour des comptes qui approche... Or c'est une habitude, dans les districts manufacturiers, de mettre quelque chose qui frappe, en tête d'un placard, afin d'attirer les regards des ouvriers. Les ouvriers se lèvent tôt, se couchent tard et n'ont pas de temps à perdre. Certains d'entre eux ont à faire des milles à pied pour

leurs repas et on leur prend 3 pences, s'ils ne sont pas de retour à l'heure. C'est pour les faire lire que les placards portent en tête des formules d'attraction.

Messieurs, j'ai à peu près 43 ans. La nuit dernière, on m'a demandé si je n'en avais pas soixante; mais, si j'avais été aussi bien traité que d'autres, au lieu de paraître 60 ans, j'en paraîtrais environ trente-six. Je me suis destiné au métier de tisserand à la main vers l'âge de dix ans — en 1810. La première semaine que j'ai travaillé, je gagnais 16 shillings par semaine au métier à la main. J'ai continué mon métier jusqu'en 1840 Alors j'étais le père d'une famille composée d'une femme et de trois enfants. En 1840, je n'ai pu gagner en réalité la dernière semaine que j'ai travaillé et j'ai travaillé dur, je n'ai pu gagner que 6^{s} 6^{d} ; mais j'étais obligé d'aller à la fabrique que je haïssais jusqu'au fond de mon cœur et d'y travailler pour 6^{s} 6^{d} par semaine ou de devenir un pauvre assisté. Mais bien que, haïssant le Factory System, néanmoins plutôt que devenir un pauvre vivant des secours de la paroisse, je me soumettais. Je ne fus pas longtemps à la fabrique sans m'apercevoir des mauvais effets de ce système maudit, car c'est un système qui plus que tout autre conduira le pays à la ruine s'il n'est pas modifié. J'ai lu quelques discours de feu M. Sadler, et j'ai lu de nombreuses lettres de ce noble roi du Yorkshire Richard Oastler ; j'ai lu nombre de ses lettres et je suis devenu un partisan du Ten Hours'Bill. J'ai continué à soutenir la nécessité du Ten Hours'Bill jusqu'à l'heure actuelle et, aussi longtemps que j'aurai un jour à vivre, je défendrai le Ten Hours'Bill. Après sept ans de travail à la fabrique, une réduction commença à se glisser dans les salaires ; j'habitais Stockport. Il y avait toujours certains maîtres qui désiraient donner des salaires moindres que les autres. Voyant que ce serait un mal et sachant que ce serait nuisible aux maîtres, aux propriétaires de cottages ouvriers et aux cabaretiers, sachant que tout dépend des gages du travailleur, je devins un opposant à la réduction des salaires jusqu'au fond de mon âme, et, tant que je vivrai, je continuerai à maintenir le taux des salaires de toutes mes forces. Parce que j'avais pris cette attitude à Stockport et parce que j'avais pu empêcher de nombreuses réductions, les maîtres

s'unirent comme un seul homme contre moi, et ni moi ni mes enfants ne pûmes trouver une journée de travail. En 1840 il y avait une grande grève à Stockport à laquelle je pris une part importante. Nous restâmes en grève huit semaines. Nous étions debout chaque matin de cinq à six heures. Plus de six mille tisserands à la machine prirent part à la grève. Nous avions nos processions. Nous allions à Ashton, à Hyde et à Dukinfield en processions. Nous eûmes aussi nos processions à Manchester et dans toute la région et on nous laissa tranquilles. Personne ne se mêla de nos affaires, personne ne nous insulta. A cette époque, on ne nous dit jamais que nous faisions quelque chose de mal. Considérant que l'Acte du Parlement qui fut adopté lors de l'abrogation des lois contre les coalitions en 1829 me donnait le droit d'agir ainsi, je pensais qu'en qualité d'anglais et d'ouvrier, j'avais de par cet Acte le droit de faire tout ce qui était en mon pouvoir pour maintenir le taux des salaires. En 1840 les maîtres des manufactures, au nombre d'une quarantaine, eurent une réunion et ils conspirèrent ensemble — car, s'il y a conspiration d'un côté, il y a conspiration de l'autre — et ils nous notifièrent une réduction de 1^{d} à la pièce. Quelques-uns pensent que un penny est une petite réduction ; mais cela monte à 5 semaines de gages par an : cela fait $2^{s}\ 6^{d}$ par semaine. Ainsi par cette réduction ils volaient à chaque ouvrier cinq semaines de salaires.

Je savais que le résultat en serait nuisible aux maîtres des manufactures eux-mêmes. Ma prophétie s'est accomplie. La moitié d'entre eux a fait faillite et l'autre moitié est insolvable. Lorsqu'ils nous donnèrent avis de cette réduction, ils dirent : " Blackburn, Preston et tous les districts manufacturiers paient moins que nous, et nous ferons tous faillite si nous ne baissons pas nos prix au niveau de ceux de Blackburn. " Quel a été le résultat? Hyde, Ashton, Staleybridge, Bolton, Wigan, Warrington, Preston, Blackburn firent une réduction. L'autre année, toutes les villes des districts manufacturiers firent une nouvelle réduction. Non contents de cette réduction, à peu près douze mois après, ils nous prirent un autre penny à la pièce, en outre enlevant 2 shillings aux fileurs à métier continu qui n'avaient seulement que 9 shillings par semaine et $1^{s}\ 6^{d}$ aux cardeurs qui

n'ont que 8 sh. par semaine et ainsi de suite. Lorsqu'ils enlevèrent l'autre penny à la pièce, je fis faire grève à tous mes camarades et nous fîmes de nouveau le tour des districts manufacturiers et parvînmes à remettre les choses au niveau.

Les manufacturiers de Stockport se réunirent de nouveau et dirent : " Nous ne pouvons lutter contre la concurrence de Blackburn et de Preston et nous devons réduire encore les salaires ". Et voilà le chemin par où à la fin, de réduction en réduction, ils nous amèneront à devenir tous des indigents à la charge de l'assistance publique. Messieurs, j'allai à Ashton. Mes deux fils et moi travaillons alors à la fabrique pour 1^s $1/2^d$ la pièce ; soit, à raison de 30 pièces par semaine, £ 1 11^s 3^d. Lorsque Stockport eut réduit, mon patron nous réduisit d'1^d à la pièce, puis de $1/2^d$. Je ne le blâme pas, il ne faisait que suivre les autres. Si un employeur opère une réduction, les autres doivent réduire aussi. Ils ont tous à se faire concurrence sur le même marché et, si l'un à un certain prix a 1^d de profit et l'autre seulement $1/4^d$, celui qui n'a qu'un $1/4^d$, fera faillite. J'étais dans une triste situation, ayant une femme et sept enfants à nourrir, et seulement trois de nous gagnant leur vie, comme je vous l'ai dit. Mes gages à cette époque (il y a deux ans et demi) étaient 31^{sh} 3^d. Le patron réduisit donc d'1^d par pièce. J'avais à payer 1^s 6^d de chauffage ; 3^{sh} pour mon loyer ; 6^d pour le savon et 2^s pour l'habillement, ce qui me laissait tout compte fait à peu près 20 shillings pour la nourriture ; ce penny réduisit mon salaire de 2^s 6^d. Peu après il réduit de $1/2^d$ à la pièce, ce qui fait une réduction d'1^s 3^d par semaine. Quinze mois après, le patron enlève encore 1^d, puis $1/4^d$ et, à la fabrique où nous travaillons, nous fîmes grève contre cette réduction d'$1/4^d$. Trois hommes qui avaient fait grève furent renvoyés à la reprise du travail. Je n'ai aucune honte à déclarer que je fis tout ce que je pus avec d'autres pour empêcher la réduction. Nous le fîmes et il n'y eut jamais aucun bien fait aux ouvriers, aux maîtres ou aux propriétaires des cottages dont quelqu'un n'ait eu à souffrir et, si je suis déclaré coupable d'avoir fait de mon mieux pour défendre les intérêts de ceux que j'aime, je me réjouirai néanmoins en considérant que mes efforts ont empêché une réduction qui eût

été nuisible à tant d'individus. La Paix, la Loi et l'Ordre étaient notre devise et nous agissions d'après cette devise. A Ashton under Lyne, il n'y eut pas un penny de dommage fait à la propriété, bien que nous fûmes six semaines en grève.

Monsieur le Juge et Messieurs les Jurés, c'était alors pour moi une dure chose que de me nourrir moi-même et ma famille. Mon fils aîné qui avait 16 ans était tombé malade de consomption à Pâques et il avait dû abandonner le travail. Nous étions alors réduit à toucher 9 3/4[d] à la pièce, ce qui avait abaissé nos salaires à 16 sh par semaine. C'était tout ce que j'avais pour vivre, avec une famille de neuf personnes ; et 3[s] par semaine à donner pour le loyer, et un fils malade étendu sans secours devant moi. De retour à la maison j'ai vu ce fils (*ici Pilling est incapable de continuer pendant un moment*). J'ai vu ce fils étendu sur son lit et sur son oreiller, se mourant et n'ayant rien à manger que des pommes de terre et du sel. Maintenant, Messieurs les Jurés, mettez-vous vous même dans cette situation et demandez-vous ce que vous pourriez éprouver en voyant votre fils malade — un fils qui avait travaillé douze heures par jour pendant six ans dans une fabrique, un brave garçon et un travailleur, — je vous le demande, Messieurs, quels seraient vos sentiments, si vous voyez votre fils sur son lit et sur son oreiller presque mourant, sans aide médicale et sans même aucune des premières nécessités de la vie. En vérité, je me rappelle quelqu'un allant à la maison d'un gentleman d'Ashton demander une bouteille de vin pour lui et recevant cette réponse : " Oh ! c'est un chartiste, il n'y en a pas pour lui. " Oh un tel procédé de la part des riches ne convaincra jamais les chartistes qu'ils ont tort. Messieurs les Jurés, mon fils mourut avant le commencement de la grève et tels étaient les sentiments des gens d'Ashton à l'égard de ma famille qu'ils réunirent 4 livres pour son enterrement. Messieurs les Jurés, c'est dans ces circonstances qu'il m'arriva d'aller à Stockport, excité, je l'admets, par la perte de mon fils et en même temps par une réduction de 25 %, car, je veux bien le reconnaître et vous le confesser, Messieurs les Jurés, plutôt que de vivre pour souffrir une autre réduction de 25 %, j'aurais mis fin à ma propre existence. Telle était mon intention.'

L'origine première de la grève est donc bien dans les réductions de salaire : dès le 2 octobre 1841, le *McDouall's Chartist Journal and Trade's Advocate* déclare que la moyenne journalière dont disposent par tête 507 familles d'Hyde, dans le Cheshire, varie, entre 3d 3/4 et 1d 3/4. Pendant l'hiver de 1842, les plaintes sont générales : ce sont de nombreuses maisons en faillite, des usines fermées, des chômages douloureux, une grande misère. A Manchester, 116 usines s'arrêtent, 2,000 familles sont réduites à une indigence telle qu'elles ont dû mettre en gage leurs lits, 12.000 familles reçoivent les secours de l'assistance et des milliers vivent de charités. A Bolton, sur 50 usines, 30 ont cessé le travail et 6.995 personnes ont des salaires moyens de treize pences par semaine. A Rochdale, à Wigan, à Coventry, à Paisley, à Glascow même misère et mêmes souffrances. Le blé vaut 65 shillings le quarter et le droit sur le blé étranger est de 24s 8d par quarter. La *Chartist Circular* du 26 février 1842 évalue la réduction des salaires depuis 1831 à 20 °/₀ pour les tisserands de coton et la *Northern Star* du 14 mai parle " de la misère effroyable des tisserands à la main de Carlisle " et des grands meetings de protestation qui ont suivi une nouvelle réduction de leurs salaires ; elle dit que partout dans toutes les industries on se trouve en présence de baisses de salaires

et de chômages. Le 27 août, le même journal donne, pour les différentes catégories d'ouvriers de la ville de Stockport, la réduction moyenne du salaire hebdomadaire depuis 1840 : les fileurs au waterframe ont perdu 12 shillings par semaine et les fileurs à la mule jenny 7 shillings ; les ouvriers apprêteurs (pour métiers mécaniques) 10 shillings ; les fileurs à métier continu 2 sh. 2 d.; les ourdisseurs 10 sh. ; les terrassiers ou ouvriers travaillant hors de la fabrique 6 sh. ; les cardeurs, dévideurs de laine cardée et aiguiseurs 4 sh. 6 d. ; les ouvriers briquetiers 6 sh. ; les surveillants des métiers mécaniques 9 sh. ; les cardeurs 5 sh. ; les ramasseurs de chiffons et d'os 3 sh. 6 d.; les dévideurs 3 sh.; les ourdisseurs d'ensouple 3 sh. Des baisses successives ont accompagné et suivi la crise de 1837 à 1839, et, depuis 1840 surtout, la dépression économique a engendré des souffrances que décrit ce brave ouvrier tisserand de façon si émouvante. Avec quelle simplicité pathétique aussi Richard Pilling va faire le récit de cette grève qu'il a vécue et dont il a tracé, sans prétentions scientifiques, l'histoire vraie :

“ Venons-en maintenant au fait du procès. Je vais vous dire l'origine de la grève. Bien que trois hommes aient été renvoyés pour avoir pris une part active dans la grève, mon maître ne me renvoya pas en raison de la maladie de mon fils ; et je crois que ce ne fut pas mon maître qui renvoya ces hommes, mais quel-

qu'un de ses favoris, de ses régisseurs. Le crieur public fut envoyé aux alentours afin de créer de la sympathie pour ces hommes. L'un d'eux avait une femme et quatre enfants et rien pour subsister ; un autre avait une femme et deux enfants et rien pour vivre; et le troisième était un célibataire. Vers ce temps, à un ou deux jours près, M. Rayner d'Ashton avait donné avis qu'il ferait une réduction de 25 %. Les travailleurs d'Ashton et des environs furent si indignés que, non seulement ceux qui étaient chartistes, mais tous de toutes opinions s'assemblèrent ; une pièce qui contiendrait mille individus fut remplie à en suffoquer et il n'y eut qu'une seule voix dans le meeting pour déclarer qu'il ne servait à rien d'essayer de lever une souscription pour les autres, mais qu'il fallait faire grève. Et voilà justement comment la grève commença ; elle éclata en une minute d'un bout de la salle à l'autre ; Whigs, Torys, Chartistes, Radicaux honteux et tous autres. Alors on pensa qu'il fallait nommer un comité pour publier le placard en tête duquel se trouvent ces mots " Le jour des comptes approche " ; mais si l'attorney général avait lu la fin aussi bien que le commencement de ce placard, il aurait vu qu'il n'y avait pas un seul mot politique. Regardez la fin ; produisez-le et vous verrez qu'il n'y a rien qui touche à la politique dans ce placard. L'entête : " Voici que le jour des comptes approche " a été mis là comme attraction ; et, si ma mémoire ne me trompe pas, je crois en vérité que Wilcox est justement l'homme qui a suggéré cette inscription, et non moi, comme il l'a dit. Mais il est plus rusé que moi. Il a été trouver Sir James Graham ou lui a écrit une lettre et maintenant il est au banc des témoins contre moi. Ce placard déclarait que, si une autre réduction était proposée, nous cesserions le travail jusqu'à ce que nous ayons un salaire équitable pour une journée normale de travail, mais il n'était pas fait allusion à la Charte. Cette adjonction a été ajoutée par le témoin. Une autre résolution était que la réduction des salaires était nuisible à toutes les classes de la société. Cela fut fait à un meeting où il y avait 15.000 personnes présentes, et la population totale est seulement de 25.000. Presque tout Ashton était là : boutiquiers, cabaretiers, fileurs, hommes de loi (non, pas les hommes de loi qui vivent sur les

salaires des autres et n'avaient rien à faire là). Tous étaient à ce meeting. Presque tous les ouvriers étaient là. Tous levèrent la main en faveur de ces résolutions. Les discours montrèrent principalement les effets malheureux du machinisme lorsqu'ils ne sont accompagnés d'aucune protection du travail. Messieurs les Jurés, si je devais vous dire ce que je sais personnellement de certains maîtres vous seriez étonnés. Un patron à Stockport, qui il y a dix ans avait cinquante hommes employés à £ 1 5[s] par semaine a maintenant la même quantité de travail faite par dix hommes à £ 1 par semaine. Je connais un autre cas où le travail est entièrement fait par des métiers mécaniques, je connais un endroit où 40 apprêteurs étaient employés et où maintenant tout le travail se fait par la machine. Bien! nous fîmes grève pour empêcher une réduction et quand Rayner vit l'esprit du meeting, il retira sa réduction. Une réunion eut lieu alors à Staleybridge et tous retirèrent leur réduction excepté Bayley. Maintenant, s'il est un homme qui devrait être ici au banc des accusés, c'est bien cet homme. S'il avait retiré la réduction, il n'y aurait pas eu de grève ; les ouvriers auraient joyeusement fêté, comme un glorieux succès, le retrait de la réduction. Une réunion fut aussi tenue à Hyde et les ouvriers d'Hyde déclarèrent que, si les maîtres essayaient de faire une autre réduction, ils se mettraient en grève. Il en fut de même à Droylsden. Telle est l'histoire de la grève. Je tiens à déclarer au jury et aux personnes assemblées ici que, sans cette dernière lutte, des milliers d'hommes seraient morts de faim, car le cri des manufacturiers était " Nous réduirons leurs salaires ; les travailleurs se font concurrence et nous pouvons faire ce qu'il nous plaît et agir selon notre bon plaisir." Voilà de quels sentiments ils étaient animés. Mais je ne suis pas un de ces hommes qui, comme les Irlandais, vivent de mauvaises pommes de terre et je ne voudrais pas être, comme un serf russe dégradé, vendu avec la terre. Je demande à voir le peuple d'ici bien élevé, et, si un homme a les moyens dans sa poche, il fera instruire ses enfants ; et, lorsqu'un jour le peuple sera bien instruit, alors la Charte deviendra la loi du pays. Monsieur le Juge, Messieurs les Jurés, j'ai vu, dans la fabrique où j'ai travaillé, des femmes et des mères travaillant du matin au soir,

avec un seul repas et un enfant qu'on leur apportait pour l'allaiter deux fois par jour. J'ai vu des pères de famille venant le matin et travaillant jusqu'à la nuit et n'ayant qu'un repas ou deux au grand maximum. Tel était l'état dans lequel nous étions à l'époque de la grève. Par suite des chômages, des bas salaires, avec peu de nourriture, oppressions sur oppressions, détresse sur détresse, le peuple à la fin était épuisé tout à la fois en force, en ressources et en patience. Et les ouvriers étaient pour ainsi dire joyeux que le temps fut venu d'opposer quelque résistance aux manufacturiers.

Quel a été le résultat ? Après ces réunions publiques, des placards furent rédigés par les Comités et, je vais vous en lire un qui vous montrera que nous avons tout fait ouvertement et honnêtement, tout ce que nous considérions comme strictement légal :

" *La voix du peuple est la voix de Dieu.* "

" Aux maîtres et aux commerçants d'Ashton under Lyne et des environs :

" Nous, les ouvriers d'Ashton, assemblés en meeting, considérons comme un devoir de vous dire publiquement que, par suite des bas salaires et de beaucoup d'autres choses, telles sont nos souffrances que nous ne pouvons les supporter plus longtemps sans résistance. Par suite nous désirons que vous nous donniez les mêmes prix qu'en 1840. Si vous ne pouvez pas nous les donner, il est temps que vous tous ensemble teniez une délibération générale afin de trouver les raisons pour lesquelles le travailleur ne peut pas être suffisamment rénuméré de son travail, car une maxime divine dit que tout travailleur mérite un salaire. Nous sollicitons la coopération de toutes les classes de la société pour empêcher la ruine totale de notre commerce et la ruine de l'Empire Britannique... "

Après quelques autres remarques, le placard continue : " *Le gouvernement de notre pays semble résolu à ne rien faire pour empêcher la ruine générale qui est proche ; il affecte de croire que la détresse du peuple et les embarras des classes moyennes ne sont pas aussi grands qu'on les lui a représentés. Que les boutiquiers lisent l'exposé suivant.* " Le placard continue en déclarant que les

intérêts des boutiquiers et ceux des classes ouvrières sont les mêmes et montre que, par suite de la réduction des salaires, L. 140.400 ont été prises dans les poches des ouvriers et dans les caisses des boutiquiers pendant onze mois.

Tel est, Messieurs, le terrible placard dont la poursuite a montré l'entête, mais non la fin. Ce placard fut envoyé par paquets au procureur général et maintenant celui-ci ne peut pas en produire un seul exemplaire. Mais, si la Charte avait été au haut du placard, vous en verriez des centaines :

" Que nous réussissions ou non, nous aurons la satisfaction de savoir que nous n'avons rien réclamé que de raisonnable et de juste.

" Nous demandons un prix uniforme pour tous les districts et c'est l'intérêt des maîtres que nous l'obtenions afin que l'un ne puisse pas vendre au dessous du prix de l'autre sur le marché. On parle beaucoup de surproduction ; on dit que le marché est engorgé ; afin d'y porter remède, faites nous travailler seulement dix heures par jour et nous sommes sûrs que cela diminuera la somme des marchandises sur le marché. La consommation intérieure sera aussi considérablement augmentée par l'accroissement des gages des travailleurs.

Signé " *Les ouvriers de Ashton under Lyne*
John Williamson imprimeur. "

Le document dont se sert Richard Pilling pour sa défense prouve que les causes de la grève sont bien d'ordre économique, et les remèdes proposés par le placard manifestent une façon curieuse de comprendre la question de la surproduction : l'accroissement des salaires augmenterait la consommation intérieure des classes laborieuses et la réduction des heures de travail diminuerait l'encombrement des marchandises sur le marché. C'est là sans doute la solution

classique adoptée par le socialisme et par le syndicalisme ; il est intéressant d'en voir apparaître une expression aussi précise dans ce placard de 1842.

« Messieurs les Jurés, après avoir envoyé le placard, les délégués s'assemblèrent et envoyèrent des députations auprès des maîtres pour demander leur coopération à la réduction des heures de travail à dix heures par jour ; nous leur demandions d'adopter des règles telles qu'aucune maison n'aurait eu d'avantages qui lui permissent de vendre au dessous des autres. Nous disions : « Etablissez des principes d'honneur ; que tous les maîtres fassent travailler dix heures par jour et mettent un terme à toutes les réductions de salaires et à toutes les grèves. » Quelques uns dirent qu'ils étaient prêts à agir ainsi, mais d'autres firent opposition...

Le 20 Août, nous eûmes une réunion de délégués de tous les métiers des districts manufacturiers afin d'établir une liste de prix à soumettre aux maîtres. Cela suffit à prouver que l'esprit public était fermement résolu à obtenir une hausse de salaire. Nous mîmes une insertion dans le Manchester Guardian. Nous tentâmes une démarche auprès du secrétaire des industriels de Manchester afin de savoir s'ils consentiraient à réduire les heures de travail à dix heures et à donner les salaires de 1840. J'étais de la députation qui vint trouver Sir Thomas Potter pour lui demander de servir d'intermédiaire entre nous et les maîtres et d'obtenir pour nous les salaires de 1840. Il nous dit que, n'étant pas un manufacturier lui-même, il serait suspecté s'il intervenait et préféra que nous nous adressions à M. Brotherton. Nous allâmes chez celui-ci, mais il n'était pas à la maison. Lorsque l'insertion du Manchester Guardian parut, demandant aux maîtres une entrevue avec nous, nous arrivâmes à cette conclusion qu'il fallait publier notre résolution et une liste de prix.

Messieurs les Jurés, je ne vous ai pas dépeint, autant que je le pourrais, le système de la fabrique. Beaucoup d'entre vous le connaissent. Je sais un cas à Stockport où un maître, le maire

de Stockport, M. Orrell, emploie 600 personnes et ne permet pas à un seul homme de travailler dans son usine. J'ai vu des maris apportant leurs enfants à la fabrique pour les faire allaiter par leurs mères et apportant à leurs femmes leur déjeuner. J'ai vu cela à la fabrique de Bradshaw, où des femmes sont employées au lieu d'hommes. J'ai fait partie de la députation adressée à M. Orrell et aussi à M. Bradshaw leur demandant de permettre aux hommes de travailler dans leurs usines, mais ils ont refusé. Une femme demanda instamment que son mari fût autorisé à venir travailler à son côté, mais cela lui fut refusé.

Tels sont quelques cas dont j'ai eu l'expérience, mais il y en a des milliers d'autres. Par suite de l'emploi des femmes dans ces conditions, les surveillants, les contremaîtres et autres instruments du maître prennent avec celles-ci les libertés les plus scandaleuses. Si je vous donnais le détail des traits que j'ai vus moi-même de la part d'hommes de cette sorte, vous seriez étonnés que des pères et des maris eussent encore quelques sentiments pour les ouvrières des fabriques, mais vous ne seriez pas étonnés qu'on s'efforçât de réformer le système.

Voilà ce que j'ai fait ; tel est mon crime. Je vais maintenant conclure en lisant le dernier placard et la résolution à laquelle nous arrivâmes :

« Aux travallleurs et au public en général, nous, les délégués représentant l'industrie du coton, réunis à Manchester le 1er septembre 1842, saisissons la première occasion de mettre nos opinions sous vos yeux en ce qui concerne la conduite des maîtres que nous avons priés de se réunir à l'effet de régler le différend existant. Ils ont décliné notre invitation et nous considérons une telle conduite comme absolument injustifiable. Nous y voyons le dessein de conduire le peuple à la famine et au crime, et les boutiquiers à la banqueroute et à la ruine. Travailleurs, nous faisons donc appel à vous afin que vous adhériez à la résolution suivante prise par nos représentants comme le moyen de porter remède à notre misère actuelle. »

Ensuite vient la résolution dans laquelle les ouvriers déclarent leur intention de ne pas reprendre le travail jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le prix de 1840.

Messieurs, s'il y a la moindre illégalité dans tout ce que j'avoue, je suis coupable. Il n'y a pas de preuve que j'aie participé à l'arrêt du travail dans aucune fabrique, mais il est avéré seulement que je parlais dans les meetings publics, comme je l'ai fait précédemment et fréquemment à Stockport et ailleurs. Je crois fermement que nous avons le droit d'envoyer des délégués afin de recueillir des souscriptions pour subvenir aux besoins de ceux qui ne travaillent pas. Comme je n'avais jamais été poursuivi pour aucune de ces choses auparavant, je pensais avoir le droit de continuer à faire ces choses ; mais la loi de conspiration paraît étendre ses filets de telle façon que personne ne peut dire qui y échappe. La manière dont l'accusation a ramassé les faits montre qu'elle était dans un mauvais cas. J'ai dit une fois à un homme de loi : " Vous, homme de loi, vous arrivez à tirer beaucoup de choses de rien " et il répondit : " Afin de faire une bonne chose de rien, je tâche de réunir un grand nombre de faits et ensuite je suis sûr d'en tirer quelque chose. " Aussi ont-ils réuni un grand nombre d'accusations contre nous afin, à tout hasard, de s'assurer d'une condamnation. J'espère que, comme Anglais, vous vous mettrez à notre place et, agissant consciencieusement, vous ferez votre devoir comme les Anglais l'ont toujours fait.

Supposez, Messieurs les Jurés, que vous soyez obligés de vivre de la misérable pittance qui nous est donnée comme salaire, et que vous ayez à nourrir une femme et six enfants sans ressources, dont cinq ayant moins de 13 ans, quels seraient vos sentiments ? Même si vous m'enfermiez dans un cachot, je ne me soumettrais pas. J'ai une femme énergique, une femme bonne, une femme qui m'est chère, une femme que j'aime et je chéris et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour arrêter la réduction des salaires afin d'empêcher cette femme et ses enfants d'être obligés d'aller au workhouse car je hais le secours de la paroisse. Ce sont les salaires que je veux. Je demande à être indépendant de tout homme, et c'est là le principe de tout honnête anglais et j'espère que c'est le principe de tout homme dans cette cour d'assises.

Supposez, Messieurs, que vous ayez une femme et six enfants sans ressources, dépendants pour vivre de votre travail, et suppo-

sez que, réduction de salaire après réduction, il ne vous reste plus qu'à peine la portion prouvée suffisante pour vous assurer les premières nécessités de la vie, et que le samedi soir votre triste épouse n'ait rien pour sa famille ; qu'elle voie ses chers enfants mourant presque faute du nécessaire, et que vous ayez un fils, comme j'en avais un, sur son lit de mort, sans assistance médicale, et rien pour le soutenir, quels seraient vos sentiments ? J'ai été vingt ans tisserand à la main et dix ans dans une fabrique, et je dis sans hésitations que pendant tout ce temps j'ai travaillé douze heures par jour, à l'exception de douze mois pendant lesquels les maîtres de Stockport n'ont pas voulu m'employer ; et plus longtemps, plus durement j'ai travaillé, plus pauvre et plus pauvre je suis devenu chaque année, tant et si bien qu'à la fin je suis presque épuisé. Si les maîtres avaient fait une autre réduction de 25 °/₀, j'aurais mis fin à mon existence plutôt que de travailler douze heures par jour dans une fabrique de coton pour manger des pommes de terre et du sel.

Messieurs les Jurés, je remets maintenant mon sort entre vos mains. Quelle qu'ait été pour d'autres la cause de la grève, elle a été pour moi une question de salaire. Et je dis que, si M. O'Connor en a fait une question de chartisme, il a fait des merveilles pour l'étendre à travers l'Angleterre, l'Irlande et l'Ecosse. Mais, pour moi, cette grève a toujours été une question de salaire et de Ten hours' bill. J'ai combattu longtemps pour maintenir les salaires et j'agirai ainsi jusqu'à la fin de mes jours ; et, même enfermé dans les murs d'un cachot, sachant que comme individu, j'ai fait mon devoir, sachant que j'ai été un des principaux bâtons mis dans les rayons de la roue qui ont empêché la dernière réduction de salaire, sachant que grâce à cette grève des milliers et des dizaines de milliers d'hommes ont mangé le pain qu'ils n'auraient pas mangé si la grève n'avait pas eu lieu, je suis satisfait, quelque soit le résultat. Sur ces observations, je vais vous laisser remplir votre devoir. Je ne doute pas que vous ne me laissiez, par votre verdict, retourner à ma femme, à mes enfants et à mon travail. Mon maître m'a dit que, si je revenais, il ne me fera pas d'objection tant que je serai un bon ouvrier. Sur ces remarques, j'abandonne mon sort entre vos mains, espé-

rant avec confiance que vous ne formerez pas votre conviction sur les faux rapports des témoins relativement à la grève, mais sur l'honnêteté et la sincérité de celui qui est devant vous. Et maintenant, Messieurs les Jurés, vous avez l'affaire entre vos mains ; les maîtres ont conspiré pour me tuer et je me suis associé à d'autres pour sauver ma vie. "

Ce plaidoyer emporta l'acquittement.

Une bonne récolte fit la misère moins dure dans les districts industriels; mais la grève eut des conséquences politiques considérables, car elle avait réveillé le vieil antagonisme entre les classes moyennes et les classes laborieuses,et par là elle devait servir les desseins de Feargus O'Connor.

Cependant rien ne faisait prévoir la rupture qui allait se produire : un grand nombre de sociétés locales *Complete Suffrage Associations* s'étaient formées ; les promoteurs du rapprochement continuaient leur propagande et leurs démarches en vue de la seconde conférence de Birmingham qui était destinée à sceller l'alliance entre les représentants des classes moyennes et ceux des classes laborieuses. Et même, sur l'initiative de Lovett, une mesure préventive avait été prise pour empêcher les influences hostiles de s'exercer de façon prépondérante sur l'élection des délégués.

Sans doute Feargus O'Connor semblait acquis à l'idée d'union ; ses articles de la *Star* et surtout l'appui qu'il avait donné à Sturge dans l'élection de Nottingham paraissaient des gages

certains de sa bonne volonté. Mais Lovett connaissait depuis trop longtemps son infatigable adversaire pour se fier absolument à ces manifestations extérieures qui étaient susceptibles d'interprétations diverses pour un esprit averti comme le sien. De plus il lui était *revenu* que Feargus O'Connor s'était vanté de réussir à assurer la " complète représentation " des classes laborieuses à la prochaine conférence " dût-il dépenser la moitié de sa fortune. " Lovett avait compris qu'en réalité le démagogue voulait, s'il était possible, " mettre la Conférence dans sa poche en y introduisant ses disciples. " Désirant une conférence " sincère " et véritablement choisie parmi les hommes des deux classes, il se demanda comment il pourrait empêcher Feargus de piper les cartes dans la partie qui allait se jouer : " En causant de cette affaire avec des amis, je suggérai l'idée qu'il vaudrait peut-être mieux que la moitié des représentants fussent choisis parmi les électeurs et l'autre moitié parmi les non électeurs, et que, si les uns ou les autres intervenaient dans leurs réunions respectives, l'élection fut nulle. Ce plan étant approuvé, je rédigeai une adresse que j'emportai à Birmingham pour la soumettre au conseil de la " National Complete Suffrage Union ".

C'est au mois de septembre justement que se réunissait ce conseil pour organiser la seconde

conférence ; celui-ci adopta après discussion le projet de Lovett et publia une adresse " aux réformateurs politiques de toutes les nuances d'opinion :

" L'objet essentiel est de réaliser l'union entre la classe moyenne et la classe ouvrière pour obtenir la juste et égale représentation du peuple tout entier. La conférence de Birmingham doit avoir lieu le 27 décembre, elle doit se composer par moitié de représentants choisis par les électeurs, et par moitié de représentants choisis par les non électeurs. " Naturellement cette méthode ne fut pas approuvée par les O'Connoristes qui profitèrent de toutes les occasions pour dénoncer cette décision comme " anti-démocratique et injuste ". La *Northern Star* du 17 septembre, en publiant l'adresse du conseil de la N.C.S.U., reprend sa campagne de l'hiver précédant contre les promoteurs de l'alliance et les partisans du suffrage complet. Pour montrer que ceux-ci ne cherchent qu'à jeter la division parmi les chartistes et à supprimer le mouvement, elle cite ce morceau du *Morning Chronicle* : " Nous avons vu avec un vif plaisir les événements tendre à élargir la distance entre les deux tendances des chartistes, et à diminuer le nombre des partisans de la violence et la faction d'O'Connor et augmenter la force de ceux qui tiennent pour Sturge et Lovett. " Et la *Northern*

Star rappelle et répète son opinion d'avril 1842:

" Cette Conférence a été projetée sans aucune considération ni aucun souci des intérêts du peuple et dans le simple objet d'en faire un simple instrument entre les mains d'une faction ".

Lovett raconte qu'au lieu de défendre leur résolution et ce " mode équitable et juste de choisir une assemblée délibérante, où la raison et l'argumentation devaient l'emporter sur le pouvoir du nombre, les hommes du suffrage complet cédèrent follement sur ce point important au premier meeting auquel ils assistèrent après la publication de l'adresse. "

Ici encore, comme à la Convention de 1839, comme en 1838, par leur inconsistance qui les amène à céder sans coup férir, les modérés se rendent responsables de l'évolution qui va se faire à leurs dépens. Ils n'ont même plus l'excuse de n'avoir point aperçu le danger ; Lovett, dont le sens politique acquiert chaque jour plus de finesse et de perspicacité, les a avertis et leur a indiqué la décision à prendre ; ils ont su l'adopter ; puis, sans pouvoir effacer les critiques d'adversaires qu'aucune concession ne saurait désarmer, ils donnent à ceux-ci une preuve insigne de leur manque de constance. Leur faiblesse laisse toute liberté à un politique dont les décisions ont autant de promptitude que les vues ont de netteté : " Le résultat, dit Lovett,

fut que Feargus O'Connor commença immédiatement ses préparatifs pour s'assurer une majorité à la conférence, recommandant comme candidats les hommes de son parti dans toutes les villes où il pensait que leur élection pouvait être assurée. " Et la campagne, recommencée par la *Star*, se poursuivit.

Le 1 octobre, la *Star* conseillait au peuple de n'envoyer aucun délégué à cette conférence qui " n'est qu'une mystification ". Le 22, Hill écrivait : " Prenez garde aux sturgéistes : le parti de Sturge et le parti du Libre-échange sont un seul et même parti ? " Mais, le 29 octobre, la ville de Birmingham élit ses délégués pour la conférence : Feargus O'Connor est nommé et, avec lui trois autres chartistes de la National Charter Association et deux " Christian " Chartistes. La *Northern Star* ne parle plus alors d'abstention puisque les chances des O'Connoristes commencent à se manifester très grandes aux élections. L'exemple de Leicester montre les succès obtenus par les partisans d'O'Connor :

" Leicester, dit Thomas Cooper, devait envoyer à la conférence quatre délégués : le parti du suffrage complet voulait que deux délégués fussent choisis par un meeting composé exclusivement de personnes jouissant du droit de vote et il voulait aussi que les électeurs non représentés élussent les deux autres délégués. Mais cette méthode n'était en harmonie ni avec les vues des chartistes ni avec celles des ouvriers. Alors les gens " respectables " se retirèrent et disparurent ; s'ils étaient restés, on aurait

élu, avec Cooper et Duffy, le révérend Mursell et William Baines, tandis qu'on nomma Cooper, Duffy et deux autres chartistes, parce que les gens "respectables" n'avaient pas voulu agir avec nous. Aussi nos délégués chartistes formaient-ils le parti le plus nombreux à la conférence de Birmingham."

Le 3 décembre, la *Northern Star* peut écrire avec raison : "*La conférence prochaine, alarme du parti de Sturge.*" Sachant bien que ses lecteurs ne retiendront que l'éloge et considéreront la critique comme une pure calomnie, elle reproduit un portrait que le *Non Conformist* du 23 novembre avait tracé de Feargus à la suite de son élection comme délégué de Birmingham à la conférence :

"Rendons lui justice : il a mis au service de la cause une indomptable énergie, une grande adresse, une activité infatigable et, dans un jour néfaste, la doctrine de la force physique. Il a organisé ce qu'il avait trouvé informe et incohérent. Il a créé un instrument qui était également puissant pour le bien et pour le mal, et il l'a employé pour le mal. Par d'amères accusations, par la surexcitation des plus mauvaises passions de la nature humaine, par le dogmatisme le plus intolérable et une insolence qu'aucun esprit ayant la moindre étincelle de virilité ne pouvait supporter, il chassa des rangs du peuple tous les leaders de la classe moyenne, incapable de s'arrêter, semblait-il, jusqu'à ce que l'arène lui restat à lui seul. Il rendit la rupture entre les deux classes irréparable."

Le jugement, que le *Non Conformist* porte sur Feargus, est d'une impartialité qui entraîne le journaliste, pour rendre justice à Feargus, à être injuste envers William Lovett et ses amis dont il oublie le rôle prépondérant dans

la formation du mouvement chartiste : car il est inexact de dire que Feargus a organisé ce qu'il avait trouvé informe et incohérent. En réalité, le mouvement chartiste était déjà né, il était déjà organisé lorsque Feargus est venu " mettre au service de la cause une indomptable énergie, une grande adresse, une activité infatigable ". Et l'éloge le plus exact qu'on puisse faire de lui c'est de dire qu'au mouvement naissant il a apporté le concours d'un agitateur admirable. Mais le rédacteur du *Non Conformist* marque bien tous les griefs que contre un tel homme avaient les chefs du suffrage complet et les promoteurs de l'alliance : c'était en effet Feargus qui avait rendu la rupture " irréparable " entre la classe moyenne et le peuple. C'est lui peut-être qui va encore rendre le rapprochement impossible, c'est donc de lui qu'avant tout il faut parvenir à se débarrasser. L'exclusion de cette personnalité fatale à l'entente apparaissait aux sturgéistes comme la condition préalable et nécessaire de toute alliance un peu durable et il semble bien que, pensant ainsi, ils avaient raison ; mais comment atteindre cette fin si désirée ? Le procédé que les sturgéistes inventèrent ne prouve pas de leur part une grande finesse, mais témoigne en revanche d'une méconnaissance très certaine de l'âme des chartistes les plus sympathiques à l'alliance et les plus éloignés de

Feargus O'Connor. Déjà, en renonçant au mode d'élection préconisé par Lovett, ils avaient commis une imprudence ; ils essayèrent de la réparer par une maladresse qu'expliquent surtout les préjugés entretenus contre la Charte par la plupart des hommes de la classe moyenne et même par les plus favorables aux principes démocratiques :

" Trouvant, dit Lovett, qu'ils seraient probablement surpassés en nombre par les O'Connoristes et ayant d'ailleurs un préjugé contre la Charte, ils adoptèrent un plan par lequel ils pensaient se débarrasser de Feargus et de son parti, sans nuire à l'union. Ils demandèrent à deux avocats de Londres de préparer un projet de loi, fondé sur les principes qu'ils avaient adoptés et qu'ils appelèrent le *Nouveau Bill des Droits*, en ayant l'intention de donner à ce projet la priorité de discussion à la prochaine conférence. Cette conduite ne fut pas seulement imprudente, mais injuste, car bien que Neesom et moi nous fissions partie du conseil de la National Complète Suffrage Union, nous ne fûmes jamais mis au courant de ces agissements jusqu'au jour où me fut montré le Bill imprimé ".

Cette conduite était vraiment inexcusable à l'égard d'un homme, dont la grande valeur et la parfaite sincérité ne pouvaient être mises en doute et dont les actes avaient montré qu'il condamnait la politique de Feargus et qu'il était entièrement acquis au rapprochement. Quelle allait-être son attitude ? Jamais peut-être Lovett ne fit preuve d'une sagesse plus admirable que dans cette circonstance ; pas un instant il ne

songea à sa propre personne, lui qui aurait pu se sentir blessé d'un tel procédé. Il ne pensa qu'à tenter le sauvetage d'une union compromise par les excès des uns et par les fautes lourdes des autres :

" J'exprimai à M. Sturge, dit-il, que je regrettais cette manière d'agir, car je pensais que mettre ce nouveau Bill en opposition avec la Charte, c'était détruire l'union entre les deux classes parce que moi-même et d'autres qui nous étions joints à eux ne pouvions voter pour le Bill des droits en opposition avec la Charte et que je croyais que les classes laborieuses n'abandonneraient pas le document en faveur duquel elles avaient si longtemps combattu pour ce nouveau Bill que le Conseil avait préparé. Ceux de nos amis qui avaient été délégués de Londres se réunirent pour décider ce qu'il vaudrait mieux faire. En voyant le programme de la Conférence, préparé par le Conseil qui demandait la priorité de discussion pour le bill, nous comprimes immédiatement que quelque disciple d'O'Connor proposerait un amendement en faveur de la Charte, amendement que, fidèles à nos principes, nous serions forcés de voter. Il me fut recommandé de faire tout ce que je pourrais pour amener les hommes du suffrage complet à retirer leur proposition (priorité en faveur du nouveau Bill) ou, si je n'y parvenais pas, de proposer un amendement en faveur de la Charte. Par cette attitude, une rupture, qui autrement était sûre de se produire, pourrait peut-être être évitée. "

Lovett va suivre cette tactique décidée à l'avance et faire tous ses efforts pour empêcher la rupture.

La seconde conférence de Birmingham, qui comprenait 374 membres, se réunit le mardi 27 décembre. Joseph Sturge est élu président par

acclamation ; car, dit Thomas Cooper, “ pas un seul délégué ouvrier à la conférence ne désirait un autre président ” ; et l'admirateur passionné de Feargus ajoute cette appréciation qui vaut d'être méditée :

“ Si M. Sturge lui-même ou M. Edward Miall, ou le révérend Thomas Spencer ou le révérend Patrick Brewster de Paisley ou M. Lawrence Heyworth de Liverpool ou un autre leader du parti du suffrage complet s'était levé dans cette assemblée et avait prononcé des paroles de réelle bonté et de cordiale conciliation, je suis persuadé que, pas même O'Connor lui-même, même s'il l'avait désiré, n'eut pu empêcher cette large assemblée de délégués ouvriers de pousser des cris de joie ; mais il n'y eut aucune tentative pour amener l'union, aucun effort de conciliation, aucune offre généreuse de la main droite de l'amitié. Nous nous aperçûmes vite qu'il avait été décidé de tenir les pauvres chartistes à distance. Nous n'avions pas à nous mettre entre le vent et *leur* Noblesse. ”

Préjugés et mauvais vouloir de part et d'autre, voilà, en effet, un des mobiles les plus certains du conflit qui va éclater entre les deux éléments composant la conférence et prévenus l'un contre l'autre.

Thomas Beggs de Nottingham propose que le Bill présenté par le Conseil de la *National Complete Suffrage Union* soit pris comme base de la discussion. Mais qu'était donc ce Bill des Droits ? se demandèrent aussitôt les délégués ouvriers de la conférence dont Thomas Cooper nous exprime les sentiments de stúpéfaction :

“ Un document qui avait été rédigé par un avocat sur la demande du parti du suffrage complet, dans lequel les six points de la Charte étaient compris et quelques propositions faites pour diviser le pays en circonscriptions électorales égales. Mais les chartistes ne savaient rien de tout cela. Et il était absurde et mal à propos de nous demander un vote pour ce dont nous ne connaissions rien. Des exemplaires du nouveau Bill se trouvaient sur les tables. Mais qui pouvait songer à lire et à digérer cette lourde masse de nombreuses pages d’impression en l’espace de quelques heures ou pendant des discours provoquant l’excitation, et ensuite à donner son jugement ? Des murmures de mécontentement et même d’indignation commençaient à éclater lorsque William Lovett se leva et, dominant l’assemblée de toute sa haute taille, avec un hautain regard de défi jeté aux leaders du suffrage complet, il mena, à notre extrême étonnement, l’attaque contre eux. ”

William Lovett explique, dans son autobiographie, que tout au contraire il avait pris la parole, non pour mener l’attaque contre les sturgéistes, mais pour empêcher quelque farouche O’Connoriste de le faire d’une façon agressive et, dit-il, pour persuader “ mes amis du suffrage complet de la nécessité de retirer cette résolution s’ils voulaient que l’union put être maintenue. J’essayai aussi de leur rappeler que j’avais été amené (à la précédente conférence du 5 avril) à modifier ma résolution relative à la Charte par la promesse (qui m’avait été faite) que les dispositions de la Charte seraient discutées à celle-ci et je les informai que, s’ils n’étaient pas disposés à le faire, je considérerais comme mon devoir de proposer que la Charte du peuple fut

prise comme base de la discussion ". Dans son autobiographie, Lovett ne nous donne que ce simple et modeste résumé de son discours que les récits de la *Northern Star* du 31 décembre et de Thomas Cooper nous permettent de reconstituer ; mais il est probable que l'un et l'autre exagèrent quelque peu la raideur et la sévérité des paroles de Lovett à l'égard des sturgéistes que lui-même affirme avoir voulu persuader et non réprimander :

" Convaincu que l'objet naturel de l'association pour le suffrage complet est d'effectuer si possible une union cordiale entre la classe moyenne et la classe ouvrière et non pas seulement de se concilier une classe et de négliger l'autre, je me suis joint à cette association. J'ai fait de mon mieux pour favoriser l'entente dans la pensée que le grand objet que nous avons eu en vue serait ainsi atteint ; mais en même temps j'ai déclaré que ma définition du suffrage complet était fondée sur la Charte. J'ai assisté à la précédente conférence de Birmingham et j'ai exprimé devant l'assemblée la nécessité de travailler pour la pleine mesure de justice, si nous voulions avoir la grande masse du peuple avec nous. Après que la conférence eut affirmé les six points, j'ai fait sentir à ses membres la nécessité de faire encore un pas en avant. J'espère que vous ne me mettrez pas dans la nécessité de présenter un amendement en opposition avec la motion originelle. Votre insistance aurait pour effet de diviser la conférence en deux partis, alors que j'avais espéré que nous ignorerions tout des partis pendant notre discussion. J'espère que M. Beggs permettra que la Charte passe avant le Bill adopté par l'Union pour le suffrage complet. Je maintiens que la Charte a un droit de priorité. D'abord elle a donné l'impulsion à l'agitation actuelle qui dure depuis cinq ans ; et, pour assurer son application, un grand nombre de nos camarades ont souffert l'emprisonne-

ment et la transportation. La Charte a été rédigée dans un langage si simple et si net que tous ceux qui sont en état de la lire sont en état de l'apprécier. Au contraire, le Bill de l'Union pour le suffrage complet a été rédigé avec toutes les formes de la loi. Les promoteurs de la Charte ont de la répugnance pour cet obscur galimatias. Quoi ! Après avoir fait appel au bon sens du peuple pendant cinq ans, nous laisser égarer maintenant par des actes du Parlement, quand pendant cinq ans nous avons eu confiance dans le bon sens du peuple anglais. Je suis un de ceux qui ont été en désaccord radical avec la majorité des chartistes quant à la manière de faire de la Charte une loi, j'ai blâmé la conduite de beaucoup d'entre eux. Je pense qu'ils ont fait beaucoup de mal à la cause et ont considérablement retardé son succès. Je crois aussi que c'est à ces hommes qu'il faut imputer le tort considérable qui a été fait à la Charte dans l'esprit de la classe moyenne ; mais après tout c'est un préjugé : devons-nous faire céder les principes devant un préjugé ?"

Et, se tournant vers les sturgéistes, Lovett aurait ajouté :

"Vous avez manqué à la parole que vous m'avez donnée ; lorsque moi et mes amis, nous vous avons rencontrés dans cette ville il y a quelques mois, on nous a fait entendre qu'aucune mesure contraire à nos vues ne serait prise sans que nous en soyions informés, et maintenant cette résolution si contraire à la justice, à la probité, à l'équité est proposée : si vous voulez retirer votre motion, je retirerai la mienne et alors nous essayerons d'arriver à un accord équitable. Si vous refusez de retirer votre résolution, je maintiendrai la mienne comme amendement."

L'attitude de celui qui manifestait en cet instant les qualités d'un grand leader, attitude à la fois très conciliante, très ferme et très nette, aurait dû donner à réfléchir aux partisans du

suffrage complet. Il est même permis de supposer que ceux-ci se seraient laissés toucher par Lovett et auraient accepté sa proposition si loyale, sans la présence et sans l'intervention d'O'Connor qui, selon son procédé habituel, se fit immédiatement l'apologiste de son adversaire et, par là, le compromit peut-être aux yeux des sturgéistes. " La conduite de Lovett, raconte Thomas Cooper, gagna le cœur de tous ceux qui étaient des chartistes O'Connoristes et ostensiblement celui d'O'Connor lui-même, car celui-ci continua par un éloge " fortement épicé " de Lovett ; mais il fut évident que Lovett n'accepta pas sa flatterie. Il était de façon irréconciliable opposé à Feargus O'Connor qu'il considérait comme un simple trafiquant d'agitation politique et il était trop orgueilleux pour supporter l'idée d'être sous la direction politique d'un leader ".

Feargus avait profité de l'éloge qu'il avait fait de Lovett pour aigrir la discussion et précipiter le conflit en adressant aux classes moyennes quelques critiques qui, même justes, n'étaient pas faites sans doute pour faciliter l'entente :

" Quand les classes moyennes voulurent faire adopter le Bill de 1832, elles trouvèrent commode et nécessaire de demander la coopération des classes ouvrières. Puis, quand elles eurent atteint leur but, elles rejetèrent l'échelle dont elles s'étaient servies pour monter et laissèrent la grande masse du peuple tomber à terre. Les classes ouvrières ne sont plus désormais l'instrument d'un parti. "

On peut dire qu'en cette circonstance encore ce fut O'Connor qui décida des destinées du chartisme. La conférence avait suspendu sa séance pour donner aux sturgéistes le loisir de prendre en considération la proposition de Lovett : après avoir montré trop de faiblesse, les promoteurs du suffrage complet montrèrent trop d'intransigeance. Ils avaient sans doute l'espoir de rompre avec Feargus et ses plus ardents partisans sans toutefois rompre avec les chartistes modérés : c'était mal connaître l'âme de William Lovett et les nécessités qui s'imposaient à lui de ne pas laisser sacrifier sans discussion la Charte, source de tant de souffrances et symbole de tant d'efforts.

Leur décision prise de ne rien céder, les sturgéistes se montrèrent presque aussi intolérants que les disciples de Feargus, et le débat, dit Cooper, commença à " devenir très orageux " ... le Reverend Brewster se distingua par la virulence de son discours et Lawrence Heyworth par son ton blessant ; il cria aux chartistes : " nous voulons bien accepter vos principes, mais nous ne voulons pas de vos leaders " et, comme les clameurs qui s'élevaient contre lui se faisaient violentes, il devint encore plus agressif : " Je le répète de nouveau, clama-t-il, nous ne voulons pas de vous, tyrans ! " Le président intervint et lui demanda de ne

pas poursuivre sur ce ton, et Cooper pense que George White et Beesley et quelques autres qu'on entendait jurer avec violence "auraient été disposés à essayer d'une autre manière d'argumenter plus concluante que les simples discours." Ainsi les plus passionnés étaient prêts à en venir aux mains. Néanmoins, tout le monde écouta en silence le Révérend Spencer, "car, ajoute Cooper, il nous harangua très respectueusement encore qu'il ne parvint pas à nous convaincre. Nous avions aussi de notre côté un clergyman, qui offrait en tous points un contraste avec le Révérend Spencer, mais bien connu depuis de longues années parmi les radicaux de Londres, le fameux Wade, le gros curé Wade, comme il était toujours appelé : "Qu'est-ce que ce Bill of Rights, demande Wade, ce quelque chose de mystérieux qu'on veut nous faire avaler ? Cette chose engendrée dans l'obscurité et mise au jour dans une cave à charbon ? Ce *Monstrum horrendum*, *informe*, *ingens*, *cui lumen ademptum*, ce chat en poche, qu'est-ce donc ? dis-je. Nous n'en connaissons rien. Et, j'admire l'effronterie et, je vous le dis tout simplement, j'admire l'impudence d'un parti capable de réunir une conférence comme celle-ci et de se moquer de nous avec une telle proposition," et Wade déclare en manière de conclusion : "Je suis un chartiste ; je suis

l'homme du cochon entier ; et peu m'importe qui le sait. "

Cependant Thomas Cooper causait avec James Williams de Sunderland qui lui exprime le désir de tenter quelque chose, même si la tentative était vouée à l'insuccès, pour amener la conférence à une solution équitable. Thomas Cooper lui dit qu'il était trop tard, mais que peut-être ils feraient bien de présenter une résolution, même si personne ne devait la voter avec eux : " ce serait là tout au moins une protestation en faveur de l'équité. " Tous deux rédigent donc une motion proposant que la Charte du peuple et le Bill des droits soient mis sur la table et qu'ils servent de base à la pétition à adresser au Parlement :

" Je ne pense pas que nous ayons eu plus d'une demi-douzaine de partisans. Il était trop tard. Il n'était pas vraisemblable que les chartistes cédassent et consentissent à abandonner leur Charte, pour laquelle un si grand nombre d'entre eux avaient souffert l'emprisonnement et pour laquelle tous avaient souffert la persécution et le mépris, pour accepter une proposition défendue par certains de ses partisans d'une façon si offensante et si irrationnelle dans sa soudaineté. "

C'est ce qu'avait admirablement compris Lovett : il sentait qu'il n'était pas possible au rédacteur de la Charte de se résigner à ce que tant d'efforts eussent été dépensés, tant de

souffrances subies en vain. Aussi avait-il proposé cet amendement à la motion de Th. Beggs :

> " Le document, appelé Charte du peuple, renferme les dispositions essentielles d'une représentation juste et égale, exprimées dans un langage clair et net qui peut être compris et apprécié par la grande masse du peuple, pour le gouvernement, la direction duquel toutes les lois devraient être rédigées : il possède, au jugement de meeting, un droit de priorité sur tout autre document. "

Avant le vote, Lovett tente un suprême effort de conciliation ; il déclare à la conférence que dans son anxieux désir d'union il offre aux leaders de la *Complete Suffrage Union :*

1° Que les deux propositions de priorité soient retirées, celle en faveur du nouveau Bill des Droits et la sienne en faveur de la Charte ; 2° que les deux documents soient mis sur la table ; 3° que les dispositions des deux documents soient lues et discutées alternativement ; 4° qu'ayant pris dans chacun tout ce qui était bon, on rédige un Bill et que ce Bill soit présenté au pays avec ce simple titre : " *Bill pour assurer la juste représentation du peuple.* " Lovett ne pouvait avoir une attitude plus conciliatrice ni aller plus loin dans les concessions ; mais les hommes du suffrage complet n'acceptent pas cette proposition " raisonnable " et réclament le vote qui donne, pour la motion

originelle de Beggs, 94 voix et, pour l'amendement, 193.

Alors, raconte Cooper :

"Après quelque hésitation, Joseph Sturge se leva et nous dit que lui et ses amis avaient pris la décision de nous quitter, qu'ils se retiraient pour tenir entre eux une réunion. Pendant un moment, tout fut tumulte. Un quaker indépendant de l'Ile de Wight protesta et déclara qu'il ne se retirait pas. Le Reverend Solly de Yeovil refusa également de se retirer. Et Arthur O'Neill, quoiqu'il ne fut pas un O'Connoriste, resta avec nous en sincère partisan du pauvre qu'il a toujours été. Au contraire, Henry Vincent se retira avec le parti du suffrage complet...... Quel aspect misérable avait la figure du bon Joseph Sturge lorsqu'il nous dit ces derniers mots et abandonna le fauteuil présidentiel ! " Cooper, me déclara O'Connor, cet homme n'est pas heureux. Il ne désire pas nous quitter. " Feargus proposa comme président Patrick O'Higgins, un vieil associé (car il fut question à un moment donné de son mariage avec la sœur d'O'Connor), et Lovett comme secrétaire ; et nous nous préparâmes à continuer la conférence ; mais nous nous sentions fatigués, encore qu'il y eut quelque conversation. Je demandai sans détour à Lovett si nous pouvions nous attendre à le voir se joindre à nous de bon cœur dans notre effort pour obtenir la Charte ; mais il nous dit sans hésiter qu'il pensait rester fidèle à ses propres projets et qu'il ne pouvait se joindre à nous que si nous les acceptions. Aucun homme du parti d'O'Connor ne se sentait disposé à le faire et ainsi ma tentative pour nous concilier Lovett échoua. Celui-ci, Parry et ses autres amis nous laissèrent avant que la conférence fut formellement terminée et nous nous retirâmes dans une plus petite pièce où je proposai un plan d'organisation en vue de fortifier nos membres ; mais le comité exécutif commença à se quereller avec O'Connor, et bientôt ce ne fut plus que querelle et confusion... Lorsque mon plan d'organisation eut été publié, l'éditeur Hill proposa le sien. Il s'ensuivit des lettres dans la *Northern Star* et on fit beaucoup de bruit autour du mot " orga-

nisation " pendant un temps ; mais jamais une organisation réelle et effective ne se constitua. "

Rien ne montre mieux que ce récit de Thomas Cooper les résultats auxquels aboutit la seconde évolution du Chartisme : rupture entre les chartistes et les hommes du suffrage complet, c'est-à-dire abandon du rapprochement entre les classes moyennes et les classes ouvrières ; rupture entre Lovett et ses amis et les partisans d'O'Connor ; antagonisme entre le comité exécutif de la National Charter Association que si longtemps Feargus avait pris sous sa protection et le même Feargus qui avait sans doute commencé à trouver que les membres du comité exécutif n'étaient peut-être pas des instruments assez dociles ; rancunes particulières entre les différents leaders. On peut dire en définitive, selon le mot de Thomas Cooper, que la conférence de Birmingham s'achève en " querelles et confusion ".

Le seul résultat effectif de cette seconde évolution était l'affirmation incontestée d'une véritable dictature, celle de Feargus O'Connor. C'était lui qui sortait en vrai triomphateur de la conférence de Birmingham. N'avait-il pas prédit l'échec de l'alliance proposée par les hommes du suffrage complet " ces bluffeurs, ces complets mystificateurs "? N'avait-il pas été la cause la plus certaine de cet échec,

qu'il avait su admirablement préparer à l'avance, il faut lui rendre cet hommage, tandis que les promoteurs de l'entente n'avaient rien su faire pour prévenir les agissements de l'adversaire et s'assurer contre les risques que faisait courir à leur dessein une politique à la fois si souple et si constante dans ses variations ? Seul Lovett avait prévu et tenté de prévenir l'action d'un aussi formidable antagoniste ; parlant de la conférence de Birmingham, il dit que, si les hommes du suffrage complet se retirèrent après le vote qui les avait mis en minorité, ce fut surtout parce qu'ils ne voulaient rien avoir de commun ni rien faire avec Feargus : " je puis affirmer ici ma conviction : la scission ne fut pas autant provoquée par le vote qui leur fut contraire que par leur ferme résolution de n'avoir aucune association avec Feargus O'Connor ; mais, à mon avis, ils n'adoptèrent pas la méthode loyale pour y arriver ". Lovett veut sans doute dire que, si les hommes du suffrage complet avaient en même temps accepté de discuter la Charte et affirmé qu'ils ne voulaient pas de Feargus, ils auraient trouvé dans Lovett et dans ses amis un ferme appui et auraient pu constituer avec les chartistes modérés un parti démocratique fondé sur l'union des classes moyennes et des classes laborieuses. Après les preuves que Lovett avait données de sa loyauté

et de ses sentiments, les sturgéistes ne pouvaient expliquer son attitude que par sa fidélité à la Charte du peuple, non par le désir de lier partie avec son ancien adversaire. Le procédé qu'ils avaient employé pour éliminer O'Connor s'était tourné contre leurs intentions et n'avait eu pour effet que de fortifier la situation de celui qu'ils voulaient affaiblir.

Les habiletés de Feargus et les fautes de ses adversaires avaient accru sa puissance : sa dictature était fortement assurée maintenant que les circonstances, adroitement utilisées par lui, l'avaient débarrassé de ses deux plus grands rivaux, Bronterre O'Brien et William Lovett. Après la seconde conférence de Birmingham ni l'un ni l'autre ne peuvent plus être considérés comme des meneurs du mouvement. On peut dire que, en décembre 1842, tous deux, l'un volontairement et l'autre malgré lui, sortent de la scène chartiste.

Sans doute Bronterre O'Brien tentera de prendre part à quelques manifestations chartistes et notamment il sera présent aux premières séances de la Convention au mois d'avril 1848 ; il continuera sa lutte contre Feargus O'Connor, mais avec quelles armes inégales ! Le *British Statesman* échappe à Bronterre qui, le 17 décembre 1842, pour raisons financières est obligé d'abandonner la direction de ce journal ; en septembre 1843, il

n'est point parmi les délégués du peuple à la troisième Convention qui siège à Birmingham ; les critiques si précises et si justifiées que, pendant les années suivantes, Bronterre fait du plan agraire lancé par Feargus ne parviennent qu'un moment à entamer l'influence du démagogue qui trouve le moyen de renouveler sa célébrité grâce à la popularité du " Land Scheme ". Bronterre luttera plus heureusement avec le second *National Reformer* contre les calomnies de la *Northern Star* qui, dès le 10 septembre 1842, l'appelle " la vipère affamée " : car ce journal va continuer sa campagne impitoyable en se servant de cette appellation infamante pour flétrir publiquement et tenter de déconsidérer complètement dans l'opinion des masses celui-là même que Feargus avait nommé le maître d'école du Chartisme.

Plus sage et plus perspicace que Bronterre, William Lovett s'est retiré de lui-même, afin de n'être pas mis à l'écart d'un mouvement dont la direction est complètement accaparée par un seul homme et quelques comparses ; il n'a pas voulu mener au sein du Chartisme un inutile combat ; et, préférant consacrer son énergie à de moins vains efforts, il a laissé le champ libre à celui que la faible voix de Bronterre dénomme le " Dictateur ". En septembre 1843, sollicité par deux membres de la National Charter Association, Donaldson et Mason, il refuse l'offre

qui lui est faite de devenir le secrétaire de la nouvelle National Charter Association ; et dans une lettre il explique son attitude :

" Quels que puissent être les mérites du plan (Le Land Scheme) que vous vous êtes réunis pour discuter, je ne puis oublier la connexion qui existe entre ce plan et Feargus O'Connor, connexion qui me permet tout de suite de former mon opinion sur la possibilité de réaliser quelque bien par ce moyen et qui détermine tout de suite aussi mon attitude. Je regarde Feargus O'Connor comme le mauvais génie de notre mouvement en faveur de la Charte, un homme qui, par sa conduite personnelle jointe à son influence malfaisante sur la *Northern Star*, a été le virus de la démocratie depuis la première fois qu'il a ouvert la bouche, comme son avocat a déclaré. (Avant lui), il régnait (dans notre agitation) une réciprocité de sentiments généreux, un esprit de tolérant examen, une ardente aspiration vers tout ce qui peut améliorer et élever l'humanité, et tous ces sentiments avaient éveillé les espérances de tous les hommes de bien et imposaient le respect même à nos ennemis. Cet homme est venu parmi nous pour flétrir ces sentiments, pour ternir ces espérances...... Il commença sa carrière en ridiculisant notre bluff de la force morale, comme il aimait à nommer nos efforts pour créer et développer une opinion publique éclairée et morale en faveur des principes chartistes. Par ses grandes protestations, par ses artifices et ses supercheries, il obtint l'aide des classes laborieuses pour établir un journal destiné à propager leurs principes, mais il en fit bientôt un instrument pour détruire tout ce qui était intellectuel et moral dans notre mouvement. Partout où il y avait quelque chose de bon à saper, des principes à déraciner, et d'honnêtes gens à ruiner par la calomnie, il accourait comme l'esprit du mal pour satisfaire sa méchanceté, et la *Star*, simple reflet de la nature de son maître, ne songeait qu'à le dépasser dans ses attaques contre tout ce qui était bon dans la démocratie ou à rendre le pouvoir au torysme une fois de plus. Par ses appels constants à l'égoïsme, à la vanité et aux simples pen-

chants animaux de l'homme, il réussit à éveiller un esprit de haine, d'intolérance et de brutalité inconnu auparavant parmi les réformateurs et qui, s'il avait été aussi puissant qu'il était vindicatif, aurait détruit tout vestige et toute espérance de liberté...... Les hommes, qui, aux temps de persécution et au moment du danger, avaient donné des preuves de leur courage, furent parmi les premières victimes choisies par cet apôtre tapageur de la force physique et par ses satellites braillards ; aucuns moyens, quelque méprisables qu'ils fussent, aucuns mensonges, quelque misérables qu'ils fussent, ne furent négligés pour ruiner tous ceux qui osaient penser ou qui refusaient de s'incliner devant le veau d'or qui s'était édifié lui-même comme le seul object digne de l'adoration chartiste. Les *crédules* furent par suite nourris, de semaine en semaine, de romans inventés de toutes pièces et calomnieux contre le caractère et la réputation de certaines personnalités ; les *envieux* furent satisfaits de cette œuvre de persécution et les *irréfléchis* furent séduits par l'homme qui, si l'on en croit ses protestations, a perdu son rang, sa situation et sa fortune au service de la cause ; et c'est pourquoi ils ont joint facilement leurs voix au cri de guerre de la *Northern Star*...... Si inconsistants et si aveugles ont été ces gens qui faisaient profession d'être des démocrates que, joignant leurs efforts à ceux d'O'Connor pour détruire tout autre espèce, tout autre ombre d'agitation *que le Chartisme tel qu'il était défini par la* " *Star* ", ils ont été égarés et dupés par des centaines de billevesées qu'il a inventées dans le dessein d'amener de nouveaux lecteurs à son journal.......... La conduite et le caractére de cet homme ont abattu toutes les espérances de succès qu'on peut avoir dans tout projet dont il peut se mêler de près ou de loin et je crains que mes frères chartistes ne puissent jamais sauver leur cause du mépris que cet homme et ses satellites ont jeté sur elle, tant qu'ils n'abandonneront pas ses conseils pernicieux...... Pour moi, je ne veux rien avoir à faire avec un homme tel qu'O'Connor, non seulement parce que je crois qu'il a fait un tort irréparable à notre cause, mais parce que je le sais politiquement et moralement malhonnête. Je crois qu'il continuera à nuire à toute cause dont il pourra s'occuper. "

Des crédules, des envieux, des inconsidérés et des aveugles : tels sont bien les hommes qui subissent la fascination du dictateur ; mais qu'importent les hommes et les excellentes raisons mises en avant par Lovett pour s'abstenir de toute coopération avec Feargus O'Connor ; elles ne valent pas contre cette raison suprême, la faveur incontestée dont celui-ci jouit dans les milieux chartistes et l'influence indiscutée qu'il possède sur les classes ouvrières : comme le dit Thomas Cooper, " Feargus passe aux yeux des travailleurs pour l'incorruptible avocat de la liberté ; l'honnêteté de tout leader local qui ne veut pas se ranger sous la bannière de Feargus " *le leader en chef* " est suspectée. "

Une chanson chartiste attribuée au même Cooper et qui est l'œuvre d'une chartiste Galloise, *Le lion de la Liberté*, résume la vénération dont cette idole populaire est l'objet de la part de ses fidèles et le véritable culte que lui vouent les masses :

Le lion de la liberté est sorti de sa caverne ;
Nous nous rallierons autour de lui, toujours, toujours :
Nous le couronnerons de lauriers, pour qu'il soit notre champion :
O'Connor, le patriote : pour la douce liberté !
L'orgueil du peuple, il est noble et brave.
La terreur des tyrans, l'ami de l'esclave :
L'Astre brillant de l'indépendance, le plus noble de tous les hommes :
Nous nous rallierons autour de lui, toujours, toujours.

Qui a combattu pour les patriotes, debout jour et nuit,
Pour les empêcher de devenir la proie des tyrans ?
C'est l'homme sans peur, O'Connor, si vigilant :
Nous nous rallierons autour de lui, toujours, toujours.
Bien que les orgueilleux et audacieux tyrans aient emprisonné son corps,
Ils ne purent jamais dompter son âme généreuse :
Nous saluerons notre lion enfermé, maintenant libéré de sa caverne :
Nous nous rallierons autour de lui, toujours, toujours.

LE DÉCLIN

(1843-1848)

'Tis the time's plague, when madmen lead the blind.

King Lear.

CHAPITRE I

La Misère et L'Espérance

"Child, is thy father dead?
Father is gone!
Why did they tax his bread?
God's will be done!
Mother has sold her bed:
Better to die than wed!
Where shall she lay her head?
Home we have none."

Ebenezer Elliott
Corn Law Rhymes.

La Misère et L'Espérance s'étaient rencontrées et d'elles était né le Chartisme. Le mouvement chartiste s'était développé pendant six années d'une interminable crise dont la répercussion sur la condition des classes laborieuses avait été aggravée par une série de mauvaises récoltes : le pain cher avait rendu plus dure encore la vie ouvrière et plus intolérable la misère créée par l'insuffisance du salaire et la prolongation du chômage.

Exaspérés par la misère, guidés par l'espérance, les travailleurs chartistes avaient mis une

énergie, un stoïcisme, une patience qui paraissaient inlassables, à lutter pour la Charte du peuple dont ils escomptaient tant d'heureuses nouveautés : ils étaient soutenus par la promesse que, grâce à la vertu du suffrage universel et de la démocratie politique, prochaine serait la réalisation de cet idéal de vie meilleure dans une société plus juste qu'on leur avait fait entrevoir. La misère seule eut provoqué des bris de machines, des incendies, des émeutes et donné au gouvernement une occasion de montrer sa force de répression. Mais l'espérance socialiste avait organisé cette réaction contre le machinisme, la loi des pauvres et le Factory System ; elle avait lié ces instincts de révolte, incertains et sans coordination, en un mouvement révolutionnaire dont le gouvernement avait été plus d'une fois préoccupé et contre lequel il avait même pris et devait prendre encore des mesures préventives.

Exerçant la puissance que donnait aux uns le charme de leur sincérité et aux autres la séduction d'une éloquence savamment inspirée par une connaissance exacte de l'âme populaire, quelques hommes décidés, audacieux ou habiles, avaient sû faire miroiter aux yeux des masses ouvrières l'espérance socialiste d'une Cité d'Harmonie. Les directions de ces chefs qui s'offraient au mouvement de réaction contre la Révolution

industrielle étaient d'inspiration très différente ; mais, très vite, dès 1838, l'état d'âme révolutionnaire l'avait emporté sur l'état d'esprit réformiste : les raisonnements et la lenteur patiente du réformisme étaient peu accessibles à l'âme de ces pauvres êtres, bien souvent affaiblis par les privations, parfois même affamés et qui, si l'on modifie quelque peu le proverbe, n'avaient d'oreilles que pour les espérances immédiates et pour les imaginations sentimentales de la révolution. La misère est conseillère de violence et l'espérance est d'autant plus puissante sur l'âme des foules que la promesse à laquelle celle-ci ajoute foi est plus rapprochée et plus entière : les réformistes apparaissent un peu comme les prometteurs d'un paradis auquel on n'arriverait qu'après un très long purgatoire et leurs conseils sont plus facilement reçus en période de prospérité qu'en période de crise.

En l'année 1842, une bonne récolte s'était produite, suivie bientôt d'un changement dans la situation économique. A la dépression qui dure depuis novembre 1836 succèdent un nouvel élan de l'industrie anglaise et une série de bonnes récoltes.

Le retour à la prospérité allait-il ramener la paix parmi les populations laborieuses, comme la crise avait amené la révolte ? L'essor de l'Espérance et de la Misère avaient créé le

Chartisme : le déclin de l'espérance et le retour de la prospérité économique allaient-ils provoquer le déclin du Chartisme ?

I

Pendant les années 1843 et 1844, l'histoire du Chartisme se résume en celle des faits et gestes de Feargus O'Connor : Lovett se désintéresse du mouvement dont il a été l'un des grands initiateurs ; Bronterre O'Brien, qui a abandonné la direction du British Statesman en décembre 1842, ne fonde son second National Réformer qu'en 1845, et, jusqu'à cette époque, bien qu'il n'ait pas renoncé à la lutte, il est impuissant à faire entendre ses critiques contre le dictateur. Aucune voix n'oserait s'élever contre le tout puissant démagogue : George White connaissait l'attitude du "leader" dans l'affaire de Newport et on lui prêtait, à sa sortie de prison, l'intention de dénoncer Feargus ; mais, lors de la fête qui est donnée en son honneur, les 8 et 9 janvier 1844, White proteste contre ce bruit et déclare solennellement :

" Feargus O'Connor est un honnête homme et un indomptable patriote. Je crois que, si M. O'Connor possédait la fortune de Rothshild, il l'emploierait à faire progresser le bonheur de la famille humaine et, si je me permettais de le dénoncer, cet acte prouverait que je suis, ce que j'espère n'être jamais, un des plus sombres coquins qui existent. "

George White avait sans doute reculé devant les conséquences qu'auraient eues pour lui l'exécution de son noir dessein et il savait que dénoncer Feargus eut pu lui coûter cher, car la *Northern Star* ne pardonnait pas les plus petites intempérances de langage contre le grand démagogue. Aussi fallait-il être bien téméraire pour parler contre la personne ou même contre les intentions du "dictateur" ; ceux qui commettaient cette imprudence étaient vigoureusement exécutés par le journal aux ordres duquel obéissait dans la moindre bourgade, comme dans les grandes villes, une petite bande d'enragés O'Connoristes. Ceux-ci étaient-ils majorité ou minorité parmi les Chartistes ? Il est probable que, le plus souvent, ils n'étaient que minorité, mais dirigeaient les masses chartistes. Comme ils ne craignaient pas d'user de la manière forte, non seulement dans les discussions, mais même avant toute discussion, ils réduisaient au silence leurs opposants réels ou présumés ; ils employaient des moyens décisifs pour décourager les "faux démocrates" qui avaient l'audace de les vouloir contredire, et, souvent même, ceux qui avaient la velléité de parler n'osaient ouvrir la bouche dans la crainte de sembler défendre des "traîtres à la cause chartiste" ou dans l'appréhension d'être impuissants à se faire écouter. Aussi, agissant d'instinct comme les Jacobins de notre

Révolution Française, les O'Connoristes exerçaient-ils une autorité difficilement contestable sur le gros des troupes chartistes, sur les indécis, les hésitants, les aveugles volontaires et les aveugles involontaires: et ne sont-ils pas majorité ceux qui aiment avant tout la tranquillité d'un mol oreiller et à qui la vertu des formules permet un doux sommeil ; ceux qui se laissent éblouir par le prestige des mots sonores et des affirmations bruyantes ; ceux qui ne rejettent un gouvernement qu'ils ne se sont pas donnés que pour accepter la tyrannie de chefs qu'ils n'ont pas choisis, mais qui ont su s'imposer à eux ; ceux qui, très impatients révolutionnaires dans leurs opinions et très obéissants sujets de leur parti dans leurs actes, concilient ainsi le désir de se croire des hommes libres et la douceur d'un esclavage aimable au troupeau humain ? Il faut attendre le commencement de 1845, le retour d'exil de Mc Douall, la libération de Thomas Cooper, la publication du second National Reformer, pour que la dictature qu'a établie à son profit le grand démagogue soit l'objet d'attaques de quelque retentissement.

Pendant les années 1843 et 1844, la dictature est absolue. En septembre 1843, Feargus, qui jusque-là avait refusé d'entrer au comité exécutif de la National Charter Association, accepte le poste de trésorier et il fait nommer à côté

de lui, au comité, des hommes obscurs en qui il espère trouver des serviteurs passifs ; il a la suprême insolence de se porter garant de l'honnêteté de ces comparses, les Thomas Clark, les Mc Grath, les Doyle et les Wheeler, peu connus du peuple chartiste. Et, comme les fonds de l'association sont insuffisants pour appointer ses collègues du comité, il paie ceux-ci de sa poche, ce qui lui permettra d'en user avec eux plus librement et de se servir de leurs noms sans qu'ils puissent décemment protester. Avec son entrée au comité, dont il est le trésorier et le seul personnage important, Feargus donne à sa dictature un caractère officiel ; un pouvoir occulte étant souvent plus fort qu'un pouvoir reconnu, cette consécration ne peut guère accroître une puissance déjà considérable, mais elle permet à Feargus de supprimer les résistances qu'il avait rencontrées de la part de l'ancien comité de la National Charter Association qui, bien qu'ayant d'abord subi sa protection, avait ensuite manifesté quelque indépendance.

De cette toute puissance qu'il possède, comment et à quelles fins Feargus va-t-il se servir ? Les deux années 1843 et 1844 sont marquées par deux faits qui n'ont aucune relation apparente et qui cependant sont liés : le Land Scheme et la discussion publique entre Feargus et Cobden à Northampton.

Dès le commencement de 1843, tous les efforts de Feargus sont consacrés à mettre, dans les préoccupations des Chartistes, le *Land Scheme* au premier plan. Alors qu'en décembre 1842, à la conférence de Birmingham, les Chartistes ont sacrifié leurs projets d'alliance à la Charte du peuple et que celle-ci semble le premier objet et l'idéal immédiat du mouvement, Feargus va chercher à substituer, au cri "*The Charter*", celui de "*The Land and The Charter*", la "*Charte*" ne disparaissant pas, mais s'effaçant devant "*La Terre*".

Y avait-il une contradiction réelle ou seulement une contradiction apparente dans cette nouvelle attitude de Feargus ? Dans la pensée de ses rédacteurs, la Charte n'avait été, dès le début du mouvement, qu'un moyen pour atteindre, par le plus court chemin de la démocratie politique, les réalisations socialistes : la Charte du peuple ne devait-elle pas assurer la protection du salaire et, mieux encore, le droit au produit intégral du travail ? C'était là aussi l'idée que se faisaient de la Charte les masses laborieuses, comme le prouvent les adresses et résolutions votées par les meetings ouvriers pendant les grèves d'août 1842. C'était peut-être la seule idée qui fut commune aux chefs réformistes et révolutionnaires : un lien étroit était établi par tous entre Démocratie et Socialisme. N'était ce donc pas,

de la part d'O'Connor, découvrir les fins dernières du mouvement et faire apparaître, à côté du moyen de réalisation, l'idéal fondamental du Chartisme que de donner aux préoccupations économiques la première place en unissant, dans un même cri de revendication, "La Terre et La Charte" ? L'exposé du Land Scheme montrera combien les projets d'O'Connor étaient éloignées des conceptions monétaires et agraires qui constituaient le programme minimum du socialisme chartiste.

L'idée qui inspira à Feargus le Land Scheme n'est pas une invention personnelle, elle a été empruntée par lui aux socialistes owenistes et aux socialistes chrétiens. Dès avant 1838, elle était à la mode dans les milieux socialistes. Elle vient directement de Robert Owen et de ses disciples, qui pensaient que " de toutes les occupations humaines, l'agriculture est la plus favorable à la santé, à l'innocence et au bonheur de l'humanité. " Et cette idée avait été développée dans les journaux chartistes bien avant le moment où, en 1843, il prit fantaisie à Feargus de l'adopter, de la patronner, de la lancer et d'en faire la grande idée de son règne populaire, dont elle devait être aussi la seule expérience sociale.

En Juillet 1838, la *Northern Star* conseille aux travailleurs de racheter la terre avec les écono-

mies que les sociétés ouvrières ont déposées dans les caisses d'épargne :

" En dehors du Suffrage Universel, les classes laborieuses n'ont de sécurité pour aucune espèce de propriété. Mais, même actuellement, nous pensons que la possession de la terre offre plus de sécurité que l'intérêt nominal et la promesse de payer faite par l'Etat spéculateur. Aussi, bien que la terre du pays appartienne au peuple entier du pays et ne soit détenue en propriété privée qu'en vertu de droits fictifs, fondés sur la violence, nous pensons cependant que le peuple agirait plus sagement en rachetant avec ses économies une partie de cette terre qui est sienne, (partie dont il ne saurait être de nouveau encore dépossédé autrement que par un acte général de violence qui devrait également comprendre les terres de l'aristocratie,) qu'en permettant que ses économies soient continuellement dévorées par les cormorans titrés qui augmentent la liste des pensions. Il y a maintenant assez d'argent déposé par les classes laborieuses de ce pays dans les caisses d'épargne pour leur permettre, si elles l'en retiraient, d'acheter, même au prix exorbitant de la terre à l'heure actuelle, autant de terre dans leur propre pays qu'il en faudrait, d'après le système coopératif recommandé par M. Owen, pour permettre aux pauvres de l'Angleterre de subsister dans le bien-être et l'indépendance avec une somme de travail égale au quart de leur travail journalier actuel. Le fait est, comme nous l'avons dit cent fois aux ouvriers du Yorkshire et du Lancashire, qu'aussi longtemps qu'ils se loueront aux distributeurs de la richesse, au lieu de produire pour eux-mêmes, il en sera toujours ainsi. "

C'est donc directement à l'owenisme qu'est empruntée l'idée centrale du Land Scheme, l'achat par les travailleurs de terres destinées à les libérer et à leur permettre de se soustraire à la tyrannie des employeurs en produisant pour

eux-mêmes. Cet emprunt pourrait paraître aux fantaisistes une illustration des théories de Vico : il y a là comme un retour du Chartisme à ses plus lointaines origines et une revanche de l'owenisme. Les premiers chartistes, disciples émancipés de Robert Owen, ont affirmé par la Charte du peuple leur dissidence essentielle avec leur premier maître. Or, c'est justement avec une conception d'inspiration oweniste que Feargus O'Connor va détourner le Chartisme de la voie qu'avaient tracée au mouvement ses premiers initiateurs.

En 1838, le suffrage universel est la revendication essentielle : le 28 juillet, commentant dans la *Star* le précédent article, Bronterre dit sa conviction que " si le peuple ne peut obtenir le suffrage universel, le reste sera inutile ; " et le public chartiste en est également convaincu. Les circonstances ne sont plus les mêmes en 1840, après l'échec de la pétition, les démarches incertaines de la Convention et l'impitoyable répression qui a décimé les rangs des chartistes : quelque scepticisme a entaché l'espoir prochain de la Charte ; mais les travailleurs ne demandent qu'un nouvel espoir à entretenir et leur âme est disposée à prêter la jeune fraîcheur de son imagination à tout idéal que ses conseillers auront l'art de lui présenter comme suffisamment proche. Le 12 septembre 1840, un

socialiste chrétien proclame dans un article de la *Star* :

" *La Terre, la Terre, la Terre !*

Nous avons besoin *de plus que la Charte.*

Il faut que nous ayons plus pour que la masse de la Nation soit bien nourrie et habillée ; il faut que nous ayons la Terre. Le système proposant d'établir les travailleurs sur la terre a été maintes fois conseillé dans notre pays et dans nos villes par des hommes sages et par des philanthropes, par des riches et même par des gens intéressés. Le sens commun dit : procurez-vous la terre ; l'auteur de notre existence a dit, en effet, à nos premiers parents : Voici la terre, elle a été faite pour vous, prenez-en possession. "

Feargus O'Connor a adopté une idée qui paraissait séduire beaucoup d'esprits en 1840 et en 1841, après que la première évolution du Chartisme eut créé quelque scepticisme sur la possibilité de conquérir très rapidement la charte du peuple. Cette adoption d'une idée à la mode ne doit pas nous étonner de la part de Feargus parce qu'elle est dans la logique de son tempérament et de sa politique : le démagogue avait compris le besoin que les masses chartistes éprouvaient d'un nouvel objet auquel attacher leur pensée, d'un nouvel espoir auquel consacrer leurs énergies. Feargus qui, par intuition et par expérience, connaissait si bien l'âme des foules, n'avait pas eu besoin de lire Fourier pour savoir l'art de mettre en jeu LA PAPILLONE et les ressources que cette passion offre à qui veut con-

duire les masses, lorsqu'il est besoin d'entraîner, de retenir ou de retourner les sentiments populaires.

Jusque là les inconstances apparentes du grand politique, n'avaient été qu'une constance inlassable à suivre les engouements que, grâce à la *Star*, il pouvait suggérer ou provoquer au besoin. Mais, le jour où Feargus eut adopté l'idée du Land Scheme, celle-ci l'accapara tout entier. Tout d'abord, le Land Scheme ne dut être pour lui qu'un nouveau jouet assez réussi pour occuper et amuser le peuple chartiste. Espéra-t-il ensuite avoir découvert un moyen de s'attacher définitivement la faveur populaire dont il n'ignorait pas la versatilité ? A force de parler inlassablement du Land Scheme et des perspectives d'avenir que ce projet offrait aux classes laborieuses, finit-il par croire lui même aux promesses dont il avait été si prodigue ? Ou bien encore, après s'être engagé à fond dans cette entreprise, ne pensa-t-il plus possible de reculer et se sentit-il obligé de poursuivre l'expérience afin d'éviter le reproche de n'être qu'un pur négateur ? Ou plutôt fut-il pris dans l'engrenage des nécessités financières qui l'amenèrent à chercher, en dehors de la *Star* qui ne faisait plus ses frais, des ressources pour lui-même et pour son journal par l'application du Land Scheme ? Ernest Jones, un des associés d'O'Connor,

devait déclarer, dans le *Times* du 13 avril 1853, " que, du jour où Feargus se lança dans cette entreprise du Land Scheme, il ne put plus parler de rien d'autre ". Est-ce là fidélité à un procédé de fortune apte à consolider une situation matériellement et peut-être même moralement ébranlée, ou sommes-nous seulement en présence d'un phénomène qui se produit à un certain moment de la vie des ambitieux, le désir d'être un constructeur ? Ou, enfin, est-ce déjà la folie qui apparaît avec l'idée fixe et la mégalomanie, signes certains d'une évolution vers la paralysie générale ?

En adoptant l'idée de la terre aux travailleurs, Feargus en fait un système, le *Land Scheme ;* il en précise les raisons et le mode d'application ; il donne à cette idée restée assez vague et toute théorique une force agissante en lui prêtant ses moyens puissants de propagandiste. Le *Land Scheme* est un remède à l'expropriation du travailleur par la machine, un remède aux maux de la surproduction et un remède au paupérisme.

Le marché du travail est encombré grâce à la concurrence que se font entre eux les ouvriers ; les employeurs réduisent les salaires de leur main-d'œuvre et dominent les travailleurs de l'armée active en faisant peser sur eux la menace constante de l'armée de réserve. Il faudrait dégager

le marché du travail en offrant aux ouvriers la possibilité d'un emploi rémunérateur ; à côté du marché " artificiel " existe un marché naturel, " la terre ", qui peut assurer aux travailleurs disponibles le moyen de vivre dans l'abondance : attachés à la terre, les ouvriers ne lutteront plus misérablement contre leurs frères pour un salaire de famine.

La terre est le remède au paupérisme et à la misère ; elle est le moyen de dégorger le marché du travail. Le Land Scheme permettra aux uns d'obtenir un salaire normal et suffisant, tandis que les autres vivront heureux et s'enrichiront sur le sol en produisant pour eux-mêmes. Et, en même temps que le Land Scheme est un remède au chômage et à la dépression des salaires, il est aussi un remède à la surproduction. La *Northern Star* du 30 juillet 1842 y voit la solution de l'étonnante anomalie en vertu de laquelle la surproduction des vêtements et des vivres peut et doit exister chez un peuple qui est en proie à la famine. Les travailleurs pourront abandonner les villes industrielles pour aller exploiter les trésors de la nature fertile ; installés sur la terre, ces agriculteurs improvisés sont capables de produire plus qu'ils ne consomment, ils pourront donc échanger l'excédent de leur production contre les produits de l'industrie, tandis que, de leur côté, les tra-

vailleurs industriels, jouissant de salaires plus élevés, pourront racheter une plus forte part de leur produit : la prospérité des uns et des autres supprimera la surproduction.

Remède à la surproduction, le Land Scheme est aussi la solution au problème du machinisme. Les ouvriers sont constamment dépouillés de leur travail par la machine. Dans son article du 5 février 1842, "*usage et abus de machines*", la *Northern Star* reconnaît :

" qu'il est aussi impossible de revenir aux procédés grossiers et malhabiles d'autrefois que d'empêcher l'invention et la découverte d'autres machines et d'autres procédés pour remplacer ceux qui sont maintenant en usage et nous pensons qu'un sot infatué pourrait seul essayer l'un ou l'autre. En même temps, nous pensons que tout développement des moyens de produire la richesse devrait être avantageux pour l'ensemble et ne devrait infliger de mal à personne. Nous avons affirmé le droit des pauvres à une juste part de tous les bénéfices qui résultent des moyens nouveaux de développer la richesse nationale et de leurs perfectionnements. "

Le développement des machines deviendra inoffensif le jour où les travailleurs pourront librement s'installer sur la terre. Dans la *Northern Star* du 25 avril 1840, Feargus disait déjà aux ouvriers :

" Les machines, comme elles sont employées aujourd'hui, sont notre grand ennemi. Par l'emploi des machines, vous avez été transformés en êtres artificiels. Quand le monstre sera dompté, vous reviendrez nécessairement à votre état naturel de chefs de famille, chacun étant son propre producteur et son propre consommateur ; chacun ayant la clé de son garde-manger et de son

magasin, et la maison étant son château fort et sa guérite. C'est la seule chose dont la possession importe et votre union et votre résolution vous donneront certainement les moyens de l'obtenir."

Dans la situation indépendante que lui créera le retour à la terre, le travailleur sera son propre maître, à la fois producteur et consommateur de ses propres produits. L'idéal que Feargus propose aux classes laborieuses est emprunté aux souvenirs d'un temps où, dans l'économie domestique du ménage, la production était faite pour la consommation familiale. Cette aspiration vers un idéal archaïque n'a rien qui nous doive étonner : le Chartisme n'est-il pas une réaction inspirée par le regret d'un âge d'or passé et par l'espoir d'un avenir plein de rêves ? Mais, à mesure que cet avenir paraît plus éloigné qu'on ne l'avait imaginé tout d'abord, il semble qu'il soit plus facile peut-être de créer le paradis social en se rapprochant de l'idéal archaïque de l'économie familiale : ce passé n'évoque-t-il pas le bonheur de toute la famille réunie autour du foyer, alors que le Factory System en a dispersé tous les membres, l'idylle du petit producteur par son travail se suffisant à lui-même grâce à l'alliance de l'agriculture et de la petite industrie ? Au moment où déjà décline le Chartisme, il est naturel de voir revenir l'une des aspirations qui lui ont donné naissance.

En même temps qu'il répond à l'un des sen-

timents qui ont provoqué la réaction contre la Révolution Industrielle, le Land Scheme paraît apporter les remèdes appropriés aux maux qui sont parmi les causes les plus puissantes du Chartisme : aux maux créés par la machine, par la nouvelle loi des pauvres et par le Factory System ; aux maux de l'expropriation de l'homme par la machine, puisque toutes les fois qu'une nouvelle invention diminuera la demande de travail sur le marché, l'offre pourra être réduite d'autant par l'installation sur la terre des travailleurs expropriés par la machine ; aux maux de la nouvelle loi des pauvres, puisque les travailleurs indigents, au lieu d'être inutilement et cruellement emprisonnés dans les " Bastilles des pauvres", pourront, en consacrant leurs énergies productrices à la terre, contribuer à leur bien-être et à celui de la communauté ; aux maux du Factory System, puisqu'il n'existera plus d'armée de réserve industrielle, plus de crises ni plus de surproduction et puisque l'excès des produits industriels sera absorbé par les petits propriétaires indépendants et par les salariés. Le Factory System est responsable de l'insuffisance et de l'insécurité du salaire, le Land Scheme donnera l'abondance et l'indépendance au petit producteur des champs et assurera au travailleur des villes des salaires rémunérateurs et le bien-être.

Le 14 janvier 1843, 15 jours après l'échec de la Conférence de Birmingham et l'achèvement de la seconde évolution du Chartisme, Feargus commence de façon systématique, dans la *Northern Star*, sa campagne en faveur du Land Scheme.

L'article de Feargus O'Connor, " La terre, le seul moyen de salut pour les travailleurs réduits à la famine", est tout un programme : " la terre est le remède au paupérisme et à la misère ". Ce premier article définit le Land Scheme en l'opposant au " *small allotment system* ". Tandis que le système des petits lots n'est qu'un moyen de donner au travailleur industriel un petit lopin de terre qu'il puisse cultiver dans ses heures de loisir et qui lui permette d'améliorer, par les produits de son jardinage, l'ordinaire alimentation de sa famille, le Land Scheme se propose un objet plus ambitieux : il doit assurer l'indépendance complète au travailleur en lui donnant la possibilité d'abandonner le marché artificiel du travail pour consacrer ses énergies productrices à la terre et devenir son propre producteur.

" Nous demandons de nouveau quelle autre chance de trouver un emploi rémunérateur reste en ce monde aux ouvriers rejetés du marché que de les transporter sur le sol en friche, en leur donnant le capital nécessaire pour débuter et de les mettre en état de produire leur propre nourriture, de gagner leur pain à la sueur de leur front ? Le seul moyen pour les ouvriers réduits à la famine est de les installer sur la terre, où ils seront capables de

produire plus qu'ils ne consomment et où ils se créeront une situation enviable et indépendante. Nous avons été particulièrement satisfaits d'apprendre que M. James Grath marshall de Leeds avait résolu de tenter une expérience du système des petits lots (small allotment system), premier pas dans l'essai de faire de la terre un remède au paupérisme et à la misère. Le système des petits lots n'est qu'une manière de suppléer aux faibles ressources des ouvriers trop peu payés. C'est parce qu'ils ne peuvent pas gagner des salaires qui suffisent à leur subsistance, en retour de leur travail journalier, qu'on leur distribue de petits lots sur lesquels ils pourraient employer le temps dont ils doivent disposer pour leur délassement et l'éducation de leur famille, en rendant leur pauvre nourriture un peu plus agréable. Le petit lot n'est pas suffisant pour employer tout le temps de l'ouvrier. Il ne met pas l'homme et sa famille dans une situation indépendante. La situation que nous voudrions voir l'homme occuper sur la terre est une situation indépendante. Il devrait y être son propre maître. Il devrait y occuper une surface suffisante pour y trouver l'emploi de ses heures de travail et en retirer son entretien. Nous voulons, en fixant le peuple sur la terre, former pour le travail un marché naturel dont l'existence influera si bien le marché artificiel que le producteur, dans ce marché, aura assez pour se nourrir, se vêtir, s'abriter et se donner à lui-même une bonne éducation. »

En quelques lignes, ce premier article résume exactement l'idée du Land Scheme et indique l'une de ses justifications essentielles ; le 27 janvier, un deuxième article complète et précise ces premières indications :

« Il n'y a pas d'autres moyens d'employer avantageusement les ouvriers adultes, dépouillés de leur travail par la machine, que de les placer une fois de plus sur le sol et de leur permettre d'employer leurs énergies à la production de la nourriture, des vêtements et de l'abri dont ils ont besoin. »

La *Northern Star*, en rappelant les préoccupations agraires des socialistes, montre que sa propre conception est bien empruntée au socialisme oweniste, mais elle ajoute qu'elle s'en distingue néanmoins :

" Les socialistes emploient la terre comme un remède à la pauvreté et à la famine ; pour les socialistes, la terre est le fondement de tous les progrès auxquels ils aspirent. Elle est inscrite en tête de la liste des mesures qu'ils réclament pour tirer les travailleurs de la misère. Acquérir la terre est leur premier but et leur principal objet. La possession du sol est pour eux une condition *sine qua non*. Les socialistes soutiennent, avec nous, que la terre est le seul moyen de salut pour les classes ouvrières pauvres. Mais nous ne devons pas nous identifier avec les singularités des socialistes. Nous savons qu'ils ont quelques lubies au sujet des " circonstances extérieures " et des hommes qui sont les créatures de ces circonstances. Le but poursuivi par les uns et les autres (socialistes et chartistes) est le même. Il y a seulement une différence dans les moyens de l'atteindre. "

La *Northern Star* conseille de réunir des fonds et de constituer une société afin d'acheter des domaines agricoles qui seront divisés en petits lots et loués aux souscripteurs.

Les articles de la *Star* devaient préparer l'opinion chartiste à la réalisation du Land Scheme ; ils sont bientôt suivis de manifestations verbales. Il est nécessaire, pour que le Land Scheme réussisse, de l'appuyer sur l'organisation chartiste ; aussi Feargus convertit-il à son idée le président de la National Charter Association, Leach, qui, en juillet, parle à Manchester,

en faveur du Land Scheme : « Il n'y a pas d'autres moyens pour faire des Anglais ce qu'ils doivent être que la Charte et la Terre combinées. En fait c'est une seule et même chose ; car la Charte sans la Terre n'aurait aucune valeur ; et, d'un autre côté, si vous aviez la Terre sans la Charte, vous seriez encore privés de ce pouvoir qui vous permettrait d'utiliser la Terre en toute sécurité. » Et Feargus O'Connor explique pourquoi il accorde tant d'importance à la question de la Terre :

« On m'a demandé pourquoi je m'occupe de la question de la terre avant d'avoir obtenu la Charte ? C'est pour vous montrer à quoi servira la Charte quand on l'aura obtenue. Avant d'adopter ce programme, j'ai entendu dire qu'un des métiers de Manchester avait pris la détermination de placer ses fonds, s'élevant à six mille livres, en terres pour soulager autant que possible la misère actuelle des ouvriers. Les travailleurs ont appris que la terre est la matière brute d'où ils tirent tout ce qui est nécessaire à la satisfaction quotidienne de leurs besoins matériels. L'ouvrier n'a pas le capital nécessaire pour acheter des machines et entreprendre les travaux manufacturiers ; mais il a en lui le capital nécessaire pour que la terre lui donne en retour de son travail tout ce dont il a besoin. Je ne donnerais pas un farthing de la terre sans la Charte ; car, sans elle, les Landlords conserveraient ce pouvoir politique qui leur permet d'agir comme ils l'ont toujours fait et le feront toujours jusqu'à ce qu'on détruise leur monopole en donnant le vote à l'homme indépendant de la terre du Landlord. Je suis absolument convaincu que les classes laborieuses ont à présent entre leurs mains des ressources suffisantes pour essayer, sur une large échelle, une expérience pratique des résultats que donnerait le système des petites fermes. Les intérêts immédiats des classes laborieuses ont été complètement

laissés de côté ; mais, en ce qui les concerne, une explication exacte du sujet aboutirait à dépouiller les Landlords de ce monopole de législation que le mauvais emploi de leurs domaines leur confère ; et, mieux encore, elle arriverait à dépouiller les capitalistes de ce travail d'esclaves qui leur permet d'amasser la richesse. Les restrictions et les conditions imposées par une classe créent un surcroît artificiel de population sur le marché du travail pour l'autre classe. J'admets que, dans le système actuel, il y a surpopulation ; mais il n'y aurait plus surpopulation si les classes laborieuses installaient sur la terre les chômeurs involontaires. Le changement auquel j'aspire est le suivant : au lieu de laisser les patrons manufacturiers aller sur le marché ou dans les caves acheter au rabais le travail d'une bande appauvrie de chômeurs involontaires, afin de se procurer des esclaves, je les enverrais au marché du travail libre. Les manufacturiers seraient obligés de calculer les salaires d'après l'étalon du marché du travail libre. En adoptant le système des petites fermes, je considère que vous ouvrirez un marché pour les onvriers désireux de quitter le marché artificiel. Ce que je désire, c'est que, s'il y a trois millions d'ouvriers sur le marché du travail et que deux millions suffisent à la demande, le troisième million s'installe sur la terre, que ceux qui sont une " population de surcroît " à la disposition des employeurs se rabattent sur les champs. En les renvoyant à la terre, les maîtres ne pourraient plus réduire les salaires des deux autres millions, en leur disant qu'il y a un million d'hommes errant dans les rues qui seraient heureux de travailler à n'importe quel prix. "

Le marché du travail libre offrirait une double issue à la surproduction industrielle qui se présente sous une double forme : offre surabondante de main d'œuvre, offre surabondante de produits. L'installation des travailleurs sur la Terre ramènerait l'offre de la main-d'œuvre à être égale à la demande de travail, et le marché

naturel assurerait un débouché aux produits surabondants sur le marché artificiel. Le discours de Feargus à Manchester s'achève par la description de la vie idyllique que mènera, aux champs, le travailleur libéré de la tyrannie capitaliste, tant dans cette curieuse conception s'entremêlent intimement les rêves du passé et la vision très nette, très précise des données du problème économique :

" Combien différentes les conditions d'existence du travailleur libre ! Il se lève le matin et va avec plaisir à son travail ; il laisse sa femme préparer le frugal repas et éveiller les enfants en ayant égard à leurs forces. Il est sûr d'avoir des légumes sains et frais et non pas des légumes à moitié pourris qui ne sont que le rebut du riche ; son lait est pur et non pas aigre, comme celui que tous les ouvriers des manufactures doivent boire, quand la pompe n'est pas la meilleure vache de leur laiterie."

L'idée du Land Scheme se répand peu à peu et pénètre dans les discussions et les résolutions des associations ouvrières. *La Northern Star* du 6 août nous apprend que le comité des délégués des métiers associés de Steffield a, dans une adresse, déclaré que la terre est le remède aux maux actuels :

" La terre est le seul remède efficace aux maux du pauvre qui souffre ; mais quels sont les moyens proposés pour atteindre ce but ? L'union de tous les métiers. Une union générale des métiers dans le but d'essayer de ce remède et d'amener un soulagement partiel donnerait de bons résultats. Mais il faut plus qu'une union générale des métiers. Les ouvriers doivent lutter pour le

droit de faire eux-mêmes les lois ; ils doivent conquérir les droits politiques pour arriver aux droits sociaux de l'homme. "

Le 2 septembre, quelques jours avant que s'ouvre la conférence chartiste, la *Northern Star* publie un article : " *Notre situation ; faillite de nos manufactures, notre dernière et seule ressource, la terre.* "

La conférence qui se réunit le 5 septembre à Birmingham comprend trente délégués, parmi lesquels Bairstow, G. J. Harney, Marsden, Roberts, Donaldson, Mason, Josuah Hobson, et O'Connor. Celui-ci fait présenter le Land Scheme par Hobson et la conférence est tout entière consacrée à la discusion de ce projet ; l'organisation proposée est du reste illégale, mais la conférence l'adopte en spécifiant, nous dit Gammage, que si l'on refusait d'enregistrer les statuts, Morrison, Hobson et Wheeler demanderaient conseil à O'Connor et à Roberts, qui, l'un et l'autre, présents à la conférence, avaient donné leur approbation au projet, " ce qui prouvait, dit Gammage, ou qu'ils ignoraient la loi ou qu'ils s'étaient moqués de leurs collègues. " En même temps qu'elle donnait son adhésion au Land Scheme, la conférence mettait la National Charter Association entre les mains de Feargus O'Connor en lui confiant les fonctions de trésorier et en nommant, à côté, de lui, au comité exécutif, des inconnus sans

autorité qui ne pouvaient en aucune façon, même s'ils en avaient eu la velléité, contrebalancer la toute puissante volonté du Dictateur.

Les statuts de la nouvelle organisation sont publiés par la *Northern Star* du 16 septembre :

« Les objets de la National Charter Association, dit la section du premier chapitre, sont, en usant uniquement des moyens pacifiques et légaux : 1° d'améliorer la condition de l'homme et de supprimer les causes qui ont produit sa dégradation sociale et morale ; 2° de s'occuper des ouvriers sans travail et de procurer des moyens d'existence à ceux qui ont le désir de se fixer sur la terre. »

On se procurera des fonds de deux façons : par les souscriptions des membres de l'association et par l'emprunt.

La section II du chapitre premier des statuts est spécialement consacrée à la question des fonds agraires, des fonds spéciaux permettant l'emploi des membres de l'association sur la terre :

« Des fonds, destinés à l'achat ou à la location de la terre et à l'installation des batiments convenables, seront réunis grâce aux souscriptions des membres qui pourront et voudront contribuer à ces fonds. La société émettra des actions d'une livre payables par à comptes ou versements partiels de 1^{d}, 2^{d}, 4^{d} 8^{d} 10^{d}, 1^{sh} par semaine. Elle emploiera ces contributions aux fonds agraires à l'achat ou à la location de terres, à l'installation des batiments, du bétail et des outils et autres choses nécessaires à la mise en activité de l'entreprise, ainsi qu'aux dépenses qu'entraineront l'acquisition ou le loyer de la terre et le payement de la moitié du traitement accordé au secrétaire général pour le travail de la comptabilité des fonds agraires. »

Lorsque le comité général exécutif aura acheté ou loué la terre, il divisera cette terre en lots de quatre acres chacun ; il fera construire les habitations indispensables et achètera le bétail, les outils et les autres choses nécessaires à l'exploitation. Puis, le comité avisera les souscripteurs des fonds agraires et spécifiera combien de familles il est possible de pourvoir de lots ; un certain nombre de membres de l'association seront alors choisis pour occuper ces lots disponibles. Mais comment va se faire le choix ? Les individus choisis par la société pour résider dans ses établissements doivent être désignés par une majorité des membres de la section à laquelle ils appartiennent ; le choix aura lieu par tirage au sort dans un meeting des souscripteurs des fonds agraires spécialement convoqués pour cet objet :

" Quand un membre aura été ainsi désigné, il devra se rendre dans le domaine et il entrera en jouissance du lot que le sort a mis en sa possession ; il devra exécuter les actes nécessaires pour se donner un titre à l'occupation dans telles conditions qui assureront un bon rendement au capital déboursé par la société, ce qui constituera une location perpétuelle de la terre et des bâtiments, quand la terre aura été achetée par la société. Le tenancier devra rembourser, à des époques déterminées, le capital avancé pour l'achat du bétail, des outils et de toutes les autres choses nécessaires, en outre de la terre et des bâtiments, et payer l'intérêt légitime pour l'usage de ce capital, tant qu'il sera en la possession du tenancier. "

Une société se procurant par les souscriptions de ses membres ou par l'emprunt les sommes nécessaires pour acheter ou louer de grands domaines ruraux, les divisant en petits lots de quatre acres et y installant un certain nombre de souscripteurs désignés par le sort : telle est, dans ses grands lignes, l'organisation de ce plan agraire qui devait désormais absorber tout l'effort du mouvement chartiste. Le Land Scheme, en effet, devait très rapidement se substituer à la Charte du peuple dans les préoccupations chartistes et, si celle-ci n'était pas complètement abandonnée, elle n'était plus qu'un ornement de façade pour justifier le nom de ceux qui prétendaient se réserver le monopole du Chartisme. Le Land Scheme allait être la grande idée de la dictature, elle allait même devenir l'idée fixe du dictateur.

Comment s'expliquer le succès dont a joui auprès des ouvriers chartistes le Land Scheme ? On peut attribuer à l'influence et à la popularité de l'auteur une grande part de la popularité qui s'attacha au projet. Mais il est probable aussi que, lorsqu'en 1843 Feargus commença à lancer le Land Scheme, le grand démagogue avait compris que la vogue de la Charte était passée ; les masses populaires commençaient à se fatiguer de cette Charte du peuple dont on leur disait, depuis bientôt six ans, que la con-

quête était proche, alors que leurs efforts s'étaient usés et leurs sentiments aigris à la réclamer sans succès. Les travailleurs chartistes étaient las de s'être tant agités et d'avoir tant souffert pour des droits politiques qui ne paraissaient pas près de leur être accordés. L'apparence pratique du Land Scheme devait séduire ceux qui étaient arrivés à penser qu'avant d'atteindre la Charte, *le remède universel*, il était possible de trouver un moyen d'apporter quelque soulagement provisoire au mal économique ; il n'y avait, du reste, aucune contradiction entre les deux remèdes : la Charte ne devait-elle pas permettre de généraliser le Land Scheme et d'assurer l'application universelle des principes qui faisaient la valeur et l'efficacité du plan agraire ?

Le public chartiste avait besoin d'être distrait et il fallait inventer quelque nouvel espoir à faire luire à ses yeux. Dans son article du *National Reformer* du 17 avril 1847, Bronterre dit justement que Feargus fut amené à s'occuper de "la terre" lorsque le cri pour la Charte eut perdu son charme : faut-il ajouter, avec le maître d'école du Chartisme, " et parce qu'il s'apercevait que mes idées de nationalisation du sol avaient fait des progrès parmi les chartistes ?" Il existe entre les hommes politiques une concurrence qui les amène soit à surenchérir les uns sur les autres, soit à se ravir leurs idées, lorsqu'ils

s'aperçoivent que telle ou telle a l'heur de plaire, quitte à les affubler d'un travestissement qui puisse donner le change. Feargus savait mieux que quiconque profiter des mouvements créés par les autres et les utiliser à son profit ; et, à l'égard de Bronterre précisément, il était déjà coutumier du fait.

La lassitude du public chartiste apparaît à l'insuccès de la tournée de conférences entreprise durant l'automne de 1843 à travers les districts du Nord de l'Angleterre par Feargus et le jeune député radical Duncombe. Malgré l'art prestigieux de l'un et l'ardente jeunesse de l'autre, ces deux conférenciers ne parviennent pas à attirer de nouveaux membres à l'organisation chartiste et la troupe ne fait pas de recettes : l'argent ne rentre pas dans la caisse de l'association, si bien que Feargus est obligé de payer ses collègues de sa poche. Le Land Scheme allait-il, mieux que les espérances trop lointaines des bénéfices sociaux promis par la Charte, gagner l'intérêt et attirer l'argent des travailleurs ?

Entre le Land Scheme et l'opposition faite par Feargus à la campagne libre-échangiste, il semble qu'il y eut une corrélation possible, sinon nécessaire : la défense du protectionnisme agraire ne rendait-elle pas plus facile la réussite du Land Scheme ? Le 26 août, la *Northern Star*,

critiquant l'argument libre-échangiste de l'extension du commerce, opposait à cet idéal d'expansion économique au dehors le développement des forces productrices à l'intérieur ; elle demandait l'application du travail national à " la production de la nourriture nationale afin de mettre notre terre en état de produire la quantité de nourriture nécessaire pour la rendre indépendante des autres pays. "

La protection douanière de l'agriculture semblait utile à l'application du Land Scheme, puisque, grâce à elle, les tenanciers de la société agraire pourraient réaliser des bénéfices suffisants pour assurer le succès financier de la combinaison et rembourser la société de ses avances. Au contraire, le libre-échange, qui devait faire baisser le prix des céréales, pouvait provoquer la faillite de l'entreprise. Il n'est donc pas étonnant de voir la *Northern Star* poursuivre sa campagne contre l'Anti Corn Law League et Feargus persévérer dans son attitude hostile : le grand démagogue allait même, en 1844, se livrer à une manifestation retentissante et se heurter aux champions de l'abolition en une discussion publique des principes opposés.

Le 21 janvier 1843, il avait jeté à la Ligue un défi : " *Oseront-ils l'accepter ? Nous verrons.* " O'Connor offre de discuter avec n'importe quel adhérent de la Ligue en un meeting public

auquel serait proposée la résolution suivante : " dans les circonstances actuelles une abrogation des lois sur les céréales causerait un véritable préjudice aux boutiquiers et aux classes laborieuses. " Au commencement de 1844, la *Northern Star* nous apprend que les leaders de la ligue avaient accepté le défi : Feargus O'Connor et Richard Cobden devaient se trouver en face l'un de l'autre le 5 août 1844 et le combat promettait d'être passionnant.

La rencontre eut lieu à Northampton. Cobden prend la parole le premier et développe les arguments de la thèse libre-échangiste. Quelque fussent les qualités de son éloquence vigoureuse et simple, elles paraissaient, pour impressionner un auditoire populaire, inférieures à la verve et aux puissants moyens oratoires de son adversaire. La partie semblait belle à Feargus O'Connor lorsque celui-ci se leva au milieu des applaudissements d'une assemblée enthousiaste. Il la perdit, prétend Gammage. Ce précieux témoin des luttes chartistes affirme que le discours de Feargus causa une grande déception et que, lorsqu'après avoir parlé trois quarts d'heure à peine, il se rassit " au milieu de la consternation générale des chartistes et de la satisfaction souriante des libre-échangistes ", rassurés d'avoir vu leur plus redoutable adver-

saire si inférieur à lui-même. C'est là l'opinion de Gammage. Est-elle exacte ? Jugeons en par le discours lui-même tel que le reproduit la *Northern Star* du 10 août :

« Messieurs, j'ai entendu M. Cobden attribuer toutes nos misères à l'inégalité des droits politiques et à l'usage qu'en font les tenanciers à volonté. S'il est sincère dans sa répudiation de ce système, je crois avoir droit à son vote pour l'amendement que je vais vous soumettre puisqu'il propose la substitution à l'état de choses actuel d'une distribution des droits plus équitable, avec le libre-échange comme conséquence nécessaire. M. Cobden ne vous a pas dit quel effet l'abrogation des lois sur le blé aurait sur le marché du travail anglais, en y jetant, pour l'encombrer, les pauvres indigents de l'Irlande.

Sachant que Northampton est une ville de manufactures de chaussures, M. Cobden a essayé de gagner vos sympathies en vous demandant comment il se faisait, que, malgré leur droit à le faire, les Français et les Allemands ne soient pas venus en Angleterre et ne soient pas entrés en concurrence avec vous ? Pourquoi, mes amis ? Votre réponse est prête : parce qu'ils n'auraient pas accepté de faire votre pénible ouvrage pour vos minces salaires, alors que les patrons des manufactures ont la part du lion (applaudissements). *(Alors, observant que le meeting est composé de fermiers et d'ouvriers en chaussures, O'Connor indique du doigt la figure épanouie d'un fermier pour prouver que les lois sur le blé n'ont pas été une protection pour lui).* Mais je désigne cet homme et celui-là et celui-ci encore, avec leurs figures creusées et leurs corps émaciés, et je leur demande comment il se fait qu'ils soient dans cette situation alors que le fermier est si gras et le patron de manufacture si corpulent ? C'est parce que leur sang a passé dans d'autres corps ! Leurs forces ont passé dans d'autres charpentes ! C'est parce que le fermier est en partie protégé et le manufacturier complètement protégé, tandis que le travail non protégé est le jouet dont ils se jouent tous deux (vifs applaudissements).

O'Connor se tourne vers les gentlemen de la plateforme et s'adressant aux boutiquiers : Ils vous persuadraient volontiers que vous constituez un ordre dont les instérêts sont solidaires et que vous devez tous tirer bénéfice de la même mesure. Je vous dis au contraire que, si le changement désiré se produit sans les dispositions justes et équitables qu'indique mon amendement, LEUR prospérité sera votre ruine. En dehors de ce grand désir d'extension, ils ont multiplié les machines inanimées à tel point qu'un homme maintenant fait le travail qui nécessitait autrefois 1200 hommes ; et les déshérités sont les clients dérobés à VOTRE marché. Tout petit patron, tout petit capitaliste et tout boutiquier sera sacrifié au nouvel esprit de concurrence, et, comme le dit l'amendement, ceux qui sont munis des plus énormes capitaux et des plus énormes machines récolteront la part du lion et vous condamneront à la mendicité et à la banqueroute. Ils ne vous ont jamais dit que bon marché et cher sont termes relatifs ; et qu'il faut que vous gagniez avant d'acheter ; et que vous deviez vendre quand il leur plaît et acheter quand il leur plaît et pour ce qui leur plait.

M. Cobden a fait allusion au bill de dix heures ; mais lui et sa classe s'y sont opposés et ont déclaré que son introduction serait leur ruine. Il en a été ainsi avec la même classe quand un autre de ses monopoles fut en danger, quand la Chambre des Communes décida que les pauvres pourraient voyager plus confortablement et à meilleur marché sur les chemins de fer. Les antimonopolistes intervinrent et s'écrièrent : " Non, c'est *notre monopole* ". Leur bonté (des Libre-échangistes) pour vous me rappelle un dialogue entre deux cousines qui habitaient à la campagne chez une dame veuve qui possédait une ferme : " Voyez un peu, cousine Sookey, quel ami a Madame ; le jeune maître vint ici ce matin et prit tous les œufs ; puis il vient de revenir pour dire combien ils étaient frais, combien ils les avait trouvés bons et combien Madame pouvait en être fière. " — Pardi, cousine Dolly, je suppose qu'il reviendra et qu'il prendra les poules la prochaine fois. — Non, chère Sookey, il faudrait qu'il les nourrisse tandis que maintenant il a les œufs pour rien." Eh bien, c'est absolument la façon d'agir des philanthropes

Leur humanité ne prend en considération ni l'homme ni la la femme — leurs pensées sont concentrées sur les moyens les plus efficaces de faire accomplir par la machine le travail de l'homme et par l'homme le travail des bêtes."

Sans être l'un des meilleurs parmi les discours de Feargus, celui de Northampton contenait quelques jolies morceaux et des traits que devait goûter un auditoire populaire. Mais le compte-rendu que l'historien de l'Anti Corn Law League, Archibald Prentice, donne de ce discours ne concorde pas avec celui de la *Northern Star* et, tandis que Gammage prétend que Feargus a parlé contrairement à son habitude trois quarts d'heure seulement, Archibald Prentice dit qu'il a parlé plus d'une heure. En présence de telles contradictions, il n'est pas possible de se faire une opinion bien arrêtée ; tout au moins Archibald Prentice et Gammage sont-ils d'accord sur un point et ils donnent l'un et l'autre l'impression que Feargus, moins bien inspiré ce jour là qu'à l'ordinaire, a fait subir au Chartisme un échec. Il a commis certaines maladresses, celle par exemple de prendre trop tôt la parole et de laisser après lui parler Bright sans lui répliquer ; peut-être aussi l'amendement proposé par Feargus au meeting était il trop compliqué et ne s'opposait pas avec assez de netteté à la motion libre-échangiste.

Encore que la *Northern Star* du 10 août

20

déclare que "*Cobden a été bien attrapé*", la journée du 5 a été une victoire pour la ligue, non parce que la motion libre-échangiste a été adoptée par la majorité, mais parce que dans l'opinion des chartistes Feargus a été battu et même s'est laissé battre : la question se pose de savoir si cette interprétation est exacte et si Feargus n'a pas contribué à sa propre défaite en ne donnant pas toute sa mesure. Gammage se demande si l'opposition de Feargus à la ligue n'était pas une feinte et s'il n'y avait pas entente entre elle et lui. Certains chartistes le pensèrent : l'attitude de Feargus à Northampton et celle qu'il devait prendre ensuite à l'égard de la politique de Robert Peel, en 1845, pourrait faire supposer qu'ils ne se trompèrent pas. Bronterre affirme dans le *National Réformer* du 17 avril 1847 que, lorsque Feargus se convertit tout à coup au libre-échangisme, "il avait 2.000 solides raisons sous forme d'autant de bons souverains de la ligue, en espèces sonnantes." Or, si Bronterre avait d'excellents motifs pour en vouloir à Feargus, il avait aussi l'âme trop haute pour se venger par un mensonge.

Quels faits a-t-on fait valoir en faveur de cette explication ? Feargus aurait voyagé jusqu'à Northampton dans le même train que Cobden : une vingtaine de chartistes étaient venus à Blisworth au devant de leur leader et Feargus

leur aurait raconté que Cobden était entré dans son wagon, mais, dès qu'il l'avait aperçu, il l'avait regardé de travers et avait changé de compartiment. Gammage, qui rapporte ce fait, s'étonne que " O'Connor put reconnaître Cobden et le désigner facilement à ses amis, sans avoir échangé un seul mot avec lui et sans s'être jamais rencontré avec lui auparavant. " Après le meeting, O'Connor et Cobden conversèrent ensemble à Blisworth et, la semaine suivante, le démagogue fit dans la *Star* un éloge enthousiaste de celui qu'il avait autrefois accablé des épithètes les plus sévères. Son discours aurait-il donc été préparé à l'avance pour faciliter la victoire de Cobden à Northampton ?

L'attitude de Feargus O'Connor à Northampton est étrange en effet, et elle allait être suivie d'un revirement non moins étonnant de la part de celui qui avait été le plus redoutable antagoniste de la ligue. Pourtant, lorsqu'on songe à l'immense orgueil de Feargus O'Connor, il n'est pas possible d'imaginer que celui-ci, pour une raison exclusivement pécuniaire, acceptat un échec aussi retentissant et aussi unanimement reconnu. Il faut chercher ailleurs l'explication de son attitude à Northampton et de son revirement en faveur du libre-échange, il devait en effet déclarer que : " la réforme libre-échangiste de Peel rendrait le pays grand

au dehors et par suite grand au dedans ; que c'était une mesure toute puissante et le ministre qui la proposait un ministre tout puissant" ; et il devait ajouter " qu'il doutait beaucoup qu'un premier Parlement Chartiste osât faire un pas aussi considérable que celui que Peel avait fait sur le grand chemin de la Démocratie."

Feargus devait en grande partie sa popularité à l'instinctive justesse avec laquelle il savait discerner et même pressentir les mouvements de l'âme populaire : il avait un sens infaillible des transformations qui se produisaient dans les tendances des masses ; il n'ignorait pas que l'âme des foules a besoin de divertissement et le Land Scheme avait été le divertissement offert aux chartistes qui se lassaient de la Charte.

Entre le jour où la *Northern Star* avait lancé un défi aux leaders libre-échangistes et le 4 août 1844, s'était écoulée une année et demi, et Feargus avait senti qu'un changement commençait à se produire dans l'opinion des classes laborieuses à l'égard de la ligue.

Or la popularité de Feargus reposait sur l'harmonie préétablie qui existait entre les sentiments populaires et ses démarches personnelles. Très probablement, le 4 août 1844, Feargus a été gêné par la conscience qu'il avait de la modification alors en train de s'opérer ; il comprenait

que la ligue devenait moins impopulaire auprès de la classe ouvrière et qu'elle gagnait peu à peu du terrain dans les milieux qui lui avaient été les plus hostiles. Dans ces circonstances qu'à lui seul parmi les leaders chartistes il était donné de percevoir, Feargus se sentit moins fort pour affirmer avec la même autorité qu'autrefois ce qui était auparavant l'expression très exacte et très nette des convictions ouvrières ; le jour où les efforts persévérants de la ligue eurent vaincu l'hostilité systématique des travailleurs et commencé à gagner des sympathies parmi eux, Feargus se sentit désarmé contre le " bluff libre-échangiste " et n'eut plus qu'à adapter sa conduite aux sentiments obscurs de ses inspirateurs : son attitude pendant la journée du 4 août 1844 n'est tout d'abord si difficile à interpréter que parce qu'elle est la manifestation d'une période de transition, d'une évolution qui s'ébauche lentement dans sa pensée comme dans les désirs incertains encore de ceux qui détenaient la source de sa puissance. Le grand démagogne pouvait-il risquer sa popularité en imitant la constance déraisonnable de l'idéaliste Bronterre, fidèle à une thèse qui n'était plus conforme à l'état d'esprit des classes laborieuses ?

Le seul fait que Feargus allait devenir favorable à la réforme de Robert Peel ne prouve pas sa versatilité, mais son attachement à une

même ligne de conduite politique : comme toujours Feargus a seulement réalisé l'harmonie entre ses gestes et les désirs de son souverain, désirs que le plus souvent il savait provoquer et machiner, mais dont il n'était pas toujours le maître.

Il convient d'ajouter aussi que le succès du Land Scheme pouvait lui paraître attaché au triomphe du libre-échange comme il semblait l'avoir été tout d'abord au maintien du protectionisme : si les corn laws garantissaient le haut prix des céréales, la liberté commerciale devait avoir pour conséquence la baisse du prix des terres et par là permettre à la société créée par O'Connor d'acheter un plus grand nombre de domaines et d'y tenter, sur une plus large échelle, l'expérience du Land Scheme.

Le revirement de Feargus était donc lié au revirement qui s'opérait dans les sentiments des classes laborieuses. La transformation qui s'était produite dans l'état d'esprit des travailleurs n'était pas spéciale au libre-échangisme, mais générale ; cette transformation s'expliquait en partie par une modification des conditions économiques et par une situation industrielle toute différente de celle qui régnait au moment où commença le Chartisme. Des circontances inverses de celles qui avaient accompagné la naissance du mouvement semblaient en accompagner le déclin.

II

La crise qui s'est prolongée de novembre 1836 jusqu'à la fin de 1842 est suivie d'un nouvel essor industriel et à la dépression économique succède la prospérité. La production et l'exportation anglaises s'accroissent dans des proportions considérables.

De 1840 à 1850, les capitaux anglais émigrent peu à l'étranger : assagis par les deux expériences de 1836 et de 1839, les capitalistes ne s'aventurent plus à prêter leur argent à une nation pleine de promesses, mais dont les ambitions sont un peu hâtives ; ils le consacrent au développement des forces productives nationales ; ils l'emploient à l'édification de fabriques nouvelles dans les industries textiles et à la construction d'un vaste réseau de chemins de fer. Celle-ci absorbe en cinq années, de 1844 à 1848, £134 millions 1/2 ; elle provoque sur le marché intérieur, de 1846 à 1848, une demande correspondant aux deux tiers de la demande de l'étranger en produits anglais ; en 1847, elle occupe plus de 200.000 ouvriers. La construction des chemins de fer est un fait qui a eu des répercussions importantes sur l'économie anglaise pendant cette période, mais elle n'est pas le seul fait significatif ni le seul signe éclatant de la prospérité industrielle. Il se produit aussi un magni-

fique essor des industries textiles. En novembre 1845, l'inspecteur des fabriques Léonard Horner nous le décrit en ces termes dans son rapport :

" Je ne me rappelle pas avoir vu un essor de l'industrie et surtout de l'industrie des tissages de coton comparable à celui de l'hiver et de l'automne précédents. A cette époque, j'ai appris toutes les semaines la construction de fabriques nouvelles ou bien l'agrandissement de celles déjà existantes, l'introduction de machines nouvelles plus puissantes. J'entendais partout des plaintes sur la difficulté de se procurer des ouvriers et sur la hausse des salaires ; des gens bien informés me parlaient aussi des profits très grands des fabricants par suite des prix très élevés du fil concordant avec des prix très bas du coton brut. "

D'après Horner, de 1842 à 1845, le nombre des fabriques dans sa circonscription a augmenté de 524 ; et cet inspecteur nous affirme que la prospérité industrielle s'est traduite non seulement par une élévation des profits, mais par une hausse des salaires et par une diminution considérable du chômage. La situation de la classe ouvrière s'est améliorée pendant cette période et d'une double façon. En même temps que les ouvriers voyaient augmenter les ressources de leurs budgets, leurs dépenses diminuaient sensiblement : tout en restant cher, le pain était moins cher et une série de bonnes récoltes avaient fait baisser le prix du blé de plus de 10 shillings sur les années précédentes ; alors que, de 1839 à 1842, le prix du quintal s'était maintenu entre 69 et 64 shillings, les récoltes

de 1842, 1843, 1844 font tomber ce prix à $54^{s}4^{d}$ en 1843 ; 51,5 en 1844 et 49,2 en 1845.

Ce double adoucissement de leur existence devait avoir une action sur les sentiments des populations laborieuses et détendre leur âme exaspérée par la misère des années précédentes.

Encore que le prix du pain ait, à cette époque, une influence prédominante sur les conditions de la vie ouvrière, l'abaissement du prix du blé traduit imparfaitement l'amélioration qui s'était produite ; parallèlement, en effet, à partir de 1842, le ministre conservateur Robert Peel inaugure une politique financière qui devait avoir pour conséquence une réduction, non seulement du coût de la production, mais aussi du coût de la vie.

De 1837 à 1842, le budget avait été en déficit : les droits à l'importation, dont un grand nombre imposaient une lourde charge aux consommateurs sans procurer au fisc aucun revenu, n'avaient pu en assurer l'équilibre. Aussi, dès son premier projet de budget, Robert Peel propose de remplacer certains droits par une income taxe de 7 pences à la livre. Cet impôt ne devait être que provisoire et le ministre pensait qu'après cinq années il pourrait être supprimé : la suppression de tous les droits prohibitifs, la diminution de tous les droits protecteurs, la réduction des droits sur les

matières premières, l'abaissement des droits sur les produits semi manufacturés, la réduction des droits sur les produits manufacturés devaient produire un accroissement de la richesse et celui-ci devait se traduire par un accroissement des revenus financiers. On comprend la répercussion que cette réforme allait avoir aussi sur le coût de la production et sur le coût de la vie quand on sait que Robert Peel proposait et obtenait la suppression ou la diminution des droits sur 750 articles : parmi les produits sur lesquels les droits étaient réduits se trouvaient les bois étrangers pour les ébénistes, les bois de charpente pour les constructeurs de navires, les huiles et extraits pour les manufactures, le fer et les minerais métallifères, le bétail vivant, le lard, les jambons, les oignons, les pommes de terre, les salaisons, le café ; la prohibition du bœuf frais était remplacée par un droit de 8^s par c. w. t. Naturellement, soutenu par une majorité de propriétaires fonciers, Robert Peel avait maintenu les Corn Laws ; mais il avait fait accepter par le parlement une nouvelle échelle mobile, commençant par un droit de 20 sh. au prix de 51 sh. et s'abaissant jusqu'à un droit de 1 sh. au prix de 73 sh.

Il est intéressant de voir que, le 30 avril 1842, dans son article sur le *Peel Tariff Free Trade*, la *Northern Star* condamne la réforme et déclare que :

" le tarif de Peel augmentera la détresse nationale parmi les classes laborieuses et le petit commerce : c'est une nouvelle façon de prendre à ceux qui produisent pour donner à ceux qui ne produisent pas !......... Il suffira de peu de temps pour montrer si les mesures libre-échangistes auront l'effet qu'en attendent les libre-échangistes ou si elles n'arriveront pas à dégoûter la nation de tout libre-échange et de tous les avocats libre-échangistes. "

Malgré cette appréciation de la *Star*, il ne semble pas que le nouveau tarif de Robert Peel, voté à la chambre des communes le 28 juin 1842, ait accru la détresse des classes laborieuses ; tout au contraire, il est incontestable qu'il contribua dans une certaine mesure à l'amélioration de la vie ouvrière pendant les années suivantes. Sans doute, si les droits sur le lard, les salaisons et le bétail étaient réduits, le pain restait lourdement taxé : le printemps et l'été de 1842 furent des temps de dure misère ; mais l'excellente récolte de cette même année et deux autres non moins favorables, en 1843 et 1844, rendirent plus léger et moins apparent le poids de l'impôt.

Une détente se produit donc dans la situation matérielle des classes laborieuses et en même temps dans leur esprit : de révolutionnaire l'état d'âme des travailleurs devient réformiste. La ligue comprend que les masses ouvrières lui sont moins systématiquement opposées, que ses conseils auront un meilleur accueil auprès d'elles : elle accentue sa propagande. En mars

1843, l'Anti Corn Law League loue le Drury Lane Theatre pendant un mois ; en juin, elle loue le Covent Garden Theatre pour cinquante nuits et elle y installe un bazar de charité libre-échangiste ; elle publie en septembre un journal hebdomadaire, " *The League* " ; elle distribue, la même année, plus de 9 millions de tracts et fait faire 650 conférences. La ligue opère des conversions même parmi les propriétaires fonciers et, à Perth, Lord Kinnaird déclare qu' " en tant que propriétaire foncier il trouve que les Corn Laws sont contraires à ses intérêts, car elles appauvrissent ses clients et, par suite, ont un effet nuisible sur ses profits. "

Le 18 novembre, le *Times* parle ainsi de la ligue :

" La Ligue peut être une machine de guerre, un hypocrite, un énorme cheval de Troie ; mais la Ligue existe. Une nouvelle puissance a grandi dans l'Etat, et filles et femmes accourent aux théâtres comme s'il ne s'agissait que d'entendre une nouvelle traduction d'une pièce française. "

Pour que des journaux aussi hostiles à la ligue que le *Times* reconnussent sa puissance, il fallait qu'elle fut devenue bien redoutable, et il est incontestable que parmi les classes laborieuses elle profitait du progrès des tendances réformistes et du recul de l'esprit révolutionnaire qui s'affirmait par un recul du Chartisme dans les milieux ouvriers.

Ce recul ne venait pas exclusivement du changement qui s'était produit dans les circonstances économiques depuis l'automne de 1842. Le déclin du Chartisme est lié sans doute à un déclin de la misère, conseillère des moyens suprêmes de salut ; mais il est lié surtout au déclin de l'espérance : il tient à la lassitude des troupes chartistes et à la défiance que ces troupes éprouvent à l'égard de leurs chefs. Elles ne croient plus aux promesses, elles ne se laissent plus séduire ni suggestionner par les paroles de ceux qui n'ont plus l'autorité nécessaire pour les entraîner à la lutte : L'enchantement est rompu.

Les leaders, par leurs divisions, ont perdu la confiance de leurs troupes : pendant les années 1845 et 1846, toutes leurs activités paraissent absorbées par le souci de se quereller entre eux et de s'accuser mutuellement.

A son retour d'exil, Mc Douall est accusé par Leach d'avoir dit au cours d'une conversation que Feargus O'Connor avait agi à son égard de façon déloyale aux assises de Lancaster. Aussitôt, sans consulter Mc Douall, Feargus O'Connor agit avec la rapidité de décision qui lui permit si souvent, en prenant les devants, de mettre ses adversaires en fausse posture : il adresse, dans la *Star*, une lettre au comité chartiste de Manchester pour lui demander

d'être juge de son différent avec Mc Douall. Cette lettre doit avoir cet effet, escompté par le démagogue, de déchaîner l'indignation des clubs contre les calomnies dont serait victime le serviteur intègre et dévoué des travailleurs et de préparer ainsi l'opinion chartiste à condamner Mc Douall avant même que de l'avoir entendu. La semaine suivante, la *Star* publie de nombreuses résolutions, blâmant la conduite du " calomniateur ", résolutions qu'auraient votées les comités. Mais il est permis d'avoir quelques doutes sur l'authenticité de ces résolutions et on peut se demander si la plupart d'entre elles n'ont pas été fabriquées de toutes pièces : Gammage, qui était alors secrétaire de la National Charter Association de Northampton, rapporte que les chartistes de Kettering avaient émis un vote tout différent de celui que leur avait prêté la *Star*.

Quels sentiments pouvaient inspirer au public chartiste de tels heurts entre des hommes que ne séparait aucune opposition de tactique, de méthode ou de tempérament, et qu'on avait vus jusque là se magnifier sans cesse les uns les autres ? Le sentiment de scepticisme découragé qui se manifestait allait être accentué encore par le spectacle de la lutte prête à éclater entre Feargus O'Connor et ses plus ardents protagonistes.

Thomas Cooper avait été un grand admirateur du " Lion de la Liberté "; il l'avait suivi avec une fidélité passionnée, subissant les directions du Leader. Poursuivi et condamné en mars 1843, il avait été enfermé dans la prison de Stafford dont il sort le 5 mai 1845. Dans son autobiographie, il montre comment, à propos du Land Scheme, nait son conflit avec Feargus et comment sa volonté de garder son indépendance a été la cause première de cet antagonisme qu'avec la logique de son tempérament, Thomas Cooper devait pousser jusqu'à ses plus extrêmes conséquences :

" Depuis ma libération, je m'étais tenu à l'écart des chartistes et du Chartisme, car j'avais appris qu'O'Connor, dans un accès de jalousie, m'avait dénoncé. Quelqu'un lui avait fait croire que je songeais à conspirer contre lui lorsque je serais libéré......... Quelques petites souscriptions, qui avaient été réunies pour moi à Nottingham et ailleurs, furent retirées par suite des dénonciations de la *Star* contre moi et je renvoyai deux ou trois sommes de ces souscriptions chartistes. Mon dégoût pour la conduite d'O'Connor était si grand que je résolus de ne jamais plus lui adresser la parole. Mais je fus conduit à modifier mes dispositions d'esprit d'une manière que je ne pouvais prévoir. "

Très habilement, en effet, Feargus O'Connor amène Thomas Cooper à changer d'attitude et même, un moment, de sentiments à son égard :

" J'allai faire visite à mon vieil ami M. Dougal Macgowan, l'imprimeur du *Kentish Mercury*, que je n'avais pas vu depuis le jour où j'avais cessé d'être l'éditeur de ce journal et où j'avais

quitté Londres en novembre 1840. Il imprimait alors la *Northern Star* pour O'Connor ; car le journal était presque ruiné, comme le chartisme lui-même, et O'Connor avait transporté la publication de ce journal de Leeds à Londres avec l'espoir d'en restaurer la circulation. M. Macgowan m'assura qu'O'Connor était désolé d'avoir écrit contre moi et désirait que je lui fisse visite à son logis de Great Marlborough Street afin de renouer nos liens d'amitié. Je dis à M. Macgowan que, tant qu'O'Connor n'aurait pas rétracté publiquement ses dires dans la *Northern Star*, je refuserais de l'aller voir. La semaine suivante, je rencontrai M. Macgowan qui insista beaucoup auprès de moi pour que j'allasse voir O'Connor : il m'assura qu'O'Connor prenait un grand intérêt à mon poème et désirait que je lui en lusse des fragments. "

Thomas Cooper avait écrit en prison "*The Purgatory of Suicides*" et, pour le ramener à lui, Feargus flatte son amour-propre d'auteur :

" Pour vous avouer toute la vérité, me dit M. Macgowan, O'Connor affirme que, si vous voulez bien remettre le manuscrit entre mes mains, il paiera lui-même les dépenses d'impression ; et certainement, si l'œuvre est imprimée, nous trouverons toujours un éditeur. Allez donc le voir et écoutez ce qu'il vous dira afin d'en juger par vous-même. J'allai donc voir O'Connor : celui-ci me fit des excuses avec une apparence de grande sincérité et il déclara qu'il me ferait publiquement des excuses dans son journal. Et je fus encore plus disposé à lui pardonner lorsqu'il m'eût communiqué plusieurs lettres qui lui avaient été écrites par des chartistes, à l'égard desquels j'avais agi avec bonté et pour lesquels j'avais fait des sacrifices personnels considérables. Je fus étonné de ce que je lus dans ces lettres : jamais je n'aurais pu croire leurs auteurs capables d'une telle ingéniosité dans la méchanceté gratuite, si je n'avais pas reconnu leur écriture. Je dûs lire des fragments de mon *Purgatory* à Feargus O'Connor. Il possédait la culture d'un gentleman, il avait gardé

son goût pour Virgile et Horace, et, lorsque je lisais, il écoutait et me faisait de très intelligentes critiques. Il me demanda de lui permettre de supporter les frais d'impression de son poème et me dit de mettre immédiatement le manuscrit entre les mains de M. Macgowan, car il était sûr, dit-il, qu'il ne serait pas difficile de trouver un éditeur. Je portai donc mon manuscrit à M. Macgowan et bientôt j'eus les épreuves. Occasionnellement, j'allais voir O'Connor et je causais avec lui ; et invariablement il m'exposait son Land Scheme et exprimait le désir de m'en voir devenir le défenseur. "

Voilà la raison secrète pour laquelle Feargus avait su découvrir un moyen de se rapprocher de Thomas Cooper : il espérait mettre au service de son projet des énergies qu'il savait ardentes et un dévouement qu'il avait éprouvé déjà en 1842 ; mais c'est justement le Land Scheme qui va opposer irréductiblement le " Lion de la Liberté " et son ancien admirateur :

" Mais je lui dis, ajoute Cooper, que je ne pouvais pas défendre le Land Scheme et je lui demandai d'abandonner son projet, car j'avais la ferme conviction que le Land Scheme n'apporterait que ruines et déceptions à lui-même et à ceux qui s'aventureraient dans cette entreprise. Tout d'abord, il ne se mit pas en colère contre moi ; mais il essaya de me vaincre en m'affirmant toute son estime et sa considération et en m'assurant de ses bonnes intentions à mon égard. Cependant il ne put me conquérir, car tout ce qu'il disait pour expliquer son projet servait seulement à me le faire paraître plus extravagant et plus détestable. Lorsque Macgowan eût imprimé les quatre premiers chants de mon poème, il me proposa de chercher un éditeur ; car, bien qu'O'Connor m'eût promis de payer le prix de l'impression et du brochage de cinq cents exemplaires, il fallait songer aux frais de publicité. "

L'éditeur Jeremiah How accepta de prendre la responsabilité des frais d'impression, car Thomas Cooper, désireux de garder son indépendance, ne voulut rien devoir à Feargus :

" Je n'aimais pas, dit-il, la pensée qu'O'Connor payât l'imprimeur et je songeais à rembourser O'Connor, ne voulant recevoir aucune faveur de lui depuis qu'il avait commencé à exister entre nous, en ce qui concerne le Land Scheme, un différent très désagréable. L'essor du Land Scheme rendit O'Connor très hautain avec moi, lorsqu'il vit qu'il ne pouvait pas compter sur moi et trouver en moi un de ses sectateurs, mais il trouva promptement beaucoup d'individus de cette espèce. Je cessai de l'aller voir, car ou bien il me faisait dire qu'il n'était pas chez lui ou bien il m'était déplaisant par son attitude. "

Dans son autobiographie, Thomas Cooper n'entre pas dans le débat de la querelle que le Land Scheme fit éclater entre lui et Feargus et il renvoie, sur ce point, ses lecteurs au récit de Gammage.

Ce ne sont pas seulement en effet les insinuations et les dénonciations de la *Star*, mais le Land Scheme qui mettent le démagogue en antagonisme avec ceux qui sont décidés à combattre une politique, à laquelle ils attribuent le déclin du chartisme, et une entreprise qui est, à leurs yeux, une aventure destinée à accentuer encore ce déclin et à consacrer la faillite du mouvement.

Deux hommes se sont distingués par leur

lutte intrépride contre Feargus et par leur résistance systématique au Land Scheme : leur indépendance et leur courage sont d'autant plus remarquables que le plan agraire allait bientôt provoquer l'enthousiasme des milieux ouvriers et chartistes. Ils ne se sont laissés ni séduire ni entraîner par la vogue dont a joui, pendant les années 1846 et 1847, le Land Scheme ; la *Northern Star* elle-même, fertile en calomnies et en menaces, n'a pu réduire au silence les voix qui s'élevaient solidaires contre le concert de louanges et d'éloges qui accueillait les progrès rapides de l'affaire et ses premiers succès. Inlassables et intraitables, Thomas Cooper et Bronterre O'Brien avertirent le public chartiste et ouvrier des dangers courus par les dupes qui apportaient leur contribution financière ou personnelle à l'entreprise et ils ne cessèrent jamais leur campagne contre la "Loterie Agraire."

Mais cette campagne si précise et si fermement menée contre le Land Scheme n'arrêtera pas Feargus O'Connor. Celui-ci s'était trop avancé pour reculer : il ne lui était pas possible pour le plan agraire, comme pour la grève générale, de trouver quelque raison d'inopportunité propre à lui permettre d'en reculer indéfiniment l'application. Surtout, il pressentait avec beaucoup de perspicacité le déclin du chartisme, la désaffection et l'indifférence des

masses dont les embarras financiers de la *Star* lui étaient un signe manifeste : il lui fallait absolument inventer une attraction nouvelle qui, en restaurant sa popularité, restaurerait aussi les affaires de son journal. Ce sont ces deux raisons liées, la raison financière et la raison politique, qui expliquent la fidélité de Feargus au plan agraire, fidélité non moins inlassable que les attaques de ses deux vigoureux antagonistes. On peut dire que les innombrables articles sur "The Land ! The Land ! The Land !" étaient pour la *Star* assez semblables aux articles de publicité que les grands journaux d'aujourd'hui insèrent et multiplient sous des formes si variées que souvent l'objet en est insaisissable au lecteur non averti.

Le 22 mars 1845, la *Northern Star* s'adressait aux délégués des métiers prêts à s'assembler à Londres :

"Si 50 ouvriers sur mille, dans un métier quelconque, sont sans emploi, le taux, auquel ces 50 hommes consentiraient à travailler, doit infailliblement déterminer le montant du salaire des 950 autres. Quand ces 950 pourront décider entre eux, soit de diminuer les heures de travail de manière à admettre la participation des 50 autres au travail, soit de les faire travailler pour eux-mêmes, plutôt que de supporter leur concurrence, alors, mais seulement alors, la corporation entière sera en état de mettre un frein aux caprices des patrons. Le charpentier ne peut pas devenir tailleur, le tailleur ne peut pas devenir forgeron ; mais tous peuvent passer d'un état artificiel à un état naturel et devenir cultivateurs

du sol. La terre est le champ de la nature et l'héritage de l'homme, c'est le marché qui ne peut être encombré, c'est la matière première qui ne peut être trop travaillée. Son surplus est chose qui ne peut jamais perdre sa valeur. C'est le chemin par lequel les travailleurs pourront s'émanciper de tous les maux dont ils se plaignent. Dans moins d'un an on parlerait des grèves comme de choses folles qui se passaient avant que les travailleurs eussent des cerveaux. "

Et, le 29 mars, la *Northern Star* a le plaisir de constater que ses préoccupations inspirent les discussions de la Conférence Nationale des Trade Unions :

" La grande cause de l'abaissement continu des salaires est la surabondance des travailleurs en regard de la demande de travail ; l'expérience a prouvé que les grèves seules ne sont pas suffisantes pour réagir ; il faut trouver quelque autre moyen qui permette d'absorber le surplus du travail ou de le bannir du marché. Il faudrait mettre les travailleurs en état de retirer du marché et d'employer avantageusement les mains superflues qui pourraient amener une réduction des salaires dans tout le métier auquel elles appartiennent. White, le représentant des cardeurs de laine de Bradford, recommande, au lieu des grèves, de retourner à la terre. Evans, potier, raconte qu'on a inventé une machine qui fait le travail de six hommes vigoureux. Il y a quelque temps les potiers ont fait une grève qui leur a coûté £ 3.000. Au bout de 9 mois, la machine fut installée; alors ils formèrent une société pour acheter de la terre sur laquelle ils avaient l'intention d'installer les ouvriers de M. Mason. Le résultat immédiat a été que M. Mason a mis de côté sa machine et que d'autres ont suivi son exemple. Et, comme le mineur Pasquil déclare que le Lancashire n'est pas prêt pour la question de la terre, White reprend qu'il ne trouve pas bien de détruire les espérances de milliers d'hommes qui considèrent la terre comme la dernière ressource et l'abri des travailleurs de l'armée de réserve qui s'y retireraient."

Le plâtrier Biley dit que les métiers de Manchester ne sont pas encore prêts pour la question de la terre.

Prior, tailleur, dit que les tailleurs ont formé une société par actions, et, avec les fonds qu'ils ont réuni, ils ont employé les ouvriers sans travail dont ils échangent les produits avec ceux des ouvriers sans travail dans les autres métiers. S'ils avaient possédé en même temps de la terre et s'ils avaient été en état de se procurer eux-mêmes les premières nécessités de l'existence pour leur propre compte, Prior ne doute pas que leur succès eut été plus grand. White présente la motion suivante : "que cette conférence recommande à tous les métiers l'opportunité de devenir les possesseurs de leur propre travail ; et recommande aux différents métiers d'installer des manufactures et des magasins pour se procurer les vivres. Les bénéfices ainsi réalisés seront consacrés à l'achat de terres sur lesquelles on emploiera l'excédent des travailleurs." White dit que son métier a déjà adopté un projet analogue ; Skelton, cordonnier, appuie la motion : La terre est la source de toutes choses ; et il est nécessaire qu'ils indiquent à leurs constituants la manière d'en devenir possesseurs. La machine a rendu nécessaire d'autres modes d'emploi. Quels autres moyens ont-ils que la terre ? Evans, potier, déclare qu'on dit que la terre et le travail sont la source de toute richesse, et c'est vrai, les potiers ont constaté qu'en Amérique ils peuvent se procurer 12.000 acres de terre pour £3.000 sur laquelle ils espèrent former une commune, le vrai moyen, selon eux d'employer les surplus des travailleurs.

Robson propose cette résolution : Que cette conférence recommande aux métiers un système de colonisation intérieure et de coopération sur les principes suivants : le paiement d'une cotisation hebdomadaire dont le montant dépendra de la situation de chaque métier, pour permettre aux ouvriers de devenir possesseurs de la terre qui les délivrera de la crainte de la pauvreté."

Est-ce grâce à la publicité dont la *Star* a entouré le Land Scheme que l'idée a été lancée et recueillie dans les milieux ouvriers ou, au

contraire, la propagande de Feargus en faveur du plan agraire répondait-elle aux préoccupations qui agitaient les Trade Unions ? Il est certain que la propagande de la *Star* a réussi à assurer le succès d'une idée demeurée assez vague et sans grande action tant qu'elle resta l'un des thèmes habituels du socialisme oweniste et chrétien.

La troisième Convention tient ses séances, et, le 25 avril 1845, la *Northern Star* annonce que cette assemblée s'est consacrée à l'étude de la mise en application du plan agraire. O'Connor soutient devant la Convention son programme et il montre " comment faire de la terre un secours efficace qui dispense de recourir à une aide étrangère ; comment l'emploi sur la terre des travailleurs expropriés par la machine permettra d'établir un taux raisonnable de salaires pour tous les ouvriers de quelque métier et de quelque profession qu'il soient : le démagogue affirme que " les grèves et les moyens analogues de maintenir les salaires ont été reconnus inefficaces" ; mais il repousse l'idée oweniste des petites communautés agraires : " c'est sous forme de propriété individuelle que doit être acquise la terre." La Convention adopte à l'unanimité la motion Cuffay demandant à l'assemblée de rédiger un projet pour l'achat de terres sur lesquelles installer les ouvriers

sans travail. Le 3 mai, le journal officiel du Chartisme publie une adresse de la Convention à la classe ouvrière :

" Nous avons préparé un projet que nous soumettons maintenant à votre sérieuse attention pour faciliter votre installation sur la terre. Nous vous recommandons aussi instamment la fondation de magasins coopératifs. Vous êtes forcés sous le système actuel de soutenir une multitude de boutiquiers dont l'énergie est employée à détruire votre espoir de régénération sociale et politique. Aussitôt que possible, retirez votre aide à vos ennemis mortels. "

Le 19 mai 1845, la Chartist Land Cooperative C° est fondée. Deux mille actions de £2 10*s* formeront un capital de £ 5.000. Sur ce capital, £ 2.250 serviront à l'achat de 120 acres de terre (au taux de £18 15*s* par acre) sur lesquels la Société pourrait installer 60 travailleurs. Après l'achat du domaine, il restera encore £ 2.750, soit £45 16*s* 8*d*. par occupant : £ 30 suffiront à la construction d'une chaumière agréable et confortable sur chaque lot de terre de 2 acres ; la moitié des autres £15 16*s* 8*d*. permettra l'achat des instruments de travail et l'autre moitié assurera la subsistance des habitants. Les lots seront loués à perpétuité aux membres de la société pour un loyer annuel de £ 5. La rente annuelle brute s'élèvera à £ 300.

Le plan de Feargus consistait à engager la

valeur ou le revenu de ce premier domaine pour en acheter un second ; avec le second, il serait facile de se procurer les fonds pour en acheter un troisième ; avec ce troisième, un quatrième et ainsi de suite.

Le 13 décembre 1845, la *Star* résume exactement l'idée du plan agraire lorsqu'elle dit :

" Le but de l'association est d'installer ses membres sur la terre et de donner à la classe ouvrière l'occasion de juger de la valeur réelle du travail sur le marché libre. Le moyen, c'est d'acheter la terre en gros, de la morceler en lots qui seront loués à perpétuité aux membres de l'association, puis d'hypothèquer la rente réservée pour permettre aux administrateurs de l'association de faire des achats plus considérables. "

La combinaison à laquelle Feargus s'arrêta définitivement fut, en effet, la suivante : la société hypothèque le premier domaine acheté et les constructions édifiées pour une certaine somme qui permet l'achat d'un second domaine; ce second domaine hypothéqué de la même manière conduit à l'achat d'un troisième, et ainsi de suite, jusqu'à ce que huit domaines soient achetés et quatre cents personnes installées sur la terre. O'Connor calculait que ces domaines, qui feraient plus que doubler de valeur en 3 ans, grâce à la mise en exploitation, et qui coûteraient seulement £ 33.000, vaudraient au bout de quatre ans au moins £ 60.000 ; ainsi la société ferait, sur la valeur de ces domaines, un bénéfice de

£27.000: quelles perspectives brillantes ces calculs offraient aux souscripteurs de cette entreprise que Bronterre devait nommer la Loterie Agraire ?

Thomas Cooper n'avait pas cédé aux pressentes sollicitations de Feargus en faveur du Land Scheme et il était décidé à combattre énergiquement l'homme et l'entreprise. Elu par les chartistes de Londres pour les représenter à la prochaine Convention chartiste, il fit très loyalement connaître dans les journaux l'attitude qu'il prendrait à la Convention: il avait l'intention de réclamer que le comité exécutif de la National Charter Association présentât ses comptes et que les membres de ce comité fussent choisis en dehors des directeurs de la Cooperative Land Company. Thomas Cooper dit encore qu'il condamnait la force physique: aussi demanderait-il à la Convention le vote d'une résolution "déplorant les actes de violence qui ont rempli l'esprit public d'aversion et d'hostilité contre le chartisme"; il lui demanderait en outre le désaveu et l'abandon de la doctrine de la force physique et l'adhésion aux méthodes pacifiques, morales et constitutionnelles. Il déclara qu'il était prêt à déposer une motion ainsi conçue :

"La Convention proclame qu'elle considère la valeur éminente de l'éducation, la tolérance réciproque et la moralité de la vie comme les caractères constitutifs du Chartisme ; et elle pro-

teste avec indignation contre l'idée que l'injure basse et vulgaire de la *Northern Star* et son esprit de dénonciation inconsidéré doivent être pris comme les manifestations naturelles du véritable Chartisme. "

Très courageusement, il s'attaque personnellement à Feargus ; il est disposé à demander le vote de cette autre résolution :

" La Convention considère Feargus O'Connor comme indigne de la confiance des chartistes, et par suite, avertit sérieusement les travailleurs anglais du danger et de la folie de s'unir à lui. "

L'attaque de Thomas Cooper ne pouvait ébranler la situation de Feargus. Sans doute, les troupes du leader avaient diminué dans la même proportion que les lecteurs de la *Star*, mais sa position restait inexpugnable, car elle s'appuyait sur une très solide clientèle d'admirateurs illusionnés, d'agents tout dévoués dont la seule raison d'être politique était leur fidélité à Feargus et qui n'auraient rien été s'ils n'étaient O'Connoristes. Ces séides assuraient toujours la domination du dictateur sur l'armée chartiste décimée par les désertions de ceux que tant de querelles intestines avaient dégoûtés, que tant d'efforts inutiles avaient découragés.

Dès qu'il sût quelles étaient les intentions de son ancien disciple, Feargus procéda selon sa manière habituelle pour prévenir son adversaire

et paralyser l'attaque de Thomas Cooper avant même que celui-ci eût eu le temps d'agir. La *Star* accuse immédiatement l'auteur du *Purgatory of Suicides* d'être un traître et prépare l'opinion chartiste à une mesure qui permettra de se débarrasser définitivement de l'homme qui a eu l'audace de dire que Feargus est indigne de la confiance des chartistes. La *Star* conseille aux démocrates de donner à leurs délégués mandat impératif de réclamer à la Convention l'expulsion de Thomas Cooper. Celui-ci, du reste, ne se gêne pas pour exprimer ouvertement son opinion sur Feargus et le Land Scheme. Il déclare à qui veut l'entendre que Feargus a trompé tout le monde et qu'on ne peut avoir en lui aucune confiance pour administrer l'affaire et surtout pour gérer les fonds de l'entreprise.

Lorsqu'en 1846 la Chartist Cooperative Land Company commence ses opérations et que le premier domaine, la propriété d'Herringsgate, a été achetée, l'impitoyable géneur pose des questions vraiment indiscrètes, réclamant des précisions sur des points que les administrateurs préfèrent laisser dans l'ombre. Dans une conversation avec Clarck, demandant au nom de qui le domaine a été acheté, il apprend que c'est au nom de Feargus que l'opération s'est faite et il ne craint pas de dévoiler sa pensée sur le metteur en scène du Land Scheme :

" Bon Dieu ! s'écrie-t-il, mais l'homme a des dettes par-dessus la tête et les oreilles, connaissez-vous ses engagements ? Savez-vous qu'il fait vivre la *Star* à l'aide des fonds agraires ? " Et cette accusation, que, l'année suivante, Hobson confirmera dans ses polémiques avec son ancien patron, semble correspondre à la réalité. Si, comme le double témoignage de Cooper et de Hobson paraît le faire supposer, elle est vraie, elle nous révèle les desseins financiers de cette entreprise sociale et nous fait comprendre les raisons très pressantes pour lesquelles Feargus travailla avec tant de persévérance à la réussite du Land Scheme.

Naturellement, Feargus se défend, et, comme toujours, il se défend en attaquant; mais Thomas Cooper réplique à la réponse d'O'Connor et le *Lloyd's Weekly London Newspaper* du 21 juin 1846 publie une lettre de Cooper aux chartistes de Londres, datée du 13 juin, dans laquelle il accuse formellement Feargus d'avoir acheté le domaine d'Herringsgate en son propre nom ; il met en garde les chartistes, les engage à n'avoir aucune confiance en celui qui s'intitule " le meilleur et le plus dévoué serviteur des travailleurs ". La lettre aux chartistes de Londres sera suivie d'un appel aux membres de la Chartist Land C°, paru le 28 juin, d'une lettre aux adorateurs de Feargus O'Connor publiée

le 5 juillet, de deux articles des 22 et 29 août sur la National Land Co, enfin de deux autres articles parus le 24 et le 31 octobre, et intitulés : " *L'entreprise agraire dans la lune* ", " *Encore un mot sur les fraudes et les faillites de Feargus* " :

" Il est maintenant établi de son propre aveu qu'O'Connor a acheté le domaine d'Herringsgate en son propre nom avec l'argent du peuple. Cependant Feargus ne possède dans la Chartist Cooperative Land Company aucune fonction légale, les statuts ne nommant aucun délégué-trésorier. Où donc est la responsabilité? La Land C° n'est pas enregistrée ; les trustees sont une plaisanterie, car ils ne sont jamais entrés en fonctions. Feargus a beau affirmer qu'il n'est pas endetté jusqu'aux oreilles, je ne le crois pas et je ne doute pas un instant qu'il ne se soit servi et qu'il ne se serve encore de l'argent payé par les souscripteurs du Fonds agraire pour faire vivre la *Star*. Je le défie de faire la preuve du contraire et il faudra bien que nous nous rencontrions tôt ou tard. "

Th. Cooper affirme que Feargus O'Connor n'est qu'un aventurier politique sans argent, un besogneux à la recherche d'expédients pour faire vivre le journal qui est le meilleur instrument de sa puissance. A Leeds, la *Northern Star* avait été dix fois en danger d'être obligée de suspendre sa publication et, depuis qu'elle est à Londres, cette éventualité n'a été écartée que parce que Feargus a eu recours à l'argent de la Land Company. Feargus a emprunté à Roberts £ 550 et il a, sans doute, donné de cet emprunt

une explication, mais qui cache probablement un détournement à son profit des fonds agraires.

Thomas Cooper attire l'attention des souscripteurs de ces fonds sur le fait qu'aucun compte à proprement parler n'a été présenté aux commissaires vérificateurs des comptes et il leur demande si leur trésorier Roberts leur a donné un reçu de leur argent. Quelle preuve même ont-ils que Roberts est bien trésorier ? Quand le trésorier a-t-il présenté ses comptes ? Feargus a bien promis les comptes au nom de Roberts ; mais que valent les affirmations de Feargus sans la déclaration de Roberts qu'en sa qualité de trésorier, il a bien reçu l'argent souscrit ? Les statuts de la Land Company exigent que, lorsqu'il a entre les mains une somme de £ 250, le trésorier la dépose à la London and Westminster Bank au nom et au crédit des trustees ; l'un d'entre ceux-ci et le secrétaire de la société doivent même accompagner à la Banque le trésorier pour faire ce dépôt ; et aucun retrait ne doit être fait sans un ordre des directeurs, contresigné par les trustees et indiquant le montant de la somme. Or, affirme Cooper, jamais aucun des trustees n'est allé à la banque avec le trésorier Roberts pour déposer l'argent des souscriptions ; jamais l'argent n'a été déposé à la London and Westminster Bank au nom des trustees ; jamais aucun

des trustees n'a contresigné le chèque sur la banque pour retirer des fonds destinés au domaine d'Herringsgate. Le 28 juin et le 5 juillet, le *Lloyd's Weekly London Newspaper* publie deux autres lettres de Cooper, datées du 24 et du 30 juin. L'année suivante, les révélations faites par l'éditeur même de la *Star* à la suite de sa brouille avec Feargus devaient confirmer les accusations de l'implacable Cooper.

Comme Bronterre l'avait fait en avril 1842, Thomas Cooper provoque Feargus O'Connor à une discussion publique : comme en 1842, les deux adversaires devaient se rencontrer à la Conférence qui eut lieu à Leeds le 3 août. Mais, cette fois, devant l'attitude de Cooper, il est difficile pour Feargus de jouer la comédie de la réconciliation : Feargus prépare l'accueil que doit recevoir à la Convention son antagoniste. Avant la conférence, plus de 100 clubs locaux adressent à la *Star* des motions affirmant leur confiance illimitée en Feargus et flétrissant son accusateur :

“ Ce chien, ce traître désireux d'obtenir un emploi du gouvernement, cet aventurier politique, coureur de popularité, et qui crève de vanité, de jalousie et de basse ingratitude à l'égard de son bienfaiteur ; ce caméléon, ce toqué qui parle à tort et à travers et dont les calomnies ont été un accès de folie furieuse ; ce coquin, ce chenapan qui n'est qu'un imposteur, un menteur convaincu. ”

Thomas est représenté comme un loup déguisé en mouton et c'est en vain qu'à une réunion des *Fraternal Democrats*, David Ross veut s'opposer au vote de censure contre Thomas Cooper et de confiance en Feargus ; c'est en vain qu'il demande qu'on attende pour les juger que les deux hommes soient mis face à face et se soient expliqués. La *Northern Star*, les 8 et 15 août, donne le compte-rendu de la conférence chartiste qui se tient du 3 au 6 août 1846 ; mais ce compte-rendu, étant naturellement tendancieux, doit être complété par le récit de Gammage. Le 3 août, à Leeds, le secrétaire Wheeler et le président Mc Grath n'ayant pu donner aucune explication au sujet des comptes, Cooper se lève pour présenter les résolutions dont, depuis trois mois, il menace les administrateurs de la Land C° et de la National Charter Association.

Avant qu'il ait pu se faire entendre, les épithètes de coquin, menteur, traître pleuvent sur lui. Ainsi qu'il l'avait tenté à la Convention de 1842 à l'égard de Bronterre, Feargus essaie d'amadouer Cooper et de l'amener à abandonner sa détermination, mais l'ancien général des brigades shakespeariennes n'est pas homme à laisser escamoter ses résolutions ; et, comme il paraît irréductible et irréconciliable, il n'y a plus qu'à opérer à son égard le coup de

force qui permettra de s'en débarrasser. Cette besogne de salut public est confiée à un jeune avocat qui vient à peine de faire ses premières armes sous le patronage et la direction du grand démagogue, un jeune aristocrate qui s'exerce la main au maniement des hommes : Ernest Jones, qui avait eu pour parrain le roi de Hanovre, avait été élevé à la cour de ce souverain et prétendait descendre de Charlemagne. Il s'était préparé à la politique en écrivant des pièces de théâtre et des opéras, en dépensant largement l'argent qu'il n'avait pas dans de somptueux soupers et des dîners offerts à ses amis, en achetant enfin, sans le payer, le domaine de Kearsney Abbey, dont il était évincé bientôt par les liquidateurs de ses créanciers qui le font déclarer en faillite. En 1845, il avait fait des offres à Bright et Cobden ; il leur avait proposé de lancer un journal abolitionniste ; au commencement de 1846, il avait prononcé, le 21 janvier, dans un meeting, à Londres, un discours libre-échangiste. Voyant ses services méprisés par les ligueurs et, ayant passé, le mois suivant, devant la cour des faillites, il se retourne vers Feargus O'Connor et vers le Chartisme.

Et voici le nouvel associé du descendant des rois d'Irlande menaçant Cooper, s'il ne consent pas à l'abandon de ses résolutions, de réclamer



ERNEST JONES

son expulsion. Sans se laisser déconcerter, Thomas Cooper répond à son agresseur qu'il y a trois mois à peine qu'il est chartiste et que, par suite, il ne peut rien savoir des affaires dont il parle. Le digne disciple de Feargus réplique : " La rectitude et la valeur des opinions n'attendent pas le nombre des années ; vous, Cooper, vous n'avez jamais connu que les chemins détournés du Chartisme, tandis que moi, Ernest Jones, j'ai toujours marché sur la grande route ; je viens, du reste, de reçevoir le baptême et l'investiture des vrais chartistes à Blackstone Edge où des milliers de bons démocrates viennent de m'applaudir et de m'acclamer. "

Au nom de la pureté des opinions et de la qualité des sentiments que posséderait sans partage une certaine minorité, un démocrate partisan du principe majoritaire devait, au parlement français, affirmer le droit divin de cette minorité, seule capable de faire entendre la voix véritable du peuple et d'imposer sa volonté vertueuse. Tel ce parlementaire de 1912, Ernest Jones déclare que, quoique nouveau venu dans le parti, il est mieux qualifié pour parler au nom des vrais chartistes qu'un vétéran, chartiste hérétique et coupable de trahison à l'égard du grand leader, et il insiste auprès de l'assemblée pour obtenir l'expulsion de Cooper. Quelques conventionnels lèvent la main en

faveur de cette proposition ; beaucoup restent neutres, partagés, sans doute, entre leurs convictions intimes et la crainte de devenir suspects, d'être mis à l'index et de provoquer contre eux des représailles. Gammage nous dit que, bien que, parmi les conventionnels, plus d'un fût hostile jusqu'au fond de l'âme à Feargus et que l'un d'eux eût même affirmé, la veille, sa volonté de marcher avec Cooper, aucun n'eut le courage de voter contre la motion d'Ernest Jones. Nous assistons ici à une de ces manifestations de lâcheté collective dont sont coutumières les assemblées parlementaires.

Le vote une fois acquis, le président prononce l'expulsion du chartiste excommunié ; mais Cooper refuse de sortir de la salle ; quelques O'Connoristes parlent de l'expulser de force, mais ils demeurent interdits devant la calme audace de Cooper qui, impassible, montrant du doigt O'Connor, s'écrie : " Pourquoi donc ce grand poltron toujours tonnant qui m'a si souvent parlé de la force physique dans nos conversations particulières, ne veut-il pas lui même me mettre dehors ? " Pour avoir raison d'un adversaire aussi difficile, on dût employer un stratagème. A quatre heures, Clark propose que la Convention s'ajourne au lendemain.

Le jour suivant, à l'heure fixée, Cooper, se présentant à la porte de l'assemblée, y ren-

contre trois gaillards vigoureux qui en bloquent l'entrée : ceux-ci lui montrent un ordre écrit du président, interdisant à Cooper de pénétrer dans la salle des séances, tandis qu'au dehors Feargus harangue la foule et dénonce l'ancien général des brigades shakespeariennes.

Ce coup de force n'était pas pour contribuer à consolider l'unité morale du parti chartiste, déjà si compromise par les divisions entre les leaders. Ce n'était point le moyen de faire cesser les attaques qui visaient le dictateur et son Land Scheme. Feargus avait toujours en face de lui le maître d'École du Chartisme. L'opposition implacable de cet indépendant devait singulièrement le gêner dans ses agissements, non seulement parce que les critiques si précises de Bronterre contre le Land Scheme contrariaient l'essor de la Land C°, mais aussi parce que leur antagonisme inspirait aux troupes chartistes quelque scepticisme sur la valeur de leurs chefs et un doute sur les vertus de celui en qui, pendant si longtemps, les travailleurs avaient mis une confiance absolue. La lutte entre les deux hommes avait recommencée en 1845 et se poursuit en 1846 et en 1847.

Dès les premiers mois de 1845, la campagne de la *Northern Star* contre Bronterre reprend de plus en plus ardente. Le 1er mars, paraît un article « *Spottiswood and his paper money advo-*

cate " et, le 29 mars, un autre article " *The Infernal paper money scheme and its hired advocate* ", dans lesquels Bronterre est accusé d'être l'avocat payé d'une société d'inflationnistes. Mais, en 1845, le maître d'école du Chartisme est mieux à même de se défendre que les années précédentes. Il possède un journal, il est devenu l'éditeur d'un nouveau *National Reformer* dont la deuxième série s'achève en avril 1846 et dont la troisième paraît du 3 octobre 1846 au 29 mai 1847. Grâce à cette feuille, ses critiques contre le Land Scheme ont une plus grande force de rayonnement. James O'Brien appelle le plan agraire " *The Land Lottery* " et il montre que cette loterie agraire est vouée à une faillite fatale: de combien d'hypothèses, en effet, dépend la réussite de l'entreprise ! Il faut notamment que chaque lot de terre double de valeur en 3 ans ; qu'on rencontre des capitalistes prêts à prêter sur hypothèque une somme égale à ce qu'auront coûté la terre et les bâtiments ; que tous les administrateurs de la société, trésoriers, directeurs, secrétaires, n'acceptent aucune rétribution pour leur travail et soient d'honnêtes gens !

Naturellement, Feargus ne laisse pas attaquer aussi vigoureusement son Land Scheme sans répondre par des contre-attaques ; il essaie, par exemple, de jeter la suspicion sur les amis que

Bronterre conserve encore au sein du parti chartiste, espérant par ce moyen compromettre par répercussion le maître d'école lui-même. C'est ainsi que le directeur de la *Star* affirme qu'en 1839, un certain Mozeley de Leeds a reçu de Lord John Russel £ 72 pour jouer le rôle d'agent provocateur et exciter le peuple à la violence. Or, justement à Leeds, Bronterre a un fidèle partisan qui s'appelle Mosley : on voit comme, malgré l'orthographe différente,[1] la confusion est facile et désirée entre ces deux personnages, l'agent de John Russel, si tant est qu'il ait existé, et l'ami de Bronterre. Aussi, celui-ci réclame-t-il aussitôt à la *Star* des précisions ; il lui demande de déclarer que son ami Mosley n'est pas l'homme auquel elle a voulu faire allusion, ou, sinon, de fournir des preuves de la culpabilité. Ce qui montre bien la légèreté de l'accusation, probablement forgée de toutes pièces par la *Star*, c'est que les accusateurs ne paraissent pas d'accord sur la date : devant le conseil municipal de Leeds, Hobson déclare que Mozeley a été un agent provocateur de grèves en 1842 : entre 1839 et 1842 il faut choisir ; et, en 1842, Lord John Russel, n'étant plus ministre, ne pouvait pas avoir rétribué Mozeley sur les fonds secrets.

L'attaque contre l'ami de Bronterre provoque,

[1] Mosley se prononçait à Leeds comme Mozeley.

de la part de ses partisans, de légitimes réprésailles contre Feargus O'Connor et des révélations qui achèvent d'éclairer le rôle du leader lors de l'émeute de Newport. William Ashton de Barnsley, dégoûté de la conduite d'O'Connor à l'égard de Mosley, qu'il connaissait et dont il savait l'honnêteté, dévoile, dans une lettre à Mosley publiée par le *National Reformer*, la conduite de Feargus O'Connor à l'égard de Frost dans l'affaire de Newport. Ashton affirme qu'ayant voulu prévenir Frost qu'il allait être trahi, il avait confié ce secret à l'éditeur Hill et l'avait prié de demander à Feargus d'arrêter le soulèvement projeté. William Hill donna à Ashton sa promesse. Cependant, l'émeute de Newport eut lieu : aussi, lorsqu'Ashton revint de France, il alla trouver Feargus O'Connor et lui demanda pourquoi il n'avait pas essayé de sauver Frost. Le démagogue jura ses grands dieux qu'il n'avait rien su avant l'événement ; mais, peu après, Hill déclara solennellement au même Ashton qu'au Bull and Mouth Inn de Leeds, quatre ou cinq jours après leur entrevue, il avait rapporté textuellement à Feargus leur conversation, et l'ancien ministre swedeborgien tint à répéter cette affirmation devant ce George White que Feargus O'Connor avait envoyé, à travers le Yorkshire, pour detourner les travailleurs chartistes de leur projet

de soulèvement. Il est vrai, et il faut l'ajouter, que Charles Jones avait été chargé de la même mission dans le pays de Galles ; mais Feargus, préférant faire agir les autres que de courir personnellement les risques, avait quitté à ce moment l'Angleterre pour l'Irlande, où il était resté jusqu'à ce que le calme fût complètement rétabli en Angleterre.

Quelque temps après l'émeute, une conférence chartiste s'était réunie à Londres pour discuter des moyens de secourir John Frost et de l'arracher des mains du gouvernement. Comme Feargus n'assistait pas aux séances, les délégués chartistes lui envoyent au Tavistock Hotel une députation pour prendre conseil de lui. La réponse du leader est des plus encourageante : Feargus déclare que, si Frost et ses compagnons sont condamnés et si leur vie est en danger, il est prêt à se mettre à la tête du peuple et à provoquer la révolution pour les sauver, et il insiste sur la nécessité de préparer le peuple à cette éventualité. Après de telles assurances, la conférence ne craint plus de décider qu'un soulèvement aura lieu : la date est choisie et fixée au 12 janvier 1840. Feargus envoie même à Cleave un chèque de £ 25 afin d'aider la conférence dans toutes ses résolutions.

Les délégués se séparent et retournent dans

leurs circonscriptions pour organiser le soulèvement. Des émeutes éclatent à Sheffield et dans quelques autres villes ; mais les premières lueurs de la révolution suffisent sans doute à effrayer la prudence du grand politique, car la *Northern Star* dénonce le projet que Feargus O'Connor de lui-même a suggéré et que, la semaine suivante, il ne craint pas d'attaquer. Ici nous retrouvons encore la double habileté d'O'Connor qui prête facilement son appui aux sentiments de violence et aux projets révolutionnaires, tant que ceux-ci restent à l'état de projet, car il ne veut leur opposer que les ressources du hasard qui fait échouer bien des plans, sans même avoir besoin d'être aidé par une volonté complaisante. Feargus, sachant qu'un geste généreux est souvent rémunérateur, aimait à ouvrir largement sa bourse ; mais, par sa contribution pécuniaire, se libérait-il de tout engagement personnel ?

William Ashton avait voulu montrer que Feargus O'Connor avait eu connaissance du soulèvement chartiste qui se préparait dans le pays de Galles et qu'il n'avait rien fait pour sauver Frost et ses malheureux compagnons d'une aventure qu'il aurait pu empêcher, s'il était intervenu personnellement. Sur ce point, le récit de Lovett nous a déjà fait connaître la mission donnée par Feargus à Charles Jones et à White. Ce récit

complète en même temps qu'il confirme celui de William Ashton. Deux autres témoignages, ceux de Bronterre et de Lowrey, permettent de considérer, comme certaine l'abstention volontaire de Feargus O'Connor à l'égard de Frost. Comme Lovett, comme William Ashton, Bronterre affirme que Feargus connaissait l'émeute projetée ; le maître d'école du Chartisme avait supplié Feargus d'user de son influence pour empêcher l'aventure et le démagogue lui avait promis solennellement de faire tout son possible pour arrêter les choses avant qu'elles ne devinssent irrémédiables. Le conventionnel Robert Lowrey, dans une conversation avec Gammage, dit à celui-ci son sentiment : c'est que Feargus était parfaitement au courant de ce qui allait avoir lieu et qu'il était alors le seul homme capable d'agir avec efficacité.

Comment donc s'explique la conduite du démagogue ? La raison qu'en donne Gammage semble exacte, lorsqu'on connaît la psychologie du descendant des rois d'Irlande : John Frost, à l'automne de 1839, était peut-être l'homme qui, après O'Connor, avait le plus de popularité, et le grand démagogue, en laissant faire les Gallois, trouva un moyen facile de se débarasser d'un concurrent à la faveur populaire ; si, au moment du procès de Frost, Feargus se crut obligé d'offrir une compensation pécuniaire et de payer le prix de son abstention moyennant mille guinées,

il nourrit toujours à l'égard de l'honnête magistrat de Newport, qui avait conservé l'amour des chartistes, des sentiments de jalousie : il cherchait à lui nuire toutes les fois qu'il en trouvait l'occasion dans l'esprit de ceux qui étaient venus au Chartisme après sa première évolution, comme Ernest Jones, auquel Feargus avait déclaré que Frost était un damné drôle, un vrai coquin. La passion de la popularité qui possède le délié démagogue est peut-être le sentiment qui inspire le plus souvent ses actes et lui souffle des ruses admirables pour ruiner ses rivaux : c'est à elle qu'il sacrifie successivement tous les leaders, grands ou médiocres, du Chartisme.

Bronterre avait été l'une des plus illustres victimes de ce désir de monopoliser la faveur populaire, de cette soif de dictature ; mais, bien que, depuis 1842, le maître d'école du Chartisme, excommunié par la *Star*, eût été exclu du parti que dominait O'Connor, il ne s'était pas, comme Lovett, résigné à se désintéresser d'un mouvement auquel il s'était si complètement donné. A partir de 1845, il mena une campagne énergique et souvent heureuse contre son adversaire ; et, s'il ne pût prendre une complète revanche, il porta à Feargus O'Connor des coups si directs et si vigoureusement frappés qu'ils eurent une répercussion certaine

sur la renommée et sur l'influence du dictateur. Il est incontestable que l'action combinée de Thomas Cooper et de Bronterre O'Brien ne parvint pas à déraciner complètement la confiance que les masses chartistes, déjà si découragées et affaiblies, avaient en Feargus ; elle ébranla du moins dans le cœur de plus d'un ouvrier démocrate les sentiments qui le rattachaient encore au Chartisme.

Dans le premier mois de 1847, la " loterie agraire " d'O'Connor est l'objet de toute une série d'articles publiés dans le *National Reformer and Manx Weekly Review of Home and foreign affairs* par Bronterre et dont les plus curieux sont ceux qui parurent dans les numéros des 5 janvier, 17 avril, 1, 15 et 22 mai. L'article du 17 avril est une lettre adressée par Bronterre aux lecteurs de son journal et, en général, à tous les amis de la *Réforme Nationale*. C'est peut-être la plus forte critique qui ait été faite du démagogue irlandais. Le grand journaliste montre les contradictions flagrantes et rapproche les affirmations contraires de celui qu'il n'appelle plus guère autrement que, par ironie, " *l'honnête Feargus* " :

" Chers amis, c'est un grand malheur pour le pays que nous n'ayons pas un parti régulièrement organisé et possédant à sa tête quelques hommes ayant de la fortune et du caractère, pour donner du poids à notre cause et accélérer la marche de nos principes...... L'homme qui n'est qu'un spéculateur mercantile

ne veut courir aucun risque qui ne lui rapporte rien...... Les spéculateurs et les démagogues sont en train, en ce moment, de tendre leurs tentacules dans toutes les directions pour éprouver la force et la constance de notre cause. Même pour faire d'eux jusqu'au dernier des réformateurs nationaux, nous n'avons qu'à organiser un parti assez fort et assez nombreux pour leur offrir un nombre suffisant de livres, de shillings et de pences pour rétribuer leurs plaidoiries désintéressées. Bientôt Feargus tournera et deviendra un vrai réformateur monétaire dénonçant les hommes du numéraire et affirmant courageusement qu'il a toujours été le grand apôtre de la pure monnaie symbolique. Cette conversion dépendra de l'argent et de la popularité que la nouvelle doctrine pourra vraisemblablement rapporter et par suite, pour assurer la mission apostolique de Feargus, nous devons d'abord faire connaître et apprécier suffisamment nos doctrines monétaires afin de pouvoir faire aussi bien avec que sans les services du nouvel apôtre. "

Après avoir prédit la conversion de Feargus aux théories de la monnaie-signe, le jour où celles-ci auront créé en leur faveur un courant de sympathie populaire, Bronterre montre les contradictions de Feargus en ce qui concerne la réforme douanière :

" Sur la question du libre-échange et de ses rapports avec la détresse actuelle, les pirouettes de Feargus sont encore plus plaisantes que ses gambades monétaires. Il est en train de réprimander les libre-échangistes en leur montrant la complète faillite des mesures libre-échangistes de Robert Peel et, de nouveau, s'en rapportant à ses propres prédictions et nous disant que c'était mettre la charrue avant les bœufs que d'adopter de telles mesures sans les faire précéder par d'autres et de meilleures mesures pour réduire les impôts. Mais il oublie de rappeler à ses sages lecteurs que l'une de ses prédictions a été que *la Réforme libre-échangiste*

de Peel rendrait le pays grand au dehors et par suite grand au dedans, que c'était là une *mesure toute puissante* et le ministre, qui avait l'intelligence de la proposer, un ministre tout puissant; et il ajoutait qu'il *doutait beaucoup qu'un premier parlement chartiste osât faire un pas aussi formidable que celui que Peel avait fait sur le grand chemin de la Démocratie.* Beaucoup pensaient alors qu'il fallait que Feargus fut un grand nigaud aussi bien qu'un impudent rénégat pour faire ces prédictions. Mais, si l'on en croit la renommée, Feargus avait 2.000 solides raisons, sous forme d'autant de bons souverains de la Ligue en espèces sonnantes, pour justifier à ses yeux le changement qui transforma sa vision prophétique ; il ne voyait pas la nécessité alors de faire précéder le libre-échange de mesures destinées à égaliser ou à réduire nos charges publiques. Au contraire, il incitait à Barnsley, à Manchester et ailleurs, la populace d'ignorants fanatiques, conduite par des fripons corrompus, à conspirer avec ses nouveaux amis, les Ligueurs, pour transformer les meetings que j'organisais dans ces villes en fosses aux ours et pour emprêcher l'expression, en faveur de ces mêmes mesures, de l'opinion publique, que sans lui j'aurais éveillée à travers le Lancashire et le Yorkshire."

Enfin Bronterre, dans sa lettre du 27 avril 1847, découvre les mobiles qui ont amené Feargus à devenir l'apôtre du Land Scheme :

" Feargus est en train de pousser de grands cris à propos de la terre et incite ses agents à le proclamer, ici et aux Etats-Unis, le grand apôtre de la Terre libre pour tout le peuple. Il n'y a jamais eu une fourberie plus impudente. Son entreprise de loterie agraire n'a pas plus de rapports avec les droits du peuple sur le sol qu'aucune des nombreuses sociétés de secours mutuels......... Au mieux, elle aboutit seulement à donner à bail la terre à ceux qui peuvent l'acheter (un privilège que la loi ne leur a jamais refusé). Par le règlement de son association, 1 shilling par livre de tout l'argent souscrit pour acheter la terre se traduit, sous le nom d'*Expense Fund*, par des avantages personnels et

par des avantages pour ses subordonnés, les récompensant, sous forme d'argent et de patronage, de faire, pour le peuple, ce que le peuple pourrait faire pour lui-même partout sans encourir les sacrifices et les risques qu'il aura à courir sous les auspices de Feargus et de la National Land C°......... C'est une simple invention destinée à lui permettre et à permettre à ses codirecteurs de vivre comme des gentlemen ou des demi-gentlemen aux frais du public et de grandir leur importance en patronant des imprimeurs, des papetiers, des secrétaires......... "

Bronterre met bien en relief le bénéfice matériel que Feargus retire du Land Scheme :

" A la plus basse évaluation, Feargus vend, grâce au Land Schème, 4000 exemplaires de la *Northern Star* en plus; et, si l'on compte 1 penny pour le papier, 1 penny pour le timbre et 1 penny pour le colporteur de journaux, il lui reste 2 pences par exemplaire pour lui-même, soit £8 *6s* 8*d* par mille sur 4000 exemplaires, sans compter le bénéfice indirect de la publicité. Le Land Schème lui rapporte donc par semaine au moins de £ 30 à £ 40 grâce à la seule *Star*, sans parler des gains considérables qu'il peut réaliser personnellement et retirer de l'usage occasionnel de tant d'argent passant entre ses mains. "

Bronterre fait observer justement que Feargus ne donne aucun intérêt aux souscripteurs pour les sommes qui lui sont remises, aucune bonification n'apparaissant à leur crédit dans ses états de compte, et que l'habile spéculateur politique doit obtenir des commissions et des pots de vins dans les opérations foncières dont il est l'agent: n'emploie-t-il pas aussi courtiers et hommes de loi à des spéculations personnelles sur l'achat et

la vente des domaines, des actions de chemins de fer, des fonds publics, et autres valeurs ?

" Il serait amusant, ajoute Bronterre, si ce n'était dégoûtant et écœurant, de marquer les différentes phases par lesquelles a passé le socialisme agraire de Feargus pour se terminer en agiotage agraire. A une époque, la terre c'était " *la ferme du peuple* " que les rois, les prêtres et les lords lui avaient volée ; à une autre époque, il déclare O'Brien fou pour avoir dit la même chose! Aujourd'hui, nous sommes avertis par lui que toute terre doit être propriété publique ; demain ou après-demain, le seul moyen de la rendre propriété publique est pour les individus de l'acheter, comme si les individus achetaient la terre pour le public et non pour eux-mêmes...... En un mot, il a été partisan de n'importe quoi et de tout ce qui...... lui donne la perspective d'un accroissement de richesse ou de popularité...... En ce qui concerne la nationalisation du sol, il laisse ses créatures en développer les principes dans son journal et laisse croire qu'il est en sympathie avec les socialistes agraires, alors qu'il évite soigneusement de se compromettre lui-même sur cette question, afin de voir venir les événements et d'être prêt à confirmer ou à désavouer, comme il lui plaira, la doctrine qu'il permet à ses créatures de propager dans son journal et dans les meetings publics...... Aucun homme ne s'est efforcé plus vigoureusement d'étouffer notre mouvement agraire, pendant des années, que ne l'a fait Feargus O'Connor. " La Charte, la Charte toute entière et rien que la Charte ", tel était le seul cri que cet homme nous permettait de pousser aussi longtemps que ce cri lui permit de vendre de 20,000 à 45,000 exemplaires de la *Northern Star* par semaine. Ce n'est que lorsque ce cri eut perdu son charme et lorsqu'il se fut aperçu que nous avions amené plusieurs milliers des meilleurs chartistes à voir clairement que la Charte était une chimère, si on ne s'en servait pas pour restaurer nos droits agraires et nos autres droits sociaux, que l'honnête Feargus est devenu un agitateur agraire. Et alors quelle agitation ! Une agitation pour procurer de la terre à peu près à un homme sur 30 ou 50 parmi

ceux qui peuvent et veulent s'unir pour en acheter ! mais point de terre du tout pour ceux qui ne peuvent pas en acheter et qui en ont le plus besoin, la grande majorité de la population. "

Les contradictions même les plus flagrantes d'un homme politique sont-elles pour le déconsidérer auprès du public qu'il a su séduire ? Le cas est rare ; il est même évident que parfois elles lui apportent un regain de célébrité, et, quelque piquante que soit la manière dont use à l'égard de son adversaire le maître d'école du Chartisme, la force combattive de son article n'est pas là.

Les critiques du *National Reformer* révèlent les mobiles financiers qui guidaient Feargus O'Connor dans sa nouvelle entreprise : certains embarras financiers avaient inspiré le lancement du Land Scheme ; la *Northern Star* avait dû quitter Leeds et elle s'était installée à Londres en novembre 1844. Thomas Cooper nous affirme que, si O'Connor prit cette décision, c'est que le journal ne marchait plus et qu'il espérait ramener les anciens jours de prospérité où la *Star* avait tiré à 60.000 exemplaires. Toutefois, cet accroissement n'était pas espéré de ce seul déplacement, mais aussi du Land Scheme dont le démagogue, depuis le commencement de 1843, avait fait la grande idée du chartisme.

En nous apprenant qu'à l'époque de son

transfert à Londres, la *Star* était presque ruinée, Thomas Cooper ajoute " *comme le Chartisme lui-même* ". Et ceci prouve qu'entre 1844 et 1847, le déclin du chartisme est constaté par ceux qui avaient été les plus ardents à croire au succès prochain de la cause et dont les espérances avaient été les plus ferventès. La *Northern Star* elle-même reconnaît ce déclin lorsqu'elle écrit le 8 novembre 1845 : " Les chartistes, partageant la maladie nationale, sont devenus apathiques ; c'est pour les réveiller que nous écrivons", et, le 6 décembre, la *Northern Star* cite la *Morning Chronicle* qui demande ironiquement où en est le Chartisme ? En cet automne de 1845, il faut que le sommeil dont est atteint le Chartisme soit bien lourd pour que le journal officiel du mouvement admette qu'il est nécessaire de *réveiller* les chartistes.

Les circonstances climatériques et économiques vont, en créant une nouvelle crise, provoquer ce réveil ; la misère va de nouveau insuffler aux chartistes l'esprit de révolte. En même temps que les troupes endormies paraissent secouer leur torpeur pour clamer leurs souffrances et leurs revendications, Feargus O'Connor, qui, depuis quelques temps, a beaucoup perdu de son autorité, va retrouver la popularité qui entourait son nom ; sa vogue va s'accroître grâce aux espérances que suscitera la

mise en application du Land Scheme : aussi bien peut-on dire que, dans le cœur des travailleurs chartistes, c'est tout à la fois la misère et l'espérance qui réveillent l'ancien idéal et l'ancienne foi, renouvelés par le crédo agraire.

L'essor économique et le déclin des espérances avaient amené un déclin du Chartisme. En présence de circonstances plus heureuses qui amélioraient la vie ouvrière, l'esprit révolutionnaire qui animait les travailleurs s'était transformé chez beaucoup en un état d'esprit réformiste ; la *Northern Star* avait même été délaissée par la plus grande partie de sa clientèle. Les troupes chartistes étaient lasses de l'éternel cri "la Charte !!!" et, comme me le disait à Londres, en mai 1905, un ancien chartiste que j'interrogeais sur le déclin du mouvement, les ouvriers étaient las de se voir offrir "*la Charte pour breakfast, la Charte pour lunch, la Charte pour dinner.*" Les espérances qu'avaient suscitées les leaders s'étaient changées en scepticisme : après six années d'efforts et d'attente, les travailleurs auxquels on avait affirmé la conquête prochaine de la Charte ne croyaient plus à la promesse dont leurs imaginations s'étaient berçées. Mais ce n'était pas seulement cette attente vaine qui avait glacé leur espérance : leur lassitude venait aussi de ce que l'âme populaire est avide

de changement et de divertissement, c'était ce besoin que Feargus avait compris en renouvelant l'idéal chartiste, en substituant au cri " la Charte " celui de " la Terre et la Charte " !

Feargus avait eu la sensation très nette — et c'est par de telles intuitions qu'il est un grand politique — que le cri reconnu impuissant avait perdu son charme, qu'il ne suggérait plus aucun de ces rêves assez enivrants pour faire marcher les hommes, secouer leur paresse et leur torpeur et vaincre leur passivité craintive, grâce à la cristallisation qui se fait autour d'un idéal évocateur. Seulement, jusqu'en 1846, le Land Scheme reste à l'état de projet, et, bien que les Trade Unions s'en préoccupent, le plan agraire ne triomphe pas encore du scepticisme que les travailleurs, déçus dans leur attente de la Charte, ont commencé à ressentir, et qui a grandi devant le spectacle des divisions entre leurs chefs, si déconcertantes et si décourageantes. Or, voici qu'après l'été de 1845 la misère et l'espérance vont renaître, mettant au cœur des chartistes le désir de l'action pour la conquête d'une vie meilleure. Les circonstances climatériques, favorables depuis 1842, vont redevenir contraires : de mauvaises récoltes et la crise qui les accompagne provoquent une révolte contre les conditions économiques, une nouvelle réaction de la classe ouvrière contre le

Factory System, au total, une résurrection du Chartisme.

III

Au mois de juin 1845, la récolte promettait d'être belle, on croyait même généralement qu'elle serait abondante. Mais, après un printemps froid et tardif, il se mit à pleuvoir au commencement de l'été, et bientôt ce ne fût pas seulement la récolte de blé et de céréales qui fut compromise, mais aussi la récolte de pommes de terre; celles-ci furent atteintes d'une maladie qui les faisait pourrir sur pied. Cependant, jusqu'au mois de septembre, grâce à des éclaircies de soleil, on espérait encore une récolte : au mois d'août le prix du blé s'était élévé à 57^{s}, mais était redescendu, au milieu de septembre, à 54^{s} et ce n'est qu'au début d'octobre que les incertitudes se transformèrent en la certitude d'une mauvaise récolte. En ce même mois d'octobre, la maladie de la pomme de terre est un fait irrémédiable et la *Northern Star* du 8 novembre annonce la disette des pommes de terres en Irlande et dans le sud de l'Angleterre : des millions d'individus sont exposés à mourir de faim. La famine des pommes de terre va provoquer d'intenses souffrances parmi les populations les plus pauvres.

Tandis que les protectionnistes sentent le danger et recommandent dans leurs journaux l'organisation des souscriptions publiques, les libre-échangistes profitent de ces circonstances favorables à leur campagne pour faire pousser par toute l'Angleterre le cri de "*ouvrez les ports*". Lord Ashley déclare que "la destinée des Corn Laws est fixée". Le 28 octobre, dans un meeting de la ligue, Cobden dit que les libre-échangistes doivent redoubler de zèle et que leurs efforts doivent être plus grands que jamais. Dès le 31 octobre, Robert Peel réunit un conseil de cabinet et, pendant le mois de novembre, le ministre conservateur lutte au sein du cabinet pour obtenir de ses collègues réfractaires leur adhésion à l'abolition des Corn Laws, qui lui paraît nécessaire. Robert Peel est, en effet, le type le plus remarquable du ministre conservateur, au sens le plus profond du mot, c'est-à-dire de l'homme d'état capable de s'inspirer des événements pour faire des réformes, mais sans se laisser dominer ni par les événements ni par l'opinion publique. Il a donné lui-même les formules qu'un grand parti conservateur pourrait adopter en ce qui concerne les réformes: "il était, disait-il, partisan de réformer toute institution qui réellement demandait à l'être, mais il était partisan aussi d'agir graduellement, sans passion et après délibération, afin que la

réforme pût être durable." Et Armitage-Smith a dit justement de lui :

> " Que ses convictions étaient profondes si elles étaient lentes à se former, qu'il était sincère, et que, lorsqu'il était convaincu, il avait le courage de ses opinions; mais qu'il avait besoin d'être convaincu, non seulement de la valeur abstraite d'une doctrine, mais aussi des possibilités d'application, étant donné les circonstances existantes, avant qu'il voulût donner son adhésion à un principe de politique pratique. "

La politique douanière de Robert Peel traduit exactement son tempérament et les principes qui dirigeaient sa conduite.

Le 4 décembre, le *Times* annonce que l'intention du gouvernement est de réunir, en janvier, le parlement pour lui demander l'abolition des Corn Laws. Des journaux ministériels démentent le fait avec indignation : le *Standard* du 5 décembre déclare que le *Times* a forgé de toutes pièces cette affreuse invention. Le 6, le *Times* affirme que l'abolition sera proposée dans une chambre par le duc de Wellington et dans l'autre par Robert Peel. Le 7 décembre, on fait courir le bruit que le duc de Wellington a cédé à contre cœur ; le 9, qu'il a retiré son consentement et, le 11, que le ministère est démissionnaire.

Lord John Russel reçoit la mission de former un cabinet, mais, le 20 décembre, il annonce à la Reine qu'il n'a pu y parvenir. Robert Peel

reconstitue son cabinet en éliminant les ministres réfractaires à la réforme et, le jour de la rentrée du Parlement, il déclare que "*sur la question des Corn Laws son opinion a subi un changement complet*". Le 27 janvier 1846, il propose de fixer au 1 janvier 1849 l'abolition des Corn Laws et, dans l'intervalle de ces 3 années, d'adopter une échelle modérée et provisoire. La réforme est votée, le 13 mai, à la Chambre des Communes et, le 22, à la Chambre des Lords.

Jusqu'au 1 février 1849, le droit sur le blé devait être de 10 s., lorsque le prix était inférieur à 48 s., et s'abaissait à 4 s. lorsque le prix atteignait 53 s.; le même Bill portait l'abolition ou la réduction des droits sur 150 autres articles d'alimentation, matières premières et produits manufacturés.

Quelle influence cette réforme a-t-elle eue sur le Chartisme? On peut dire que les effets de la réforme sur le mouvement sont insensibles. Non seulement parce que la réforme ne devait être complète que le 1 février 1849 et qu'à cette date le Chartisme a disparu; mais parce que, même si on la considère dans sa portée partielle, elle ne pouvait pas avoir de conséquences immédiates sur la condition du prolétariat industriel : les libre-échangistes avaient promis à la fois d'améliorer les ressources des travailleurs et le coût de la vie ouvrière. Or,

l'amélioration des salaires qui devait résulter de l'extension du commerce anglais ne pouvait pas plus se produire immédiatement que cette extension du commerce elle-même ; et, tandis qu'après 1842 une détente s'était produite, nul abaissement du coût de la vie n'a eu lieu, tout au moins dans les années qui suivent : les circonstances climatériques favorables de 1842 à 1845 avaient été contraires sitôt après. En 1846 et en 1847 ce sont encore, après celle de 1845, deux mauvaises récoltes ; les faits qui avaient provoqué l'abolition des Corn Laws avaient eu, en outre, une répercussion sur la situation économique générale : une crise nouvelle avait éclaté et semblait devoir apporter un démenti aux prédictions et aux promesses des libres-échangistes. Aussi, pendant les années 1846 et 1847, au lieu d'une amélioration de la vie ouvrière, ce sont les chômages et la dépression des salaires qui sévissent sur le prolétariat industriel.

Pour comprendre la genèse de cette crise, faut-il remonter jusqu'à la crise financière de 1845, que Tooke nous décrit ainsi dans son histoire des prix ?

“ Au commencement de 1844, on ne pouvait plus douter de la prospérité industrielle du pays et les résultats heureux qu'avaient donnés les chemins de fer déjà construits attirèrent sur eux l'attention générale...... Les prix de la plupart des

actions de chemins de fer montèrent sensiblement, puis on projeta la construction de beaucoup de lignes nouvelles au printemps et en été. En 1845, les spéculations sur les chemins de fer furent plus fortes encore et provoquèrent une crise financière. Mais ce fut surtout après que le Parlement eut accordé la concession aux chemins de fer projetés que la spéculation dégénéra en une véritable folie. Tant qu'augmenta le nombre des spéculateurs, le cours des actions monta, mais, à la fin d'octobre, se fit remarquer parmi les possesseurs d'actions une tendance à réaliser les profits qu'avait promis le cours élevé des actions. Cette tendance se changea peu à peu en panique. Le cours des actions commença à tomber rapidement et, dans les différentes villes du royaume, les Bourses que remplissaient peu avant des milliers de spéculateurs furent désertées. "

Dès le 16 août 1845, la *Northern Star* signale " la panique sur le marché financier ", et, le 28 août, ce journal, parlant de la spéculation sur les chemins de fer, déclare qu'une réaction aura lieu ; le 18 octobre, elle dit que la manie d'agiotage actuelle a son parallèle dans la manie des tulipes de 1634.

La crise financière de 1845 n'a pas plus de répercussion que celle du mois de mai 1835 : elle est, comme celle-là, limitée à la Bourse et elle n'atteint pas l'industrie ; mais, l'année suivante, et surtout en 1847, la crise est générale et, dans la formation de cette crise, le facteur climatérique apparaît sous une troisième forme : à côté des mauvaises récoltes de céréales et de la maladie des pommes de terre, la récolte de coton est mauvaise aussi en Amérique et, en

janvier 1847, le prix du coton brut à Manchester est de 67 °/o plus élevé qu'en janvier 1846. Aussi, la consommation du coton sur le marché anglais qui, en 1845, était de £21 millions n'est plus, en 1846, que de 19 millions £ et, en 1847, de 13 millions. La situation des fabricants anglais est difficile, le prix de la matière brute ayant haussé et la demande en objets manufacturés ne pouvant pas s'accroître à cause du prix élevé des denrées alimentaires ; tandis que les mauvaises récoltes de céréales resserrent la demande de cotonnades, la mauvaise récolte de coton diminue considérablement la marge du bénéfice des fabricants qui, en 1847, ne peuvent augmenter ni le prix du fil de coton ni celui du tissu. Les industriels sont obligés de réduire la production : cette réduction nécessaire est créatrice de misère et de chômage, en même temps que la chute des profits entraine celle des salaires.

La spéculation sur les céréales amène le prix du quarter de blé, pendant le mois de mai 1847, de 66s 10d à 102s 5d. Les chiffres moyens des années 1846, 1847 et 1848 — savoir 53, 3 en 1846, 59s en 1847 et 64, 6 en 1848 — traduisent mal la répercussion qu'eurent sur le coût de la vie et sur le prix du pain les mauvaises récoltes qui se succédèrent de 1845 à 1847.

Voilà donc le pain cher malgré le libre-échange et, dans la *Star* de 1847, Feargus O'Connor ne

craint pas de réprimander les abolitionnistes, leur reprochant d'avoir mis la charrue avant les bœufs, en réalisant le libre-échange avant d'avoir pris les mesures qui en devaient être les conditions préalables.

En avril et en mai, les négociants anglais avaient acheté des quantités énormes de céréales, mais les spéculateurs avaient escompté une trop mauvaise récolte et s'étaient trompés dans leurs prévisions exagérées : ils avaient cru que la provision de céréales ne suffirait pas jusqu'à la récolte ; or, les hauts prix amènent naturellement une importation plus grande, et, comme la moisson est moins mauvaise qu'on ne l'a prévu, la chute des prix entraîne la débâcle de nombreux marchands de céréales, ce qui provoque une crise économique générale. Plusieurs établissements financiers, la Banque royale de Liverpool, la Société de crédit de Liverpool, la Banque du Nord et du Sud du pays de Galles, suspendent leurs paiements ; la Banque de Newcastle et celles du Northumberland et du Durham sont très ébranlées. Une contraction du crédit s'ensuit. Les banquiers londoniens ne sont plus à même d'accorder leurs crédits habituels à leurs clients qui s'adressent à la Banque d'Angleterre ; et celle-ci, dont le taux de l'escompte, en mai, était de 5 %, l'élève à 6 % le 23 septembre.

Le 23 octobre, le gouvernement anglais autorisa la Banque à ne pas tenir compte des dispotions de l'act Peel de 1844 et lui recommanda d'élever son taux d'escompte à 8 %. La note du gouvernement rétablit la confiance et la panique cessa ; cependant la Banque n'eut pas à user du droit que lui avait conféré le gouvernement d'augmenter la mise en circulation de ses billets au delà des limites fixées par la loi.

Les habituelles conséquences des crises se produisent : accroissement du chiffre des banqueroutes de 24 % sur le chiffre de 1846 et de 65 % sur celui de 1845 ; chute du cours des actions et notamment des actions de chemins de fer ; baisse des prix. De juillet 1847 à juillet 1848, cette baisse est, sur le coton brut, de 37 %, sur le fer de 31 %, sur le cuivre de 10 %. La crise n'a pas été provoquée, comme on le crut alors, par l'immobilisation du capital anglais dans la construction des chemins de fer: les commerçants et les industriels ont soutenu qu'ils ne manquaient pas de capitaux. Aucune hausse exagérée n'a précédé cette baisse. C'est qu'en effet nous ne sommes pas ici en présence d'une crise de surproduction, comme l'a très bien démontré Tugan-Baranowsky. La crise est dûe, non à une offre exagérée, mais à une contraction de la demande; toutefois, si la cause diffère, la crise a exercé ses effets habituels sur

les trois grandes industries de la houille, du coton et du fer: diminution de la production, arrêt des affaires, chômages, baisse des salaires. Et, si l'on consulte l'index de Sauerbeck, la dépression se prolonge jusqu'en 1849.

Ce sont les districts du Lancashire, du Yorkshire et du Staffordshire qui ressentent le plus fortement les répercussions de la crise. Les dures souffrances que subissait le prolétariat industriel réveillèrent les colères et les haines qui s'étaient apaisées depuis 1843. En même temps que la misère soufflait l'esprit de révolte, l'espérance renaissait au cœur des travailleurs chartistes.

En 1846, la réalisation des espérances agraires, que, depuis 1843, Feargus O'Connor et ses associés ont fait briller, paraît proche : le 24 octobre, la Chartist Cooperative Land Company (appelée à partir de mars 1847 la National Land C°) est inaugurée ; le domaine d'Herringsgate est acheté et, l'année suivante, ceux de Lowbands et de Minster Lovel, dans l'Oxfordshire, ainsi que l'annonce à ses lecteurs la *Star* du 3 juillet, des 7 et 21 août 1847.

Une circulaire-prospectus du 1 avril 1847 nous apprend que la National Company est constituée par des actions de £ 1. 6^{s} payables à comptes hebdomadaires de 3^{d} au minimum. Deux actions donnent à leur souscripteur droit à une maison, à 2 acres de terre et à une avance

de £ 15; le souscripteur de trois actions aura une maison, 3 acres de terre et une avance de £ 22.10s; le souscripteur de quatre actions aura une maison, 4 acres et une avance de £ 30. Depuis le 19 mai 1845 (date de sa fondation), les progrès de la société ont été considérables : elle comprend, au 1 avril 1847, 360 succursales, 13.000 membres ayant 40.000 actions et qui ont souscrit plus de £ 22.000. Trois domaines avaient été achetés. A la même date une autre affiche imprimée porte : *National Land C°, provisoirement enregistrée*. L'objet de cette société est de permettre aux travailleurs d'obtenir, pour une somme minime, la possession d'une terre et d'un bâtiment dans de telles conditions que, par un travail honorable et indépendant, ils puissent s'assurer à eux mêmes et à leurs familles le confort et la respectabilité. Bénéfices assurés. Les bénéfices garantis par la société à ses membres sont les suivants : deux actions donnent droit à une maison confortable, 2 acres de bonne terre et £ 15 d'avance ; trois actions: £ 22.10 et 3 acres; quatre actions: 4 acres et £ 30 d'avance. "

Deux mois après, les progrès avaient été considérables puisque, dans son discours à la grande démonstration du 24 mai, Thomas Clark, l'un des directeurs, déclare qu'il y a 18.000 membres, c'est-à-dire 5.000 de plus que le 1r avril,

et que £ 30.000 ont été souscrites. C'étaient là des progrès très rapides. L'argent affluait dans les caisses de la National Land C°, qui devait recevoir près de 3 millions de souscriptions, £ 112.000.

Devant le succès du projet dont il s'est fait le protagoniste, l'étoile d'O'Connor, qui, sous les attaques si précises de ses adversaires, s'est obscurcie pendant les années précédentes, resplendit d'un nouvel éclat. En son honneur, on nomme la propriété d'Herringsgate O'Connorville, et, le 24 mai 1847, l'inauguration d'O'Connorville est un nouveau triomphe pour le grand démagogue. La *Northern Star* du 29 mai 1847 raconte cette belle journée: *La Terre ! La Terre! La Terre ! Grande démonstration à O'Connorville :* " Le lundi de Pentecôte de cette année a offert aux yeux des réformateurs agraires des preuves indubitables de l'intérêt puissant, grandissant et presque universel que ressentent, non seulement les masses qui travaillent, mais encore beaucoup de ceux qui vivent par le travail des autres, pour l'œuvre grande et généreuse si bien commencée par la Convention chartiste de 1845 : les fils et les filles du travail mis en possession d'une maison et d'un foyer, mis en possession de leurs propres francs-alleus et devenus les cultivateurs de leur propre sol pour leur seul usage et leur bénéfice personnel. " Sur les routes conduisant

au " *Premier Domaine du Peuple O'Connorville* " régnait la gaité ; les villageois avaient mis leurs plus beaux habits ; en tournant l'angle de Moor Park près de Rickmansworth, et en voyant le drapeau flotter sur l'école et " *la Ferme du Peuple* ", les visiteurs poussèrent trois vigoureuses acclamations prolongées en l'honneur des " *Heureux Foyers du Travail honnête.* "

Tous les villages et toutes les villes qui se trouvaient à plusieurs milles de là étaient représentés à cette fête et il y avait une foule pleine de gaité; dans toutes les directions on apercevait des groupes examiner avec soin " les élégantes maisons chartistes, les récoltes qui s'élèvent, les cochons des chartistes, " etc. A 2 h. 30, un meeting a lieu, présidé par Cooper de Manchester ; celui-ci déclare qu'il ne s'était pas attendu à voir tant de beautés jointes à tant d'utilité. Th. Clark, l'un des directeurs, dit qu'il se sent très fier des résultats du premier achat : il ajoute que 18.000 personnes sont devenues actionnaires de la Compagnie et que £ 30.000 ont été souscrites. Après lui, on entend des discours de Cochrane, de John Skelton et de Christopher Doyle. Feargus O'Connor, qui se lève au milieu des applaudissements vigoureux et prolongés, profite de l'enthousiasme pour attaquer Bronterre, et pour lui porter un nouveau coup : " Les cottages qui s'élèvent

sur le domaine proclament la marche de la Démocratie...... Quelques coquins et quelques fous ont prétendu que j'ai organisé le Land Scheme pour couler le Chartisme. Il y a un certain Jemmy O'Brien, je ne sais pas dans quelle catégorie le placer, ni s'il est un coquin ou un fou. Qu'il soit l'un ou l'autre, ce qui est sûr c'est que l'Angleterre ne semble pas assez large pour lui, car il compare deux, trois et quatre acres de terre à de simples pièces d'un manteau d'Arlequin. Je pense que si Jemmy avait trente acres, 10 pour faire de l'horticulture, 10 pour faire de l'agriculture et 10 pour une plantation d'orge, il n'en aurait pas encore assez, il mourrait de faim et réclamerait deux acres de plus pour faire pousser des choux." Feargus exalte ensuite son œuvre et sa personne.

Le soir, au dîner, le démagogue prend une seconde fois la parole et soulève les acclamations répétées de l'assistance : il déclare que son éloquence ne peut pas égaler l'impression créée par "*le premier Domaine du Peuple*". Pour encourager les occupants à devenir de bons cultivateurs, il est résolu à offrir, de ses propres deniers, trois prix distincts, l'un de £ 7, l'autre de £ 5 et le troisième de £ 3. Il dit qu'O'Connorville est habitée par trente-cinq familles. Après avoir bu au succès de la National Land C°, à la santé et au bonheur du député Dun-

combe, les convives se lèvent en l'honneur de Feargus ; debout, chapeau bas, tous crient " Bonne santé et longue vie à Feargus O'Connor ", et, poussé trois fois, ce cri est encore répété une fois de plus.

En juillet, par semaine, les souscriptions s'élèvent à £ 3.500 et, peu après, à £ 5.000.

Le succès du plan agraire n'est pas seulement le signe tangible qui révèle le renouveau de popularité et d'influence d'O'Connor, mais il manifeste aussi la renaissance chartiste : les travailleurs sont séduits par l'idylle champêtre que la fantaisie inlassable de Feargus leur décrit, par les promesses engageantes d'un retour à la nature qui doit être, en même temps, une révolution économique.

Les espérances, qui soutiennent et exaltent les travailleurs chartistes, changeant d'objet semblent être devenues plus solides : elles ont gagné en certitude. Ces espérances n'ont plus pour objet la Charte du peuple, mais le Land Scheme : sans doute, la Charte aurait ouvert toutes grandes les portes du paradis social, mais il fallait l'obtenir de la mauvaise volonté d'un parlement bourgeois que ni pétitions ni émeutes n'avaient pu fléchir ni faire céder ; avec le Land Scheme, la réalisation de leur rêve dépendait de la seule bonne volonté des travailleurs et, en ce 24 mai 1847, elle était déjà commencée

sur trois domaines, dont l'un en pleine exploitation.

La nouvelle illusion créée par O'Connor était bien supérieure à celle qui avait soutenu les chartistes pendant l'évolution du mouvement : la Charte avait été l'espérance de demain, la terre était celle d'aujourdhui.

Le grand démagogue avait bien compris qu'un idéal éloigné lasse les meilleures volontés, tandis qu'il suffit d'une réalisation partielle pour soutenir les plus molles pendant longtemps. Le mot de *Loterie agraire* inventé par Bronterre mettait en relief le sentiment spéculatif dont O'Connor avait su jouer pour séduire les masses. Celles-ci croyaient aux affirmations d'honneur et d'honnêteté dont Feargus ne craignait pas de se gratifier et n'écoutaient plus, si elles y avaient un instant prêté l'oreille, les critiques de Thomas Cooper et de Bronterre, " ce coquin ou ce fou " ; elles se refusaient à écouter et voulaient même ignorer les soupçons que ceux qui avaient été les plus fidèles créatures de leur idole laissaient glisser sur lui.

Joshua Hobson, qui a donné sa démission d'éditeur de la *Star* et a été remplacé par G. J. Harney, met en cause l'honnêteté de son ancien patron. Des charges, qui semblent accablantes pour Feargus et singulièrement inquiétantes pour les souscripteurs du Land Scheme, sont

livrées à la publicité par le *Manchester Examiner* à partir du mois de décembre 1846 et pendant toute l'année 1847. Les lettres des 5, 19 et 26 décembre 1846, des 2, 9, 16 janvier, du 18 septembre, des 9 et 16 octobre 1847 sont signées : *un qui a peiné à la charrue*. Celles des 19, 26, et 30 octobre, des 10, 13, 20 et 27 novembre, des 11, 18 et 24 décembre portent le nom même d'Hobson ; un article du 23 octobre est signé du surnom que par dérision Feargus donnait à son ennemi " le petit tisserand du Lancashire " ; enfin, d'autres articles des 14 et 18 septembre, des 16, 19, 23 et 30 octobre, des 6, 9, 20, 23 et 27 novembre ne sont pas signés et portent des titres comme ceux-ci : " *Honnête Feargus, par un travailleur ; Un faux patriote et un homme vrai* ". Ces très nombreux articles du *Manchester Examiner* ne donnent qu'une idée très imparfaite de la vigoureuse campagne de presse menée en 1846 et 1847 contre le Land Scheme.

Dans le *Non conformist*, en août 1846 et en août et septembre 1847, dans le *Nottingham Mercury* de juillet à décembre 1847, dans le *Nottingham Journal* de mai à décembre, dans la *Weekly Dispatch* d'octobre à décembre, dans le *Lloyds' Weekly* paraissent, presque toutes les semaines, des articles de Thomas Cooper, de Hill, de Hobson, de John Cleave, de John Watkins et

de nombreux critiques, anonymes ou non, du Land Scheme.

Les attaques les plus vives et les révélations les plus suggestives viennent de Joshua Hobson, qui semble posséder le secret des affaires de la *Star* et qui accuse son ancien patron d'avoir falsifié les comptes et de s'approprier les sommes, remises par les souscripteurs de la compagnie agraire, dans son propre intérêt et pour des desseins personnels. Il affirme que Feargus lui a souvent emprunté à lui-même de l'argent et qu'il en a emprunté aussi à Ardill, son secrétaire, pour soutenir le *Star*. Hobson déclare qu'O'Connor était pauvre avant la création de la *Star* et qu'ensuite, lorsque la *Star* fit des profits, il avait l'habitude de prendre l'argent pour ses besoins propres et de leur laisser le soin de payer les notes.

Feargus est sûr de la fidélité de ses adorateurs et il sait que la précision même des accusations de Hobson, si bien placé pour le connaître, ne parviendra pas davantage à dessiller les yeux de ceux qui soupçonnent immédiatement de perfidie et de mensonge les téméraires qui osent mettre en doute l'honneur de Feargus. N'est-il pas par excellence le démocrate intègre, l'homme qui ne craint pas de toujours parler, parce qu'il sait qu'elle est pour les masses un article de foi, de son honnêteté personnelle ?

Dans le magazine qu'il fonde en 1847, avec Ernest Jones, " *The Labourer* ", il déclare que la " Terre est destinée à être le grand levier politique et social qui tirera les classes ouvrières de leur état d'esclavage actuel ". Il parle de *l'intégrité du promoteur*, condition nécessaire de la réussite du Land Scheme et dit : " Je crois et j'ai toujours cru que le succès du plan agraire dépend absolument de mon honnêteté, de ma capacité et de mon honneur. Ceux qui ont confiance en lui pensent ainsi parce qu'ils ont confiance en moi : le plan est mien, et, quelque étrange que cela paraisse, j'affirme avec confiance qu'aucun autre homme au monde n'est capable de le mettre à exécution dans tous ses détails. Ceux qui y croient le font parce qu'ils croient en moi. " Et c'est pure vérité : les travailleurs chartistes croient en O'Connor.

Le 24 août 1847, le secrétaire du comité exécutif de la société de secours mutuels des ouvriers constructeurs de machines écrit à la *Northern Star* pour se plaindre, au nom du comité exécutif, que les fonds de la quatrième section de Manchester ont été remis à la Banque de Feargus O'Connor, sans que le comité ait consenti au dépôt de ces £ 620 à la National Land and Labour Bank. Alors que la société se compose de 7 à 8.000 membres et s'étend sur toute l'Angleterre et l'Irlande, ce sont trente

cinq individus, formant la majorité des personnes présentes à une réunion de la section, qui ont pris la décision de transférer les fonds de la Banque de sir Benjamin Heywood à la Banque agraire ; et cette détermination a été prise en violation des instructions du comité exécutif qui avait décidé de consulter tous les membres de la société sur l'opportunité de faire des dépôts à la Land and Labour Bank. Cette lettre est suivie d'un appel du comité exécutif aux ouvriers constructeurs de machines :

" Nous disons que, si M. O'Connor est un honnête homme, comme il fait profession de l'être,et s'il est animé du désir d'agir avec justice vis à vis de tous, il publiera cette lettre (du secrétaire). S'il ne le fait pas, nous demandons quelle *confiance* on peut avoir en un homme qui craint de voir la vérité mise en lumière. "

Naturellement, la *Northern Star* ne répondit pas à cet appel et n'inséra pas davantage la lettre : c'est Hobson qui la fit connaître au public dans son article du 18 septembre au *Manchester Examiner :* " J'ai moi-même, dit-il en concluant, versé trop de sueur pour obtenir le salaire d'un travail mal payé, et je ne veux pas voir les salaires durement gagnés des travailleurs livrés à des hommes d'affaires véreux et à des aventuriers tapageurs. "

Pour se débarasser d'Hobson et se dispenser de répondre à ses attaques, Feargus emploie le

procédé qui lui a réussi déjà et qui va lui réussir encore : il organise, malgré le refus d'Hobson de se laisser juger par un tel tribunal, un meeting public au Hall of Science de Manchester. Le 26 octobre 1847, lorsqu'il paraît devant le tribunal du peuple, il n'a pas ouvert la bouche que déjà on l'acclame, et il va par ses paroles cultiver savamment cet enthousiasme :

" Gentlemen et frères chartistes de Manchester, je vais maintenant vous donner un exemple de la mise en application du principe que j'ai posé lorsque je suis entré dans la vie publique : l'obligation qui s'impose à tout homme politique de paraître devant un tribunal public pour répondre devant ce jury de tous les actes de sa vie (*Ecoutez, écoutez*)......... Je sais, mes amis, que vous vous êtes gênés beaucoup et que vous vous êtes imposés de grands sacrifices afin de pouvoir dérober quelque chose de votre maigre pitance pour économiser en vue de l'avenir de quoi devenir membres de la société agraire, installés sur le sol ; et, naturellement, vous devez vous intéresser à toute attaque dirigée contre le Land Scheme. Vous n'entendrez sortir de ma bouche aucune ribauderie ; vous n'entendrez, dans mes discours, rien de semblable à ce qui a paru dans l'*Examiner*......... Je me présente avec de simples chiffres et de simples faits ; mais, si vous voulez bien les entendre, je vous promets alors que je démolirai tous mes adversaires et, en empruntant le propre langage du *Whistler*, je ne rongerai pas seulement l'os, mais je ne laisserai pas une once de moelle dedans. (*Vigoureux applaudissements.*)....

Si j'oubliais un seul passage, une seule phrase, une seule ligne ou même un mot de ce qu'a dit de moi l'*Examiner*, j'espère que vous voudrez bien ne pas craindre de me le rappeler. Je ne laisserai aucune accusation sans réponse, je ne laisserai debout aucune affirmation. Je ne crains aucun examen, ni aucune demande, ni la plus complète investigation. (*Applaudissements*)....

M. Roberts était le trésorier de la Land C°, j'étais le trésorier adjoint et je devais tenir un compte des dépenses. M. Roberts avait en caisse £ 175, nous ne nous attendions pas alors à ce que notre trésor deviendrait jamais un chou tel que celui-ci ou celui-là (*dit M. O'Connor désignant du doigt au milieu des rires et des éclats de rire deux énormes choux des deux côtés de la salle*). Nous n'avions jamais prévu un développement aussi gigantesque. Nous avions £ 175 en espèces, avant que la banque nous eut ouvert un compte et, de ce jour à aujourd'hui, toute somme jusqu'au dernier farthing a été déposée à la Banque ou consacrée à l'achat de bons du trésor. Ces gens-là ont cherché à insinuer que je rongeais les os des mères de famille et des petits enfants pour vivre dans la richesse, dans l'oisiveté et dans le luxe. Si j'étais un homme adonné à la volupté et aux plaisirs, cette accusation pourrait avoir quelque apparence de vérité ; mais ce que tout homme, toute femme et tout enfant ne savent pas c'est que je préférerais aller au lit sans souper plutôt que de me nourrir de leur jeune sang. (*Applaudissements.*) Mais je veux maintenant produire mon bilan. Le petit tisserand de Lancashire qu'est Joshua Hobson présente le sien et montre un déficit de £ 5.000. Au fur et à mesure qu'il vient, l'argent est reçu par le secrétaire et ce sont les sommes que le secrétaire me remet après avoir déduit les dépenses de la semaine, ce sont les sommes que je reçois dont je suis responsable. Vous verrez toujours les sommes reçues mentionnées dans la *Northern Star* ; £ 5.000 voilà toutes les dépenses payées depuis le commencement jusqu'à la fin et ces sommes n'ont jamais passé par mes mains. Si vous examinez le bilan, vous verrez deux colonnes, l'une rendant compte de l'argent reçu par le secrétaire, et l'autre de l'argent que celui-ci me verse, déduction faite des dépenses. M. Clark que voici, un des directeurs, peut appuyer mon dire et vous affirmer que, depuis un an et demi, pas un seul farthing, de tout l'argent versé, n'est passé entre mes mains. (*Ecoutez, écoutez.*)

. . . .

Peut-il donc y avoir une plus simple, une plus claire définition d'une comptabilité? (*Applaudissements. Non, non.*) Bien, mais voilà l'explication des 5.000 et quelques livres, le nid de souris dans

l'oreille d'un chat que Joshua Hobson a découvert et ce que vous avez à dire à un tel drôle. Eh bien, Joshua Hobson, le petit tisserand, qui, bien que parlant dédaigneusement des directeurs, parce qu'ils sont de simples tisserands et de simples tailleurs, n'était lui-même qu'un petit tisserand à la main et mieux encore, un garçon de cabaret au Bowling Green de George Inn d'Huddersfield. (*Rires.*) Je ne rappelle pas ceci pour le rabaisser, s'il s'est élevé honorablement. Je l'élevai à la situation d'éditeur de la *Northern Star* et j'aurais plus de respect pour lui, s'il était un honnête homme, que pour le plus noble gentilhomme de la terre. (*Ecoutez, écoutez.*)...... Hobson a acheté en mon nom pour £ 8500 de bons du Trésor. Ces bons du Trésor donnaient £4 11s. 3d. pour cent. Comme l'argent devenait rare, j'allai à une des premières maisons de banque et conclus avec elle un arrangement pour lui prêter l'argent à 5 %. Ainsi, je vendis les bons du trésor et obtins 5 % pour l'argent. Cet arrangement expirant le 13 du mois dernier, je retirai les £15.000 de la banque parce qu'on ne voulait pas me payer un intérêt plus élevé et je dis que je devais bénéficier de la hausse qui s'était produite dans la valeur de la monnaie. Je les retirai donc et j'achetai des bons du Trésor donnant 6 3/4 pour cent. (*Ecoutez, applaudissements.*) Et, si vous désirez connaître les dates de l'achat des bons du Trésor, je vous donnerai l'autorisation nécessaire pour savoir la date et tous les détails concernant cette affaire auprès de Thomas Allsop esquire, courtier du Royal Exchange, à Londres. (*Applaudissements.*) On nous dit qu'il y a une différence entre le premier bilan et le second ; mais les voici, je les ai apportés tous les deux, et je défie n'importe quel mortel de montrer une seule différence entre ces deux bilans, à l'exception de quelques articles à mon détriment. Le petit tisserand dit que M. O'Connor avait promis de ne jamais toucher à votre argent. Eh bien, mes amis, le commis de M. Roberts m'a dit qu'il ne convenait pas que la même personne fut à la fois le solicitor et le trésorier de la compagnie : les directeurs feraient mieux d'élire un trésorier, et ils m'élurent malgré moi. Et je vous dis maintenant qu'ils n'auraient pas pu élire un meilleur homme. (*Vigoureux applaudissements.*) Je soulevai des objections à l'achat des domaines en

mon nom, mais les directeurs dirent: Nous ne voulons pas participer à l'achat d'un seul acre s'il n'est pas fait en votre nom — et quel nom est mieux fait pour opérer ces achats? (*Cris de : aucun et applaudissements.*) Je n'ai jamais fait de spéculation avec un seul farthing, et je n'ai jamais prêté ni emprunté la plus petite somme, mais, mes amis, je puis produire des chiffres pour tout. Mes amis, ces gaillards sont si ennuyés de voir le Land Scheme réussir si magnifiquement et si complètement hors de leurs atteintes, au delà de leur action et compréhension, qu'ils ne peuvent plus se contenir. (*Applaudissements.*)......

Le 6 septembre 1845, je quittai Londres pour le continent. Hobson se trouvait chez moi, lorsque j'allais partir ; M. Thomas Allsop, M. Charles Allsop et M. Roger O'Connor étaient présents lorsque je prononçai ces paroles : " Au revoir, Hobson, je vais étudier la question des petites fermes en Belgique et je compte sur vous pour donner des soins tout particuliers au journal pendant mon absence puisque Harney ne se porte pas bien ; mais je m'en vais content de penser que je laisse derrière moi un second moi-même. " " Ne craignez rien, Monsieur, répond cette vipère, je serai encore plus attentionné que si vous étiez là. " Ma folie fut d'avoir confiance en sa parole : je quittai l'Angleterre le 6 septembre, et, la semaine suivante, mon représentant, qui s'était engagé à prêter tant d'attention et d'assiduité pendant mon absence, quitta Londres pour son imprimerie d'Huddersfield ; et croiriez-vous que, *de ce jour-là au* 30 *octobre, Joshua Hobson ne mit jamais les pieds dans mes bureaux et, pendant tout ce temps, il ne se montra pas dans un rayon de* 200 *milles durant mon absence.* (*Cris de : Honte ! Honte ! le coquin !*).........

A présent, ne pensez-vous pas que j'avais parfaitement raison de me débarrasser d'un serviteur aussi fidèle que Joshua Hobson. (*Cris de : Oui, certes.*) Le fait était que son administration et l'administration de son ami avaient presque détruit la fortune de la *Northern Star* et Joshua pensait, comme tous les autres rats, qu'il se sauverait avant que la maison ne s'écroule. (*Applaudissements et rires*). Il est, comme les autres, dans la détresse......

Joshua Hobson refuse de me rencontrer ici et dit que j'ai désigné le lieu de la rencontre. Mais peut-il y avoir un meilleur endroit

que celui où la calomnie a été répandue, et où les témoins sont sur les lieux (*applaudissements*), peut-il y avoir de meilleur endroit que celui-ci où mon sang a été répandu pour la défense de nos principes politiques (*applaudissements frénétiques*) et où les bandits que la Ligue a essayé de stipendier aujourd'hui peuvent le plus facilement exécuter les ordres de leurs patrons ? car, faites attention à ceci, vous savez, sur l'assurance d'un des hommes les plus respectables de Manchester et aussi sur celle d'un garçon, qu'aux bureaux du *Manchester Examiner*, on a été en pourparlers avec des malandrins pour m'assassiner. (*Cris de : Oh ! les coquins !*) "

Comme le *Whistler* avait prétendu que c'était Hobson qui, à la *Northern Star*, avait payé la première semaine de salaires, Hobson avait corrigé cette assertion en disant que c'était à John Ardill et non à lui que Feargus O'Connor avait dû emprunter l'argent nécessaire ; aussi le démagogue se croit-il obligé, pour répondre à cette accusation, de donner dans son discours sa version des premiers commencements de la *Star* :

" Voyant qu'il nous fallait un organe, j'entrepris de publier ce journal en novembre 1837, mais à la condition que ceux à l'avancement desquels il devait profiter prendraient 800 actions de £ 1 qui recevraient l'intérêt considérable de 10 pour cent, les actionnaires pouvant être remboursés de leur capital sur préavis de trois mois. Les 800 actions ne furent pas souscrites ; mais préparez maintenant vos oreilles à un puzzle commercial — ce journal si souvent mis en péril par la friponnerie de mes représentants a payé à presque toutes les actions l'intérêt stipulé de dix pour cent jusqu'au jour du remboursement et mon secrétaire est ici pour vous rendre compte de ce qu'il connaît beaucoup mieux que moi, le traitement de ces actionnaires. (*Vifs applaudissements.*) "

Feargus O'Connor prétend qu'au mois d'avril 1836 il vendit un domaine à Barrington, agent de Lord Monteagle, pour une somme de £ 3600, puis qu'il vendit des bois d'une valeur de £ 2000 pour 1000 livres à la condition qu'ils ne seraient pas coupés pendant sa vie ; il reçut la même année £ 500 qui lui étaient dûes et en outre £ 1000 pour des chevaux, du bétail et une récolte. Au total, en 1836, Feargus O'Connor aurait touché £ 6100 ; après avoir payé à un M. Large une hypothèque de £ 1000, il lui serait donc resté £ 5100 :

" Je serais heureux de savoir, dit-il, si j'ai dépensé ces £ 5.100 du mois d'avril 1836 au mois de novembre 1837." (*Vifs applaudissements.*) Je serais heureux de savoir si aucun être humain serait assez fou pour fonder un journal, sans avoir de quoi payer la première semaine de salaires. (*Rires et applaudissements.*) Mais admetttons qu'il en ait été ainsi ! Alors que se serait-il donc passé ? Les pauvres ont donc été, par un coup de baguette magique, métamorphosés en capitalistes ? Car M. Rider vous dira, mieux que je ne le puis, la situation d'Ardill et d'Hobson, lorsqu'ils entrèrent à mon service — ni l'un ni l'autre ne possédaient un autre habit que celui qu'ils avaient sur le dos — tandis que, pendant qu'Hobson faisait marcher sa propre affaire à Huddersfield, il touchait un salaire de £ 520 de la *Star*. (*Oh ! oh ! honte !*) Oui, il recevait £ 6 par semaine de moi et il tirait £ 4 de profit par semaine du travail de ses apprentis, imposés à M. Mc Gowan, par contrat, comme ouvriers, par cet ardent partisan de l'indépendance du travail. (*Murmures.*) Et voilà les hommes qui, ayant manqué de ruiner la *Northern Star*, sont devenus les champions du peuple. Eh bien, je vous le demande, est-ce que jamais un journal a résisté aux attaques qui ont été dirigées contre ce journal par ses administrateurs de confiance ?

Et je vous le demande encore, n'est-ce pas un phénomène commercial que celui-ci, en admettant la misère de son propriétaire, car remarquez que je ne l'ai jamais niée (*applaudissements*), n'est-ce pas un phénomène commercial que de résister aux attaques de ce fripon enragé et d'avoir versé £ 10 pour cent aux actions et d'avoir remboursé le capital ?......... Hobson vint chez moi sans avoir six pence en poche et, bien que ce fou gonflé de vanité ait voulu jeter le discrédit sur des tisserands et des tailleurs comme mes associés à la direction de l'entreprise, il n'était qu'un garçon de cabaret au boulingrin de George Inn à Huddersfield (*éclats de rire*) et pour vous montrer que, dans ma pensée, il n'y avait là aucun déshonneur pour un homme, je fis de lui le premier gérant et ensuite l'éditeur de la *Northern Star*.

. . . .

John Ardill est venu vers moi en novembre 1838, sans une guinée en poche, et devait toucher un salaire de £ 100 par an ; et, en septembre 1840, comme mes livres vous le montreront, je devais à John Ardill par ce livre de caisse, en septembre 1840, la petite somme, je devais à cet économiste reproducteur la petite somme de £ 2.345.6^s 6^d. (*Cris de: Honte, honte.*) Je n'accuse pas M. Ardill, je veux seulement prouver la valeur du système reproductif. Mais vous n'avez pas encore vu la moitié des beautés du système.

En 1839, j'étais une première fois poursuivi à York. Les livres de M. Ardill (les voici) montrent qu'il me devait alors £ 120. Me voilà poursuivi et condamné. La Convention siège et voici le mois sacré. Je fais une tournée à travers l'Ecosse et l'Angleterre afin de recueillir de l'argent pour la défense de Frost, puis viennent les procès de Monmouth, en avril ceux de Liverpool, où de nouveau je suis poursuivi ; puis, en mai, je passe devant le Banc de la Reine et ensuite je suis envoyé au Yorkcastle et le résultat de ces treize mois de poursuite, de persécution et d'incarcération, c'est qu'à mon employé dont les gages s'élèvent à £ 100 par an, je dois, pour ses services de moins de 3 années, £ 2.345. (*Sensation formidable et cris de Honte.*)

John Ardill, avant d'être resté avec moi cinq années, aux

gages de £ 100 par an, avait bâti dix ou douze superbes cottages, avait acheté quelques maisons, avait pris une ferme au prix de £ 4 l'acre et l'avait aménagée en y mettant douze ou quatorze vaches des meilleures espèces, avait des étables remplies de cochons, un cheval, un mulet et les instruments aratoires les plus perfectionnés, avait meublé une maison (ce que je ne pouvais pas faire), était devenu actionnaire de nombreuses lignes de chemins de fer, avait construit une fabrique pour son frère qui était un ouvrier en grève lorsque Ardill vint chez moi, et qui, quatre années après était devenu l'employeur de 150 ouvriers. Ardill devint lui-même une manufacturier, acheta plusieurs machines couteuses et construisit lui-même une fabrique. Il avait un compte important à la banque et avait placé en prêt une somme d'argent considérable, lorque, en avril 1845, il préféra la garantie du pauvre Hobson à celle d'O'Connor appauvri, il préféra le commis au propriétaire et à cette époque, m'ayant engagé dans une dette importante, il insista pour qu'Hobson s'obligeât conjointement pour £ 500 (*suit une scène indescriptible, des cris de ah ! ah ! ah ! et de honte ! s'élèvent*).....

Voici deux lettres de John Ardill, l'une datée du 7 décembre 1842 et l'autre du 14 décembre 1842, dans lesquelles il me dépeint le caractère d'Hobson comme employé — montrant qu'il me vole systématiquement £ 3 par semaine dans un service et qu'Hobson avait alors un capital assuré s'élevant à la somme de £ 1500. (*Oh ! Oh !*) Eh bien, mes amis, voici les livres. J'admets qu'ils ont subi toutes les altérations, toutes les falsifications et qu'ils sont frauduleux dans toutes leurs colonnes ; mais ce qui est un fait particulièrement curieux, c'est que les fraudes et les falsifications sont toutes sans exception à mon détriment. (*Cris de: Honte ! Honte ! Honte !*) Voici donc les livres, j'invite les reporters et les hommes d'affaires à les examiner le plus attentivement possible. (*Les livres exposés sur la table furent examinés par des reporters et des hommes d'affaires qui déclarèrent qu'ils n'avaient jamais vu une falsification aussi honteuse et scandaleuse.*) Bien, reprend O'Connor, ces falsifications peuvent venir de moi; mais remarquez ce fait curieux, c'est qu'il n'y a pas un chiffre, pas une lettre de moi dans ces livres de novembre 1837 à

maintenant, Dieu merci. (*Tous les chapeaux s'agitent et les applaudissements éclatent frénétiques.*)

. . . .

Et, maintenant, permettez-moi de vous le demander, quels seraient les sentiments des individus qui ont de l'argent en dépôt à la Banque Royale de Liverpool, à la Scholes' Bank de Manchester et aux autres banques, et dans ces entreprises de chemins de fer et de constructions qui sont aussi solides que des bulles de savon et aussi sûres que des jongleries ? que feraient-ils s'ils apprenaient avec joie que leur capital va leur être remboursé, à raison de vingt shillings pour une livre, avec dix pour cent d'intérêts? (*Applaudissements.*) Ah, mais la *Star* est votre journal (*vifs applaudissements*) et la terre est votre salut et les coquins, qui vivent de votre travail et à vos dépens, ne peuvent avaler ni l'une ni l'autre (*vifs applaudissements*), non ! mais les misérables qui s'abreuvent de votre sueur, rongent votre chair et boivent le sang de vos petits enfants, supposent que, moi aussi, je broierais leurs petits os, j'avalerais leur jeune sang, je m'enricherais de la misère des femmes et m'engraisserais du labeur du travailleur (*cris de : non ! jamais ! les chapeaux, les mouchoirs s'agitent*), non ! je pourrais aller au lit sans souper, mais un tel repas me donnerait le cauchemar, qui plus est, une apoplexie. (*Vigoureux applaudissements, que Dieu tout puissant te bénisse !*)

. . . .

Si vous avez entre les mains quatre acres, ces gens-là disent que vous devez mourir de faim ; mais combien je vois ici d'individus aux visages pâles qui seraient heureux d'être installés sur la terre. (*Ecoutez ! Ecoutez !*) Et, mes amis, pour ce qui est de mourir de faim, combien de mes enfants avez-vous vus, venir de la campagne, créée par Dieu, à la ville, faite par le diable, qui avaient moins d'argent dans leurs poches que lorsqu'ils arrivèrent ? Mais je suis bien bon de dire " moins d'argent " alors qu'il y a certains d'entre eux qui ont eu des sommes de £ 50 et de £ 80 de boni........ pour leurs lots. (*Ecoutez ! Ecoutez !*) Y a-t-il un homme parmi vous, dans cette salle, qui n'aimerait pas maintenant y retourner ? (*Non.*) Mais, s'il y a, parmi vous, un homme qui pense qu'il a été trompé

par moi, je suis venu ici pour répondre et, s'il y a quelqu'un ici qui croit que ces gaillards-là disent vrai en criant à la jonglerie et désirerait être remboursé de son argent, je suis ici prêt à le lui verser. Et je vous déclare que, si un homme, une femme ou un enfant, regrette d'être devenu membre de la Land Company, ou désirerait être remboursé de son argent — par le même principe que le gouvernement a abrogé l'acte de 1844, — par le même principe, je suis prêt maintenant à relâcher la rigueur de la règle fondamentale du système, à m'en remettre à mes frères directeurs pour l'indemnité, et j'ai apporté avec moi assez d'argent pour rembourser tous les actionnaires se trouvant à Manchester. (*Cris de : Non ! mais nous n'en voulons pas.*) Eh bien, alors, c'est bon, je vais tout gaspiller...... (*Rires et cris de : Fais-le donc et comme il te plaira !*)

« Aucune plume ni aucune langue, dit la *Northern Star* du 6 novembre, ne pourrait décrire, ni exprimer la réception que lui fit l'assemblée, lorsqu'il arriva sur la plate-forme. Ce n'était pas de l'enthousiasme, c'était de la folie, un délire indescriptible. »

Et n'était-ce pas justice ? Feargus n'avait-il pas été vraiment admirable ? Il avait joué de son auditoire en connaisseur de l'âme populaire lorsqu'il s'était écrié qu'il avait apporté avec lui assez d'argent pour rembourser tout souscripteur de la National Land C° à Manchester et, par cette offre, provoqué naturellement des : « *Non, non, nous n'en voulons pas. — Bien, alors, reprend-il, je vais gaspiller cet argent. — Fais comme il te plaira et sois le bienvenu.* » L'art de la mise en scène et l'idolâtrie

populaire ne pouvaient aller plus loin. Le merveilleux artiste avait tiré de son talent et de ses ressources de séduction le maximum d'effet et de résultat ; et on peut dire qu'en ce 26 octobre il avait rencontré la journée de son plus grand triomphe. Le meeting l'acclame, lui accorde par un vote sa confiance et, pour lui prouver celle-ci plus efficacement, une somme de £ 1.000 est immédiatement remise entre ses mains tandis qu'il est encore sur la plate-forme. Aussi bien, les attaques des journaux contre le plan agraire, les attaques du *Manchester Examiner*, de la *Dispatch*, du *Lloyds' Newspaper*, du *Nottingham Mercury* et du *Nottingham Journal* ne font que grandir aux yeux des masses chartistes l'homme qui offre aux travailleurs la réalisation immédiate du rêve d'indépendance et de liberté dont il les avait si souvent entretenus. Le Land Scheme paraissait une réponse suffisante aux attaques de ceux qui l'accusaient de n'être qu'un prometteur. Il pouvait dire, et l'on pouvait croire, qu'il tenait ses promesses ; et les élections générales, qui lui avaient donné, en août, un siège à la Chambre des Communes, permettaient d'espérer que le grand prometteur allait pouvoir être un grand réalisateur. Au Parlement siègerait donc le leader chartiste qui mettrait son influence et son autorité au service de la nouvelle pétition, et, puisqu'il avait promis *la terre et la Charte com-*

binées, c'est la terre et la charte qu'il offrirait à ses fidèles, à ceux qui avaient eu toute raison de croire en lui.

Au mois d'août, en effet, Feargus venait d'avoir un grand succès électoral : il avait battu le ministre whig, Sir John Cam Hobhouse, à Nottingham, par 1257 voix contre 839. Cette élection paraissait le signe précurseur d'une faveur nouvelle pour l'homme et le principe qu'il défendait. A quelles ambitions et à quelles destinées les chartistes ne pouvaient-ils pas viser? Avec un tel chef, après un premier déclin qui, pendant les années 1843, 1844 et 1845, avait correspondu à une période d'essor économique, une renaissance brusque et inattendue du Chartisme pointait en ces années 1846 et 1847, à la faveur d'une crise semblable à celle qui avait sévi entre 1836 et 1842.

Cette renaissance devait-elle être le point de départ d'une nouvelle, d'une troisième évolution du Chartisme et d'un développement nouveau du mouvement révolutionnaire en Angleterre ? Ou, au contraire, n'était-elle seulement que le suprême éclat d'un incendie qui jetait ses dernières lueurs et dont les flammes masquaient, un moment attisées, le déclin définitif?

CHAPITRE II

Les Illusions Envolées

Respectacles Nuées, montrez-vous à cet homme. Soit que vous reposiez sur les sommets sacrés de l'Olympe neigeux, soit que, mêlées aux nymphes, à travers les jardins d'Océan votre père, vous dérouliez vos chœurs, soit qu'aux bouches du Nil plongeant vos urnes d'or, vous puisiez l'eau du fleuve, soit que vous reposiez près du lac Mœotis ou sur le blanc Mimas, entendez nos prières, bénissez ces offrandes et nos rites sacrés.

Aristophane. [1]

William Lovett est la figure qui domine le Chartisme, comme Bronterre O'Brien, en dépit de la volonté contraire des hommes et des événements, demeure le théoricien d'un mouvement qui, tout en lui empruntant ses doctrines, a toujours échappé à sa direction personnelle.

En décembre 1842, le rédacteur de la Charte

[1] *Les Nuées*, traduction Louis Bodin et P. Mazon.

s'était séparé des autres chartistes et semblait avoir abandonné définitivement l'œuvre dont il avait été l'un des premiers artisans. Dans sa lettre à Donalson et à Mason, en septembre 1843, il avait refusé le secrétariat de la nouvelle association qui s'organisait sous le patronage d'O'Connor, et il avait prédit aux chartistes la faillite de tout ce qu'ils entreprendraient sous la conduite d'un tel chef.

Les années suivantes, Lovett s'était tenu à l'écart du mouvement chartiste, s'il n'était pas resté inactif. En 1844, il participe à la formation de l'association " *The Democratic Friends of all nations*" composée de réfugiés français,allemands, polonais et de démocrates anglais et destinée à entretenir et à cultiver les sentiments de fraternité entre les peuples ; il écrit la première adresse de cette société pacifiste aux amis de l'humanité et de la justice. En 1846, il devient membre du conseil de la ligue antiesclavagiste, mais toute son activité paraît absorbée par ses fonctions d'éditeur de l'*Howitt's Journal.*

Cependant, en 1848, en l'année "des révolutions et des commotions, des despotes effrayés et du peuple plein d'exaltation et d'espérance ", Lovett reprend le projet de rapprocher les classes laborieuses et les classes moyennes et d'organiser un grand parti démocratique : la *People's League* a pour objet " la conquête d'une juste et égale

représentation du peuple tout entier, selon les principes de la Charte du peuple modifiée et amendée dans ses dispositions de détail, s'il est nécessaire ; la réduction des dépenses publiques dans chaque département de l'état ; l'abolition de tous les droits de douane ; la substitution aux impôts indirects d'un impôt direct sur la propriété."

C'est un dernier effort que Lovett tente en faveur de la Charte et cet effort échoue : quoiqu'en sympathie d'idées avec le promoteur de la *People's League*, Hume et Cobden déclarent que Feargus O'Connor a rendu le nom de chartiste odieux aux classes moyennes, tandis qu'Ernest Jones et ses partisans viennent interrompre et troubler le premier meeting de la nouvelle association. Lovett ne peut grouper que quelques centaines de membres autour du programme de la *People's League* qui doit se dissoudre l'année suivante : après cet échec, il se consacre entièrement à l'éducation.

La retraite définitive de William Lovett, après 1848, est un symptôme grave : pour que le rédacteur de la Charte du peuple, le secrétaire de la première Convention, l'homme de grand caractère prêt à tous les sacrifices personnels eut abandonné, déjà en 1843, les destinées du mouvement aux directions de celui qu'il appelait " le mauvais génie du Chartisme ", il fallait qu'il eut

perdu confiance en une cause à laquelle il avait offert ses plus belles années. Lorsqu'en 1848, Lovett tente la dernière chance de la *People's League*, il n'a plus le même enthousiasme et il n'est plus soutenu par les grandes énergies qui, de 1837 à 1842, l'ont aidé à vaincre le découragement de déceptions répétées : l'espérance chartiste est morte dans son cœur.

Mais, peut-on dire, qu'importent l'éloignement et le désabusement des leaders qui ont été les grands premiers rôles de cette histoire ? Qu'importe que Lovett déserte l'action politique, dégoûté de voir travestir en une impure démagogie la démocratie idéale dont il portait l'image en son âme ? Qu'importe que Bronterre O'Brien reste impuissant à grouper en une association nationale, au-dessus des factions et des divisions créées par les "marchands d'agitation politique", les sincères amis de la vraie démocratie ? Qu'importe même l'honnêteté de Feargus ; et, si l'âme du prolétariat a conservé toutes ses illusions et la fraîcheur de ses espérances, qu'importe qu'elle se soit laissée duper par des promesses fallacieuses et qu'un habile créateur de mirages ait su capter son impressionnable mobilité pour en faire une force d'entreprises personnelles ?

Le peuple est le personnage principal de la tragédie chartiste et sa puissance d'action collec-

tive disciplinée, même détournée et asservie au profit d'individus sans scrupules, mérite d'arrêter l'attention ; car elle manifeste la croissance de cette classe nouvelle qu'a révélée le Chartisme : les démagogues peuvent-ils escamoter ou seulement atténuer l'élan de cette classe qui grandit, de cette force qui s'accroit ? Par la communauté des efforts, des désirs et des souffrances, le Chartisme a lié plus étroitement les travailleurs et a permis au prolétariat de faire l'expérience de sa puissance destructive. Si, comme certains le croient, les leaders, honnêtes ou non, ne sont que les instruments bien fragiles des forces économiques dont la volonté implacable commande aux transformations politiques et sociales, il est peut-être indifférent que, selon l'expression de Lovett, quelques conseillers insensés aient excité au sein du Chartisme les démons de la haine, du préjugé et de la discorde : ces mauvais bergers retarderont-ils de beaucoup les " progrès " inévitables, dont un des premiers sera la conquête de la démocratie politique ?

La réaction contre la Révolution Industrielle ne va-t- elle donc pas engendrer nécessairement une révolution politique en cette année 1848, où tout semble favorable à la renaissance du Chartisme commencée les deux années précédentes ? Les circonstances économiques ont ramené la misère et, avec elle, la révolte contre le capita-

lisme, le Factory System, le règne des lords du coton et de la boutique. Le succès du Land Scheme doit rassurer les inquiétudes et raffermir la confiance ébranlée en les promesses du magnifique Feargus. Cependant, sur le continent, la révolution de février installe, en France, la République et, en Allemagne, en Autriche, en Italie, les souverains effrayés se laissent arracher des constitutions plus ou moins libérales. L'exemple de Paris, de Berlin, de Vienne, de Rome et de Naples ne va-t-il pas être contagieux ? triompher des sentiments de lassitude et de découragement qui commençaient à se manifester et à énerver les énergies combattives du prolétariat ?

L'attitude de celui qui a été le leader le plus probe et le plus conscient du mouvement exprime-t-elle l'état d'esprit secret des travailleurs et dessine-t-elle en une figure symbolique les sentiments des masses chartistes ? Ou, au contraire, la fatalité des circonstances économiques sera-t-elle la plus forte ? La coexistence d'une misère pitoyable et d'événements propres à suggérer aux cœurs belliqueux des démocrates une ardeur guerrière, va-t-elle pouvoir agir assez fortement sur la psychologie des foules pour remplacer ou faire renaître une foi fléchissante et des espérances presque éteintes ?

I

La renaissance du Chartisme, qui s'était dessinée dès le début de 1847, s'accentue avec la campagne de réunions publiques qui marque la fin de 1847 et les premiers mois de 1848 ; les manifestations chartistes semblent alors comparables à celles de l'été et de l'automne de 1838 et l'on peut croire que la régression de 1843 à 1845 n'était pas un véritable déclin, mais seulement une période de sommeil, un temps d'arrêt et de recueillement.

Le 29 novembre, la société des *Fraternal Démocrats*, dont le comité directeur comprend, à côté de Joseph Moll et de Carl Schapper, Ernest Jones, George-Julian Harney et Thomas Clark, organise au German Society's Hall une grande réunion publique pour célébrer l'anniversaire de l'insurrection polonaise de 1830. Un auditoire nombreux, composé d'Anglais, d'Irlandais, de Français, d'Allemands, de Belges et de Polonais, se presse dans la salle. Ernest Jones prend la parole pour soutenir une première résolution affirmant que le démembrement de la Pologne est un crime abominable, digne de l'éternelle exécration de la race humaine. Dans son discours, le descendant de Charlemagne dit que toutes les nations de l'Europe sont proches de

transformations intérieures, et, après une allusion à l'Irlande, il demande à ses auditeurs de se préparer pour la lutte, au dedans et au dehors. Des applaudissements enthousiastes accueillent ces paroles et un français, Michelot, appuie la résolution qui est adoptée à l'unanimité.

Carl Schapper se lève ensuite, au milieu des acclamations, pour appuyer la seconde résolution :

" Citoyens, lorsque des hommes luttent pour la vérité et la liberté, pour une grande cause, bien qu'ils puissent tout d'abord ne pas réussir, ils doivent définitivement l'emporter ; de tels hommes sont dignes de tous les honneurs et c'est pourquoi je rends honneur aux braves polonais, (*applaudissements prolongés*) honneur à ceux qui sont morts devant Varsovie, honneur à ceux qui sont morts par la main de l'exécuteur public, honneur à ceux qui périrent dans les mines de Sibérie, à ceux qui tombèrent à Cracovie et à tous les martyrs de la liberté. " (*Grands applaudissements.*)

Carl Schapper ajoute qu'il a une bonne nouvelle à annoncer à ses amis démocrates : une société internationaliste de Bruxelles a envoyé, pour la représenter au meeting, le " docteur Marx ", et Carl Schapper donne à l'assemblée lecture de la lettre du 26 novembre par laquelle " la société démocratique de Bruxelles, constituée en vue de hâter les progrès de l'union et de la fraternité de toutes les nations ", délègue aux "*Fraternal Democrats*" de Londres, le vice-président du comité, le

docteur Karl Marx, afin d'établir des relations de correspondance et de sympathie entre les deux associations. Cette déclaration, dit le compte-rendu de la *Northern Star*, est reçue avec enthousiasme. Enfin, Carl Schapper propose une résolution condamnant formellement l'esprit aristocratique qui a si fatalement influencé la lutte de 1830 : ce n'est que sur les grands principes " de démocratie politique et de justice sociale que peuvent être fondés la véritable liberté et le bonheur public ". En fait, démocratie politique et justice sociale sont liées et l'expression de *démocrate* comprend et implique le socialisme dans l'esprit des "*fraternal démocrats*" de Londres ou des membres de la société démocratique de Bruxelles, comme dans celui des chartistes.

T. Lucas seconde la résolution de Schapper et dit tout le plaisir de son cœur à rencontrer un si grand nombre de ses frères démocrates : " il est certain que lorsque les démocrates anglais (les chartistes) auront conquis leur liberté, ils seront à même de dire à la vieille araignée de Paris et à tous les autres tyrans : jusqu'ici vous irez, mais pas plus loin. "

Le docteur Marx, qui parle en allemand, est accueilli par une démonstration de sympathie et prononce, dit la *Star* du 4 décembre, " un discours énergique dont voici la substance " :

“ J’ai été envoyé par les démocrates de Bruxelles pour parler en leur nom aux démocrates de Londres et, par eux, aux démocrates d’Angleterre. Je dois leur demander d’organiser un congrès des nations — un congrès des travailleurs — afin d’établir la liberté partout dans l’univers (*bruyants applaudissements*). Les classes moyennes et les libre-échangistes ont tenu un congrès ; mais leur fraternité n’est qu’unilatérale : et, le jour où ils s’apercevraient que de tels congrès doivent vraisemblablement profiter aux travailleurs, alors leur fraternité cesserait et leurs congrès seraient dissous. (*Ecoutez, écoutez*). Les démocrates de Belgique ont le sentiment que les chartistes d’Angleterre sont les vrais démocrates et que, par la conquête des six points de leur Charte, ils ouvriront la route de la liberté à tout l’univers : accomplissez donc ce grand objet, vous, travailleurs anglais, et vous serez salués comme les sauveurs de toute la race humaine. (*Formidables applaudissements*).”

Karl Marx venait à Londres pour organiser “ le congrès démocratique ” des différentes nations de l’Europe où allait être discuté le *Manifeste communiste*. Une phrase de son discours révèle l’influence que le Chartisme a eue sur la formation de sa pensée et sur la rédaction du manifeste : “ *les chartistes sont les vrais démocrates* ”, et, au chapitre IV du *Manifeste*, Engels et Marx donneront le parti chartiste comme l’exemple le plus notoire d’un “ parti ouvrier déjà constitué ”.

Aussi bien est-ce le chartiste George-Julian Harney qui propose la résolution suivante :

“ Ce meeting est heureux d’apprendre l’existence d’une société de fraternal démocrats à Bruxelles et, répondant à l’alliance offerte par cette société, reçoit son délégué le Dr Marx

avec les sentiments de la plus haute considération ; et ce meeting salue avec allégresse la proposition de tenir un congrès de toutes les nations, s'engageant à envoyer des délégués au congrès lorsqu'il sera convoqué par les sociétés des Fraternal Démocrats de Londres et de Bruxelles. "

Harney harangue longuement le meeting : il parle de l'insurrection polonaise de 1830, des progrès du Chartisme, de l'importance de la société des fraternels démocrates et de la grande utilité du congrès démocratique de toutes les nations suggéré par Marx : il envisage la perspective d'un mouvement énergique en Angleterre pour conquérir la Charte.

Charles Keen présente alors une quatrième résolution :

" Reconnaissant la fraternité de tous les hommes, nous considérons comme notre devoir de lutter pour le triomphe des principes démocratiques et, croyant que l'établissement de la Charte du peuple permettra au peuple de la Grande Bretagne d'apporter son aide à la cause polonaise d'une façon plus effective que les protestations sur le papier employées jusqu'ici par le gouvernement anglais, nous saluons avec joie la perspective d'un effort énergique de la part du peuple anglais pour obtenir la reconnaissance législative et la promulgation parlementaire de ses droits et franchises si longtemps refusés. "

Le citoyen Engels (de Paris), qui collabore à la *Northern Star*, soutient la résolution :

" Concitoyens, cette commémoration de la Révolution polonaise n'a pas seulement d'intérêt pour la Pologne, mais pour tout l'univers ; car elle contribue à la diffusion des principes de la

Démocratie *de tous côtés.* (*Ecoutez, écoutez.*) Moi, comme allemand, j'ai grand intérêt au succès de la Pologne, car ce succès précipiterait le triomphe de la liberté en Allemagne, et la liberté, l'Allemagne a décidé de l'obtenir tôt ou tard. (*Vifs applaudissements.*) Et je crois fermement qu'aucune nation ne peut devenir libre sans que cette conquête profite à toutes les autres. J'ai vécu quelque temps en Angleterre et je suis fier de me vanter d'être un chartiste, de nom et de cœur et d'âme. (*Vifs applaudissements.*) Où se trouvent maintenant vos principaux oppresseurs ? Ce n'est pas l'aristocratie, mais ce sont ces pince-mailles et ces amasseurs de richesses, les hommes des classes moyennes. (*Vifs applaudissements.*) C'est pourquoi le devoir des classes laborieuses de toutes les nations est de s'unir et d'établir la liberté pour tous." (*Transports d'applaudissements.*)

En se déclarant " un chartiste ", Engels marque, comme son collaborateur, l'impression que, pendant son séjour à Manchester en 1843 et 1844, le spectacle des luttes chartistes a faite sur son esprit.

Tedesco, de Bruxelles, dira à son retour les sentiments excellents et enthousiastes dont sont animés les prolétaires de ce pays et leur détermination de continuer la lutte jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur Charte: sûr il était que cette mesure législative aurait pour conséquence un juste salaire journalier pour un travail journalier normal et donnerait une telle impulsion à la cause du progrès que tout le continent suivrait et que la liberté universelle serait établie.

G. J. Harney dit qu'il a été particulièrement satisfait des remarques de son ami Engels:

"Je suis heureux de voir que les sentiments de sympathie fraternelle pour les Polonais sont vigoureux parmi les Allemands; je suis sûr que, si un jour les Allemands conquièrent leur liberté, ils se hâteront d'accomplir un grand acte de réparation nationale en défaisant l'œuvre que les despotes autrichiens et prussiens ont aidé Catherine à accomplir, la destruction de la Pologne. Je sais que, si les Français étaient libres et s'ils avaient renversé ce honteux et déshonorant despotisme, leur première pensée serait la libération de la Pologne. (*Applaudissements.*) La prochaine fois que la France marchera dans la direction de Moscou, ce ne sera pas avec un Empereur pour chef. C'était une maxime de Napoléon qu'une bévue politique est pire qu'un crime politique; mais Napoléon s'est rendu coupable des deux, d'un crime et d'une bévue de la pire espèce, lorsque, atteignant Varsovie dans sa marche vers la Russie, il s'est refusé à proclamer la restauration de la Pologne. S'il avait proclamé la république polonaise dans la mesure entière de ses anciennes limites, il aurait redonné la vie à l'âme d'une nation, et vingt millions d'hommes auraient formé son armée de réserve, une armée animée d'un esprit invincible d'enthousiasme et de dévotion à leur libérateur. Mais non, celui qui châtiait les rois était le tyran du peuple; bien que l'ennemi mortel du droit divin, il n'était pas moins l'ennemi de la souveraineté populaire. Son égoïsme reçut la récompense qu'il méritait. Il avait refusé de rappeler à la vie la Pologne et, quand il eut besoin du bras vivant de cette nation, pour le sauver des coups du Moscovite, ce bras n'était pas là. Mais la République qui vient réparera le crime politique de l'Empereur : le jour est proche où la France sera en république et où le peuple anglais aura sa Charte." (*Grands applaudissements.*)

Trois vivats sont poussés en l'honneur du martyr Mieroslawski, trois vivats en l'honneur du journal *La Réforme* et des démocrates français, trois vivats en l'honneur de la *Northern Star* et de la *German Universal Gazette*, et trois

terribles groans contre le *Journal des Débats*, le *Times* et l'*Austrian Observer*. La Marseillaise, ajoute la *Star*, est chantée d'une "façon admirable et en un style magnifique par J. Moll."

Il est intéressant de noter que, dans le même numéro du 4 décembre, dans un article "Pologne, la fraternité des Nations", le journal officiel du Chartisme, commentant le meeting du 29 novembre, signale les délégués de la société démocratique de Bruxelles, *ambassadeurs chargés de la mission sainte d'organiser l'alliance des nations:*

"La délégation ne représentait pas des hommes de second ordre......... le délégué de la Société Belge, le Dr Mark (sic), est célèbre par ses écrits sur l'économie politique et la philosophie sociale......... Français, Allemands et Belges se sont unis pour déclarer que les vrais réformateurs du continent ont les yeux fixés sur les chartistes anglais, les considèrent comme les pionniers du progrès et attendent l'adoption de la Charte comme le grand moyen de commencer l'émancipation, non seulement des Anglais, mais de la grande famille des nations. Ce "grand fait" sera un grand encouragement pour les classes laborieuses de ces îles et les amènera à combattre pour l'obtention de leurs droits politiques dont la conquête fera de l'Angleterre l'ancre et l'espoir de l'Univers."

Les meetings se multiplient pendant les premiers mois de 1848, et, dans ses numéros des 5 et 26 février, du 11, du 18 et du 25 mars, dans celui du 1 avril, la *Northern Star* en rend compte. En janvier, les plus importants sont la réunion du Public Hall à Halifax, du 24 janvier, la con-

férence du 26 janvier au Royal Hill, Greenwich. Le 2 février, Feargus O'Connor, Mc Grath, Ernest Jones et Harney, au National Hall d'High Holborn, parlent à un auditoire enthousiaste. Le 21, un grand meeting a lieu à Leeds.

Les journées du 22, du 23 et du 24, à Paris, et la proclamation de la république provoquent en Angleterre une recrudescence de l'agitation. Quelles perspectives de succès la chute facile du "despote" Louis-Philippe ne devait-elle pas ouvrir aux démocrates anglais ! elle offrait aux orateurs populaires des thèmes renouvelés, elle rendait leur propagande singulièrement plus aisée en prédisposant les masses ouvrières à écouter leurs prédictions : rien n'est plus puissant que la contagion de l'espérance. Les missionnaires chartistes, Mc Douall en Ecosse, Samuel Kydd en Yorkshire et West, dans le district de Newcastle-upon-Tyne, devaient d'autant plus facilement user du mirage, créé par les événements de France, qu'ils le subissaient.

A Londres, le comité exécutif de la National Charter Association et la Société des Fraternal Démocrats avaient décidé d'envoyer une adresse au peuple de Paris : le 2 mars, le meeting de Lambeth nomme une députation composée de Ernest Jones, Harney et du président du Comité, Mc Grath, et destinée à présenter au

gouvernement provisoire et au peuple français le manifeste de la démocratie anglaise.

Les manifestations chartistes du mois de mars n'ont pas à être décrites en détail parce qu'elles se développent selon le rythme habituel des grands meetings et qu'elles se répètent les uns les autres. Il suffit de signaler les plus importantes. Le 6 mars, c'est le meeting de Trafalgar Square convoqué pour demander l'abolition de l'income tax ou l'immédiate démission du ministère. Le jour du meeting, une foule nombreuse se presse dans le Square. Mais l'organisateur, Charles Cochrane, est absent : il a envoyé à sa place des hommes porteurs d'affiches prévenant les personnes assemblées que la police a déclaré le meeting illégal et leur demande de rentrer tranquillement chez elles. Le peuple, venu pour entendre des discours, reçoit cette nouvelle avec indignation; aussi élit-il immédiatement pour président du meeting W. G. M. Reynolds, un journaliste chargé de la politique étrangère à la *Dispatch*, qui a prédit la chute de Louis-Philippe et s'affirme républicain. Les orateurs parlent de la Révolution française et de la Charte plus que de l'income tax et la réunion se sépare après avoir acclamé le peuple de Paris et la Charte du peuple.

Comme vers, trois heures, les auditeurs se

dispersaient, la police, dit la *Northern Star* du 11 mars, attaqua le peuple, sans être provoquée : la lutte fut brutale et plusieurs personnes furent blessées. Vers neuf heures, comme le peuple s'exaspérait, deux cents individus, armés de bâtons, descendirent Pall Mall, demandant du pain aux boulangers, de la bière aux cabaretiers, brisant les carreaux des boutiques et les réverbères, et continuèrent leurs exploits à travers St. James's Park et James street. Toutefois, ce n'était là qu'un feu de paille ; à minuit tout était redevenu tranquille.

En province, l'agitation semblait devenir menaçante : le jour du meeting de Trafalgar Square, la misère fait éclater, à Glascow, une émeute plus grave que celle de Londres. Les ouvriers sans travail avaient espéré et attendu une distribution de vivres, qui n'eut pas lieu. Ils avaient tranquillement écouté les discours ; mais, n'ayant pas reçu des autorités une réponse satisfaisante, ils sont pris de colère, ils marchent en procession à travers les rues, criant " du pain ou la révolution ", pénétrant dans les boutiques des marchands de comestibles et des armuriers, s'emparant des vivres, des fusils et des pistolets, attaquant même des voitures de produits alimentaires. Naturellement, les voleurs et les larrons de toute espèce viennent grossir la foule des sans-travail ; des coups de feu se font entendre

et, comme la police est impuissante, à cinq heures, on est obligé de faire appel à l'armée et de lire le Riot Act. Le soir, les boutiques fermées, les affaires suspendues, l'affluence de la foule exaspérée créent une telle épouvante que les autorités demandent à Edimbourg des renforts.

A Manchester aussi, on avait dû faire appel à l'armée. Le peuple s'était réuni devant l'Union Workhouse de Tile street, demandant la mise en liberté des pensionnaires, et la police avait eu beaucoup de peine à disperser les manifestants. Dans la soirée, la foule avait attaqué le poste de police d'Oldham road, éteint les lampes, enlevé les étaux de Smithfield Market pour s'en faire des armes et attaquer la police.

Partout, d'ailleurs, en province, les nouvelles de France soulèvent l'enthousiasme et réveillent l'excitation révolutionnaire : les meetings publics entretiennent cette ardeur combattive et les sentiments de révolte suscités par la misère. A Hanley, à Newcastle, à Dumfries, à Bath, à Nottingham, la République Française est acclamée. Le 12 mars, à Peep Green, le drapeau tricolore est déployé ; les meetings de Birmingham, de Bradford, Ipswich, Bath, South Shields, Stockport, Sheffield votent des résolutions en faveur de la Charte ; le 17, à Manchester, une réunion organisée au Free-trade hall

adopte une adresse au peuple français et le 19, à Oldham Edge, un meeting présidé par Richard Pilling entend Feargus O'Connor qui fait, si on l'en croit la *Star* du 25, acclamer la Charte par 250.000 personnes.

Le 8 mars, à Stepney Green, le 13, à Kennington Common et au South London Hall, le 14 et le 21, à John-street Institution, la troupe des leaders, anciens et nouveaux, du Chartisme, Reynolds, Ernest Jones, Mc Grath, Th. Clark font acclamer la République Française, la Charte du peuple et la *Northern Star*. Le 27 mars, à John-street, W. J. Vernon déclare qu'il faut laisser seulement une heure à la Chambre des Communes pour se décider : l'assemblée montre par ses applaudissements qu'elle approuve de tels discours tandis qu'elle fait le plus mauvais accueil aux orateurs qui lui prèchent la force morale et tentent de lui donner des conseils plus modérés. Ernest Jones proteste contre ces conseils de temporisation et il déclare, que, si les paroles des orateurs partisans de la force morale sont vraies, c'est qu'alors toute l'Angleterre est un vaste mensonge, c'est que les hommes de Northampton lui ont menti lorsqu'il lui ont dit, la veille, qu'il étaient prêts, c'est qu'on a menti à Oldham Edge, c'est qu'on ment cette nuit dans cette salle, car on affirme être prêt :

" Je crois que le peuple est prêt à prononcer le tout puissant fiat, à sonner le glas inévitable de l'Esclavage. Je serais un homme coupable si je parlais ainsi sans une conviction solidement bien fondée, car je serais en partie responsable du mal qui en résulterait. La veuve et l'orphelin auraient le droit de me maudire ; mais, devant le ciel, je crois que nous sommes arrivés au seuil ; un seul pas de plus et nos droits sont à nous. Je crois consciencieusement que le peuple est prêt à revendiquer la Charte ; alors je dis — prenez la.... Nous respecterons la loi si les faiseurs de lois nous respectent ; sinon, la France est en République ! "

Ces paroles semblaient l'expression même des sentiments chartistes.

Les circonstances étaient si favorables que le comité exécutif avait convoqué une Convention pour le 4 avril. Les nouvelles du continent et celles de la province paraissaient confirmer l'impression que l'heure était propice et que les temps de la démocratie étaient proches.

Le 20 février, le grand duc de Bade avait dû accorder un constitution à ses sujets, et, au commencement de mars, la Hesse Darmstadt, la Hesse électorale, le Wurtemberg, le Duché de Nassau avaient fait le même pas. A Franckfort, se réunissait un Parlement élu au suffrage universel. Cet exemple avait été suivi à Munich, où le vieux roi avait abdiqué en faveur de son fils. Le 21 mars, à Berlin, Frédéric Guillaume II, dans une proclamation au peuple prussien et à la nation allemande, venait de se déclarer prêt à accepter

une constitution écrite et une assemblée nationale unique élue au suffrage universel. A Vienne, à la suite du soulèvement populaire, l'Empereur se trouvait aux prises avec la Bohème réclamant son autonomie et la Hongrie qui avait pris les armes. Milan s'était insurgé contre l'Autriche. La révolution italienne avait commencé en Sicile et le roi de Naples avait accordé une constitution le 29 janvier. A Rome, le 14 mars, le pape avait promulgué une constitution pour le gouvernement temporel des états de l'Eglise. A Parme, le duc donnait un statut fondamental. L'Angleterre n'allait-elle pas, comme l'Italie ou l'Allemagne, imiter la révolution victorieuse en France ?

On pouvait le croire : à Nottingham, à Newark, à Plymouth, à Tiverton, à Merthyr, à Padiham, à Bradford, à Northampton, à Wigan, à Southampton, à Dumfries, à Dudley, à Mansfield, à Heywood, à Bacup, à Dundee, à Exeter, à Leicester, à Loughorough, à Coventry, à Macclesfield, à Staleybridge, à Stroud, à Gloucester, à Aberdeen, à Blackburn, partout des meetings en plein air ou des réunions publiques ont lieu à l'occasion de l'élection des députés chartistes et de la signature de la pétition : la semaine qui précède l'ouverture du Parlement ouvrier ressemble à celle qui avait précédé la Convention de 1839. Le 2 avril, dans la forêt de

Nottingham, Mc Douall harangue 20.000 chartistes.

Devant ces manifestations, devant cette unanimité, en province et à Londres, on pouvait se demander s'il ne se préparait pas un grand mouvement révolutionnaire et si le gouvernement anglais n'allait pas subir un assaut irrésistable.

Les discours des conventionnels vont nous apprendre que la misère est grande et que l'extrême pauvreté réduit des milliers des travailleurs au désespoir: il y a plus de 200.000 chômeurs sans pain dans les districts du Nord et des Middlands, et les ressourses dont disposent pour vivre les familles ouvrières sont évaluées par certains à moins de 4 shillings par semaine, par d'autres même à 1 penny par jour. Samuel Kydd, qui vient de parcourir le Yorkshire, dira que des centaines de mille hommes meurent de faim dans les districts manufacturiers.

Les conférenciers et les délégués ont reçu de leur contact avec les milieux ouvriers l'impression d'un aussi vaste mouvement de révolte et d'un enthousiasme aussi profond que ceux qui caractérisèrent les premières années du Chartisme. La misère a mis la colère dans les cœurs ; les événements du continent permettent toutes les espérances et l'heure paraît venue de la grande révolution.

II

Le mardi 4 avril, la Convention se réunit, à 10 heures, dans une large salle de John-Street, Tottenham Court Road : sur les quarante huit députés, on ne retrouve à la quatrième Convention que Feargus O'Connor, Bronterre O'Brien, George-Julian Harney, Richard Marsden qui aient siégé en 1839 au Parlement du Peuple ; et, en dehors de ceux-ci, seuls James Leach, le premier président de la National Charter Association, Ernest Jones, Samuel Kydd, John West, W. G. M. Reynolds ont quelque notoriété.

Sur la proposition de Thomas Clark, Mc Grath, l'actuel président de l'Association, est nommé président de l'assemblée et Doyle secrétaire : ce sont donc deux membres de l'Exécutif qui constituent le bureau de l'assemblée.

A peine la séance est-elle ouverte que Cuffay, député de Londres, désire savoir si Reynolds est bien un chartiste. Reynolds lui répond que, sans doute, il n'est devenu chartiste que depuis quelques jours, mais qu'il a toujours défendu les doctrines chartistes depuis l'âge de 18 ans : il a même été plus loin et il s'est déclaré républicain. On l'applaudit. A ce moment, Feargus O'Connor entre dans la salle où il est accueilli par des acclamations.

Ce premier incident clos, les droits et les responsabilités de l'Exécutif sont discutés à propos de l'élection de Feargus O'Connor comme député de Leeds. Wheeler, un des comparses choisis par le démagogue pour figurer à côté de lui au comité exécutif, croit être agréable à Feargus en disant qu'à ce titre celui-ci a le droit de vote. Le grand politique, préférant ne pas avoir à prendre parti si quelque question délicate divise l'Assemblée, déclare qu'il abandonnera son droit de vote. Bronterre réplique aussitôt que, puisque O'Connor a été élu député, il ne doit pas lui être permis d'échapper à sa juste part de responsabilité. Mais Feargus trouve une objection à ce que les membres du comité soient autorisés à voter : " Si vous aviez un parlement chartiste, vous ne voudriez pas permettre aux Ministres de voter. (*Ecoutez.*) Mais je ne désire pas éviter la plus petite parcelle de responsabilité. " Une longue discussion s'ensuit et une motion de West est adoptée par 18 voix : les membres du comité siègeront ex officio et ils seront autorisés à parler et à voter.

Sur la motion de Clark, il est entendu que la Convention siègera, tous les matins, de 9 h. à 1 h. et, l'après-midi, de 2 h. 1/2 à 5 h.; tout député qui présentera une motion aura droit, pour la présenter, à dix minutes et, pour répon-

dre, à 5 minutes ; les autres orateurs seront limités à cinq minutes et ne pourront parler qu'une seule fois.

Cet effort pour limiter l'éloquence des conventionnels est curieux et avait sans doute été dicté par les expériences antérieures.

Ces préliminaires terminés, les conventionnels viennent, l'un après l'autre, rendre compte de la situation politique et sociale des districts qu'ils représentent.

Le député d'Exeter, WILKINSON, prend tout d'abord la parole :

" L'esprit chartiste règne plutôt dans les districts environnants qu'à Exeter même, ville très arriérée au point de vue démocratique. Autour d'Exeter, la population est très clairsemée, les gens du peuple sont plutôt semblables à des agneaux qu'à des loups ; ils sont d'un caractère très pacifique et ont une grande confiance dans la force morale du Chartisme ; ils sont par tempérament opposés à la force physique. Ayant lutté, pendant les années d'adversité, contre la force physique, n'abandonnons pas, à la onzième heure, la majesté et la dignité de cette puissance morale que la Charte exerce maintenant sur l'esprit et les sentiments du peuple. "

GEO FRANCIS, député d'Ipswich, déclare qu'il n'a pas grand chose à dire parce qu'il n'y a pas très longtemps que s'est formée à Ipswich une association chartiste, à laquelle appartiennent quelques âmes énergiques, des hommes qui sont prêts et résolus à vivre et à mourir pour la Charte.

Si les paroles des deux premiers députés étaient peu faites pour alimenter les espoirs révolutionnaires, ceux qui allaient parler après eux et qui représentaient des districts du Lancashire et du Yorkshire devaient faire entendre un tout autre langage et exprimer la certitude que la longue patience du peuple avait fait place à une impatience amère des réalisations prochaines.

C'est d'abord le député de Bolton, Matthew Stevenson :

« Les classes laborieuses du Lancashire sont perdues à jamais si un bon coup de balai n'amène pas un changement radical dans les institutions du pays. (*Ecoutez.*) Il ne sert à rien de prêcher la patience à des masses qui meurent de faim. (*Ecoutez ! écoutez !*) Je désire transmettre au gouvernement, par l'intermédiaire de la presse, l'assurance que les travailleurs du Lancashire ne se soumettront pas tranquillement à mourir par milliers dans un pays qui regorge de richesses. (*Ecoutez ! écoutez ! écoutez !*) Les scènes dont chaque jour, chez moi, je suis le témoin, sont vraiment épouvantables. Ces créatures nues, émaciées, décharnées, semblables à des spectres, qui se pressent autour de ma maison pour demander la charité, sont faites pour attendrir un cœur de pierre. Il est grandement temps que le gouvernement intervienne et fasse quelques pas pour porter remède à cette situation sociale, au lieu d'écouter les arguments subtils de Johnny Bright. (*Ecoutez, écoutez. Rires.*) Si le gouvernement ne le fait pas, aucun homme ne peut répondre de la paix du pays. »

Ernest Jones, député d'Halifax :

« Mes électeurs pensent qu'il serait désirable, s'il est possible,

de mener le mouvement d'après les principes de la force morale, mais ils m'ont donné pour instructions de ne pas m'en tenir à un acte d'humilité inutile, et de revendiquer leurs droits. Jusqu'au dernier, ils sont prêts à combattre (*applaudissements*) s'il est nécessaire ; ils sont prêts à descendre des collines du Yorkshire pour venir en aide à leurs frères patriotes de Londres. (*Ecoutez, écoutez.*) Ils désirent appliquer les méthodes de la force morale si elles sont compatibles avec le bon sens. Ils pensent que la Convention doit faire appel à la Chambre des Communes ; et, si celle-ci traite nos revendications avec dédain ou si elle s'en débarrasse par des demi-mesures, il faudra pétitionner la Reine et lui demander de renvoyer ses ministres. Au cas où Sa Majesté refuserait d'obéir à cet ordre (j'emploie ce mot *ordre* intentionnellement, car la Reine n'est que la servante du Peuple), alors ils seraient prêts à donner pour instructions à la Convention de se transformer en assemblée permanente ; la lutte commencera entre les deux parlements et la question se posera de savoir auquel doit appartenir l'autorité dominante." (*Applaudissements.*)

JAMES HITCHINS, député de Wigan :

" Aucune ville n'a été plus opprimée et aucune population n'a plus souffert des privations que le peuple de Wigan ; aucune population n'a enduré un si mauvais état de choses plus pacifiquement. Presque toutes les usines sont arrêtées, enfin la rivière a pénétré dans les mines de charbon et a suspendu le travail. D'ailleurs, le peuple de Wigan considère qu'il a souffert assez longtemps et il aimerait mieux se mettre à l'ouvrage et recourir à la force physique immédiatement plutôt que de rester dans la situation déplorable dans laquelle il se trouve actuellement. (*Ecoutez, écoutez.*) Les travailleurs m'ont dit qu'ils tenteraient encore une pétition, mais que, si elle était rejetée, ils se mettraient à l'œuvre, qu'ils auraient recours à l'action directe, quelles qu'en puissent être les conséquences. Je sais que les travailleurs de Wigan ont l'intention de soutenir courageusement la Convention jusqu'à ce que la Charte soit devenue la loi du pays :

les travailleurs sont décidés à obtenir la Charte soit par la force morale soit par la force physique. "

George Buckby, de Leicester :

" Le peuple pense qu'il a assez fait de pétitions et que, s'il n'obtient rien par celle-ci, il n'en tentera plus d'autre. Les travailleurs de Leicester m'ont déclaré qu'ils obtiendront la Charte par la force morale, s'ils le peuvent, et que sinon ils étaient décidés à la conquérir par d'autres moyens." (*Applaudissements.*)

George-Julian Harney :

" Les hommes de Nottingham ont dit que la pétition actuelle serait la dernière adressée à la Chambre telle qu'elle est constituée. "

Linney, l'un des représentants de Birmingham :

" Dans le district qui entoure Birmingham, les travailleurs déclarent qu'ils en ont assez des meetings. Je suis autorisé par le peuple de Bilston, de Wolverhampton, de Dudley, de dire que, quelle que soit l'attitude recommandée par la Convention, ils sont prêts à l'adopter. (*Applaudissements.*) Dans ma pensée, je suis résolu à obtenir la Charte avant de quitter Londres. " (*Ecoutez, écoutez.*)

Fussell, qui représente aussi Birmingham, dit que les classes moyennes se sont déclarées pour la Charte, et plusieurs autres députés répèteront le même propos : à Manchester, comme à Birmingham, les boutiquiers paraissent gagnés au Chartisme.

Samuel Kydd, député d'Oldham :

« Il existe un sentiment général de mécontentement : si prolongée et si continue a été la misère que les travailleurs pensent que mieux vaut la mort que de souffrir sans cesse de la faim. »

DONOVAN, député de Manchester, fait une description lamentable des souffrances des classes laborieuses à Manchester :

« Dix mille ouvriers sont maintenant sans travail ; ils désirent la Charte à tout risque ; mais ils souhaiteraient arriver à ce résultat sans verser une goutte de sang. (*Ecoutez, écoutez.*) Les boutiquiers eux aussi sentent la nécessité d'un changement ; leur chiffre d'affaires a diminué de plus de moitié tandis que leurs loyers et leurs frais restaient les mêmes. »

EDMUND JONES, l'un des députés de Liverpool :

« Liverpool, où se trouvent les plus riches marchands du monde qui considèrent les autres classes avec indifférence ou dédain, a été prospère, mais maintenant c'est tout à fait le contraire : il y a 10,000 chômeurs involontaires rien que parmi les porteurs et les commissionnaires du fleuve, encombrant les rues. Voilà vingt semaines qu'ils sont sans ouvrage. Liverpool se voit entre la banqueroute et la révolution. »

H. SMITH, l'autre député de Liverpool :

« Je n'ai qu'à faire écho aux sentiments exprimés par mon collègue Jones et je crois que, si aucune autre ville ne commence, ce sera Liverpool. Un meeting immense a eu lieu et le sentiment général était que, si la pétition n'obtenait pas satisfaction, les chartistes devaient conquérir la Charte à la pointe des bayonnettes. Il y a, à Liverpool, une grande partie des métiers que la misère a rendu démocrates. »

James Cumming :

" Edimbourg n'est pas dans une aussi mauvaise situation, comparativement. Le chartisme des démocrates d'Edimbourg n'est pas dû à la misère, mais ce sont des chartistes de principe et qui sont prêts à défendre ces principes sur le bucher, dans les prisons et sur le champ de bataille. (*Applaudissements.*) Si la France a une république, l'Angleterre doit avoir sa Charte. "

Lund déclare que les chartistes de Lancaster sont prêts à s'associer aux plus extrêmes mesures, s'il existe la moindre chance de succès.

Frank Mirfield :

" Mes électeurs de Barnsley m'ont, dans un grand meeting, donné mandat de dire que, si le gouvernement lâchait l'armée sur l'Irlande, quelque autre chose serait lâchée ici. (*Applaudissements.*) Ils espèrent que, si la pétition est rejetée, la Convention ne se séparera pas, mais prendra en main les rênes du gouvernement du pays. (*Immense et formidable acclamation de la galerie.*) Ils espèrent qu'elle divisera la terre en petites fermes et donnera à chaque homme le moyen de gagner sa vie à la sueur de son front. "

Ainsi, à côté de la Charte, le Land Scheme et le programme agraire du Chartisme réapparaissent dans les manifestations que provoque la renaissance du mouvement.

Le lendemain, mercredi 5 avril, la Convention se réunit à 9 heures du matin. Ashton, le député de Northampton :

" Les travailleurs de Northampton ont été dans une mauvaise situation, si bien qu'ils en sont arrivés à cette conclusion que, seule,

la Charte du peuple permettra de restaurer un état de choses convenable en amenant des transformations sociales bonnes et bienfaisantes. Ces travailleurs sont des ouvriers en bottines et en chaussures et ils dépendent du commerce extérieur. Ils sont décidés à obtenir la Charte à tout risque. Le peuple pense que celui qui ne veut pas combattre pour elle est indigne. " (*Ecoutez, écoutez, applaudissements.*)

TATTERSALL :

" La condition du peuple à Bury est effrayante...... La Charte est le sujet qui absorbe toute l'attention et je puis affirmer, sans crainte d'être contredit, que jamais auparavant les sentiments n'ont été aussi ardents ni aussi enthousiastes qu'ils le sont actuellement. "

JOHN WEST, député de Stockport :

" Les travailleurs vivent ou plutôt meurent de faim avec la moitié des salaires habituels. Ils veulent la protection de la vie et de la propriété, mais à la condition que ce soit la vie et la propriété de tous qui soit protégée, et, si cette protection ne pouvait être obtenue, ils ne voient plus rien en face d'eux que la guerre. Le peuple de Stockport a décidé que la pétition actuelle sera la dernière. Je suis, comme M. Tattersall, opposé à la précipitation, mais je le suis également à la lâcheté. "

BEVINGTON, l'un des deux délégués de Staffordshire Potteries :

" La pauvreté et la misère qui sévissent en sont arrivés à un point alarmant et je n'ai jamais été témoin d'un tel état de gêne et d'inquiétude. Les travailleurs sont déterminés à conquérir leurs droits à tout risque. "

REYNOLDS :

" Les meilleurs sentiments se manifestent dans la ville de Derby et dans le district... Je pense que la pétition doit être la

dernière et je suis d'accord avec le député qui hier a dit que le refus d'accéder à la pétition serait une déclaration de guerre contre le travail. Je suis aussi d'accord avec le sentiment de Lafayette : " Pour qu'une nation devienne libre, il suffit qu'elle le veuille. " Quelques gouttes de sang ne sont rien dans la balance, et, si les moyens de force morale ne réussissent pas, le peuple est prêt à tout. Tels sont les sentiments des travailleurs de Derby et j'ai bonne confiance que ceux-ci seront bientôt en possession de leurs droits et libertés. " (*Vifs applaudissements.*)

GEO STEVENS :

" Les électeurs de York et de East Riding désirent l'envoi d'une députation à Lord John Russell pour lui représenter la condition des travailleurs. Dans ce district, de nombreux métiers sont en grève. Le peuple de Hull désire que la Convention siège jusqu'à l'obtention de la Charte. "

Le député de Glasgow, ADAMS, a apporté 100.000 signatures à la Convention et 30.000 en plus lui ont été encore envoyées :

" Les classes moyennes ont commencé à fraterniser ; en fait les seules personnes qui ont refusé leur aide et leurs souscriptions sont celles qui s'engraissent des vices et de la dissipation du peuple, l'engeance des cabaretiers. (*Ecoutez, écoutez.*) Les Chartistes ont une large salle de réunion à Glascow dans la rue principale, Trongate, et sur la façade est inscrit en lettres de larges dimensions : *Democratic hall*, et, presque chaque soir, des meetings ont lieu. La misère se développe sur une vaste échelle et le mécontentement marche de pair avec elle. "

LIGHTOWLER, le député de Bradford :

" J'ai l'honneur de représenter quelque chose comme 100,000 individus et j'aurai au moins 70.000 signatures. L'opinion de mes électeurs est que, dans les circonstances présentes, l'existence est un fardeau ; ils ont résolus à obtenir leurs droits à tout

hasard. Le peuple meurt de faim et le temps est venu où un changement doit se produire. C'est là l'opinion de la grande majorité des habitants de ma circonscription."

Feargus O'Connor prend alors la parole :

" Je suis prêt à supporter toutes les railleries et tous les sarcasmes à la Chambre en exécutant mon devoir lors de la présentation de la pétition. Je considère cette Convention comme une représentation équitable et fidèle du peuple. (*Applaudissements.*) Il y a longtemps que je suis mêlé au mouvement. Il existe peut-être quelques personnes qui peuvent y avoir été mêlées quelques années de plus que moi, mais aucune d'une façon plus incessante que je ne l'ai été pendant les quinze dernières années. C'est pourquoi la cause est profondément gravée dans mon cœur. A la première Convention, au prix de £ 30.000, vous avez obtenu seulement 1250.000 signatures ; à la seconde, au prix de moins de £200, vos forces s'accrurent jusqu'à atteindre 2 millions de signatures ; à la dernière occasion, nous eûmes 3 millions 1/2 de signatures au simple prix de £ 80. Et, bien que le colporteur Ecossais ait dit qu'il avait détruit le mouvement, la force du Chartisme s'accroît et doit s'accroître. (*Nombreux applaudissements.*) J'ai toutes les raisons de croire qu'en cette occasion j'aurai 5.400.000 signatures ; et encore les boutiquiers viennent-ils seulement de suivre le courant. Les événements de France ont donné indiscutablement une impulsion au mouvement. Sur le continent, les trônes s'écroulent et tombent en poussière : peut-on croire que l'Angleterre restera dans l'esclavage en face de telles circonstances ? (*Vifs applaudissements.*) La presse est en train de faire ou d'essayer de faire ce que Pitt fit jadis avec de l'or : détruire la bonne influence de la Révolution Française. Oui, mais que des événements se produisent ici, lorsque le changement aura lieu, les souffrances de vos amis vous ont préparé à un système politique et social tel qu'il pourra et sera adopté immédiatement par le peuple de ce pays. (*Vifs applaudissements.*) Je ne donnerais pas une figue pour la Charte si elle n'amenait pas avec elle une transformation sociale. C'est un changement

de cette sorte que j'ai préparé, de telle façon que tous les chômeurs involontaires puissent être employés et qu'ils puissent être mis immédiatement à l'ouvrage sur les champs du travail libre. (*Vifs applaudissements.*) En fait, tout le problème est une question de travail : dès mes premiers pas dans la politique, j'ai toujours envisagé les choses ainsi....... Lundi nous irons à la Chambre. Je ne suis pas prêt à détruire par la précipitation le mouvement dont j'ai été le principal créateur ; et je ne suis pas disposé non plus à laisser une seule minute le peuple dans les chaînes de l'esclavage dès que la liberté pourra être obtenue. (*Vifs applaudissements.*) Aucun homme n'a pris plus grand intérêt que moi à la question de la Charte : j'appartiens à une famille persécutée et traquée dont j'ai juré de venger les injures ; j'ai combattu et versé mon sang à Birmingham, à Manchester et à Nottingham et par conséquent il n'est pas vraisemblable que je devienne un lâche maintenant. (*Ecoutez, écoutez*) J'ai reçu mes lettres de créance en 1835, et j'en suis fier, et c'est pourquoi je ne voudrais pas abdiquer, et, même si le peuple ne voulait plus de moi pour son leader, je resterais dans le rang et j'irais à la bataille. (*Applaudissements.*) La presse a tenu l'aristocratie et les classes riches dans l'ignorance de la situation réelle du pays. Je deviens maintenant un quasi ministre et sans aucun doute on me demandera quels sont nos intentions pour lundi. Sur la foi de la Convention, je répondrai que pas un carreau de verre, pas un penny de propriété ne sera endommagé (*vifs applaudissements*) ; que la paix et le bon ordre seront respectés pendant que nos revendications seront en discussion. (*Applaudissements répétés.*) Un alderman m'a dit à la Chambre que je serais tué lundi ; je lui ai répondu que, si j'étais tué, ma mort serait le signal d'un massacre général dans tout le pays. Je serai à la tête de la procession et au premier rang, et alors ils peuvent tirer. (*Formidables acclamations.*) Au cas où la pétition serait rejetée, je recommande des meetings simultanés dans les différentes parties du pays, une adresse à la reine pour demander le renvoi de ses ministres et l'entrée dans son conseil des hommes qui feront de la Charte une question de cabinet. (*Applaudissements.*) Si cela est inefficace, je ne reculerai jamais, mais je préférerais mourir que de

ne pas conquérir la Charte. Je pense que nous avons maintenant le pouvoir d'obtenir la Charte. Je suis obligé de vous quitter pour aller à la Chambre où je dois donner mon appui à Sharman Crawford pour un Bill relatif à l'Irlande. "

Comme en juillet 1839 et en août 1842, Feargus adopte et suggère une attitude prudente, tout en donnant par des mots sonores satisfaction aux instincts de violence et au besoin de verbalisme révolutionnaire.

Après le départ d'O'Connor, SHAW, député de Leeds dit qu'il a reçu pour instructions de ne pas revenir avant que la Charte soit devenue la loi du pays.

Le député de Carlisle, JOHN LOWRY :

" Le peuple est dans une situation lamentable : à Carlisle, on n'est pas en faveur de la force physique, mais à Wigton, à Dalston et dans d'autres villes, on pense tout différemment et on estime que la Charte ne pourra être conquise sans la force physique. Les boutiquiers ont signé la pétition et en plus grand nombre que les précédentes fois : ils sont généralement partisans du suffrage complet. "

ROBERT WILD, le député d'Ashton-under-Lyne a apporté 70.000 signatures :

" Mes électeurs m'ont donné pour instructions de demander audience aux membres du gouvernement et de leur dire que, s'ils ne sont pas prêts à trouver le moyen d'employer les sans-travail, ils doivent donner leur démission....... J'ai le plaisir et le devoir de vous informer qu'un seul homme de la classe moyenne a refusé sa signature. (*Vifs applaudissements.*) Les chartistes de mon district sont las de pétitionner et résolus : si Londres fait son devoir, le Lancashire ne restera pas en arrière. (*Ecoutez,*

écoutez.) Enfin les travailleurs de la partie du Lancashire et du Cheshire que je représente sont déterminés à poursuivre leurs efforts jusqu'à ce qu'ils aient remporté la victoire. "

L'après-midi, à la reprise de la séance, REYNOLDS annonce que le gouvernement a envoyé deux reporters pour suivre les discussions de la Convention. La nouvelle est accueillie par des applaudissements. RICHARD MARSDEN dit qu'il a apporté 65.000 signatures :

" Il y a dix ans, j'étais à Londres : alors la situation était mauvaise déjà, mais aujourd'hui, elle est dix fois pire. (*Ecoutez, écoutez.*) Et à moins qu'on fasse quelque chose, je crois sincèrement qu'il sera impossible de maintenir le North Lancashire tranquille. "

Le vétéran des luttes chartistes fait, dit le compte-rendu de la *Northern Star :*

" Une peinture déchirante des souffrances endurées par le peuple du North Lancashire ; une femme se mourait et, dix minutes avant d'expirer, elle disait à son mari : " Est-il juste que je périsse comme je péris, tuée par la faim ? Et son mari : " tu sais que je n'y puis rien, j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir." Dix minutes après elle mourut. Ce n'est pas là un cas isolé, aucunement. Maintenant, malgré tout, les travailleurs sont prêts à attendre le temps nécessaire à la réalisation. Mais il faut qu'un changement soit obtenu. " (*Formidables applaudissements.*)

DIXON, député de Norwich, déclare que ses électeurs ne sont pas dans une situation beaucoup meilleure que ceux dont a parlé R. Marsden et il peut dire que celui-ci n'a pas exagéré la peinture de leurs souffrances.

M'CARTHY, représentant d'*Irish Democratic Confédération*, dit que les Confédérés sont décidés à combattre pour leurs libertés, si c'est nécessaire, ajoutant que, si un seul coup de fusil est tiré en Irlande, quarante mille Irlandais sont prêts à venger leurs frères.

A travers les exagérations oratoires une impression se dégage de tous ces discours. C'est qu'en 1848, comme pendant les années 1837, 1838, 1839, la misère règne dans les districts industriels d'Angleterre, la misère conseillère de révolte, prête à suggérer aux instincts de violence des actes immédiats. Les conventionnels nous apportent des témoignages significatifs de cette misère, qui se manifeste et par le chômage de 200.000 travailleurs dans les districts du Nord et des Middlands, et par les salaires de famine auxquels sont réduites les familles ouvrières. Des familles, dit West, subsistent avec moins de 4 shillings par semaine et, selon Lightowler, des milliers de familles vivent de moins de 1 s. 4 d. par tête ; les hommes de Paisley, dit Cochrane, sont obligés de vivre d'un penny par jour. A ces obscurs représentants des districts ouvriers le prolétariat prête sa puissance et, par eux, il exprime la souffrance dont de longues années de misère ont fait naître de redoutables colères. Les conventionnels semblent d'accord pour affirmer que les travailleurs

chartistes réclament de la Convention une lutte énergique en faveur de leurs revendications et qu'ils sont prêt à appuyer, s'il est nécessaire, leurs représentants par une action décisive et directe.

Seul parmi les conventionnels, Bronterre O'Brien ose déclarer qu'il ne croît pas que les chartistes soient prêts. Voici les paroles que, selon la *Northern Star*, le maître d'école du Chartisme aurait prononcées en cette séance du 5 avril :

" J'ai assisté à des meetings à Londres et je les ai trouvés pleins d'ardeur, et, lorsqu'ils ne l'étaient pas, je me suis efforcé généralement de leur communiquer cette ardeur. J'ai assisté à un meeting au National Hall où cette question a été posée: "Au cas où le gouvernement anglais prendrait les armes contre le gouvernement provisoire, combatteriez-vous pour le gouvernement anglais ou pour le gouvernement provisoire de la France ?" La réponse unanime a été : pour le gouvernement provisoire de France. (*Formidables applaudissements.*) Naturellement, comme un sujet loyal, je regrette de tels sentiments. (*Rires.*) Je ne pense pas que le peuple de Londres soit généralement avec nous et je ne pense pas que nous soyons prêts actuellement pour les mesures ultérieures ; je n'irais pas contre la Loi tant que je penserais que la Loi nous ferait justice; mais, dès que je trouverais que la Loi ne nous fait pas justice, et que le peuple serait plus fort que la Loi, aussitôt je mettrais ma main sur La Loi." (*Vifs applaudissements.*)

La séance du mercredi 5 avril s'achève par trois propositions de Thomas Clark, de Bronterre et de Samuel Kydd. Thomas Clark expose

les mesures ultérieures que le comité exécutif recommande à l'assemblée.

Bronterre O'Brien présente la motion suivante :

« Que la Convention remplisse son devoir en présentant la pétition et, comme elle ne représente qu'une petite fraction du peuple, qu'une assemblée représentant le peuple tout entier soit convoquée pour prendre les mesures ultérieures propres à assurer l'obtension de la Charte. »

Samuel Kydd pense que, si vraiment Lord John Russell connaissait la situation du peuple, il ne pourrait pas agir comme il le fait. Aussi propose-t-il l'adoption de cette résolution :

« Qu'une adresse exposant la condition du peuple soit rédigée et soumise au gouvernement. »

West appuie cette proposition :

« Le gouvernement et les classes moyennes croient que nous désirons la franchise pour avoir le pouvoir, au lieu que nous la désirons comme un moyen de protection pour notre travail. »

Le jeudi 6 avril, des centaines d'individus, dit la *Star*, se pressent aux portes de la Convention et les galeries sont combles comme les jours précédents. La discussion reprend sur la proposition de Samuel Kydd, les uns, comme Fussell, Ashton, estiment qu'il est excellent de montrer quelle est la situation réelle des travailleurs, d'autres, que la détresse qui existe est suffisamment connue.

Ernest Jones se lève pour défendre la motion de Kydd :

" M. Cuffay, délégué de Londres, a dit que les classes laborieuses connaissaient la misère dont elles souffraient — accordé. Les classes moyennes la connaissent aussi, c'est exact. Mais elles doivent être averties que la Convention en est aussi informée et qu'elle a l'intention d'en faire une de ses principales considérations. (*Applaudissements.*) La grande force de la Convention, c'est que nous ne sommes pas seulement des innovateurs politiques, mais aussi des réformateurs sociaux. (*Vifs applaudissements.*) Par suite, il est nécessaire que l'un de nos premiers actes le prouve à l'univers. (*Ecoutez, écoutez.*) Un délégué a dit qu'il sera encore temps après lundi. Non, car cette même adresse peut influencer un grand nombre de ceux qui craindraient de se joindre à nous lundi. "

Ernest Jones ajoute : cette adresse permettra de découvrir aux habitants de la métropole des souffrances dont ils ignorent l'existence. Thomas Clark, Glennister, Hitchins appuient la proposition du député d'Oldham. Sur ces entrefaites, Feargus O'Connor fait son entrée et est accueilli par les applaudissements de l'assistance.

La motion de Kydd ayant été adoptée à l'unanimité, l'assemblée commence la discussion du programme de l'Exécutif que lit Thomas Clark. En cas de rejet de la pétition, le comité propose d'adresser une requête à la reine pour lui demander de dissoudre le parlement et d'appeler dans son conseil des ministres décidés

à faire de la Charte une question de cabinet. Une assemblée nationale, chargée de présenter la requête et de prendre toutes les mesures nécessaires à la conquête de la Charte se réunira à Londres le 1 mai. Le 21 avril, jour du vendredi saint, des meetings simultanés adopteront cette requête à la reine et nommeront des députés à cette assemblée nationale.

Pourquoi encore remettre à une nouvelle assemblée le soin des mesures ultérieures, demande G. W. M. Reynolds ?

" J'ai éprouvé quelque étonnement lorsque j'ai entendu lire le programme ; car beaucoup de députés ont exprimé leur détermination d'obtenir la Charte avant la séparation de la Convention ; et, en entendant hier le superbe discours de M. O'Connor, je m'étais dit à moi-même : " Dieu soit loué, nous n'aurons plus de temporisation." Or, nous avons encore la politique de temporisation du programme. Mais, en appeler à la Reine, c'est tout comme si vous en appeliez au Lord Chancelier au Banc de la Reine, puis au même Lord en conseil privé ; on s'est adressé à la Reine pour les tisserands de Spitalfields qui mouraient de faim et elle a répondu qu'elle n'avait pas d'argent. Quoi ? pas d'argent, avec £360,000 par an ? Je suis las de tous ces retards, et je répète que le rejet de la pétition sera une déclaration de guerre. Aussi je vous propose la motion suivante : " Au cas où la pétition serait rejetée, la Convention se déclarera permanente et proclamera la Charte la loi du pays. "

Cuffay seconde l'amendement en disant " qu'il considérerait le rejet de la pétition comme une déclaration de guerre, qu'en conséquence il serait prêt à aller la guerre et que l'Exécutif devrait

être prêt à conduire les chartistes à la liberté ou à la mort. "

Se rappelant sa résistance heureuse en juillet 1839 à la grève générale, Bronterre O'Brien prend la parole pour empêcher la Convention de s'abandonner aux conseils de Reynolds et de Cuffay ; mais, cette fois, il n'a plus dans le parti chartiste l'autorité qu'il possédait dix ans auparavant ; il sait qu'il va s'attirer l'impopularité et il le dit :

" Au risque d'attirer sur moi l'impopularité, j'oserai faire opposition au programme du Comité et à l'amendement de Reynolds. Je suis opposé à toutes autres pétitions ou requêtes ; mais je pense qu'avant de déclarer une assemblée permanente, il faut que nous ayons la sanction de la grande masse du peuple au lieu d'avoir seulement celle d'une petite fraction ; ainsi, par exemple, je suis élu par deux mille électeurs sur les 2 millions de personnes formant la population de la métropole. Et on doit savoir qu'il y a beaucoup de chartistes et de nombreux individus favorables aux principes qui ne sont pas représentés ici, n'ayant aucune confiance soit en moi-même, soit en M. O'Connor. C'est pourquoi je voudrais présenter un amendement afin que la présente Convention se borne à la présentation de la pétition et qu'une assemblée nationale soit nommée à sa place ; alors advienne que pourra, l'assemblée se déclarera permanente ; et en avant, quoiqu'il arrive, bonheur ou malheur. "

Bronterre poursuit sa chimère: il espère que, dans une assemblée où le peuple tout entier serait représenté, les fidèles serviteurs de la démocratie seraient en majorité et que l'action des démagogues serait annulée. Mais grande

paraît son audace de s'être permis d'affirmer que la Convention ne représentait pas le peuple, et plus grande encore sa prétention d'avoir eu l'inconvenance de se comparer à Feargus O'Connor et de dire qu'il y avait des démocrates ayant confiance en lui et n'ayant pas confiance en O'Connor. Si Bronterre O'Brien s'imagine qu'il a encore quelqu'influence personnelle, il faut lui enlever cette illusion et lui donner une leçon qui l'empêche désormais de se figurer qu'il est autre chose dans le parti chartiste qu'un suspect.

Ernest Jones prend la parole pour corriger vertement Bronterre sans même le nommer :

" Je suis étonné qu'un des délégués de Londres ait dit que nous représentions un petit nombre d'électeurs : notre collège électoral comprend les cinq millions 1/2 d'individus qui ont signé la pétition nationale. (*Vifs applaudissements.*) Je suis également surpris que le délégué ait introduit dans la discussion des questions de parti, des noms d'hommes de parti. L'heure est arrivée des actes et non des hommes. Je ne suis ni O'Connoriste ni Sturgéiste ; je ne reconnais aucun " istes " ; je ne connais que deux classes, l'oppresseur et l'opprimé. (*Applaudissements prolongés de la salle et des galeries.*) Le délégué de Londres a dit que le récent mouvement le jour de St-Patrick a échoué parce que les leaders n'ont pas opéré de fusion, mais moi je dis qu'il a échoué parce que le peuple a trop attendu des leaders au lieu de construire en ne s'appuyant que sur lui-même. (*Vifs applaudissements.*) Si la Convention ne recule pas devant son devoir, nous aurons une journée de St-Patrick en Angleterre, car toute la vermine sera chassée. (*Applaudissements.*) "

L'attaque est double : elle vise sans doute immédiatement Bronterre O'Brien qui doit maintenant se rendre compte de son impuissance au sein de la Convention et de l'inutilité d'élever une voix qui n'a plus aucun crédit. Il n'a plus qu'à se retirer et c'est ce qu'il fera bientôt. Mais l'attaque vise aussi Feargus O'Connor dont les Ernest Jones et les G. J. Harney jalousent la popularité, attentifs à toutes les circonstances qui permettent d'atteindre l'idole populaire et prêts à saisir l'occasion qui leur assurera une revanche sur celui dont ils souffrent de n'être que les lieutenants.

En cette séance, du reste, la position de Feargus paraît moins forte qu'elle ne l'a jamais été. Après l'intervention de Reynolds accusant le comité exécutif de temporiser et celle de Cuffay secondant l'amendement de Reynolds, le grand démagogue peut craindre de paraître manquer d'audace, car le comité n'a été que le porte-parole d'O'Connor. Aussi, sentant le danger de l'impression que peuvent faire sur l'assemblée les réserves de Reynolds, il se croit obligé de venir en aide à ses collègues de l'exécutif quelque peu désemparés par la surenchère qui vient de se produire :

" M. Cuffay est un bon chartiste ; mais j'affirme énergiquement que, moi ou l'Exécutif, nous ne voulons par aucuns moyens entraver le mouvement. J'en viens maintenant à la plus impor-

tante de toutes les questions. Et ici, laissez-moi répéter que, quelle que soit la décision qu'adopte la Convention, je suis prêt à m'y conformer. (*Vifs applaudissements.*) C'est un non sens que de venir me dire que l'Exécutif recule devant les risques. Nous sommes en communication avec toutes les parties du pays et nous comprenons l'état d'esprit du pays. Je n'ai jamais manqué d'aller au devant du danger, et, je le déclare aujourd'hui en présence du reporter du gouvernement, je préférerais mourir en martyr plutôt que de vivre en esclave. (*Formidables applaudissements.*) Mais je dis : appelez-en au peuple avant que de déclarer l'assemblée permanente, organisez les métiers et les autres chartistes, réunissez-vous prochainement et alors peu importe que vous adressiez ou non une requête à la Reine. Oui, et à cette occasion je demanderai aux Irlandais d'envoyer des délégués à l'assemblée. (*Vifs applaudissements.*) Je n'aime pas l'idée de transformer des parlements annuels en parlements septennaux et je vous supplie de ne pas nuire à votre juste cause par une trop grande précipitation. Ayez une assemblée nationale où tous soient représentés et je serai prêt à exécuter ses ordres." (*Applaudissements prolongés des galeries et de l'assemblée.*)

Feargus O'Connor dit que le comité exécutif consent à abandonner la requête à la reine.

Tattersall, député de Bury :

" La question (posée par M. Reynolds) est la plus importante des questions qui nous soient soumises : c'est simplement la question de savoir si nous sommes pour la guerre et, si oui, si nous avons les moyens de la faire. Contrairement à ce qu'a dit M. O'Brien, je prétends que nous sommes les virtuels représentants du peuple et je crains que, si la Convention qu'il réclame, se réunissait, son temps serait gaspillé en chamailleries. (*Ecoutez, écoutez.*) Je recommande les meetings simultanés. Si la question était laissée à la décision des gars du Lancashire, ceux-ci diraient : Nous sommes prêts à combattre. (*Vifs applaudisse-*

ments.) Je proposerai cette motion : " Que des meetings simultanés se réunissent le 12 avril et décident quelles seront les futures démarches de la Convention. "

Ernest Jones reprend la proposition du comité exécutif, et, après avoir attaqué Bronterre O'Brien, dépose cet amendement :

" Au cas où la pétition serait rejetée, les meetings simultanés du peuple adopteront un mémorial pour demander à la Reine la dissolution du Parlement et le renvoi de ses ministres. Ces meetings simultanés éliront des délégués à une nouvelle Convention ayant pour instructions de siéger de façon permanente tant que la Charte ne sera pas la loi du pays. La présente Convention siégera jusqu'à la réunion de l'assemblée nationale. "

" Je pense qu'il est nécessaire d'adresser un mémorial à la Reine, non parce que j'escompte son consentement, mais parce que l'histoire ne doit jamais avoir à dire que les chartistes ont pris dans le sang ce qu'ils auraient pu obtenir pacifiquement. (*Vifs applaudissements.*) Ce memorial nous donnera le temps de nous mieux organiser, il prouvera notre modération et la troisième étape prouvera que nous sommes braves. (*Applaudissements répétés.*) Tandis que nous agirons dans la capitale, les provinces procèderont aux élections. (*Applaudissements prolongés.*)

Thomas Clark seconde l'amendement qui est soutenu par de nombreux orateurs. Wheeler déclare qu'il ne faut pas abandonner le poste de l'honneur à l'heure du danger. (*Vigoureux applaudissements.*) Buckby dit qu'il a reçu pour instructions de ne pas quitter Londres tant que la Charte ne sera pas devenue la loi du Pays :

" Mes électeurs sont si pauvres qu'ils ne reçoivent pas en moyenne cinq shillings par semaine. J'ai été accompagné au

chemin de fer par 20,000 personnes, et, tandis qu'à la station chapeaux et mouchoirs étaient agités, les derniers mots qui sont parvenus à mes oreilles ont été " Ne reviens pas sans la Charte. (*Formidables applaudissements.*) "

L'après midi le débat est repris sur le programme.

WILKINSON :

" Quand j'entends certaines personnes parler de fusils, de piques et de sabres, avec un tel calme, mon sang se glace dans mes veines. (*Rires.*) N'est ce donc rien pour le père que de lever la main contre son fils et pour les fils d'en faire autant vis-à-vis de leur père ? "

G. J. HARNEY :

" Je redoute également la témérité et la faiblesse. Je suis partisan de l'amendement d'Ernest Jones, car, en adressant un memorial à la Reine, nous mettrons nos ennemis encore plus dans leur tort. Si l'on refuse de nous admettre devant la Reine, le peuple ne manquera pas d'opposer la froide façade de Buckinghampalace aux portes ouvertes de l'Hôtel de Ville où les députations ouvrières sont reçues à n'importe quelle heure de la journée par le gouvernement vraiment national de la France. Je suis d'accord avec ceux qui désirent une plus complète représentation des classes productrices ; mais je me soucie peu des autres classes. Que la nouvelle assemblée reçoive pour instructions de se déclarer permanente. La Convention restera à Londres et profitera de toute circonstance favorable pour obtenir la Charte dans le moindre délai possible. (*Vifs applaudissements.*) "

WALTER, député de Worcester :

" J'ai été envoyé à Londres pour obtenir la Charte du peuple et je serai fidèle à cette mission même au sacrifice de ma vie, si c'est nécessaire. (*Vifs applaudissements.*) "

Cochrane :

" Les hommes de Paisley sont obligés de vivre d'1 penny par jour (*Honte*) et vraiment je ne puis m'empêcher de penser par pitié qu'il vaudrait mieux que quelques individus meurent par l'épée plutôt que de voir mourir de faim des millions de travailleurs. (*Vifs applaudissements.*) "

Après avoir conféré avec Ernest Jones et G. J. Harney, Thomas Clarck déclare que le comité exécutif accepte l'amendement d'Ernest Jones et soumet à l'assemblée le programme amendé. On voit ainsi grandir l'autorité d'Ernest Jones et de G. J. Harney, qui profitent de l'absence obligatoire de Feargus O'Connor, appelé à la Chambre, pour se créer une influence indépendante de lui sur les conventionnels et sur les chartistes.

Ernest Jones se lève pour appuyer le programme amendé :

" Je suis fier, dit-il, de l'unanimité de la Convention. Les reporters du gouvernement auront de mauvaises nouvelles pour leurs maîtres ; ils leur diront que les personnalités politiques sont mortes, que la maladie de glorification personnelle est guérie, que chacun, dans la Convention, est désireux d'être au dernier rang le jour du triomphe, mais anxieux de se trouver au premier à l'heure du danger. "

Bronterre retire son amendement en faveur de celui d'Ernest Jones qui est adopté par l'unanimité des conventionnels présents. Sur ce vote, députés et spectateurs se lèvent et applau-

dissent simultanément. La hall où siège la Convention, dit la *Northern Star*, est comble et ressemble à une salle de réunion publique les jours de meetings.

Cependant le gouvernement a déclaré qu'il considérait comme illégale la manifestation qu'on se proposait d'organiser pour le lundi, et la police avait donné avis aux chartistes que dix personnes seulement seraient autorisées à conduire la pétition au Parlement. Aussi, le vendredi matin 7 avril, Wheeler propose que la Convention publie une proclamation affirmant qu'elle est décidée à organiser la manifestation projetée en dépit de la folle déclaration du gouvernement et de l'avis de la police.

West dit que les avertissements de la police ne sont pas la loi :

« Je prétends que le peuple a un droit à la vie. Le peuple est désireux de travailler pour vivre, mais il ne veut pas travailler pour mourir de faim. »

Stevenson soutient la motion :

« Nous avons été élus pour remplir un devoir et même si tous les membres de la Convention périssent lundi, ce ne sera pas le premier sacrifice fait à la Législation de classe. »

West :

« La police a déclaré que dix personnes seulement pourront porter la pétition, mais notre pétition sera portée par des chevaux. (*Rires.*) »

Wilkinson se dit déterminé à agir avec ses collègues et, pour prouver son courage, il demande à être mis au premier rang de la procession.

Mais voici qu'O'Connor fait son entrée et prend aussitôt la parole pour prononcer un discours : on a quelque étonnement à voir qu'il éprouve le besoin de se défendre. A-t-il le sentiment que sa puissance, tant enviée de ses meilleurs amis, est menacée par ceux-là même qui paraissent ses plus violents lieutenants ? Pressent-il comme un fléchissement pénible de la faveur populaire dont il est entouré, et les applaudissements qui l'accueillent ne retentissent-ils plus à ses oreilles, si exercées aux acclamations populaires, que comme la répétition machinale d'un enthousiasme automatique ?

" J'ai été accusé de transformer l'agitation en une affaire pécuniaire. Désormais, à partir d'aujourd'hui, je mets à votre disposition tous les profits provenant de la *Northern Star*, ce qui maintenant ne fait pas une somme médiocre par semaine. (*Formidables applaudissements.*) "

Et Feargus parle du Land Scheme :

"Est-ce trop dire que d'affirmer que la terre apportera au peuple une subsistance trois fois plus large que celle qui est obtenue par le tisserand qui ne peut gagner plus de $5^s\ 6^d$ par semaine. (*Applaudissements.*)......... Ce matin, avant de venir à la Convention, j'ai signé de mon propre nom une lettre annonçant ma détermination d'être présent à la manifestation de lundi ; advienne que pourra, je n'abandonnerai pas le peuple. (*Applaudissements.*)"

Cette lettre est un gage moral plus significatif que le gage pécuniaire que le démagogue croit devoir offrir.

SAMUEL KYDD :

« Les chartistes sont gens de pacifiques dispositions ; mais, lorsque, commé je le sais, des centaines de mille hommes vigoureux meurent de faim dans les districts manufacturiers, je ne m'étonnerais pas qu'un état de grande surexcitation existât ou que quelque langage énergique pût être employé. (*Ecoutez, écoutez.*) En ce qui concerne l'idée d'apporter des armes lundi, j'ai assisté à deux grands meetings dans lesquels, lorsqu'il fut question d'apporter des armes, j'ai entendu des gens affamés dire : « Nous maintiendrons la paix. (*Vifs applaudissements.*) »

ERNEST JONES déclare qu'il est fier d'être membre de la Convention ; à tous les meetings auxquels il a assisté, il n'a entendu que ces paroles : « que la paix et l'ordre soient respectés. » La proclamation n'est qu'un procédé pour les effrayer.

THOMAS CLARK dit que lui et ses collègues de l'Exécutif demandent l'honneur d'être au premier rang : il a apporté le *Chronicle* du matin, et lit un paragraphe où il est parlé de poignarder des leaders ; et il espère que le peuple enveloppera du manteau de sa protection M. O'Connor qui le représente si fidèlement au Parlement (vifs applaudissements), et que les chartistes seront prêts à respecter ses exortations afin que la paix, l'ordre et la modération caractérisent toutes leurs démarches.

LIGTHOWLER dit que ses électeurs souffrent de la faim : des milliers de familles vivent de moins de 1^s 4^d par tête et c'est pourquoi il est sûr qu'un changement doit se produire, sinon ces pauvres gens mourront de faim.

WILD : " A la place de sa proclamation, le gouvernement aurait mieux fait de déclarer qu'il préparait des mesures afin de remplir les estomacs et de donner au peuple la liberté."

DIXON : " Hier c'était le jour des paroles et aujourd'hui celui des actes."

MC GRATH :

" Je suis d'accord avec M. Cuffay ; nous sommes arrivés à un point qui rend toute retraite impossible. Nous devons organiser et nous organiserons la procession lundi. Si nous avions eu besoin d'un argument contre la législation de classe, la proclamation de ce matin nous l'aurait fourni. Je n'ai jamais conseillé d'apporter des armes à la procession : .... Mais si le peuple est attaqué, lâchons les chiens de la guerre, le blâme n'en retombera pas sur nous."

REYNOLDS demande qu'une députation soit envoyée à Sir George Grey afin d'informer le gouvernement que les conventionnels n'ont nullement et n'ont jamais eu l'intention d'organiser lundi une manifestation armée. Thomas Clark seconde la motion, et, après l'intervention de George-Julian Harney, celle-ci est adoptée par la Convention qui délègue Reynolds, Thomas Clark et Wilkinson auprès du ministre.

WEST propose d'envoyer des députations

auprès des différents membres du gouvernement, pour leur exposer la terrible condition du peuple. Si ceux-ci connaissaient l'horrible situation dans laquelle se trouvent les travailleurs dans les industries du coton, du fer, de la soie et des autres branches, il pense qu'ils n'agiraient pas comme il agissent maintenant ; des familles entières vivent de moins de 4 shillings par semaine et il n'y a pas moins de 200.000 ouvriers sans travail dans les comtés du Nord et des Middlands :

" Je vous le demande, quoi d'étonnant que, dans une telle situation, le mécontentement et la désaffection prédominent ? Je désire que des députations soient envoyées pour dire à Lord John Russell que l'existence et la propriété du peuple doivent être protégées tout aussi bien que la vie et la propriété des riches. Tant qu'un tel état de choses existera, toutes les balles et toutes les bayonnettes du monde ne pourront supprimer le mécontentement et la désaffection. "

L'après-midi du même jour, Walter lit la proclamation de la Convention en réponse à la police :

" La Convention nationale aux habitants de Londres : Nous, membres de la Convention Nationale siégeant à la Scientific Institution, John Street, Fitzray Square, et composée des députés de toutes les parties de l'Angleterre, après avoir vu la proclamation déclarant que la procession qui doit avoir lieu le 10 avril est contraire au Statut du règne arbitraire de Charles II, nous pensons que cette proclamation est une violation du droit de pétition et de réunion et, par suite, affirmons notre ferme résolution d'organiser ce meeting et cette procession et faisons appel

aux habitants de Londres pour qu'ils nous assistent par leur présence dans la revendication de nos droits mutuels. Nous avons lu aussi avec indignation l'affirmation du *Times* et des autres journaux, prétendant que nous organisons une manifestation de force physique avec l'intention de commencer la guerre contre la vie et contre la propriété. Nous rejetons avec mépris cette imputation. Nous affirmons que notre procession aura lieu sans armes et sera une démonstration de force morale, que nous respectons la vie et la propriété, mais que nous sommes également décidés à faire respecter notre vie et notre propriété, et qu'au cas où nous serions injustement attaqués, nous ferions appel à vous, habitants de Londres, et au pays, en vous demandant de nous envelopper du manteau de votre protection. "

Tous les députés signent la proclamation adoptée par acclamation.

Le président Mc Grath annonce le retour de silence, la députation du Home Office et, au milieu du Reynolds relate les résultats de l'entrevue :

" La députation, arrivée au Home Office, a été informée que Sir George Grey était occupé par un conseil de cabinet, mais que le sous-secrétaire d'Etat, Sir Denis Le Marchant, était en conférence avec le Procureur Général. Après avoir présenté leurs cartes, Reynolds, Wilkinson et Thomas Clark ont été introduits auprès du sous-secrétaire d'Etat ; ils ont trouvé près de lui le procureur général et M.Hall, le premier magistrat de Bow-street. Les membres de la députation ayant dit qu'ils se présentaient au nom de la Convention Nationale, Sir Le Marchant, a répondu qu'il ne reconnaissait pas cette assemblée. La délégation a affirmé que la Convention répudie l'idée qu'on lui prête d'organiser un meeting ou une procession armés. Elle a déclaré expressément qu'aucune assemblée ne pouvait repousser les troubles et les atteintes à la propriété plus que le faisait la Convention Nationale ; mais elle a assuré Sir Le Marchant que la procession

aurait lieu et que les Conventionnels adopteraient les mesures qui leur paraîtraient les mieux appropriées pour maintenir et faire respecter la paix et l'ordre. Sir Le Marchant a répondu qu'il pensait que, quoique put dire la députation, elle ne pouvait en rien changer la détermination du gouvernement. La députation avait dit que la proclamation de la police était faite pour provoquer des troubles et que les chartistes considéraient qu'ils avaient le droit de pétitionner et de conduire leur pétition à la Chambre des Communes. Le procureur général avait observé que la pétition pouvait être présentée par quelques personnes. A quoi la députation avait répliqué que la Constitution anglaise donnait au peuple le droit de pétitionner et le droit de porter ses pétitions au Parlement. Pendant toute la conversation, Sir Le Marchant s'était montré très froid et hautain. Tout à coup il désigne du regard les deux personnes qui étaient auprès de lui : Voici le procureur général et M. Hall le premier magistrat de Bow-Street ; et Reynolds lui réplique qu'il le savait bien, les connaissant de vue. Le sous-secrétaire d'Etat, désirant clore l'entretien, dit aux membres de la députation que, en l'absence de Sir George Grey, ce qu'ils avaient de mieux à faire était d'écrire une lettre au Ministre pour lui communiquer l'objet de leur visite. C'est ce que Reynolds, Wilkinson et Clark avaient fait immédiatement. "

G. J. Harney demande que le rapport de la députation soit imprimé, placardé dans Londres, répandu dans le pays, et que la convention adresse des remerciements aux membres de la députation. Wild propose d'envoyer à la Chambre des Communes deux délégués pour demander à O'Connor de s'informer si le ministre a reçu la lettre et s'il a quelque observation à y faire. Ces deux propositions sont adoptées.

Le vendredi, la Chambre des Communes

avait adopté en première lecture le *Crown and Government Security Bill*, qui punissait tout langage séditieux de la transportation à vie ; aussi le samedi matin 8 avril la Convention s'occupe-t-elle des mesures ministérielles " pour la protection de la Couronne et du Gouvernement. "

Feargus O'Connor prononce un long discours ; il dit que la seconde lecture du Bill doit avoir lieu lundi et que, sans aucun doute, le bill deviendra loi dans le courant de la semaine.

Reynolds demande au démagogue irlandais s'il croit qu'il y ait quelque chance que la Charte soit partiellement adoptée pendant la session. Feargus déclare qu'il est impossible de répondre à cette question ; car, parmi les députés, il y en a qui sont partisans du suffrage universel, d'autres du vote au scrutin secret, d'autres enfin, qui forment un groupe important, sont favorables aux parlements triennaux.

La séance du matin est consacrée à la discussion d'une proposition de Clark : on décide d'envoyer des députations auprès des membres du parlement libéraux et radicaux pour leur demander de faire le lundi une vigoureuse opposition au *Crown and Government Security Bill.*

L'après-midi, à la reprise de la séance, West annonce qu'il n'a pu remplir sa mission : il a été au ministère de l'intérieur, mais il lui a été impossible de voir Lord John Russell.

Différents délégués rendent compte de leurs entrevues avec certains députés libéraux et radicaux de la Chambre : seuls Sharman Crawford et le Dr Bowring ont affirmé d'une façon nette qu'ils voteraient contre le bill de Sir George Grey et qu'ils soutiendraient la Charte.

G. J. Harney demande que chaque délégué se mette en communication avec ses électeurs, il faut que ceux-ci nomment des représentants pour remplacer leurs députés actuels s'ils étaient absents malgré eux mardi matin : c'est prévoir l'arrestation des conventionnels.

Ernest Jones seconde la motion, West l'appuie :

> " C'est notre devoir de montrer au gouvernement que, même s'il mettait la main sur tous les membres actuels de la Convention, il y aurait un nombre égal d'hommes prêts à prendre notre place : oui et même d'autres, s'il est nécessaire. Je ne puis, pour l'amour de l'humanité, croire aux bruits qui sont répandus : des individus aux gages du gouvernement se mêleraient lundi à la procession, afin de provoquer une émeute qui offrirait une occasion de nous faucher. Je le répète, je ne puis croire à de telles assertions ; mais je pense que la procession aura lieu tranquillement et pacifiquement. "

Adams oppose un amendement à la motion Harney : " La Convention n'a pas le droit de prévoir une attaque ni l'arrestation de ses membres lundi prochain." Cochrane seconde la motion en disant que, si le gouvernement attaquait et massacrait le peuple, un tel mouvement

de sympathie se manifesterait que les ministres ne pourraient rester une heure en fonctions.

WILD : On a parlé d'une cour de justice, mais, à son avis, la seule cour de justice dont usera le gouvernement sera Kennington — Common — les soldats, la police et les constables spéciaux.

LEACH :

" Je ne puis avoir la crainte que nous serons chassés par le canon, lundi, surtout après la déclaration de Lord Russell, qui a dit, la nuit dernière, que la pétition serait traitée avec respect. "

SAMUEL KYDD :

" Le gouvernemcnt n'a-t-il pas publié une proclamation supprimant le droit de réunion ? N'a-t-il pas donné l'ordre à l'armée de pratiquer la fusillade dans les rues et n'est-il pas cause de tous les sentiments de force physique qui existent ? "

ERNEST JONES soutient aussi la motion d'Harney :

" Comment peut-on dire que la proposition est anti-démocratique ? Le gouvernement est prêt maintenant à nous écraser ; et, s'il existait des divisions entre nous, on parlerait de notre faiblesse ; par suite je demande que la Convention adopte à l'unanimité la motion d'Harney afin que les reporters du gouvernement ne puissent pas dire qu'il y a des divisions parmi nous. "

Le président Mc Grath pense qu'on peut prévoir une intervention du gouvernement : le gouvernement peut mettre lundi la main sur certains membres de la Convention : pourquoi en

effet tous ces préparatifs militaires ? pourquoi tous ces constables spéciaux auxquels on fait prêter serment ?

L'amendement de Clark, qui remet aux meetings simultanés le soin d'élire les successeurs des députés en fonctions, l'emporte sur la motion de Harney par 28 voix contre 14.

Churchill remet au président l'adresse d'une société de démocrates français exprimant leurs sympathies à la Convention.

L'assemblée s'ajourne au lundi matin huit heures. Le samedi toutes les dispositions sont prises pour la procession : les chartistes des districts et de Londres doivent se réunir à huit heures du matin à Stepney-Green ; à neuf heures, ceux de la Cité et de Finsbury à Clerkenwell-Green ; les démocrates des districts ouest à Russell-square et ceux des districts sud, à Peckham-fields ; ceux de Woolwich et de Greenwich, à Blackheath ; ceux de Chelsea, de Pimlico, à Belgrave-square. Tous ces groupes doivent se rejoindre,vers onze heures,à Kennington common d'où la procession partira pour conduire la pétition, par Elephant and Castle, le pont de Blackfriars, Holborn, Oxford-street et Regent-street, jusqu'au Parlement.

Le dimanche 9 avril, un meeting a lieu au South Chartist hall, Lambeth. Bronterre O'Brien prend la parole :

" Messieurs, on m'a dit que je ne devais pas venir ici ce soir et on m'a prié instamment de rester chez moi, mais j'ai dédaigné ces avis et j'ai refusé d'agir selon ce conseil, car j'étais absolument décidé à rester celui que j'ai toujours été, à ne jamais abandonner le peuple, à ne manquer jamais d'agir conformément aux principes que j'ai professés publiquement et auxquels je me considère comme lié par un engagement d'honneur. Je suis venu ici ce soir avec un dessein important afin de résigner le mandat qui m'a été confié. (*Ici l'orateur est salué par une tempête de " groans " qui l'empêchent pendant un long moment de poursuivre son discours.*) Je dois ce soir résigner la mission que je ne suis pas en état de mener à bien. Je n'ai jamais trompé le peuple. Je n'ai jamais fait de professions de foi qui ne fussent sincères. Je ne me suis jamais donné des devoirs que je n'eusse la volonté ou la possibilité d'accomplir; et je ne veux pas aujourd'hui décevoir et tromper le peuple en conservant une mission à laquelle je ne puis donner complètement mon adhésion ni mon appui. J'ai été nommé délégué à la Convention Nationale qui siège actuellement, mais je n'ai pas siégé pendant les trois derniers jours ni assisté aux délibérations de cette assemblée. Voyant que la Convention se composait d'hommes qui, pour la plupart, viennent de districts où le peuple est dans une situation épouvantable — où beaucoup de gens à l'heure actuelle meurent de faim, — ayant entendu dire à l'un des délégués que les individus qui l'ont envoyé pour les représenter étaient pour la plupart réduits à la misérable pitance d'un penny par jour ; ayant entendu que, dans d'autres endroits, des hommes ayant une nombreuse famille ne peuvent gagner que 4 ou 5 shillings par semaine, j'en suis arrivé à cette conclusion que, en des heures troublées comme celles que nous traversons, une Convention, élue dans de telles circonstances, est appelée à aller trop vite — à être entraînée au-delà de la ligne de conduite prudente qui convient et par suite à entrer en conflit avec le gouvernement. (*De nombreuses interruptions se font entendre et des murmures couvrent la voix de Bronterre, mais bientôt le maître d'école du Chartisme reprend :*) De nombreux délégués ont dit qu'ils avaient été envoyés à la Convention pour faire leurs

plus grands efforts afin d'obtenir la Charte pour laquelle les classes laborieuses de ce pays ont depuis longtemps lutté, et qu'ils ne reviendraient pas devant leurs électeurs sans avoir réussi à conquérir la Charte. Personne n'a le droit de me pousser sans armes contre un gouvernement qui est efficacement armé et absolument décidé à réprimer toutes les manifestations que les Chartistes pourront tenter. Une des raisons qui m'ont déterminé à venir ici ce soir, c'est la proclamation signée et publiée par la Convention et qu'on dit unanimement adoptée par tous les délégués ; mais je n'étais pas présent et par suite je ne l'ai pas signée. La raison qui m'a fait m'abstenir de venir aux séances de la Convention est qu'on avait jugé bon que toutes les résolutions de la Convention fussent adoptées à l'unanimité et, comme je ne pouvais être d'accord avec mes collègues sur aucune de leurs propositions, je ne voulais pas être l'homme qui jetât la pomme de discorde parmi eux. Je crois que les délégués de la Convention sont inspirés par les sentiments les plus pures, les plus généreux, les plus nobles. Dieu merci, telle est ma croyance. Mais leurs convictions sont différentes des miennes et cette opposition a existé dès le premier jour. Voilà la raison pourquoi je ne puis agir avec eux. »

Ces paroles soulèvent un tumulte général et le meeting se refuse de la façon la plus énergique et la plus formelle à entendre plus longtemps les explications de Bronterre. Comment ! C'est à un moment critique, c'est à l'heure du danger que le maître d'école du Chartisme abandonne la cause qui va risquer le triomphe ou la défaite ! Tels sont sans doute les sentiments qui soulèvent la colère de l'assistance contre celui qui paraît un déserteur : quelle faiblesse de caractère ou même quelle lâcheté !

Cette désertion n'est elle pas plutôt le signe

que, comme Lovett, Bronterre a la conscience ou seulement le pressentiment que, contrairement aux apparences et malgré les affirmations verbales, l'âme du mouvement s'en est allée ? N'est-ce pas un singulier courage que d'oser cependant avouer franchement sa conviction personnelle à des hommes enivrés par les promesses démagogiques? car James O'Brien devait souffrir de toujours se séparer ainsi de son parti en s'isolant et de se rendre par ses attitudes l'action politique impossible. Quelle que soit l'estime en laquelle on puisse tenir la moralité de Bronterre, n'eût il pas mieux valu pour cet amoureux de la vie publique consentir à être un habile prestidigitateur de la réalité, plutôt que de rester la dupe de son ignorance des hommes et de sa croyance en la valeur souveraine des idées et des principes ? Bronterre aimait l'action : en renonçant à son poste en de telles circonstances, il se suicidait comme leader possible et comme homme politique. Son discours fournit une preuve de plus de son impuissance à être un politique heureux, un politique capable de mener les masses et de conduire un mouvement social autrement que par des théories mises à la disposition des politiciens aptes à se servir des formules d'autrui pour favoriser leurs fins personnelles.

Malgré ses qualités intellectuelles, préemi-

nentes lorsqu'on le compare aux autres leaders, Bronterre reste le type de l'homme public qui ne réussit pas et qui ne doit pas réussir : il est facile d'apercevoir les raisons de son insuccès définitif auprès des masses, insuccès qui peut étonner lorsqu'on sait le succès de ses idées qui formaient le fonds commun des articles et des discours chartistes. Avant tout Bronterre est un idéologue désemparé dans l'action devant les événements dont il prévoit le cours rectiligne alors que celui-ci est plein de surprenants méandres et devant les hommes dont il imagine indûment la nature toute simple, toute unie et toute géométrique. Bronterre était constamment surpris par les faits qui n'allaient pas au gré de ses déductions préalables. Voulant conformer son existence à ses théories et mettre de l'harmonie dans sa conduite, il se donnait le loisir de réfléchir alors qu'il fallait agir, et c'est pourquoi il se trouvait déconcerté par les actes de ce Feargus O'Connor qui n'était point paralysé par des scrupules idéologiques et qui agissait d'instinct. Le maître d'école du Chartisme est gêné par ses principes dont il n'a pas la désinvolture de se débarrasser, sans en avoir l'air, quand il est opportun.

Et cependant il changeait quoiqu'avec une secrète pudeur de se l'avouer à lui-même : ses contradictions apparaissaient aux yeux du peuple

d'autant plus qu'il s'en souciait davantage, lui si passionné de logique qu'il y voulait soumettre même sa vie politique. Il donnait au public l'idée qu'il avait varié tandis que les variations d'O'Connor, faites avec grâce et facilité, paraissaient toutes naturelles ou plutôt n'apparaissaient pas : car les démagogues de la grande manière, qui était celle du descendant du roi Roderic, semblent demander des directions au peuple comme s'ils s'adressaient à la source de leur inspiration, alors qu'ils ne songent qu'à utiliser cette force pour la poursuite de leurs desseins.

Bronterre enfin était un homme ayant la prétention d'être sincère toujours et de dire la vérité au peuple : " Je n'ai jamais trompé le peuple ; je n'ai jamais fait de professions de foi qui ne fussent sincères..." Quelle naïveté grande ! Bronterre croit pouvoir dire la vérité au peuple, il ne l'a jamais trompé : et voilà justement pourquoi il a fait si souvent, si complètement fausse route. Il a manqué au maître d'école du Chartisme (et la saveur de ce surnom n'apparaît-elle pas maintenant toute entière et telle que le voulait l'humour de Feargus ?) il a manqué à Bronterre, avec l'intelligence des foules, la souplesse nécessaire aux vrais politiciens, à ceux qui s'inspirent exclusivement des circonstances et n'ont pas de soin plus pressant que de suivre, pour les exploiter, les mouve-

ments de l'âme populaire. Le maître d'école du Chartisme voulait cette chimère : tout pour le peuple, mais avec lui et par lui, alors que l'expérience des hommes semble imposer aux grands politiques, qui joignent au souci de leur gloire celui de faire quelque bien, cette maxime lourde de sens : Tout pour le peuple, mais au besoin sans lui et, s'il le faut, contre lui ?

III

En 1839, un mouvement révolutionnaire avait failli éclater. Le général Sir Charles Napier raconte que dans le Nord l'insurrection ne fut empêchée que grâce à l'armée ; mais jamais les chartistes ne se doutèrent de la facilité d'un coup de main et jamais le gouvernement ne parût se rendre un compte exact du danger.

Lord John Russell s'était préoccupé d'arrêter le mouvement menaçant, dont il ne semblait pas mesurer toute la force et l'intensité : les précautions qu'il avait prises étaient insuffisantes. Sans doute il avait offert le commandement des contingents militaires du Nord au Général Sir Charles Napier qui avait combattu vaillamment en Espagne et qui devait conquérir le Scinde. Mais Sir Napier avait, comme il l'écrit dans son journal en mars 1839, " très peu de soldats et beaucoup d'ennemis " : il ne disposait que de

4.700 hommes, si l'on additionne les 900 hommes dont se composaient les troupes de Carlisle, Newcastle, Tynemouth et Sunderland; les 2800 soldats des troupes de Manchester, Stockport, Bolton, Blackburn, Burnley, Todmorden, Rochdale, Wigan, Haydock, Liverpool et Chester et les 1000 des garnisons de Hull, Leeds, York, Sheffield, Derby, Nottingham et Halifax. Dans son journal, en avril 1839, le commandant des forces du Nord se plaint que ses troupes soient éparpillées en 26 détachements sur toute une moitié de l'Angleterre et certaines à 200 milles du lieu où il se trouve : voyant le danger de cette dispersion, il insiste continuellement auprès du ministre sur l'impuissance de ces petits détachements ; il est en désaccord avec le gouvernement. Le général veut masser ses hommes sur trois points : Newcastle upon Tyne, Leeds et Hull. En mai, il conseille de rassembler la cavalerie, l'artillerie et l'infanterie à Nottingham; il considère comme insuffisantes les forces de police et demande que celles-ci soient accrues. Il réclame et obtient le consentement de Lord John Russell pour faire appel à la yeomanry. En juin, il déplore l'insuffisance de ses 8 canons et, en décembre, il blâme encore dans son journal la dispersion de ses troupes et "l'absurdité du gouvernement" qui mécontente les soldats alors que parmi les carabiniers il y a de nombreux chartistes.

Grâce à la fermeté et à l'intelligence du général Napier, plein de pitié pour le peuple, mais décidé à maintenir l'ordre, les leaders ne se sont pas doutés de la faiblesse de la résistance qui pouvait être opposée à un soulèvement des travailleurs chartistes du Nord-Ouest, ils ont eu l'impression qu'ils avaient en face d'eux des forces prêtes à se dresser contre tout essai d'insurrection, et c'est peut-être bien cette impression, plus encore que le défaut d'organisation, qui a paralysé toute tentative sérieuse de soulèvement.

Les mêmes fautes ne devaient pas être commises par le ministère de Lord John Russell en avril 1848. Le gouvernement avait pris des précautions énergiques, pensant qu'il convient de prévenir afin de ne pas être obligé de sévir. Comme la manifestation du 10 devait avoir lieu à Londres, c'était à Londres qu'avait été organisée la résistance : le commandement était confié au duc de Wellington.

En outre des troupes régulières qui gardent habituellement la capitale, le gouvernement fait venir à Londres les Horse Guards Blue de Windsor, le 12ᵉ lanciers de Hounslow, les Grenadier Guards de Cluchester, les Coldstream Guards de Windsor, le 63ᵉ régiment d'infanterie de Chatham ; le 62ᵉ d'infanterie de Winchester et le 17ᵉ de Dover. La yeomanry et l'état-major

de la milice des comtés environnants sont sous les armes, prêts à marcher au moindre signal. Sous les armes aussi se trouvent les troupes de la marine royale à Woolwich, à Sheerness, Chatham, Birkenhead, Spithead, et les ouvriers de l'arsenal. On a donné l'ordre à la police de la Tamise de surveiller de près les marins de la flotte marchande afin d'empêcher que quelques uns d'entre eux ne viennent à fraterniser avec les chartistes. Des batteries de canon ont été amenées de Woolwich, le samedi, et postées aux endroits les plus importants et, le lundi, deux autres batteries allaient arriver aussi à Londres. Les artilleurs devaient, en cas de besoin, aider l'infanterie.

Dans les ports tous les bateaux à vapeur avaient reçu l'ordre de se tenir prêts à porter les troupes partout où elles seraient nécessaires. Les différents docks, St Katherine, London, Eastearn et West India, avaient été fermés, et, depuis plusieurs jours, tous les ouvriers avaient prêté le serment des constables spéciaux.

Toutes les prisons étaient gardées par les troupes. Les églises avaient été transformées en casernes. La circulation des omnibus et des cabs avait été interrompue. Les voitures de la reine avaient quitté le Palais et avaient été conduites à Bushey.

Les monuments publics sont mis en état de

défense : au-dessus des portes de Somerset house, on place de " formidables chevaux de frise tournants ". La banque d'Angleterre est fortifiée. Pour la protéger, on y installé 8.000 constables spéciaux armés de fusils, de couteaux et de pistolets, des troupes d'artillerie et six cents gentilhommes de la garde civique : des meurtrières pour les fusils, des embrasures pour les canons sont pratiquées dans le fronteau tout le long du parapet ; des munitions et des vivres permettraient de supporter un siège. A l'East India House, au Guildhall, à la Monnaie et à la Douane, de semblabes précautions sont prises. Au Général Post Office, deux mille fusils servent à armer les employés et les fonctionnaires de l'établissement auxquels on a fait prêter le serment des constables spéciaux. L'amirauté a reçu le samedi, pour les employés des ministères transformés aussi en constables spéciaux, 500 fusils et bayonnettes, 500 coutelas et 2.000 charges de cartouches.

Le Duc de Wellington a massé ses forces militaires sur certains points comme la Tour et la Banque d'Angleterre ; il a eu l'habileté de les tenir cachées et de les masquer aux yeux de la foule. C'est sur le déploiement des forces de police et sur l'imposante démonstration des constables spéciaux qu'il compte pour décourager les velléités d'émeute. Si celle-ci

éclate et que la police soit impuissante, comme les troupes sont prêtes à marcher au moindre signal, l'arrivée des forces que le général a sous la main doit faire sur la populace en folie une impression d'autant plus accablante que, si les préparatifs militaires sont connus, l'on ignore exactement les postes des troupes et leur nombre.

Les détachements de police à cheval ont été armés de sabres et de pistolets ; mais on a surtout soigneusement organisé les constables spéciaux. Dans la seule paroisse de St Georges', Hanover Square, 3000 constables spéciaux se sont réunis le samedi, " dans l'intention de prendre des dispositions pour la préservation de la paix publique " ; ils ont pour chef Lord Strafford, sous les ordres duquel le général Doyle, le comte de Delawarr et l'amiral Bowles commandent les 3 divisions : celles-ci comprennent des subdivisions et des sections. Lord Strafford harangue ses troupes, il leur dit " l'importance des circonstances qui les ont réunis et l'orgueil qu'il ressent d'avoir été choisi pour commander des forces aussi imposantes de loyaux citoyens appelés à quitter leurs foyers pour protéger la vie et la propriété contre les attaques des perturbateurs de la paix publique" : ces paroles sont accueillies par les applaudissements de ces soldats improvisés qui acclament la Reine, la Constitution et leur Colonel.

La *Northern Star* du 15 avril dit que 70.000 personnes ont prêté le serment, et parmi ces constables spéciaux se trouve le prince Louis-Napoléon. Le journal chartiste évalue à 9.000 hommes les forces militaires, sans compter les troupes d'artillerie et les gentilshommes de la garde civique. Le *Times*, probablement mieux renseigné, déclare le 10 avril que 150.000 constables spéciaux ont prêté serment et que 200.000 hommes sont à la disposition des pouvoirs publics " pour la protection de la paix publique et le maintien de l'ordre. "

Ces précautions peuvent faire sourire et paraître exagérées ; et l'on pourra dire qu'elles manifestent l'affolement du gouvernement anglais : c'est tout au contraire sa prudence qu'elles révèlent. Un mouvement révolutionnaire n'est dangereux que par la faiblesse de l'autorité. Sait-on peut-être ce qui se serait produit si les 30.000 démocrates chartistes de Londres, qui allaient manifester pacifiquement, s'étaient trouvés en face d'un gouvernement faible ou désemparé, en présence d'une force publique " insuffisante, dispersée, chancelante " pour employer les expressions même par lesquels Taine caractérise l'anarchie des pouvoirs publics dans la France de 1789 ! Il faut tenir compte de la contagion collective qui peut se produire dans un sens soit positif soit négatif. Rien n'est plus

rapide ni plus destructeur que le flot révolutionnaire lorsqu'une digue puissante n'en a pas brisé le premier élan.

Les chartistes de l'est de Londres devaient se réunir à Stepney Green à 8 heures du matin; mais c'est seulement un peu avant 9 heures que s'assemblent des groupes de démocrates qu'accompagnent un certain nombre de femmes portant le drapeau tricolore: la procession se forme et défile à travers Whitechapel road, Commercial Street, Spitalfields, Sun Street jusqu'à Finsbury Square. Recueillant à mesure qu'elle avance de nouveaux manifestants, elle se grossit à Finsbury Square des Chartistes de Clerkenwell Green et de Russell Square et gagne London Bridge où aucune résistance n'est opposée aux manifestants qui ne devaient apercevoir, de Stepney Green à Kennington Common, ni un soldat ni un policeman : seulement à Bishopsgate Street il y avait une petite troupe de constables spéciaux gardant un imposant édifice. De ce côté du fleuve, les commerçants semblaient avoir bonne confiance et comptaient que l'ordre serait respecté, car, à deux ou trois exceptions près dans Grace-church Street, toutes les boutiques étaient restées ouvertes sur le parcours de la procession de Finsbury Square à London Bridge.

Russell Square était le centre de ralliement où les chartistes du Nord Ouest devaient se

rencontrer. A 9 heures voici les briquetiers, les tailleurs et les autres ouvriers democrates de ces districts, décorés de l'églantine rouge. A 9 heures 1/2 les Irlandais confédérés, fiers des médailles de tempérance que plus d'un porte sur sa poitrine, sont accueillis par des acclamations ; et bientôt la procession se met en marche toute hérissée de bannières : bannières de soie verte avec une frange orange et surmontées de la harpe d'Erin avec cette inscription : " *l'Irlande aux Irlandais* " ; bannières de soie bleue, des cordonniers, avec les mots " *Liberté*, *Egalité*, *Fraternité* " ; bannière de soie rouge, blanche et verte avec cette inscription : " *Qu'est-ce que la vie sans la liberté* " ; bannière cramoisie ; bannière blanche avec cette inscription : " *Tout homme est né libre, Dieu a donné aux hommes des droits égaux et des libertés égales* ".

Le chemin suivi par la procession des chartistes du Nord-Ouest était Southampton road, Bloomsbury Square, Southampton Street, Holborn, Farringdon street, Blackfriars bridge, Blackfriars road, Elephant and Castle, où les chartistes du Nord-Ouest devaient retrouver les chartistes de l'Est, venus par London bridge.

Les portes d'Hyde Park étaient fermées, et l'arc de triomphe gardé par un poste de grenadiers. De Hyde Park Corner à Trafalgar Square, pas un seul policeman, mais des constables

spéciaux dont les allées et venues indiquaient le caractère des précautions prises.Pour la première fois, à Trafalgar Square, la police apparaissait : ses forces étaient concentrées de cette place au Palace Yard. Tout le long du Strand se trouvaient aussi d'importantes brigades de police et des patrouilles à cheval. Les policemen n'étaient pas immobiles et forçaient sans cesse la foule à circuler ; il n'y avait pas, il ne pouvait y avoir d'attroupement : malgré le nombre considérable des curieux les rues restaient dégagées. Les ponts étaient rigoureusement gardés par des détachements de police et par des troupes de constables spéciaux. A Westminster, il y avait plus de 600 hommes avec un régiment de cavalerie et six pièces d'artillerie : les abords de la Chambre étaient bien défendus. Le pont était placardé d'affiches portant ces mots : " il ne sera permis à aucune procession d'accompagner la pétition à la Chambre. "

A Kennington, il y avait 6.000 policemen et 8.000 constables spéciaux : Horns Tavern, Kennington Church, Surrey Gardens, et les jardins de Philantropic Institution étaient occupés par des soldats. Mais, sur le lieu même du meeting, aucune de ces forces n'apparaissaient. Le correspondant de la *Star* raconte qu'aux fenêtres des maisons ayant vue sur la place étaient installées des femmes élégam-

ment vêtues, curieuses et peut-être même anxieuses du spectacle qui devait s'offrir à leurs yeux.

A onze heures, les différentes sections de la procession commencent à arriver : " La première que nous vîmes apparaître, dit le correspondant de la *Northern Star*, est celle de Tower Hamlets un " cortège " magnifique comprenant quelques 30.000 personnes, et telles étaient leur attitude, leur conduite pacifique et leur fermeté qu'un inspecteur de la police leur en fit compliment. Puis vint la grande section de l'Ouest, qui était partie de Russell Square, une magnifique procession au milieu de laquelle marchait la corporation des cordonniers, les chartistes du West End à eux seuls dépassant le nombre de 800 personnes." Ainsi d'après le correspondant de la *Star*, les manifestants étaient plus de 30.000 ; mais le *Times* dit qu'à Elephant and Castle, presqu'à Kennington Common, la foule formant la procession ne paraissait pas dépasser le chiffre de 10,000, chiffre qui paraît confirmé par l'évaluation de la *Post*.

Les conventionnels avaient quitté leur salle de réunion quelques minutes avant 10 heures pour aller chercher la pétition aux bureaux de la National Land Association et la conduire à Kennington Common. Prêt à recevoir celle-ci, un char " traîné par quatre chevaux et décoré à

30

profusion de drapeaux rouge, vert, blanc", précède celui dans lequel prennent place les principaux membres de la Convention et les reporters de la presse. Sur ce second char on pouvait lire des inscriptions comme celle-ci : "*La Liberté mérite qu'on vive et qu'on meurt pour elle*", et comme celle-ci : "*La voix du peuple est la voix de Dieu.*" La voix du peuple est la voix de Dieu ! Sur le devant de la voiture sont assis Feargus O'Connor, Mc Grath, Doyle, Wheeler, Ernest Jones et George-Julian Harney. Voilà donc les chefs auxquels le peuple a confié ses destinées, voilà les leaders qu'il a choisis et qui le représentent : Feargus et ses comparses du comité exécutif, Ernest Jones et George-Julian Harney, ses deux suiveurs les plus heureux, qui ont gagné leur réputation en se faisant les disciples et en imitant les attitudes du grand démagogue et qui n'attendent que l'occasion de se substituer à lui en le renversant de son piédestal. Peut-être ont-ils laissé échapper cette circonstance favorable le matin même, à la séance de la Convention où Feargus O'Connor a prononcé un grand discours et fait tous ses efforts pour obtenir des plus violents délégués qu'ils n'entravassent pas son dessein. Feargus voulait obtenir du peuple assemblé à Kennington Common qu'il renonçât à son désir d'accompagner la Pétition à la Chambre ; il voulait en

effet empêcher les chartistes d'entrer en collision avec les autorités et il savait que le gouvernement était absolument déterminé à interdire à la foule chartiste les abords du Parlement.

Ces intentions de Feargus ne peuvent nous étonner, car elles sont conformes à sa tactique habituelle en pareilles circonstances, à sa conduite en juillet 1839 et en août 1842. Peut-être le chef de l'armée démocratique craignait-il aussi pour sa vie ? Dans son discours, à la séance de la Convention, il avait affirmé que "tout était prêt pour tirer de certaines fenêtres sur les leaders du mouvement", ajoutant qu'il tenait le fait d'Alderman Humphrey, à la Chambre, et que, parmi d'autres avertissements du même genre, il avait reçu ceux de la police. Nous croyons plutôt que Feargus avait voulu effrayer les plus ardents conventionnels et obtenir ainsi leur adhésion à ses intentions pacificatrices. Mais n'avait-il pas montré quelque maladresse, en révélant trop ouvertement ces mêmes intentions, en laissant glisser dans son discours des phrases comme celles-ci : "Vous ne pouvez pas vous attendre à obtenir la Charte aujourd'hui," et en concluant ainsi : "J'espère que vous êtes fermement résolus à agir avec modération et à ne pas mettre en péril notre cause ; car, si vous perdez son avocat à la Chambre des Communes, vous ne trouverez

pas facilement un autre homme capable de me remplacer. " Ces paroles et l'insistance avec laquelle Feargus presse ses collègues de soumettre la manifestation chartiste aux volontés du gouvernement n'étaient-elles pas imprudentes dans une assemblée où le leader possédait deux amis prêts à se tourner contre lui à la moindre défaillance de son sens politique ou au moindre revirement de l'opinion populaire ?

Un succès facile paraissait offert par Feargus lui-même aux deux hommes qui le guettaient et qui avaient beau jeu pour lui reprocher cette démission du peuple devant le gouvernement. Mais il est probable que, sans s'illusionner sur l'attachement de ses deux amis, le subtil politique connaissait assez George-Julian Harney et Ernest Jones pour savoir qu'ils n'oseraient pas courir le risque de cette aventure pleine de périls, mais aussi peut-être fertile en profits. Et, s'il avait fait ce calcul, il avait deviné juste : car ils n'osèrent pas se dresser en face du Leader pour l'accuser de trahir les intérêts de la cause chartiste et de sacrifier à la peur la dignité du peuple et, malgré l'envie qui les possédait, ils ne tentèrent pas en ce matin si propice de lui arracher son pouvoir tant convoité.

Par John street, Goodge street, Tottenham-court-road, High street, Broad street, les conventionnels s'avancent à travers Holborn : aux

bureaux de la National Land Association, ils placent la pétition nationale sur le premier char; puis ils repartent par Holborn, Farringdon street et New Bridge street jusqu'au pont de Blackfriars. Près de l'embarcadère des bateaux à vapeur, deux ou trois cents gentilshommes de la garde civique et un nombre égal de policemen gardent le pont, mais laissent la procession des députés chartistes continuer sa route à travers Blackfriars road, London road et Kennington road : de ce côté du fleuve, les boutiques sont presque toutes fermées. A Elephant and Castle, la jonction se fait entre les sections de la procession, les chartistes de l'Est étant venus par London bridge et ceux du Nord-Ouest par Blackfriarsbridge : " Au moment de son arrivée à Kennington Common, dit le reporter de la *Post*, la procession ne comptait pas moins de 13 à 14,000 personnes. Lorsque le char pénétra sur la place, un spectacle imposant s'offrit aux yeux de ceux qui y étaient assis : 80 à 150,000 personnes, selon les évaluations, allant et venant dans toutes les directions, les couleurs des différentes Trades' Unions flottant dans la brise, et le soleil ajoutant au *coup d'œil* son éclat. "

Il est midi lorsque la procession fait son entrée sur le Common : les chars sont immédiatement entourés par une foule enthousiaste et vocifé-

rante qui se presse de plus en plus dense autour des conventionnels. Toutes les rues environnantes sont combles et le reporter de la *Star* estime l'affluence à 250,000 personnes, évaluation singulièrement exagérée, si l'on en croit le *Times* du 11 avril, car ce journal prétend qu'il n'y a pas eu à Kennington Common plus de 20,000 personnes, et parmi celles-ci la moitié se composait de curieux : il n'y aurait eu au maximum que 10,000 démocrates chartistes dont 7.000 avaient traversé les ponts et 3.000 venaient des districts du Sud de Londres. Les évaluations du *Times* sont confirmées par J. C. Smith qui a affirmé à la Chambre des Communes qu'à aucun moment de la journée il n'y a eu plus de 15,000 manifestants, alors que les leaders avaient assuré que la démonstration devait soulever 200.000 hommes.

Autour de la place les divers métiers et sociétés se sont rangés en ordre militaire avec leurs drapeaux et leurs bannières. Feargus et ses collègues répondent à cet accueil en agitant leurs chapeaux et ils pourraient facilement s'abandonner à la griserie que doit ressentir leur amour propre en apercevant ces masses délirantes qui les applaudissent et emplissent l'air de cris d'allégresse. En cet instant la voix du peuple, qui acclame Feargus et la pétition, paraît formidable. Mais au même moment quelqu'un

s'approche du char où se trouve le comité et transmet à Feargus un message d'un des commissaires de police, Mayne, qui désire avoir un entretien immédiat avec le Leader. Aussitôt Feargus descend de son siège et, se faisant accompagner par Mc Grath, le président de l'exécutif, se rend à Horns Tavern, qui est depuis le matin occupée par les autorités, les officiers et la police. Le bruit qu'O'Connor vient d'être arrêté se répand aussitôt à travers la ville.

En fait le commissaire de police se contente de prévenir la démagogue que les autorités ne s'opposent pas au meeting de Kennington Common, mais qu'elles n'autorisent pas la procession à passer les ponts pour venir jusqu'au Parlement, que le gouvernement tient prêts les moyens d'empêcher cette manifestation et qu'il est déterminé à en faire usage s'il y est obligé : si les chartistes persévèrent dans leur dessein, Feargus O'Connor doit prendre sur lui la responsabilité des conséquences, quelles qu'elles puissent être. Le chef de l'armée démocratique consent sans hésiter à tout ce qu'on lui demande, et il revient avec Mc Grath au lieu du meeting qui va pouvoir commencer.

Doyle est nommé président du meeting :

“ Citoyens de Londres, le spectacle qui s'offre à mes yeux est l'un des plus admirables de tous ceux auxquels j'ai eu le plaisir d'assister. Un tel spectacle doit faire battre de joie et d'allégresse

le cœur de tout vrai démocrate, car il prouve que le peuple de cette grande métropole est en faveur des droits universels de l'humanité. (*Vifs applaudissements.*) C'est un spectacle dont cette grande métropole n'a jamais été témoin auparavant. Amis, vous m'avez choisi pour président cette après-midi. Je puis dire simplement comme un chartiste que je vous remercie de la confiance que vous avez mise en notre direction. J'ai plus d'une raison de vous être reconnaissant, mais je le suis plus spécialement de ce que les classes laborieuses commencent à s'apercevoir qu'elles peuvent faire leur propre besogne elles-mêmes. (*Applaudissements.*) Amis, je n'ai pas besoin de vous demander d'être pacifiques dans votre attitude aujourd'hui. Je n'ai pas besoin de vous demander de vous conduire avec la plus grande correction; souvenez-vous en effet que de votre sage attitude d'aujourd'hui, de votre conduite pacifique, mais ferme, dépend le succès d'une des plus belles causes qui aient jamais provoqué un mouvement d'agitation. (*Applaudissements.*) M. O'Connor et les autres gentlemen qui composent cette magnifique avant-garde sont venus ici dans le dessein de remplir leur devoir envers le peuple qui les a élus. Les hommes de cette avant-garde représentent le peuple du Royaume-Uni : cette avant-garde qui se trouve sous vos yeux porte une pétition signée par près de six millions d'individus et qui prouve que nous représentons au moins les classes laborieuses. Les délégués du peuple feront leur devoir, mais ils attendent que vous fassiez le vôtre. (*Vifs applaudissements et cris de : " Nous le ferons ".*) M. O'Connor va vous haranguer ; il vous exprimera, non seulement sa propre opinion et son conseil, mais l'opinion et les conseils des gentlemen qui composent la Convention Nationale et, ne voulant pas retenir plus longtemps votre attention, je vous présente votre fidèle ami, votre champion, le champion des droits de l'humanité, M. Feargus O'Connor. (*Vifs applaudissements.*)

Feargus O'Connor prend alors la parole ; les manifestants qui entourent le char l'accueillent par des applaudissements auxquels font écho

les acclamations de la foule de ceux qui se pressent sur le Common.

" Mes enfants, on vous a dit et répété que je ne me trouverais pas parmi vous aujourd'hui. Eh bien ! me voici. (*Immenses acclamations.*) Je suis resté assis pendant le trajet sur le siège de devant et, bien qu'on ait menacé ma vie si je venais là où je suis, mes mains ne tremblent pas. (*Applaudissements.*) Vous savez tous que pendant un quart de siècle j'ai été mêlé à l'agitation démocratique, en Irlande depuis l'âge de 22 ans, en Angleterre depuis celui de 33, et, comme vous le savez aussi, je n'ai jamais reculé ni refusé de prendre ma part de toutes les responsabilités. (*Vifs applaudissements.*) Lorsqu'on m'a demandé à la Chambre des Communes vendredi si oui ou non j'assisterais au meeting d'aujourd'hui, j'ai répondu que, comme j'ai toujours recherché la popularité en demandant la part du lion, je ne me déroberais pas maintenant, prêt à réclamer aussi dans le danger la part du lion. (*Grands applaudissements.*) J'ai toujours combattu vos droits au dedans et au dehors du Parlement, et, pour m'effrayer, j'ai reçu au moins cent lettres me recommandant de ne pas venir ici aujourd'hui, car, si je venais, ma propre vie serait offerte en sacrifice. Ma réponse a été celle-ci : Je préférerais être blessé au cœur plutôt que d'abandonner mon poste à la tête de mes enfants. (*Cris de : Bravo.*) Oui, vous êtes mes enfants, ces chevaux, ce sont vos chevaux et non pas les miens ; ce char est vôtre, fait avec votre bois. Je ne suis que votre père et votre bailli, mais votre père honnête et votre bailli désintéressé. (*Applaudissements.*) Et, si par votre imprudence vous ne lui nuisez pas, jamais votre cause n'aura été plus florissante qu'aujourd'hui. Jamais il n'a existé un homme aussi pourchassé que je l'ai été à la Chambre des Communes et, ayant droit, comme je l'ai, à votre confiance, je veux vous supplier au nom de ce Dieu bon et grand qui nous a accordé aujourd'hui un soleil resplendissant, laissez-moi vous conseiller, laissez-moi vous adjurer, que dis-je, je suis même prêt à me jeter à genoux pour vous adresser cette supplication : Ne détruisez pas mainte-

nant la cause pour laquelle j'ai tant combattu toute ma vie. (*Cris de : Ecoutez, écoutez.*) Ce char (*Feargus désigne celui où se trouve la pétition*) porte les signatures de 5.700.000 de vos compatriotes dont les voix s'élèvent en harmonie avec les vôtres. Ces hommes, moi-même et l'univers entier, nous attendons de vous en cette occasion une conduite sage et pacifique digne des citoyens que vous êtes. (*Applaudissements.*)

De la place que j'occupe à la Chambre des Communes, j'ai assuré les ministres qu'ils ne devaient pas s'effrayer de mes conseils et qu'ils ne devaient craindre aucun acte de folie de votre part. Et c'est sur la foi de cette affirmation que, bien qu'ils vous en aient menacé, ils n'ont pas interdit le meeting de Kennington Common. (*Applaudissements.*) Voici une grande et belle étape accomplie et, comme je vous l'ai toujours dit, le Chartisme, abattu sous les coups de la tyrannie, se relève pour marcher de l'avant avec de nouvelles forces. (*Nombreux applaudissements.*) Et, maintenant que j'ai mis en application ce principe social conduisant à la régénération de l'homme et donnant à celui, qui ne veut pas travailler sur le marché artificiel du travail, le moyen de se procurer un champ lui appartenant, où il puisse lutter pour lui-même et non pour les autres et où il ne rencontre personne qui s'interpose entre lui et les fruits de son travail ; maintenant que j'ai mis en application ce principe régénérateur, est-ce que le Chartisme ne vaut pas encore davantage la peine que nous combattions pour lui ? (*Cris de : Oui, oui, et applaudissements.*) Alors, voyez les réalisations que je vous réserve, considérez les conséquences qui doivent inévitablement résulter d'une manifestation comme celle-ci, et laissez-moi, fort du sentiment que j'ai préservé l'ordre, laissez-moi aller ce soir à la Chambre faire opposition au bill de Sir George Grey, à ce bill au sujet duquel j'ai déclaré que, s'il n'y avait qu'un homme pour mettre le gouvernement en accusation, je serais celui-là. (*Vifs applaudissements.*) Vous, mes amis, vous montrerez à ces gens-là que nous sommes des chartistes, non des pickpockets, et que nous ne voulons pas mettre notre cause en péril par un seul acte de folie ou par un seul méfait. (*Applaudissements.*) Nous avons tout au moins tenu notre meeting. (*Applaudissements.*) Le gouverne-

ment a pris possession de tous les ponts. Vous savez que j'ai été toute ma vie un homme courageux, ferme et résolu ; mais comment pourrais-je reposer dans mon lit cette nuit si ma conscience était hantée par l'idée qu'il y a des veuves éveillées, portant le deuil, songeant à leurs maris massacrés !

Quels seraient mes sentiments si, par un de mes actes, j'avais risqué la vie de milliers d'individus et, par suite, paralysé l'essor de notre cause. (*Ecoutez, écoutez.*) Quels seraient, je vous le demande, vos sentiments si vous aviez conscience que vous êtes complices de ma mort ? Quel seraient notre trouble et notre tristesse, combien grande serait notre peine ? Tels sont les sentiments qui nous animent tous ! et, puisque la Convention a reçu avis que la police ne laisserait pas la procession traverser les ponts, le Comité exécutif a décidé de ne pas vous mettre en collision avec une force armée. Il ne sera pas permis à ces chars de passer sur le pont de Westminster ; il ne sera pas permis à ces drapeaux d'être déployés. C'est pourquoi le Comité exécutif prendra la pétition pour la porter en députation au Parlement. J'irai à la Chambre adresser au gouvernement des remontrances contre cette interdiction. Je présenterai votre pétition et je ferai entendre votre voix à travers toute l'étendue du pays. (*Applaudissements.*) Etant donné ces circonstances, je vous demande de me soutenir. (*Oui, nous le voulons.*) Voulez-vous obéir à mes avis et suivre mon conseil ? (*Oui, oui.*) Je resterai parmi vous comme un otage, car, que Dieu me vienne en aide, je ne déserterai votre cause que lorsque la vie m'abandonnera. (*Applaudissements vigoureux et prolongés.*) Vous devez ne pas oublier la grande responsabilité que vous imposez à un étranger dans votre pays. (*Une voix : vous êtes un des nôtres.*)

Vous ne devez pas oublier le fardeau qui retombe sur mes épaules. A votre service, j'ai passé six nuits sans sommeil : en cet instant, ma poitrine est pareille à un charbon en feu, et je puis produire un certificat de docteur, affirmant qu'il vaudrait mieux que je sois au lit en ce moment. Mais je savais où était ma place et je suis ici ; et, maintenant, que ceux qui veulent accepter mon conseil et agir comme des hommes sages et sensés, mais décidés à obtenir leurs libertés et à voir la Charte devenir la loi du

pays, que ceux-là lèvent la main. (*A cet appel, de tous les côtés autour de l'orateur, les mains se lèvent par milliers.*) La pétition, soyez-en sûrs, sera portée à la Chambre, encore que sans la procession; car, si nous résistions à l'ordre du gouvernement, nous lui donnerions seulement un motif pour nous attaquer; et, que Dieu me vienne en aide, je mourrai sur le plancher de la Chambre ou je conquerrai vos droits pour vous les offrir. (*Vigoureux applaudissements.*) Je lutterai pour vos libertés et pour les privilèges naturels du peuple; mais je ferai respecter la paix. Grande comme l'est ma famille — vous êtes tous mes enfants — je ne veux pas m'apercevoir qu'il manque un seul homme au festin humain. (*Applaudissements.*) Je vous aime mieux que ma propre existence et je vous ai donné preuves sur preuves de cet amour. Je vous donne mes jours et mes nuits ; la semaine dernière, la menace de la pauvreté a pesé sur notre cause et j'ai offert à la Convention tous les profits de la *Northern Star* pour mener à bien le mouvement. (*Applaudissements.*) Voulez-vous donc aventurer la vie d'un homme et ainsi ruiner vos espérances ? Ne préférez-vous pas par votre conduite me donner de fortes armes pour résister au plan du gouvernement ? Voulez-vous donc, quand j'ai pour vous en réserve tant de bonté, être infidèles à vous-mêmes ? Vous voyez (*dit O'Connor en désignant le char*) comment les travailleurs nourrissent leurs chevaux. (*Ecoutez, écoutez.*) Les capitalistes devraient nourrir leurs ouvriers — ils sont eux-mêmes assez gras, et ils se nourrissent du sang qui est dans le corps des petits enfants. (*Applaudissements.*) J'avais ce matin quelques craintes, je craignais que vous ne puissiez être égarés, mais maintenant vos voix me rassurent ; cette douleur qui m'oppressait s'en est allée de ma poitrine. De nouveau, je respire librement, parce que j'ai confiance dans votre bon sens et dans votre sagesse et dans votre résolution de mener ce combat à une prochaine issue. (*Applaudissements.*) Bon Dieu, mes amis, combien grande sera ma puissance, lorsqu'à la Chambre je me lèverai pour demander : " Où sont donc les vols dans les magasins ? (*Applaudissements et rires.* Quels dangers ont couru la vie et la propriété ? " Je dirai qu'il n'y a jamais eu une manifestation aussi pacifique dans aucun pays et dans des circonstances semblables. (*Vifs applaudissements.*) De

toutes les provinces, j'ai reçu des lettres innombrables me priant de ne pas laisser risquer le salut du mouvement par quelque acte de folie dans la Métropole. Si vous désirez me tuer, ma vie est entre vos mains ; mais aux autres je ne veux pas livrer ma vie sans une lutte. (*Applaudissements vigoureux.*) Alors il y a une chose que je désire que vous vous rappelliez : je ne pense pas que vous puissiez guère vous passer de moi à l'heure actuelle. (*Applaudissements et rires.*) Je veux marcher de l'avant avec vous fermement et pacifiquement, mais résolument. Je présenterai cette nuit votre pétition ; vendredi elle sera l'objet d'une discussion et personne ne pourra empêcher notre succès si le peuple ne détruit pas lui-même sa force par des actes d'intempérance et de folie. (*Applaudissements.*) Vous pouvez facilement imaginer que moi qui ai tant souffert pour vous, que moi qui, si dans ma vieillesse je suis réduit à la mendicité, serai content d'aller de porte en porte parmi mes enfants, installés sur leurs propres champs, je ne me déroberai pas maintenant et je continuerai à vous rendre de nouveaux services. Toutes mes journées, la moitié de mes nuits vous sont sacrifiées et mon cœur se réjouit, mon sang bouillonne et mes veines se gonflent en présence de l'admirable réponse que vous me faites dans votre obéissance et votre confiance. (*Applaudissements prolongés.*) Que ceux d'entre vous qui pensent que la Convention a agi sagement en empêchant l'effusion du sang lèvent la main. (*Enthousiasme général.*) Je suis heureux de voir cette manifestation. Je suis heureux que vous ne soyez pas comme ces soldats qui, s'exerçant au maniement des armes, ont besoin d'un fantassin pour simuler les mouvements et marquer les temps, que vous soyez si bien disciplinés. Ecoutez votre leader, écoutez votre père : si vous voyez quelque individu pénétrant dans une boutique, assommez-le immédiatement. (*Cris de : Nous le ferons.*) Ne permettez pas qu'il soit dit qu'un acte répréhensible ait été l'acte d'un chartiste. (*Ecoutez, écoutez.*)...... Vous ne marcherez pas en procession. Vous vous en irez pacifiquement chez vous et, pour montrer que j'ai souci de la vie de tous ici, comme il ne sera pas permis à ces chevaux de passer les ponts, je veux leur donner aussi un jour de gala et les laisser dormir cette nuit à Greenwich. (*Applaudissements et rires.*) Je ne veux pas oublier l'Irlande dans

les considérations d'aujourd'hui. Je me préoccupe de l'Irlande et de la cause irlandaise comme de l'Angleterre et de la cause anglaise, et je prétends qu'après la démonstration d'aujourd'hui et la pétition qui va être présentée, il sera impossible de refuser aux Irlandais leurs justes droits, justement revendiqués. (*Vifs applaudissements.*) Maintenant, de nouveau, je puis respirer librement. La police, j'en ai maintenant l'assurance, ne pourra pas vous faire subir un échec. Pour conclure, je vous le dis, ne déshonorez pas la Charte, et, bien que je sois étendu sur la roue, je veux, si c'est nécessaire, sourire jusqu'à ce que la terreur soit décontenancée. En avant, marchons en conquérants jusqu'au jour de la victoire, jusqu'au jour glorieux où la Charte sera devenue la loi du pays. "

Si l'on en croit la *Northern Star* du 15 avril, " M. O'Connor achève son discours au milieu d'applaudissements enthousiastes. L'honorable gentleman, ajoute le journal, semblait souffrir d'un mal terrible et était évidemment épuisé par l'effort qu'il avait fait pour parler." Feargus était-il réellement malade ou s'est-il livré à une comédie qui n'est pas sans exemples dans la vie des hommes politiques ? ajoutant peut-être cet artifice à ses moyens habituels, il a cru pouvoir atteindre plus facilement l'effet qu'il voulait obtenir dans le rôle de pacificateur qu'il s'était donné.

Après le discours d'O'Connor, la scène est jouée : un seul événement eût pu troubler l'ordre du spectacle, l'intervention de quelqu'une de ces personnalités secondaires qui se pressaient derrière O'Connor, impatientes de lui arracher

son titre et sa puissance. Etait-il trop tard pour que cette intervention put se produire utilement? C'est probable : le matin, à la Convention, les George-Julian Harney, les Ernest Jones, les Reynolds avaient laissé passer l'heure.

Peut-être leur neutralité à la séance du matin avait-elle été voulue et attendaient-ils, pour se décider à agir, un insuccès d'O'Connor qu'ils escomptaient auprès des masses chartistes déçues dans leur espoir d'une journée de gloire et de combat ? C'était là du reste un faux calcul : et parce que l'habileté était de ne pas laisser parler O'Connor comme s'il avait derrière lui l'unanimité des conventionnels, et parce qu'il fallait lui enlever son prestige avant qu'il eût ouvert la bouche et puisé dans son contact avec le peuple cette force magique qui lui donnait la maîtrise de ses auditoires. Laisser parler un concurrent éloquent, c'est la plus grande faute qu'on puisse commettre ; mais Ernest Jones et George-Julian Harney devaient se consoler d'avoir manqué leur coup en cette journée du 10 avril : encore qu'ayant eu l'effet immédiat qu'en désirait Feargus, son discours laissait à ses rivaux la possibilité de l'étrangler demain.

Aussi Ernest Jones se garde-t-il bien de contredire le grand démagogue lorsqu'après lui il prend la parole :

“ Président et amis respectés, de ce char s'élèvent les voix de plus de six millions d'individus ; oui, il y aura plus de 6 millions de signatures à votre pétition lorsque M. Feargus O'Connor arrivera à la Chambre des Communes. (*Applaudissements.*) L'honneur de l'Angleterre est entre vos mains aujourd'hui et vous ne devez pas souiller cet honneur et nuire à la cause par un acte fou de collision ou par une effusion de sang. (*Ecoutez, écoutez.*) Rappelez-vous que je suis ce qu'on appelle un chartiste de force physique et que je n'ai pas reculé à venir ici aujourd'hui. Mais, mes amis, à des hommes pacifiques comme nous sommes, il est vain de tenter une collision. D'ailleurs nous avons gagné un point. Nous avons tenu notre meeting. Cette victoire est suffisante pour satisfaire notre honneur et nous ne nuirons pas à notre succès par quelque acte de folie inconsidéré. J'espère que vous écouterez le conseil de M. O'Connor et que vous vous disperserez tranquillement : non pas pour abandonner l'agitation (*applaudissements*), mais tout au contraire pour attendre le résultat de la présentation de la pétition et le débat qui aura lieu à ce sujet vendredi. ”

Après qu'Ernest Jones eût ainsi adapté ses paroles aux circonstances en composant son langage sur celui du maître de l'heure, tout en espérant un lendemain plus favorable, Feargus reprend :

“ Je vais maintenant, comme votre ambassadeur, au Home Office dire à Sir George Grey que vous êtes décidés à ne pas entrer en collision avec la force armée, aujourd'hui. Que ceux qui sont de cet avis lèvent la main. (*Toutes les mains se lèvent.*) Mais, mes amis, il doit y avoir aussi une pétition contre le bill sanguinaire présenté à la Chambre des Communes par Sir George Grey, et quelques-uns des gentlemen qui m'entourent vont vous parler de ce bill. (*Une voix : Plus de pétitions.*) Vous pétitionnerez contre ce bill pour me permettre en présentant cette pétition d'employer contre le Bill le langage le plus énergique.

(*Applaudissements.*) Et, tandis que vous êtes en train de faire votre propre besogne, n'oubliez pas pauvre Paddy. (*Vifs applaudissements.*) Ma famille a assez souffert pour cette cause. Mon père a été accusé cinq ou six fois de haute trahison et est resté en prison sept années de sa vie. Mon oncle est arrivé à sa cinquantième année de bannissement et est sur le point d'être nommé le premier président de la République française. Mon frère est premier ministre et commandant en chef d'une république de l'Amérique du Sud et je pense que je n'ai pas déshonoré mon nom. (*Applaudissements.*) Depuis quinze ans, je n'ai jamais consacré un seul jour à mes affaires personnelles, mais tout mon temps a été pour vous. (*Applaudissements.*) Vous m'avez plus que payé des sacrifices que j'ai faits pour vous et par le ciel, mes enfants, je vous aime, s'il est possible, plus encore que je ne l'ai jamais fait. "

Le discours s'achève au milieu des acclamations. Feargus O'Connor descend du char et, après avoir traversé la foule, sort de Kennington Common.

Thomas Clark, Mc Grath, Wild, Edmund Jones, Reynolds, G.-J. Harney, West haranguent les masses chartistes dans les différentes parties de Kennington Common. A deux heures moins un quart les délégués se séparent; trois cabs sont amenés pour prendre la pétition nationale qu'accompagnent les membres de l'Exécutif : aucune tentative n'est faite par la foule pour les suivre, et la journée qui promettait d'être historique s'achève sans autres conflits que quelques horions. La *Northern Star* du 15 parle de la " traîtreuse " conduite de la police au pont de

Blackfriars. En fait, le détachement à cheval fut employé à déblayer la rue de Blackfriars jusqu'à Stamford Street et à empêcher pendant une heure la traversée du pont : " Le peuple ne comprit pas pourquoi on l'empêchait de passer le pont et de fréquentes collisions eurent lieu entre la foule et la police. Les constables se servirent de leurs gourdins...... et par degrés, la foule étant repoussée dans Holland Street et Stamford Street, le pont et une partie considérable de Blackfriars road furent libres. De semblables faits se produisirent à Westminster Bridge et aux autres ponts, la police agissant avec sa brutalité accoutumée. "

L'énergie d'un gouvernement ayant su prévoir des éventualités qui ne se sont pas produites peut-être parce qu'il a su prévoir, n'est pas la seule cause qui explique le caractère inoffensif de la manifestation Chartiste : elle n'est même ici qu'une cause secondaire. Faut-il donc penser que Feargus O'Connor a escamoté la démonstration du 10 avril e ta empêché ainsi que cette journée ressemblât à d'autres génératrices de révolutions, de constitutions et de républiques ? Faut-il dire que c'est à l'intervention du leader, intervention déterminée par la peur des aventures et des responsabilités, qu'est dû l'échec du mouvement de révolte qui soulevait les masses

populaires et les emportait, semblables à une flotte dévastatrice que seule une manœuvre du pilote a détournée vers la pleine mer au lieu de la faire pénétrer triomphante dans le port ? Sans doute Feargus a agi cette fois encore en pacificateur comme il l'avait fait déjà en 1839 et en 1842 ; mais il ne faut pas accorder en cette circonstance à sa personnalité une influence qu'elle commençait à perdre : quels qu'aient pu être ses mobiles secrets, il a obéi, consciemment ou non, aux suggestions de la politique la plus réaliste, conformé son action aux possibilités du moment.

En dépit des apparences, le Chartisme a cessé d'être et la journée du 10 avril n'est que le fait révélateur de son déclin définitif. La fanfare des mots prononcés aux meetings des mois précédents et aux séances de la Convention ne doit pas tromper sur les sentiments qui animent les troupes chartistes et sur l'élan possible avec lequel celles-ci sont disposées désormais à se laisser entraîner aux appels claironnants de leurs chefs. Les leaders certes ne manquent pas. Qu'importe en effet que les plus honnêtes aient été éliminés, s'il reste encore, pour diriger le mouvement, ces créateurs de mirage infiniment plus aptes à la conduite des foules que les austères diseurs de vérités ? Mais justement les leaders divisés sont prêts à se dévorer entre eux. Bien que n'ayant pas osé élever la voix le

10 avril, George-Julian Harney et Ernest Jones, décidés à le trahir plus ou moins ouvertement, vont profiter de l'attitude de Feargus en cette journée pour l'accuser de trahison. Celui qui a été le prestigieux machinateur du Chartisme depuis trois fois trois années verra bientôt son étoile pâlir et sera réduit à lutter misérablement pour retenir un pouvoir qui lui échappe en même temps que la raison. Tout au moins, si les grands premiers rôles s'effacent et laissent libres les monotones et vaines évolutions des comparses, le personnage principal, le travailleur en révolte, ne porte-t-il pas un masque assez douloureux et formidable et ne clame-t-il pas ses colères d'une voix assez puissante pour emplir toute la scène et donner au spectateur l'effroi d'un drame nouveau et inconnu prêt à se jouer sans autres acteurs que le chœur, loquace témoin de la fatalité des événements ?

De l'âme du prolétariat, les illusions se sont envolées, non pas certes pour toujours ; mais un temps d'oubli et de détente est nécessaire pour permettre aux déceptions de s'atténuer et de disparaître, pour que la foi renaisse en ces cœurs enclins aux illusions toujours changeantes et toujours renaissantes du socialisme éternel.

Convient-il de prêter une morale à cette histoire chartiste et de dire que c'est pour avoir repoussé ses deux plus fidèles et intelligents

leaders, pour les avoir sacrifiés aux chasseurs de popularité que les chartistes ont été punis par un échec lamentable ? Il est normal que le peuple préfère toujours les marchands d'illusions politiques et sociales aux simples honnêtes gens qui entendent être des serviteurs loyaux de ses intérêts plutôt que des amuseurs de ses souffrances. Les marchands d'illusions ont un jeu d'artifices aussi savant, un instinct aussi fertile en inventions que celui des coquettes ; si, malgré les efforts d'hommes plus dignes de confiance, ces déliés courtisans d'un souverain sans royaume réussissent à capter et quelquefois à fixer l'âme mouvante des foules, c'est qu'ils possèdent à un degré plus positif le sens de la psychologie : des masses, ils savent l'envie inlassable, la naïveté facile à se laisser bercer de promesses et d'espérances, la vanité insatiable des éloges les plus énormes, en même temps que le besoin d'entendre évoquer la justice et les premiers rayons d'une société qu'illumine la Vérité. Ils connaissent le peuple tel qu'il est, les intègres tenants de la démocratie l'imaginent tel qu'ils le voudraient voir et les breuvages que ceux-ci offrent à sa soif de jouissances idéales et matérielles ont un goût trop âpre auprès des délices dont ceux-là l'abreuvent.

Le plus souvent, pour agir avec plus de sûreté et plus de confiance en soi, ayant besoin

de colorer à leurs propres yeux leurs démarches des nuances les plus agréables ou même se laissant prendre à la vertu enivrante de leurs discours, les démagogues veulent voir en leur rôle de prestidigitateurs sociaux l'accomplissement d'une espèce de fonction nécessaire en un temps où recule la foi chrétienne parmi les masses. Ces prétendus médecins de l'âme populaire imaginent que le rêve social peut être un succédané de l'espérance religieuse. Des politiques à courte vue se sont attaqués à celle-ci pour déraciner, sans le remplacer, le mysticisme, comme si ce sentiment n'était pas un état naturel de la sensibilité : impuissants à guérir ceux dont ils ont laissé ainsi l'âme vide, toute disposée à recevoir et à accueillir avec enthousiasme la joie de l'espérance socialiste. Mais que valent ces nouvelles espérances pour les « vétérans de l'humaine misère » ? Et n'est-ce pas toujours, depuis les démocraties grecques, la comédie d'Aristophane qui recommence ?

Le Chartisme disparu, reste-t-il quelque chose de la Charte ou du Plan agraire et le metteur en scène du Land Scheme va-t-il recueillir les fruits de cette gloire savamment machinée, de l'art avec lequel il a su conquérir et garder si longtemps la faveur populaire, cette si instable propriété ? C'est en vain que Bronterre et Lovett se sont éloignés du mouvement qu'ils ont créé ;

que l'un, toujours fidèle à son programme de nationalisation du sol et de socialisme d'échange, traîne une vie misérable de conférencier socialiste mal payé, et que l'autre se consacre à l'éducation populaire et à la publication de livres scolaires pour les enfants. Le 13 avril, la pétition, présentée à la Chambre par Feargus, est accueillie par les rires des parlementaires qui s'aperçoivent qu'au lieu des 6 millions de signatures annoncées, elle n'en contient que 1.975.496 et déconsidérées par le grossier trompe-l'œil des signatures additionnelles de Victoria Rex, du Duc de Wellington, de Sir Robert Peel, du Colonel Sibthorpe, du Joufflu, de Nez camus, de Nez plat, de Nez de singe, de Sans-Fromage, et de Premier avril. Le 6 juin, le Parlement nomme, pour examiner les affaires de la National Land Company, une commission qui constate que l'entreprise ne possède aucune comptabilité régulière et est en état de faillite. Deux ans après, Feargus O'Connor envoie les huissiers aux colons du domaine de Snigg's End dans le Gloucestershire et en 1852, au retour d'un voyage aux Etats-Unis, il est enfermé à l'asile du Dr Tuke : le 30 août 1855, l'homme qui a tenu entre ses mains les destinées du Chartisme meurt fou.

Faut-il dire avec William Lovett que Feargus a été le mauvais génie du mouvement et l'un

de “ *ces conseillers insensés qui, par de furieux appels aux passions de la multitude, excitèrent les démons de la haine, du préjugé et de la discorde*” ? Faut-il aussi déplorer avec Bronterre que cet homme ait déchaîné “ *la populace d'ignorants fanatiques, menés par des fripons corrompus,*” pour étouffer la voix de la raison que les leaders intègres voulaient faire entendre aux démocrates anglais ? L'expérience chartiste, conforme à celle de sociétés antiques, ne montre-t-elle pas que la démocratie en acte n'est pas le règne du peuple, mais seulement la mise de la force populaire au service de minorités qui parent leurs appétits et leurs haines du masque de la volonté générale, ou des démagogues qui empruntent le verbe puissant de la foule pour assurer leur dictature ? L'histoire de la veuve et de son jeune ami, que Feargus raconte dans son discours de Northampton, est l'image saisissante autant qu'humoristique de la façon dont les intérêts de Démos sont sauvegardés par ceux qui s'affichent les amis du peuple dans une démocratie.

Londres, mai 1905. *Dijon, juillet* 1912.

TABLES

TABLES

LA NAISSANCE (1830-1836)

L'ÉVOLUTION (1837-1842)

LE DÉCLIN (1843-1848)

GRAVURES

LA NAISSANCE (1830-1836)

CHAPITRE I

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION (1837-1842)

CHAPITRE I

CHAPITRE II

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE VINGT-SEPT
MARS MIL NEUF CENT TREIZE PAR
L'IMPRIMERIE SAINTE CATHERINE
QUAI ST. PIERRE, BRUGES, BELGIQUE



